



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

L'EUROPE  
ET  
SES COLONIES;

PAR LE COMTE DE B.....

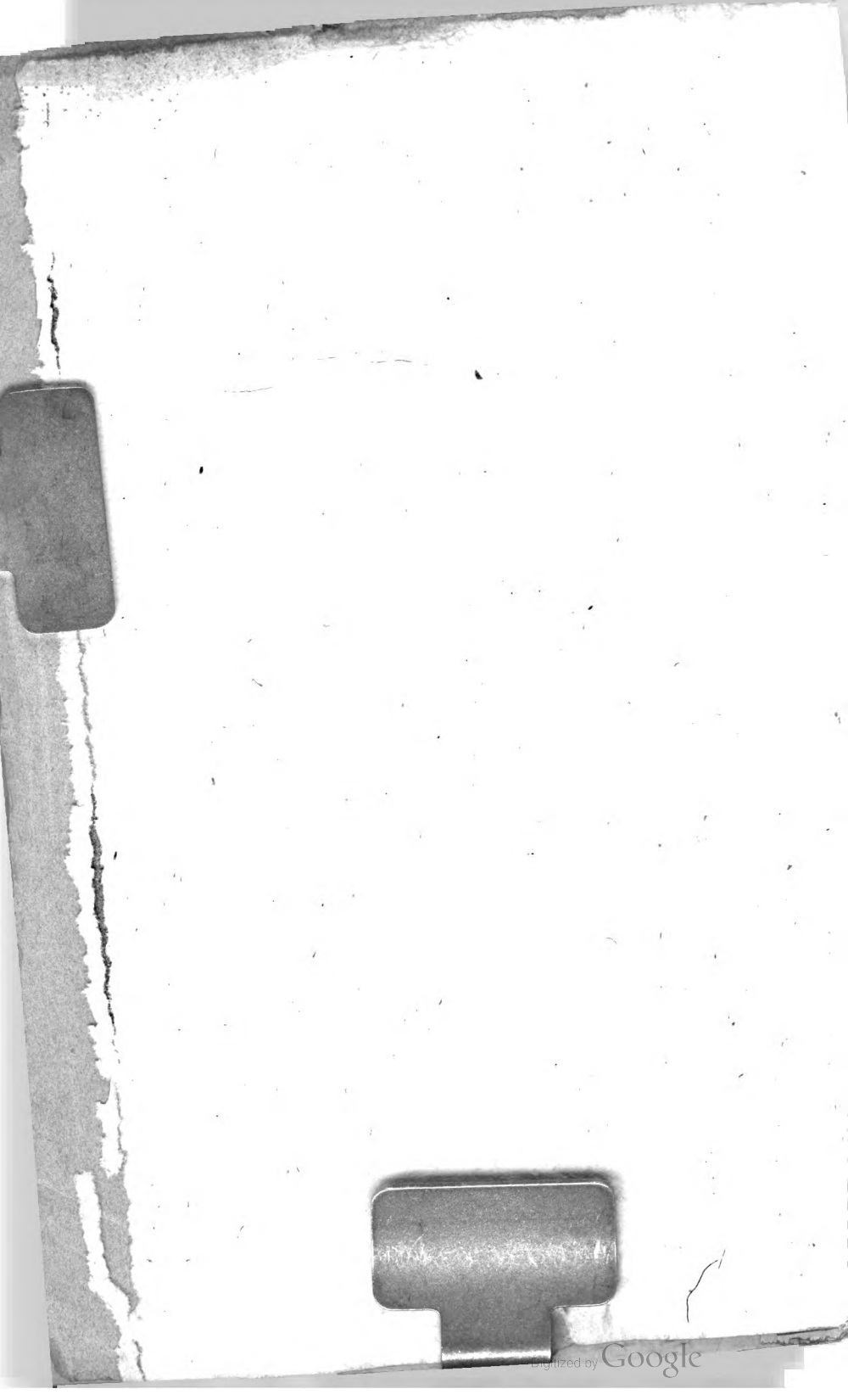
SECONDE ÉDITION.

TOME SECOND.



A PARIS,  
CHEZ CHASSERIAU, LIBRAIRE,  
RUE NEUVE-DES-PETITS-CHAMPS, N° 5.

1822.

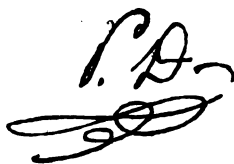


**L'EUROPE**  
**ET**  
**SES COLONIES.**

**SECONDE ÉDITION.**



Les formalités voulues par la loi ayant été remplies, tout exemplaire non revêtu de ce paraphe sera regardé comme contrefait.



---

IMPRIMERIE DE P.-F. DUPONT,  
HÔTEL DES FERNES.





# L'EUROPE

ET

## SES COLONIES,

EN DÉCEMBRE 1819.

---

### CHAPITRE IX.

*Angleterre.*

EN étudiant le jeu des ressorts de la politique européenne, dans les principaux cabinets du continent, nous avons vu la Russie prête à fondre, avec d'incalculables moyens, sur tous les Etats qui l'entourent; et partout, depuis Torneo jusqu'aux limites septentrionales de l'Indostan, nous avons trouvé l'Angleterre semant des obstacles sur les pas du cabinet de Pétersbourg. Il n'y a qu'un cri dans les îles britanniques, contre l'ambition démesurée des Russes. Nous n'avons dissimulé, ni la marche toujours progressive de cette ambition, ni les maux qu'elle prépare à l'Asie et à

l'Europe. Napoléon a laissé ses plans imparfaits; un autre en hérite, plus réservé, plus fort et par conséquent plus dangereux. Toute nation est en droit de s'en alarmer; mais sied-il, après tout, au cabinet de Londres de crier plus haut que les autres? N'est-il pas lui-même atteint de la maladie qu'il signale dans son rival? Si l'Angleterre, enfin, s'impose tant de sacrifices pour contenir cette puissance prête à nous asservir, est-ce par intérêt pour la liberté du continent, ou parce qu'elle voit sa suprématie commerciale éminemment compromise? L'Angleterre n'oserait le nier; le monopole universel est l'objet de ses vœux et de ses travaux. Ce n'est point pour faire parler d'elle, comme Pyrrhus, qu'elle est devenue conquérante. L'or avant tout. La gloire toute nue ne la tentera jamais. Si elle subjugué les peuples, c'est pour leur arracher ce métal dont elle est toujours affamée.

Cette ambition mercantile est turbulente, jalouse, exclusive et souvent cruelle. Elle prend, suivant les temps et les lieux, le ton humble ou arrogant, le langage de la servitude ou de la liberté: les Anglais sont les jésuites du commerce, *tutes quates*. Leur cupidité s'indigne contre toute industrie dont ils ne sont point les créateurs, ou qui tourne au profit d'autrui.



C'est un vol qu'on leur fait. Une guerre à mort, est aussitôt déclarée à cette invention, mère de nouveaux besoins qu'eux seuls se croient en droit de remplir; et si les moyens usuels, c'est-à-dire l'accaparement des matières, l'embauchage des ouvriers, le décri, la diffamation, se trouvent inefficaces, ils se hâtent d'imiter le produit qu'ils jaloussent, arrivent aux marchés les premiers, et s'imposant les sacrifices les plus onéreux, ils fixent les prix à des taux si bas, que l'industrie rivale ne puisse y descendre sans se ruiner.

Toutes les espèces de terres ne conviennent point à l'ambition calculatrice des Anglais : vous ne les verrez jamais s'établir au centre d'un vaste continent; il leur faut des îles ou des plages littorales pourvues de rivières navigables, de rades et de ports, et dont les terres adjacentes se prêtent aux cultures qui promettent le plus de profit. La passion de s'enrichir leur donne, sous ce rapport, des inspirations et un instinct admirables. Nous en trouverons mille preuves en parcourant leurs colonies.

ARTICLE PREMIER.

*Colonies Anglaises d'Asie.*

L'ANGLETERRE possède en Asie :

L'Inde en-deçà du Gange, comprenant l'Indostan au nord et la presqu'île du Décan au midi ;

L'île de Ceylan, séparée du Décan par le détroit de Samar ;

Une partie des îles de la Sonde ;

La Nouvelle-Hollande, ou Nouvelle-Galles du sud ;

La terre de Van-Diëmen.

§. I<sup>er</sup>.

*Empire Anglo-Indien.*

L'INDE a été si souvent décrite, et avec tant de détail, qu'il serait inutile de suivre, à l'égard de cette région, le plan que nous nous sommes prescrit pour les colonies moins connues, que l'Espagne et le Portugal ont formées en Amérique.

Nos lecteurs trouveront une excellente des-

cription de l'empire Anglo - Indien, dans le VI. volume de la Géographie de M. Malte-Brun. Nous les invitons à la parcourir.

Il a été déjà question de l'Inde, au commencement de cet aperçu; mais nous nous sommes réservé pour un moment plus opportun des détails qu'il est temps de fournir.

A force de combats, de dépositions de souverains et de punitions toujours injustes, souvent atroces, la compagnie des Indes crut, en 1816, avoir solidement établi la paix dans son vaste empire. Vers la fin de la même année, les Pindarées, dont il sera bientôt question, envahirent la présidence de Madras, brûlèrent plusieurs villages et dévastèrent le pays.

Pendant cette expédition, le marquis de Hastings, qui entretient une foule d'espions auprès des princes mahrattes, fut averti que la guerre allait éclater sur tous les points à la fois, et que les Pindarées, alliés secrets de ces princes, n'agissaient qu'en leur nom, et donnaient en quelque sorte le signal du soulèvement universel.

Dans cette fâcheuse extrémité, le gouverneur général pensa qu'il fallait entamer des négociations individuelles avec les principaux confédérés, et tâcher de rompre ainsi cette nouvelle ligue. Comme il se disposait à exécuter ce plan,

on lui apporte des lettres interceptées que Scindiah, chef des états d'Ougein, dans le Malwa, et de l'Agemire, venait d'adresser aux chefs des Pindarées. Cette découverte le fortifie dans ses résolutions. Il écrit à ce souverain que tous ses projets lui sont connus, au point qu'il n'a pas jugé nécessaire d'ouvrir ses lettres; qu'il les lui renvoie intactes. Il terminait la sienne en protestant qu'il jetterait un voile sur le passé; mais à la charge que Scindiah consentit à se lier avec la compagnie par un nouveau traité. Scindiah, se voyant découvert, consent à tout; et, par un nouveau traité, en date de novembre 1817, il autorise la compagnie à transiger désormais sans son concours avec les chefs des Rajepoutes, disposition contraire à un traité antérieur.

Le marquis négociait dans le même sens avec Ameer-Khan qui, en se détachant de la ligue, prit l'engagement de coopérer, avec l'armée anglaise, à la répression des Pindarées.

On suspectait aussi Holcar, qui gouverne le Kandish, le Malwa et l'Indore; mais on ne put le convaincre par aucune preuve.

Il n'y avait pas long-temps que le Peishwa, qui résidait à Pounah, s'était vu priver par la compagnie d'un territoire bien considérable, puisqu'il rapporte 400 mille liv. st. de revenu

net. Outré de cette perte, et supposant que le mouvement convenu s'exécutait simultanément partout, il fait assassiner à Pounah le consul anglais, et la révolte éclate dans tous ses États. C'est alors seulement qu'il est informé de la défection des autres princes. Trop compromis pour se flatter d'obtenir la paix, il se met à la tête de quarante mille hommes d'élite. Le combat s'engage à Maidpore, et son artillerie est si bien servie, au commencement de l'action, qu'elle fait taire celle de l'armée anglaise. Jamais le terrain ne fut disputé avec plus d'acharnement; il fallut toutes les ressources de la tactique européenne pour vaincre ce formidable ennemi. A la fin, la fortune l'abandonne : vaincu, et poursuivi dans ses États, dont les forteresses tombent successivement au pouvoir des Anglais, le malheureux Bajee-Row cherche un asile chez le rajah de Nagpore son allié. Une seconde bataille détruit son infanterie à *Sholapore*. Alors, ne voyant plus de ressource, il se rend prisonnier, abdique son pouvoir, et se voit conduire à Benarez, où il est enfermé pour le reste de ses jours. Ses États furent annexés au territoire de la compagnie; mais elle ne gagna point le cœur des indigènes, plus disposés que jamais, malgré leurs revers, à recouvrer leur indépendance.



Nous avons vu le rajah de Nagpore armer en faveur de son allié malheureux. Ce prince était entré dans la ligue. Il se mit en campagne avec une belle armée, obtint d'abord des succès, et surprit quelques détachemens anglo-indiens : mais son heure arriva. Il fut battu, déposé, et remplacé par un mannequin qui paie un fort tribut à la compagnie. Le rajah dépossédé a reparu depuis en armes dans ses anciens États; et quoiqu'en apparence il ne soit plus qu'un chef de parti sans résidence fixe, il est encore le régulateur secret des autres princes mécontents dans cette partie de l'Inde.

Holcar avait pris les armes presque aussitôt que le Peishwa. Son armée parut si formidable qu'on crut devoir lui opposer l'élite de l'armée anglaise, sous les ordres de sir Thomas Hislop. Ce général atteignit l'armée d'Holcar au-delà de la Nerbudah, et la mit en déroute : c'était le 21 décembre 1817. Le vaincu, en abandonnant à la compagnie les deux tiers de ses états, conserva une existence politique et l'espérance d'être quelque jour plus heureux.

Ameer-Khan rompit aussi le traité qu'il venait de signer avec le marquis de Hastings. On le vit à la tête de vingt-cinq mille hommes bien armés, et pourvus d'une excellente artillerie : mais ayant

appris, avant de commencer les hostilités, la défaite et la déposition du Peishwa, il fit si bien disparaître cette armée et son artillerie, que les Anglais, en visitant son pays avec le plus grand soin, n'en ont pu découvrir la moindre trace.

Sindiah, malgré le traité qu'il venait de signer, se serait joint aux autres princes contre l'ennemi commun; mais, surveillé de près, il se tint en repos, en éludant néanmoins une des dispositions de ce traité qui l'obligeait à fournir aux Anglais un corps d'auxiliaires. Le marquis, alors trop occupé, ajourna la punition encourue par ce chef, pour n'avoir pas coopéré à l'asservissement de ses compatriotes.

Tel fut le résultat de la coalition des princes mahrattes contre la puissance anglo-indienne. On voit les peuples suivre avec transport leurs chefs, se battre avec acharnement, supporter leurs revers avec une constance héroïque, et déjà familiarisés avec la tactique dont les Anglais leur donnent tous les jours des leçons. Il n'a manqué, que des chefs capables de diriger cet enthousiasme national. Les Anglais eux-mêmes tombent d'accord que si ce mouvement s'était opéré avec ensemble, sous la conduite d'une tête mieux organisée que celle du faible Peishwa, leur empire dans l'Inde eût été sur le penchant de sa

ruine. Tous ces élémens de résistance ne sont d'ailleurs que dispersés ; l'opposition existe , constamment aigrie par des surcroîts successifs de tyrannie et d'oppression, Pendant que nous écrivons ces faits , les vaincus donnent déjà de nouvelles inquiétudes sur les bord de la Nerbudah , du Gange et de l'Indus.

Nous avons vu les Pindarées donner le signal aux princes confédérés , par une incursion sur le territoire de Madras. Il est bon de faire connaître aux Français ce peuple singulier , dont l'apparition dans l'Inde est toute récente. Le nom qu'il porte est très-connu à Londres , où il réveille la même idée qu'ailleurs celui de Cosaques ou de Mameloucks.

Les Pindarées sont sur terre ce qu'étaient les Flibustiers sur mer quand ils en imposaient à tous les pavillons. C'est un amas de brigands et de déserteurs de toutes les nations de l'Asie ; leur premier noyau fut très-faible ; mais depuis qu'ils sont connus , l'attrait du pillage conduit auprès d'eux tous les mauvais sujets qui échappent ailleurs au dernier supplice , ou qui cherchent à le mériter.

Ils sont divisés par bandes , plus ou moins nombreuses , sous des chefs électifs dont les ordres sont pour eux des lois. Ils font peu d'usage

d'armes à feu. Leurs compagnies d'élite seules se servent du mousquet; tout le reste s'arme de longues lances et de sabres excellens qui leur viennent d'Arabie ou du Caboul.

Leurs bandes sont en général de quatre à cinq mille hommes, tous montés. Quand leur chef veut les conduire à quelque expédition, lui seul en a le secret. Il fait sonner la trompette et chacun monte à cheval, emportant ses vivres pour plusieurs jours. Tous les pays qu'ils traversent sont pillés et ravagés en un instant, et partout où ils trouvent de la jeunesse, ils la force de s'enrôler avec eux. C'est ainsi qu'ils fondent avec la rapidité de l'éclair sur les plaines de Coromandel, du Bengale ou de l'Indostan. Sont-ils poursuivis ou atteints? ils disparaissent en un clin-d'œil, et trouvent des abris dans des montagnes inaccessibles pour tout autre corps armé. Dans leurs campemens nocturnes, aucun feu n'est allumé, et, s'ils se jugent près de l'ennemi, ils changent plusieurs fois de bivouac. C'est ainsi qu'ils mettent constamment en défaut les corps anglais qui les poursuivent. Souvent, après avoir long-temps marché dans la même direction, ils se portent si rapidement sur un point opposé, que leurs mouvemens semblent avoir quelque chose de magique. Pour persuader ceux qui les observent qu'ils sont infiniment nom-

breux, ils ne marchent que sur une ligne, et ce prestige trompe les plus experts. Une de ces bandes, après avoir traversé la Nerbudah, sur la fin de novembre 1817, parcourut en trois jours 250 milles anglais. Qu'on juge par ce trait de la rapidité de leur marche et de la vigueur de leurs chevaux. Aussi prennent-ils un soin infini de ces quadrupèdes, dont la race est incomparable. Les cavaliers ne sont pas moins endurcis à la fatigue; ils supportent gaiement les plus dures privations et s'imposent des travaux qui seraient impossibles à l'homme civilisé le plus vigoureux.

Le chef des Pindarées qui se sont fixés dans le Décan, se nomme Buksoo. C'est un homme de 35 ans, d'un superbe physique, et qui unit à la bravoure un grand fond de prudence. C'est le capitaine que le marquis de Hastings redoute le plus, parce que la haute opinion qu'on a de sa capacité lui a valu une sorte d'empire sur quatorze autres chefs qui le suivent, s'il les appelle dans ses expéditions. Buksoo, dans celle qu'il fit en 1817, n'avait rien moins promis aux siens que le pillage de Madras.

Le chef de la bande qu'Holcar a secrètement lié à ses intérêts, se nomme *Kander*. Il a sous ses ordres environ 7000 hommes de cavalerie. Il ne voulut point secourir son allié en 1817, pour



n'avoir à participer à aucune transaction qui l'empêchât de se livrer à sa guerre favorite.

Scindiah est en relation avec le plus puissant des chefs pindarées, appelé *Cheetoo*. Celui-ci a considérablement accru ses forces depuis 1816. Il dispose de 25 mille cavaliers, d'un petit corps d'infanterie légère et de vingt-une pièces d'artillerie. Dirigé par les mêmes principes que l'allié de Holcar, il a laissé battre le sien sans le secourir. Cheetoo a fait depuis d'autres courses. Il est vrai qu'il a été repoussé ; mais sa troupe s'est enrichie de pillage.

Mohamoud, autre chef, commande 14 mille cavaliers, et son artillerie se compose de onze pièces de canon. On croit qu'il est devenu depuis peu l'allié de Scindiah.

Le total des cavaliers pindarées que l'armée de la compagnie a perpétuellement à craindre ou à repousser, s'élève à 80 mille, qui deviennent de jour en jour plus nombreux et plus entreprenans.

On ne doute point dans les bureaux du gouvernement de Calcutta, que le *Lahor* et le *Nepaul* n'aient trempé dans la conjuration des princes mahrattes. Runjee Singh avait déjà fait des mouvemens hostiles lorsqu'il apprit les désastres du Peishwa, suivis de son abdication. On

est depuis dans de vives inquiétudes sur les dispositions de ce souverain ; et il ne fait aucun mouvement dont les gazettes de Calcutta et de Bombay ne rendent aussitôt compte.

L'État de Lahor s'étend du 30° au 34° degré de latitude. Il est borné au nord par le Kachemire, que se disputent le roi de Lahor et le souverain des Afghans ; à l'est, ce même pays est séparé du Nepaul par la rivière *Sutulège* ; au sud, il confine à la province de Delhy, dont l'insatiable compagnie possède aujourd'hui la moitié ; à l'ouest, l'*Indus* sépare le Lahor du pays des Afghans. Cette étendue est de 320 milles de long sur 220 de largeur. Sa population s'élevait, en novembre 1814, à quatre millions cinq cent mille âmes. Runjee-Singh, souverain actuel, âgé de 42 ans, et qui doit à la petite vérole la perte d'un œil, est plein de courage et d'ambition. Il n'observe qu'à contre cœur et en frémissant, un traité qu'il fut contraint de signer en 1809, et qui fixe le nombre de troupes qu'il peut tenir sur pied. S'il fallait en croire les calculs d'Abul-Fazil, le souverain de Lahor pourrait armer 326,700 fantassins et 64 mille hommes de cavalerie. Il suffit de comparer la population de cet État avec cette innombrable armée, pour sentir qu'Abul-Fazil a fait un calcul oriental, c'est-à-

dire très-hyperbolique. On assure que le Lahor peut tout au plus armer 100 mille cavaliers, et c'est déjà beaucoup. En dépit du traité qu'il élude, ce souverain tient un état militaire considérable, et son artillerie, qu'ont formée des aventuriers européens, manœuvre avec autant de célérité que de précision. Les Sheiks lui sont soumis, et passent pour les meilleures troupes de l'Asie. En un mot, le souverain de Lahor inspire des craintes à la compagnie dont il ne parle qu'avec horreur.

L'État de Népaul est en lui-même fort circonscrit. Il a été conquis et incorporé dans l'empire des Gourkas, auquel il a donné son nom; car toutes les conquêtes des Gourkas sont comprises sous le nom de Népaul.

Ces Gourkas, naturellement braves et guerriers, se sont rendus fameux par des expéditions dans le Thibet, où leur chef pilla le temple le plus riche et le plus révérend du pays. Toujours armés, ils ont tout assujéti jusqu'aux rives de la *Sutelège*; et le rajah même de *Belarpour* leur paie tribut. Tout ce pays est superbe, fertile et bien peuplé.

Le rajah de *Siccam*, protégé par la Chine, ayant été dépouillé par le Népaul d'une partie de ses États, la cour de Peking fit marcher une

armée contre lui. Le rajah fit un simulacre de soumission dont la Chine se contenta. Depuis cette époque, elle regarde le rajah de Népaül comme son vassal, quoiqu'elle n'exerce aucune espèce de pouvoir sur ce souverain.

L'empire Népaülais, qui avait à peine, en 1796, cinq cents milles de circonférence, s'est accru depuis, au point de comprendre une étendue de dix degrés géographiques de long, sur trois de largeur.

La rapidité des conquêtes du Népaül alarma la compagnie, qui fit attaquer cet État en 1816, par le général Ochterlony, que les Anglais nomment le Wellington de l'Inde. Il prit plusieurs forts que les Népaülais avaient bâtis sur leurs montagnes. On lui opposa quatre-vingt mille combattans, qui ne purent tenir contre la tactique européenne.

Le traité suivant prouve à quel point le rajah de Népaül a été humilié par la compagnie.

« La guerre s'étant élevée entre l'honorable compagnie et le rajah de Népaül; et les deux parties étant mutuellement disposées à rétablir les relations de paix et d'amitié qui, avant les derniers différens, avaient si long-temps subsisté entre les deux États; les conditions suivantes de paix ont été respectivement agréées :

**ARTICLE PREMIER.** Il y aura paix et amitié perpétuelle entre l'honorable compagnie des Indes orientales et le rajah de Népaul.

**ART. 2.** Le rajah de Népaul renonce à toutes prétentions sur les terres qui étaient un sujet de discussion entre les deux États avant la guerre; et reconnaît le droit de l'honorable compagnie à la souveraineté de ces terres.

**ART. 3.** Le rajah de Népaul cède par le présent, à l'honorable compagnie, à perpétuité; savoir : 1°. toutes les terres basses entre les rivières *Kali* et *Rapti*; 2°. toutes les terres basses, à l'exception de *Rootwal*, *Khay*, qui sont entre le *Rapti* et le *Gunduck*; 3°. toutes les basses terres entre le *Gunduck* et *Coosah*, dans lesquelles l'autorité du gouvernement anglais a été introduite ou commence à s'introduire d'une manière effective; 4°. toutes les terres basses entre la rivière *Meithec* et le *Teesah*; 5°. tous les territoires dans les montagnes à l'est de la rivière *Meithec*, y compris le fort et les terres; *Nagree* et la passe de *Nagare*, conduisant à *Morung* dans les montagnes, ensemble le territoire entre cette passe et *Nagree* : le territoire ci-dessus sera évacué par les troupes *goorkahs* dans les quarante jours de la date du présent.



ART. 4. ( Cet article règle les indemnités, en numéraire, et les pensions à payer par la compagnie aux chefs népaulais qui ont souffert par l'aliénation des terres cédées en vertu de l'article ci-dessus. )

ART. 5. Le rajah de Népaül renonce, pour lui et ses successeurs, à toutes prétentions et à toutes liaisons avec les pays qui sont à l'ouest de la rivière Kali, et s'engage à n'avoir jamais aucun rapport avec ces pays ni avec leurs habitans.

ART. 6. Le rajah de Népaül s'engage à ne jamais troubler ni molester le rajah de Siccâm dans la possession de son territoire; il consent, si quelques différens s'élèvent entre l'État de Népaül et le rajah de Siccâm, ou leurs sujets respectifs, à ce que de tels différens soient référés à l'arbitrage du gouvernement anglais, par le jugement duquel le rajah de Népaül s'engage à passer.

ART. 7. Le rajah de Népaül s'engage par le présent à ne jamais prendre ou garder à son service aucun sujet anglais, non plus qu'aucun sujet d'un État européen ou américain, sans le consentement du gouvernement anglais.

ART. 8. Afin d'assurer et d'améliorer les relations de paix et d'amitié, établies par le présent

entre les deux États contractans, il est convenu que des ministres accrédités de chacun résideront dans les cours respectives.

ART. 9. ( Relatif à la ratification du présent traité dans les vingt jours, où plus tôt s'il est possible. )

Fait à Legowley, le deuxième jour de décembre 1815.

*Signé* Le colonel BRADSHAW,  
pour la Compagnie.

SEREE COOROO, GUSRAJ, NISSA,  
pour le rajahde Népalu.

Cette transaction a singulièrement indisposé la cour de Pékin contre la compagnie, qui avait attaqué son prétendu *vassal*. Les agens russes n'ont sans doute pas manqué de faire valoir ce grief pour que l'ambassade de lord Amherst ne fût point reçue.

Au-delà du Lahor, dont nous avons annoncé les mauvaises dispositions envers la compagnie, s'étend le royaume de Caboul, qui, entre autres pays, a soumis le Kachemire. Les indigènes s'appellent Afghans, nom devenu célèbre dans toute l'Asie.

L'Afghanistan ou le Caboul s'étend aujourd'hui du 68° au 71° degré de longitude orientale.

depuis les bouches de l'Indus jusqu'à l'Oxus. Son étendue en latitude est du 24 au 37° degré. Outre l'Afghanistan et le Kachemire, il comprend le *Ségestan*, partie du *Mekran* et du *Chorasán*, *Kiloun*, *Sindy*, le *Candahar*, une partie du *Lahor* et tout le *Moultan*. On voit qu'il s'est approprié plus du quart de la Perse.

Le tableau suivant de la population de cet État est puisé dans un document officiel :

Afghans proprement dits. . .	4,800,000 h.
Beloches. . . . .	1,000,000
Tartars, ou Tatars de toute espèce. . . . .	1,200,600
Perses et Sandries. . . . .	1,500,000
Indiens et Cachemiriens. . . .	5,700,000
Tribus ou sectes diverses. . .	300,000
	14,500,000 h.

L'Afghanistan pourrait lever des armées formidables, s'il fallait en juger d'après l'état militaire du Circar-Caboul, le seul que la compagnie ait pu jusqu'ici se procurer. Dans cette seule province, il y a trois cent soixante-dix mille hommes de troupes, dont soixante-huit mille de cavalerie. Ce calcul paraît exagéré, à moins qu'on n'ait fait dans ce pays une levée en masse.

Une puissance si redoutable méritait l'attention de la compagnie. Il n'est pas indifférent pour

elle que l'Afghanistan fasse cause commune, contre les Anglais, avec le Lahor, ou qu'il agisse de concert avec le Népaul et la confédération mahratte, encore moins qu'il livre le passage à quelque autre conquérant.

Nos compatriotes apprendront sans doute avec quelque intérêt une anecdote qui est inconnue en France; car la politique anglaise ne laisse percer, sur les affaires de l'Inde, que ce qu'il est impossible de dérober à la connaissance des autres nations.

La mission du général Gardane auprès du sophy de Perse, en 1808, jeta la compagnie dans les plus vives alarmes. Elle entrevit toutes les suites d'une alliance entre la Perse et Napoléon; mais en supposant que le Sophy accordât les facilités qu'on devait apparemment désirer de lui, la France aurait un autre obstacle à vaincre. Il fallait, avant d'arriver à Delhy, soumettre les Afghans ou obtenir le passage sur leurs terres. Comme on supposait, à Calcutta, que le général français avait aussi l'ordre d'aplanir cette difficulté, on résolut de le prévenir en se liant d'avance par un traité avec le souverain des Afghans. Il fut décidé qu'une légation partirait incessamment de Delhy, composée de manière à effacer de l'esprit des Afghans l'idée

désavantageuse qu'ils s'étaient faite des Européens. M. Elphinstone, chargé de cette mission, partit de Delhi le 18 octobre 1806, ayant à sa suite un escadron de cavalerie de 5<sup>e</sup> régiment, une compagnie du 6<sup>e</sup>, 200 hommes d'infanterie et 100 hommes de cavalerie légère de toutes armes. Cette ambassade, qui avait l'air d'une expédition militaire, arriva le 7 janvier 1809, à petites journées, dans les États du Caboul.

Il faut donc trois mois pour conduire une armée du Caboul dans l'empire anglo-indien !

L'expédition attendit sur la frontière l'arrivée d'un maître des cérémonies, qui vint recevoir et complimenter l'ambassadeur anglais.

Les premières paroles que lui adressa le souverain furent celles-ci :

« Que venez-vous chercher ? N'êtes - vous pas » satisfait des riches et belles contrées de l'Inde » que vous possédez déjà ? »

Néanmoins, le chef afghan prit un ton plus doux ; on s'expliqua, et un traité d'alliance offensive et défensive fut conclu entre la compagnie et le Caboul, qui s'engageait à repousser, s'il y avait lieu, l'armée franco-persane. Mais, depuis cette époque, la politique du Caboul, influencée par la Perse et par la Russie, a pris

une autre direction. Aussi la compagnie a-t-elle chargé d'autres agens de regagner dans cette cour, s'il était possible, le terrain perdu. De leur côté, Holcar, Scindiah et Ameer-Khan ont imploré contre la compagnie la protection des Afghans; et le bruit court dans les principaux établissemens anglais, que Runfer-Singh a obtenu du Caboul la garantie de ses États, à condition qu'il n'empiétera plus lui-même sur le Kachemire, où les Sheiks faisaient perpétuellement des incursions.

La puissance anglo - indienne a donc réuni contre elle bien des élémens d'opposition qui sont pour la plupart inconnus à l'Europe. Cette puissance est à son apogée; mais il s'agit de s'y maintenir. *Hoc opus*: et nous lui voyons au dedans comme à l'extérieur des ennemis redoutables. Les Anglais eux - mêmes font une remarque qui n'est point de nature à les rassurer; c'est qu'il ne se réunissait primitivement contre la compagnie qu'un petit nombre de rajahs voisins. Depuis qu'ils s'éclairent, le cercle de leurs ligués s'agrandit et s'étend. On vient de voir que la conspiration de 1817 comprenait, outre plusieurs bandes de Pindarés, tous les princes mahrattes, et en outre le Nepaul et le Lahor, quoique moins ouvertement.

Des documens officiels nous ont fourni l'état suivant des forces de tous ces souverains :

Scindiah et son allié le rajah de Bérar. . . . .	39,000 h.
Ameer-Khan et ses alliés <i>Scah</i> et <i>Lall</i> . . . . .	28,000
Holcar. . . . .	17,000
Le rajah de Nagpore ( aujourd'hui fugitif. . . . .	15,000
Les États insurgés du Peishwa,	25,000
Les Pindarées. . . . .	80,000
Le Nepaul. . . . .	60,000
Le roi de Lahor et ses sheiks .	60,000
Si nous ajoutons les forces du Caboul évaluées à . . . . .	<u>90,000</u>

nous obtiendrons un total de . . . . . 414,000 h.

Et des documens positifs ajoutent qu'à la réserve des Pindarées dont on a donné le maximum, chacun des pouvoirs énoncés pourrait doubler son contingent.

Il s'est élevé, dans la cour des directeurs, de vives discussions au sujet du système que suit opiniâtrément, dans l'Inde, le marquis de Hastings. On voudrait qu'il se réglât sur le plan du marquis de Cornwallis, qui préféra la douceur et la justice au faux éclat des conquêtes. Mais le marquis, soutenu par lord Liverpool, M. Canning

et par d'autres membres du cabinet, s'embarasse peu de cette opposition, et croit répondre péremptoirement aux clameurs par de nouvelles conquêtes. Il est bon de connaître un des principaux objets de cette divergence d'opinions.

Entre les États des Mahrattes et ceux de la compagnie, bornés aujourd'hui au nord par la *Summa*, sont plusieurs petits territoires dont le sort est incertain, et qui sont pillés tour à tour par les Mahrattes et par les Pindarées. Le plan de lord Wellesley était de les réunir au domaine de la compagnie. Lord Cornwallis voulait, au contraire, que leur indépendance fût respectée et consolidée. Le gouverneur général actuel se propose d'occuper la *Nerbudah*, et de joindre les présidences de Bengale et de Bombay par une suite de postes militaires qui s'étendraient d'une mer à l'autre. Il prétend qu'on retiendrait ainsi sous l'influence anglaise tous les petits États tributaires des Mahrattes, principalement *Sangun* et *Bapul*. Ce plan, dit-il, opposerait une digue à l'invasion qu'on attend du Nord; car toute l'Inde est persuadée qu'elle sera quelque jour la proie de quelque puissance septentrionale. Il faudrait, vers le milieu de cette immense ligne de fortifications, une espèce de



dépôt qui releverait les garnisons et pourrait au besoin les soutenir. Le marquis avait cru lever cette difficulté en proposant au rajah de Berar une convention particulière par laquelle il s'obligerait à recevoir 7000 hommes de troupes britanniques. On a fait entrevoir à ce souverain que cette force le mettrait à l'abri des Pindarées; mais le Rajah, qui peut-être connaît la fable du cheval implorant l'assistance de l'homme contre le cerf, préfère les ravages des brigands à la protection britannique. Bien d'autres petits souverains, éclairés par l'expérience, ont repoussé la même offre.

Je regrette, disait il y a quelque temps un des directeurs, que la sûreté de nos établissemens dans l'Inde exige toujours l'assujettissement des provinces voisines. C'est avouer que nous n'y avons aucune force réelle, et que c'est par un prestige inconcevable que nous retenons sous notre loi les 80 millions d'habitans que renferme ce beau pays! »

La Grande-Bretagne, qui connaît encore mieux que nous tous les points vulnérables de son empire indien, s'en occupe avec un redoublement d'attention. Elle y a fait passer sans bruit, en 1817 et 1818, plusieurs régimens auxquels les

journaux ne manquaient pas d'assigner d'autres destinations. Tout est mystère dans ce cabinet quand il s'agit de l'Inde. La compagnie n'est pas moins attentive à couvrir ses opérations. Les Européens curieux sont mal reçus sur la côte de Malabar et sur celle de Coromandel ; et il serait plus difficile à un Français , par exemple , d'arriver de *Madras* à *Benarès*, et surtout jusqu'à *Delhy*, que de parvenir auprès du *Grand-Lama*. Rien n'est plus chagrinant pour la compagnie que de savoir auprès des souverains de l'Asie , des Européens établis et en faveur. Les derniers agents qu'elle a délégués auprès du souverain de la Cochinchine , l'ont trouvé entouré de Français ; et comme l'ambassade n'a rien obtenu , les Anglais en ont accusé nos compatriotes. S'ils envoient en Chine quelque ambassadeur qui ne soit pas plus heureux que lord Amherst , ils en rendront responsable M. Raimond , officier d'artillerie , qui suivit le général Gardane en Perse , et qui , après bien des aventures , se trouve aujourd'hui mandarin de première classe et général en chef de l'artillerie chinoise ,

Les cercles de Londres imputent à la compagnie les brillantes folies du marquis de Hastings. Ce reproche est injuste. Le gouverneur général est l'homme du cabinet de Carlton-House et non

celui de la compagnie. Les Anglais, en général, ne rendent pas assez de justice à cette corporation. Qui peut méconnaître les services qu'elle a rendus à la métropole? Elle a donné au commerce national une impulsion et une étendue qui semble avoir atteint son plus haut période. Que de débouchés nouveaux ne doit-on pas à son infatigable activité? Elle a augmenté la marine et perfectionné la navigation. Quand la métropole a eu des guerres à soutenir, les vaisseaux de la compagnie sont venus grossir la marine royale et s'associer à ses triomphes. La compagnie anglaise a éclipsé d'abord en Asie la puissance de la Hollande et du Portugal, et elle l'a anéantie ensuite. Des bouches du Gange à celles de l'Indus, du cap Comorin aux alpes du Boutan et du Thibet, elle a élevé un empire colossal au centre et aux extrémités duquel elle ne souffre que des tributaires. Tels sont les avantages que la Grande-Bretagne doit à cette compagnie célèbre. Si elle s'engage dans des entreprises dangereuses dont le résultat le moins déplorable est la ruine de ses finances et de son crédit, c'est qu'elle y est poussée par les faux calculs et par les aberrations des membres influens du cabinet, qui veulent acquérir à la couronne ses immenses et riches possessions.

La compagnie a importé, depuis 50 ans, dans la métropole, pour une valeur de deux milliards cinq cent millions; et l'Angleterre ne possède que depuis quelques jours l'île de France, Ceylan, le Misore, Delhy, Sumatra, etc., etc. Un tel mouvement d'affaires est sans exemple dans le monde. Nous avons sous les yeux le tableau de celui d'une année, de 1811; en voici le résultat :

Présidence de Bengale. . . . .	9,472,492
— Bombay. . . . .	3,087,668
— Madras. . . . .	1,889,521

Total. . . . . 14,449,481 liv. st.

La marine de la compagnie se compose de 108 vaisseaux de 600 à 1200 tonneaux, en tout 90,000 tonneaux. Ces bâtimens, divisés en trois classes, peuvent au besoin être équipés en corvettes, frégates et vaisseaux de ligne. Sept mille matelots parfaitement exercés en forment les équipages.

Que ne ferait-on pas pour conserver une si riche colonie? mais aussi que ne ferait-on pas pour l'enlever à la Grande-Bretagne? Les recrutemens pour l'Inde sont perpétuellement ouverts. On offre les engagemens les plus avantageux. Les rues de Londres sont presque toujours tapissées d'invitations écrites en style oriental et capables d'enflammer la jeunesse. Il faut remplacer ce qui périclète dans des guerres interminables, dans des

marches forcées de tous les jours, dans les maladies endémiques d'un pays brûlant, où les indigènes mêmes périssent souvent par milliers.

Il est fâcheux pour le gouvernement britannique que la publicité des discussions trahisse son secret sur l'état actuel de l'Inde. Les orateurs, par esprit national, sont très-réservés; mais, à travers leurs circonlocutions étudiées, la vérité perce et se fait jour.

Lors du vote de remerciement au marquis de Hastings, proposé à la cour des directeurs de la compagnie des Indes, en 1819, l'un des directeurs, M. Howorth, s'exprima ainsi :

« Mes honorables amis savent parfaitement  
 » bien que les conquêtes et usurpations récentes  
 » dans l'Inde sont une violation directe des dé-  
 » crets de la législation britannique; comment  
 » donc proposer des remerciemens au chef qui  
 » a dirigé ces actes d'hostilité? De pareilles me-  
 » sures enfreignent toutes les résolutions du  
 » parlement. Je ne doute pas des bonnes inten-  
 » tions du marquis de Hastings; j'avoue même  
 » que ses plans étaient le résultat d'une sage pré-  
 » voyance, afin d'atteindre le but qu'il se pro-  
 » posait; je conviens que ces plans ont été mis  
 » à exécution par les militaires, avec cette bra-  
 » voure qui a toujours caractérisé notre armée

dans l'Inde. Mais tout cela ne change rien à  
 l'état de la question telle qu'on doit la consi-  
 dérer. La politique que poursuit l'honorable  
 marquis, et qui est tant applaudie par ses amis  
 ici présens, est une politique dangereuse pour  
 la Grande-Bretagne. J'entends parler de l'ex-  
 tension de notre empire dans l'Inde. Nos plus  
 grands législateurs, quoique d'avis opposés sur  
 toute autre matière, sont de la même opiion  
 sur celle-ci. Je citerai entre autres M. Fox,  
 M. Pitt, M. Burke et M. Dundas. Les événe-  
 mens récents dans l'Inde ont complété la sujé-  
 tion de l'Indoustan : nous avons sous notre  
 domination une étendue de territoire plus vaste  
 que ne fut jadis l'empire d'Aurung-Zeb au  
 zénith de son pouvoir. Nos armées dans l'Inde  
 couvrent et commandent un espace de plus de  
 vingt degrés de latitude et de longitude, depuis  
 les montagnes de l'*Himalaya* jusqu'à l'*In-  
 dus*, et depuis la rivière *Sutulège* jusqu'au  
 cap *Comorin*. Ce vaste territoire est peuplé  
 de plus de 80 millions d'habitans. Je suis  
 parfaitement d'avis que les dernières démar-  
 ches faites par le marquis de Hastings ne sont  
 pas d'une nature à consolider la puissance bri-  
 tannique dans ces pays, où le siège du gou-  
 vernement se trouve aux confins de cet im-

» mense empire, et où le pouvoir suprême et  
 » dirigeant est à la distance de la moitié du  
 » globe. L'histoire n'en fournit point un second  
 » exemple; on pourrait tout au plus le trouver  
 » dans *les Mille et une Nuits*. Les ministres  
 » vous ont déjà laissé entrevoir ce que vous aviez  
 » à espérer. Lord Buckinghamshire a dit dans  
 » la chambre des pairs qu'*il ne serait pas diffi-*  
 » *cile de substituer la domination de la cou-*  
 » *ronne à celle de la compagnie*. Lord Castle-  
 » reagh, en proposant le renouvellement de notre  
 » dernière charte, s'est exprimé ainsi :

« Avec tout le bonheur qui a constamment  
 » suivi la compagnie, et malgré son état pros-  
 » père et ses accroissemens nouveaux, il existait  
 » cependant une limite qu'il ne lui était pas per-  
 » mis de dépasser, sans devenir orgueilleuse et  
 » intraitable, subversive de ses propres intérêts  
 » est nuisible à la nation: s'il lui était permis de  
 » continuer ainsi, elle deviendrait tellement in-  
 » domptable, et ses intérêts divers seraient si  
 » multipliés, que la cour des directeurs finirait  
 » par ne plus exercer aucune influence sur  
 » elle. »

» Je laisse déterminer, continue M. Howorth,  
 » si nous sommes déjà arrivés à ce point, mais  
 » je crois fermement que, s'il eût été possible

« au gouvernement de ce pays de combiner avec  
 » le noble marquis de Hastings les moyens de  
 » renverser la compagnie, et par cette subver-  
 » sion, de donner à la couronne toute l'influence  
 » que l'état actuel de l'Inde doit nécessairement  
 » lui procurer, il n'aurait pu agir d'après un au-  
 » tre plan que celui qu'il suit obstinément dans  
 » l'Inde pour arriver promptement à la destruc-  
 » tion de la compagnie. »

Ainsi s'exprimait M. Howorth, le 3 février 1819, lorsqu'il fut remplacé à la tribune par M. C. Grant, l'un des directeurs les plus distingués de la compagnie. Le discours de cet honorable membre jette trop de jour sur les affaires de l'Inde, pour que nous le passions sous silence.

« Dans l'espace de trois années, dit M. Grant,  
 » le gouvernement britannique a eu à lutter  
 » contre les puissances mahrattes; il a glorieu-  
 » sement soutenu deux guerres meurtrières qui  
 » nous ont acquis beaucoup de gloire et une  
 » grande extension de propriétés territoriales,  
 » mais qui ont en même temps accru la dette  
 » de la compagnie de plusieurs millions ster-  
 » ling, et les résultats de ces guerres désas-  
 » treuses ne s'arrêteront point là.

• Le peishwa de Pounah n'étant plus souverain



» indépendant, perdit toute son influence en-  
 » vers les États étrangers qui méprisaient sa  
 » position, dépendante de la compagnie; son  
 » gouvernement était mal conduit, la justice  
 » mal administrée; les impôts étaient perçus  
 » sans conscience et avec cruauté. S'élevait-il  
 » une insurrection? nos troupes étaient appelées  
 » pour l'apaiser. Ce peuple, qui gémissait sous  
 » un gouvernement atroce et nous imputait tous  
 » ses maux, prit le nom anglais en aversion.

» Une partie de l'armée du Peishwa fut licen-  
 » ciée, lorsque ce prince se mit sous la pro-  
 » tection britannique; il en fut de même chez  
 » les autres princes indiens qui avaient été assez  
 » confians pour réclamer notre appui; de sorte  
 » que plusieurs ou la plus grande partie de ces  
 » hommes licenciés, étant militaires depuis  
 » l'enfance, par profession et par goût, et ne  
 » pouvant suivre aucune autre carrière, se sont  
 » trouvés dans la nécessité d'aller ailleurs tenter  
 » la fortune; ils prirent du service chez les Pin-  
 » darées, et ont par ce fait augmenté la force de  
 » ces bandes dévastatrices. On ne saurait nier  
 » que les chefs mahrattes, *Holcar*, *Scindiah*  
 » et *Ameer-Khan*, n'aient encouragé ces bri-  
 » gands, ayant en vue de se servir d'une force  
 » qui, sans paraître agir sous leurs ordres, pût

» néanmoins nuire au gouvernement de la  
» compagnie.

» Le marquis de Hastings a très-bien fait d'at-  
» taquer et de battre les Pindarées qui avaient  
» envahi notre territoire et maltraité ses habi-  
» tans ; mais l'extension de ce territoire ne doit  
» pas nous inspirer une joie excessive ; et tous ces  
» avantages si vantés ne doivent point nous im-  
» poser silence , quand des sujets d'une impor-  
» tance aussi grave sont soumis à nos discussions.  
» Plusieurs des directeurs de l'honorable com-  
» pagnie semblent croire que tout est terminé  
» dans l'Inde , parce que les troubles y paraissent  
» momentanément apaisés ; ils pensent que no-  
» tre pouvoir dans ces immenses contrées est  
» placé sur une base solide et permanente. Je dé-  
» sire sincèrement qu'il en soit ainsi ; mais il  
» est bien à craindre que les peuples de l'In-  
» doustan ne persistent avec leurs chefs dans le  
» système de haine , de jalousie et de déloyauté  
» que nous avons excité chez eux ; les Pindarées  
» ont été battus et dispersés , j'en conviens ; mais ,  
» d'après les habitudes du peuple indien , de  
» nouveaux corps viendront occuper la place de  
» ces brigands.

» Nos possessions , au centre de l'Indoustan ,

• s'étendent d'une manière alarmante. D'après  
 • le marquis de Hastings, notre pouvoir est di-  
 • rectement ou indirectement reconnu jusqu'aux  
 • bords de l'Indus : voilà des espaces effrayans  
 • sur lesquels il faut nous disséminer ; et pour  
 • contenir la population de ces domaines , nous  
 • n'avons en tout que 40,000 Européens, tant  
 • négocians qu'ouvriers, employés civils et mili-  
 • taires, y compris les femmes et les enfans. En  
 • outre, nous différons essentiellement des natu-  
 • rels par l'origine , le langage, les mœurs et la  
 • religion. Notre gouvernement se met d'ailleurs  
 • lui-même dans un très-grand désavantage à  
 • l'égard des indigènes, en ce qu'on les exclut  
 • de toutes places de confiance. Nous dominons  
 • maintenant dans l'Inde sur un espace de terrain  
 • plus étendu qu'aucun souverain mogol en ait  
 • jamais possédé. Les gouvernemens *rajepoutes*,  
 • dispersés dans le centre et dans l'occident de  
 • l'Inde, sont composés du même peuple que les  
 • gouvernemens mahrattes. Ils ont les mêmes  
 • défauts , mais ils ont seulement moins de pou-  
 • voir. Lorsqu'ils seront affranchis de la domi-  
 • nation des chefs mahrattes, les *Rajepoutes*  
 • se disputeront ; la compagnie devra inter-  
 • venir avec une force militaire, et cette force  
 • devra être d'autant plus considérable qu'il

y aura plus de pays à maintenir en sujétion.  
 Si la guerre éclatait en Europe lorsque l'Inde  
 sera en état de trouble, je le demande, la  
 Grande-Bretagne pourrait-elle fournir ce con-  
 tingent de troupes européennes qui doit tou-  
 jours entrer dans la composition de nos ar-  
 mées en Asie? Qu'on me le dise, après tout;  
 qu'avons-nous gagné par tous ces accroisse-  
 mens de territoire? La dette de la compagnie  
 est encore aujourd'hui telle qu'elle se trouvait  
 en 1805, à la fin de la guerre des Mahrattes;  
 elle s'élève à 35 millions sterling (environ 800  
 millions de francs). Il a fallu accroître nos éta-  
 blissemens dans la proportion de ces conquêtes,  
 et les revenus sont au-dessous de la dépense,  
 même en temps de paix. Lorsque nos posses-  
 sions étaient d'une moindre étendue, nous  
 avions toujours un excédant de revenu. Des  
 ordres formels ont été successivement expédiés  
 par la cour des directeurs pour qu'on diminuât  
 l'état gigantesque civil et militaire que le noble  
 marquis entretient dans l'Inde; il n'a tenu au-  
 cun compte de ces ordres. Jusqu'à présent,  
 nous avons eu une succession de victoires glo-  
 rieuses sans éprouver aucun revers, mais de-  
 vons-nous toujours compter sur les faveurs de  
 la fortune et sur une prospérité invariable? Il

» ne nous manque plus que de voir le peuple anglais chargé de nouveaux subsides, de nouvelles taxes pour augmenter encore cet immense territoire de l'Inde. »

Ce discours, que nous abrégeons, fut couvert d'applaudissemens. L'orateur, en rendant justice aux talens militaires du marquis de Hastings, en blâma le résultat qu'il juge désastreux.

Lord Liverpool, au contraire, dans la séance du 2 mars suivant, parlant à la chambre des pairs, a formellement approuvé, au nom du gouvernement, l'extension démesurée du territoire anglo-indien et la politique du noble marquis. Ce n'est pas tout, il a proposé un vote de remerciement pour sir T. Hislop, ce Morillo anglais de l'Inde, où, entre autres cruautés, il a fait pendre le killedar de Talnier, qui s'était rendu à discrétion. Combattu par lord Holland et le marquis de Lansdown, il n'a été soutenu que par lord Wellington, qui veut qu'on puisse être impunément barbare dans l'Inde, quand on l'a fait briller en Europe.

D'après des relevés dignes de foi, la compagnie possède aujourd'hui les trois cinquièmes de l'Indoustan; ses revenus s'élevent de 300 à 350 millions, dont plus des trois quarts suffisent à peine aux frais; le surplus acquitte les intérêts de sa

dette, qui grossit tous les jours. Le nombre des sujets de la compagnie s'élève à près de 80 millions; celui de ses vassaux et de ses tributaires n'est point au-dessous.

Pour les contenir, elle entretient une armée dont voici les élémens :

Cavalerie du roi. . . . .	4,692 h.
Infanterie. . . . .	17,858
Artillerie d'Europe. . . . .	4,583
Infanterie légère . . . . .	3,120

*Troupes régulières.*

Cavalerie des natifs. . . . .	11,011
Infanterie <i>id.</i> . . . . .	132,815
Artillerie <i>id.</i> . . . . .	8,769

*Troupes irrégulières.*

Cavalerie des natifs. . . . .	7,659
Infanterie <i>id.</i> . . . . .	17,082
Invalides et pensionnés. . . . .	5,815

---

215,404 h.

Les Cipayes étant les plus forts sont devenus exigeans, et il a fallu plusieurs fois les apaiser par des concessions.

Et l'Angleterre se flatterait de posséder longtemps ce pays!

Si l'on disait à son gouvernement : • Cette immensité de territoire vous nuit ; cédez-en quelques portions à d'autres puissances européennes , à la charge de vous aider à conserver le surplus ; leur intérêt vous en fera des auxiliaires puissans contre vos ennemis du dedans et du dehors. .... »

Mais arrêtons-nous : l'orgueil britannique se soulève et en appelle à sa toute-puissance. Nous appelons de cet appel à un avenir qui ne paraît pas éloigné.

## §. II.

### *Ceylan.*

L'ANGLETERRE attache un grand prix à la possession de Ceylan. C'est une île où la Russie ne saurait arriver. Ceylan n'appartient pas à la compagnie, mais à la couronne d'Angleterre ; son gouverneur ne reçoit d'ordres que du cabinet de Londres ; il est indépendant du marquis de Hastings.

Ceylan produit un revenu annuel de 250,000 livres sterling. Dans cette somme, il faut comprendre 60,000 livres que la compagnie paie au gouvernement pour y faire le commerce de la canelle, et 40,000 qu'elle donne d'un

autre côté pour la pêcherie des perles dans le détroit de Manar. Ce relevé fut fait en 1813, où il s'en fallait que toute l'île fût soumise aux Anglais comme elle l'est aujourd'hui. Nous allons exposer aussi brièvement que possible, comment ils sont parvenus à la subjuguer.

Dans le courant de mars 1814, Ellapola, gouverneur d'une des provinces de Candy, refusa d'obéir à son souverain, qui l'appelait dans sa capitale, se mit en révolte ouverte, et offrit sa province aux Anglais s'ils venaient à son secours. Le gouvernement résista, disent les Anglais, à la séduction de cette offre, et se contenta d'envoyer sur la frontière un détachement pour la protéger contre les deux partis. Le rebelle ayant été battu par le roi ou rajah, les Anglais rappelèrent le détachement à Colombo. Cette retraite fut considérée à Candy comme un effet de la peur, et tout s'y disposa pour la guerre. Sur ces entre-faites, dix sujets anglais sont surpris sur la frontière et conduits devant le roi, qui, après en avoir fait dépecer sept, renvoie les autres à Colombo, sans nez, sans oreilles et sans bras. On résolut aussitôt d'avoir raison de cette barbarie. Le gouvernement de l'île demanda des renforts au marquis de Hastings, alors lord Moyra; mais



le conquérant était en ce moment aux prises avec le Népaül : il ne put rien fournir.

Les Candiens se rappelant avec orgueil le désastre des Anglais en 1803, où ces derniers perdirent une garnison de six cents hommes, s'avancent fièrement vers les établissemens britanniques; mais ils sont complètement battus, et les Anglais poursuivent les fuyards jusqu'à la capitale du royaume. Cependant le roi se livrait plus que jamais, dans son palais, à sa férocité naturelle, faisant empaler ceux qui venaient lui annoncer l'approche de l'ennemi. Il ne prit la fuite qu'à la vue de l'avant-garde anglaise entrant dans la ville; mais il tomba bientôt après dans un parti de ses sujets révoltés sous les ordres d'un de ses anciens ministres, et il fut livré par son peuple aux Anglais, le 19 février 1815. On le conduisit à Colombo avec ses reines, et il n'y conserva pas long-temps le souvenir de son malheur. Le gouverneur lui ayant demandé la permission de saluer les reines, il lui fit cette singulière réponse :

« Je le veux bien; vous pourrez même leur  
 » baiser les mains ou le visage, comme il vous  
 » plaira. Je vous préviens seulement qu'elles sont  
 » un peu sales, car leurs habillemens ne sont  
 » pas encore arrivés de Candy. »

Bientôt après, on fut obligé d'embarquer pour Madras cet ex-souverain, qui mettait tout en combustion à Colombo. Quelque surveillé que fût un prisonnier de cette importance, le marquis de Hastings, oubliant qu'on lui avait promis de le laisser vivre à Madras, l'a fait depuis enfermer dans le fort de *Vellore*, devenu fameux par la détention des enfans de Tipoo-Saëb.

La conquête du royaume de Candy fut consommée à la fin de mars 1815, et ce fut, disent les Anglais, à la grande satisfaction des habitans. Une constitution leur fut donnée, en respectant d'ailleurs leurs coutumes, leurs préjugés et leur religion. On va voir jusqu'où va la satisfaction des indigènes.

Un prétendant à la couronne, venu de Malabar, s'est montré depuis, et tout le Candy s'est révolté à la fois. On s'est battu avec une rage sans égale. Il dépendrait de nous de décrire une longue série d'actions meurtrières. La Grande-Bretagne a triomphé, mais non sans prodiguer le sang de ses enfans. Le prétendant et *Kapiti-pola*, son premier ministre, sont enfin tombés au pouvoir des Anglais, et ont subi la peine capitale. Ellapola, ce gouverneur qui avait offert sa province aux Anglais, a été décapité le 27 octobre 1818. Il a marché courageusement à la

mort, en prédisant aux Anglais qu'ils ne seraient jamais paisibles possesseurs de Candy.

La province la plus difficile à réduire porte le nom d'*Ewahette*. Les habitans ont mis à leur tête un chef redoutable par son courage et par ses talens. C'est dans sa maison que la police anglaise a découvert une lettre d'*Happitagama*, autre chef qui dirige les indépendans d'un district voisin. Sa lettre porte que si les Anglais prennent le dessus, il est décidé, comme tous ses officiers, à terminer sa carrière par le poison, plutôt que de se voir asservi par ces odieux étrangers.

En retenant la place de Trinquemalé, les Anglais se sont principalement proposé d'éloigner d'eux tout ce qui pourrait être témoin de leurs opérations dans l'île. Des Hollandais nous ont assuré que leur modeste établissement leur rapportait plus de revenu net que l'Angleterre n'en tire de toute l'île. C'est que vivant en paix avec les indigènes, ils étaient dispensés d'y entretenir de nombreux corps de troupes. L'exemple du marquis de Hastings a été contagieux pour les autres gouverneurs anglais : ils veulent, comme lui, ceindre leur tête de la couronne de laurier. Celui de Ceylan n'a pu résister à la tentation ; mais il n'a point affaire avec d'apathiques

Indoux. La population de Ceylan est fière, belliqueuse, ennemie de toute sujétion. Il faut, pour la réduire, une forte armée. Mais ce n'est pas tout de vaincre, il s'agit de contenir les habitans, de prévenir et d'être en état de réprimer leurs rebellions. On s'est donc mis dans la nécessité d'entretenir à Ceylan des forces militaires qui absorbent tout le revenu de la colonie. L'ambition, comme on voit, n'est pas toujours habile dans ses calculs.

### §. III.

#### *Établissemens anglais dans l'Archipel indien,*

Nous avons déjà dit, chapitre V, page 78, que les Hollandais, après s'être réinstallés dans leurs colonies de l'Inde, ont cherché à les étendre et à les multiplier dans tout l'Archipel de la Sonde. Java et Borneo leur étant déjà soumises, ils voudraient étendre leur domination sur l'opulente Sumatra; et c'est ce que l'Angleterre ne souffrira jamais.

L'heureuse situation de Malaca et de Banca, près de la côte orientale de l'île de Sumatra, leur donne de grandes facilités pour entrer en liaison

de commerce avec les princes indiens. Il parait même qu'ils en ont détaché quelques-uns des intérêts britanniques.

Pour contrebalancer cette influence, les Anglais, qui déjà possédaient Bencoleen, ont occupé, en 1818, le territoire de Pennang. Cette année, ils ont pris possession de l'île de Singapore que le rajah de Johore leur a vendue. Ces dispositions semblent être le complément du système dont ils jetèrent les bases, lorsqu'ils acquirent la propriété de Poulou-Pinang, à l'entrée du détroit. Ils la doivent à un de leurs officiers, qui, devenu gendre du roi de cette île, n'en eut ensuite lui-même la souveraineté que pour en faire hommage à sa patrie. Poulou-Pinang, que les Anglais appellent aujourd'hui *l'île du prince de Galles*, est précieuse pour eux sous plus d'un rapport. Elle produit de très-grandes quantités de riz, de sucre, de poivre, d'indigo, etc. Elle jouit d'un port commode, sûr et spacieux. Située sur la côte du Malaca, cette île met les Anglais à portée de surveiller, et s'il le faut, de contrarier les opérations des Hollandais dans cette presqu'île. Elle commande enfin la navigation de l'important détroit par où l'on communique avec la Chine, et en assure le libre passage au pavillon anglais.

Un officier de la marine anglaise parle ainsi de l'île de Singapore, dans une lettre datée de Madras, le 24 août 1819.

« Nous sommes entrés dans le port de Singapore, où les nouveaux colons se plaisent et semblent devoir prospérer. Tout annonce que cette colonie sera bientôt florissante. Le havre est sûr, accessible à volonté, et situé près de l'île Saint-Jean, de manière à commander le passage du détroit, comme Pinang commande l'entrée. L'eau de cette île est excellente. On y respire un air très-pur, et les indigènes ne connaissent aucune des maladies qui s'attachent aux climats chauds. Le long de la rade s'étend au loin une plaine superbe dans laquelle nos colons vont donner un libre essor à leur industrie. Lorsque je visitai cette île, en 1816, on y voyait à peine 30 maisons; maintenant on bâtit de tous côtés, etc., etc. »

Toutes les dispositions des Anglais, soit dans l'intérieur de Sumatra, soit sur les côtes de cette île, annoncent qu'ils en disputèrent la possession à la Hollande.

Sumatra, que les naturels appellent *Andelis*, a 376 lieues de long sur une largeur variable de 30 à 85. On n'en connaissait que les parties littorales. Nul Européen n'avait osé s'enfoncer dans

l'intérieur qu'on supposait habité par des nations barbares et féroces. Cependant les indigènes qui, de temps immémorial, viennent vendre sur les bords de la mer, l'or, le camphre, la casse et les autres productions de ce pays inconnu, ne justifiaient point le préjugé qui s'était accrédié sur la côte. Ni leurs manières ni leurs procédés n'annonçaient la barbarie et l'incivilisation.

Sir T. Raffles, gouverneur de Bencoleen, enhardi par cette observation, a pénétré en personne jusqu'au centre de l'île de Sumatra, et l'a traversée trois fois en changeant toujours de direction. Quelle a été sa surprise ! Des terres superbes, un sol aussi fécond, aussi productif que celui de Java; presque partout de belles cultures, un air sain, aromatique, vivifiant; de belles montagnes couvertes de forêts, et recélant des trésors dans leur sein; une population nombreuse, sociable, active; des hommes plus forts, plus courageux et mieux faits que ceux des côtes; des mœurs simples, douces; des vertus hospitalières sans doute entretenues par la paix inaltérable et par l'heureuse abondance dont les indigènes jouissent.

L'auteur de cette découverte s'est fait des amis sur toute sa route; il a conclu avec plusieurs souverains du pays des traités avantageux. Sir T. Raffles assure dans son rapport, que Sumatra

peut, dans un très-court espace de temps, éclipser Java, qu'on supposait être la meilleure île de l'archipel. L'air de Java est funeste à sa population, et Batavia est la Carthagène des Indes orientales; mais rien de semblable n'est à craindre à Sumatra, qui n'a point d'eaux stagnantes ni de marais infects.

Rien n'égale l'activité de ce gouverneur anglais, qui voudrait concentrer à Sumatra le commerce de l'archipel indien. Il multiplie de toutes parts les cultures. Les plantations d'arbres à épices, qu'il dirige au fort Marlborough, sont déjà dans un état florissant. La marine anglaise, par ses soins, a pris possession de tous les ports occidentaux de l'île. Il négocie avec le roi d'Achem; mais ce prince également recherché par les Hollandais, temporise, et veut sans doute faire tourner leur rivalité à son profit. Plusieurs autres souverains, qui avaient pris des engagements avec les Anglais, menacent de les rompre en faveur des Hollandais, qui leur offrent sans doute des conditions plus avantageuses. Les publicistes anglais, en se déchaînant contre les Hollandais établis dans l'Inde, les qualifient d'*ambitieux*, d'*intrigans*, etc. Si ces écrivains étudiaient avec impartialité la marche de leur propre gouvernement, la crainte de provoquer de très-fâcheuses



récriminations les rendrait indubitablement plus réservés, à moins que l'Angleterre ne prétende à l'usage exclusif de l'intrigue et des autres moyens obliques inspirés par l'ambition, comme elle aspire au monopole universel.

Passons à des régions moins connues : nous y trouverons l'Angleterre cherchant partout des terres fertiles, et s'appropriant toutes celles qui peuvent contribuer à sa prospérité. Nous verrons cette enchanteresse, la baguette magique à la main, transformer, en un clin-d'œil, de vastes déserts en colonies florissantes.

#### §. IV.

##### *Nouvelle-Hollande.*

##### *Van-Diémen.*

LA Nouvelle-Hollande est une île située à l'extrémité occidentale de l'Asie. Son immense étendue lui a valu le titre de continent. L'Angleterre lui a donné le nom de *Nouvelle-Galles du Sud*; elle avait le droit de baptiser une région qu'elle a conquise sur la nature agreste et sauvage au profit de l'humanité.

Il a déjà été question du port *Jackson* et de *Botany-Bay*, dans notre chapitre VII. Tout ce

qu'il y a de zélés citoyens et de bons patriotes s'élèvera contre l'institution barbare de nos bagnes. Sachons, comme nos habiles voisins, tirer le bien du mal, et changer en colons honnêtes et utiles, les malheureux que la patrie rejette à regret de son sein ; mais ce plan suppose des colonies.

Presque toute la côte occidentale de la Nouvelle-Hollande, depuis Botany-Bay jusqu'au sud, vient d'être colonisée par les Anglais ; et déjà ils explorent la côte occidentale pour s'y établir. Le lieutenant King, à bord du *Mermaid*, partit en décembre 1818, pour découvrir ce qui avait pu échapper aux recherches du capitaine Flinders. L'intérieur du continent passa d'abord pour inhabitable ; on le supposait couvert de sables brûlans et arides. Pour fixer les doutes, l'inspecteur général Oxley s'est engagé dans ce pays avec un parti de soldats et de curieux, et s'est dirigé vers les montagnes *Bleues*, sans autre guide que la boussole. Le pays, loin de justifier l'opinion désavantageuse qu'on s'en était faite, atteste sa fécondité par des prodiges de végétation. Le rapport du voyageur a été décisif pour l'administration supérieure de la colonie. Déjà de très-belles forêts tombent sous le tranchant de la

hache; encore deux ans, et les deux rives de la belle rivière de Bathurst seront en pleine culture.

La Nouvelle-Galles du Sud, plus grande que l'Europe, va bientôt être le domaine exclusif de la Grande-Bretagne, qui a jugé le Van-Diëmen trop susceptible de prospérité pour l'abandonner à d'autres nations. Dalrimple, qu'on vient d'y fonder, en est la capitale, et tend à devenir une place coloniale du premier ordre.

La Nouvelle-Galles du Sud a pour chef-lieu la ville de Sidney-Cove; là siège le gouvernement de la colonie. On vient d'y élever un phare de 553 pieds de haut, et que l'on aperçoit de plus de huit lieues en mer. On va juger de la prospérité commerciale de cette place.

Une maison de commerce de Sidney expédia, le 22 octobre 1818, le *David-Shaw*, dont le chargement se composait d'huiles, fourrures, peaux de loutres, laines super fines et autres articles de prix. D'après des lettres venues par la même voie, la concurrence des marchands européens et asiatiques, arrivés en foule à Sidney, y faisait tellement abonder plusieurs articles, qu'on désespérait de les vendre avant huit ou dix mois. A la même époque, le navire le *Welling-*

ton fut chargé de bétail vivant dont il s'est très-avantageusement défait à l'île Maurice. Ainsi les colonies anglaises de la Sonde, de la mer des Indes et d'ailleurs, trouveront leur approvisionnement de bétail dans des colonies qui commencent à poindre aux antipodes de la métropole commune.

La beauté du climat, la salubrité de l'air et des eaux, et la qualité supérieure des pâturages ont si puissamment influé sur l'amélioration des laines, que les propriétaires mêmes s'en étonnent. Le navire *Surrey*, capitaine Reyne, arrivé depuis peu en Angleterre, est chargé en partie de laines qui peuvent entrer en parallèle avec celles de Burgos. Un propriétaire écossais, qui est allé s'établir dans la Nouvelle-Galles, vient d'envoyer à Londres deux tonneaux pesans de toisons, qu'on présume valoir plus de 600 liv. st.; et le troupeau qui les a fournies n'était que dans sa première année d'amélioration. Il écrit à ses amis, qu'il pourrait compter sur une fortune rapide, quand il n'aurait pour toutes ressources que ses troupeaux. Il fait chaque année plus de vingt quintaux de fromage, comparable à celui de Chester, indépendamment du beurre frais, dont le marché de Sidney lui assure le débit.

Un Anglais qui a des propriétés dans la Nou-

velle-Galles, embarqua, l'année dernière, deux essaims d'abeilles à bord du *Harriet*. On s'aperçut, sous la ligne, que la chaleur faisait tomber la cire en fusion : les ruches furent aussitôt descendues dans la cale, et, par les soins du capitaine, il est arrivé dans la colonie un assez grand nombre de mouches à miel pour qu'on soit autorisé à regarder cette nouvelle branche d'industrie comme solidement acquise à la Nouvelle-Hollande.

Lors du départ du *David-Shaw* et du *Wellington*, le gouvernement payait la viande fournie aux établissemens publics, à raison de 6 den. la livre. Le boisseau de froment, première qualité, ne coûtait que 10 schellings ( 12 fr. ). Une bonne vache à lait s'obtenait pour 10 liv. st. ( 240 fr. ).

Le recensement de 1817 porte la population de la Nouvelle-Galles du Sud à 17,165; et celle de Van-Diémen, à 20,579; total, 37,544, presque tous Européens ou enfans d'Européens.

On cultivait, en 1818, à la Nouvelle-Galles du Sud, 14,500 arpens en pommes de terre; 1250 acres en blés de toute espèce. Les forêts sont peuplées de chevaux et d'autres bestiaux sauvages, qui s'y sont étonnamment reproduits. Indépendamment de cette ressource, due à la

prévoyance des premiers colons , on compte dans l'état de domesticité 2850 chevaux , 66,700 moutons , 33,630 bêtes à cornes et 60,400 cochons.

La même statistique fixe ainsi le nombre des condamnés qui font partie de la population du Van-Diémen : 4100 déportés pour crime , 1340 femmes *id.* ; total , 5440 condamnés , qui ont 850 enfans. Depuis qu'on a fait ce relevé , plus de 4000 hommes et de 500 femmes sont partis des ports d'Angleterre et d'Irlande pour la même destination. Si l'on ajoute à ce nombre les enfans qui y sont nés depuis , et les aventuriers qui s'y sont rendus volontairement , nous pourrions évaluer à 25,000 individus la population actuelle du Van-Diémen ; celle de la Nouvelle-Galles , d'un autre côté , ne pouvant être au-dessous de 21,000 , le total des habitans des deux colonies doit s'élever à 46,000.

Le port Jackson et Botany-Bay ne peuvent déjà plus recevoir les condamnés venant de la métropole , puisqu'on les transporte au Van-Diémen.

Cette île est d'une grande fertilité. Son principal commerce consiste en huiles , qui s'exportent à la Chine en telles quantités , que , d'après les derniers calculs de la compagnie , on se flat-

fait de couvrir, par ce produit, une partie des bénéfices qu'on s'était promis, mais en vain, de la vente de l'opium.

Avant de quitter cet hémisphère, prenons un moment de repos, et reportons nos regards sur la carrière que nous venons de parcourir.

A l'occident des Moluques tout réussit à l'Angleterre; mais ses triomphes reposent sur la violence, sur l'abus de la supériorité que lui donne la double tactique des armes et de l'intrigue. Partout où elle domine, l'oppression et la ruine des peuples suivent ses pas; quand les obstacles bravent ses moyens, elle se retranche dans l'astuce. Voyez avec quelle douceur elle s'introduit dans l'île de Sumatra. L'affabilité respire dans ses yeux; ses mains sont chargées de présents. Elle annonce des jouissances nouvelles, un surcroît de félicité. Peuples innocens et fortunés, qui, dans vos habitations solitaires, jouissez en paix des libéralités de la nature, pendant que la cruelle vous caresse d'une main, elle tend de l'autre autour de vous un immense filet, dans lequel vous vous débattrez en vain. Avant deux lustres, vous serez les esclaves de cette aventure; et si vous réclamez contre la surprise, si vous invoquez la bonne foi trompée, son artil-

lerie lui tiendra lieu de réponse : il faudra la servir ou périr !

Rentrons dans la Nouvelle-Galles et dans le Diémen. Ici, la scène change ; nous sommes sur le théâtre de la véritable gloire du gouvernement anglais , puisqu'elle est pure et sans tache. Les belles solitudes qu'il peuple n'avaient point de propriétaires ; c'est sur la nature qu'il les a conquises : mais ce qui relève le mérite des créations merveilleuses qu'il fait éclore dans ces climats lointains, c'est qu'il a trouvé le secret de faire concourir le crime à la prospérité de l'État ; c'est qu'il l'amende lui-même et le fait rentrer, par des voies inconnues jusqu'à ce jour, *dans l'île, escarpée et sans bords.*

## ARTICLE II.

### *Colonies anglaises de la mer Pacifique.*

L'ANGLETERRE colonise la Nouvelle-Zélande, l'île de Norfolk et les archipels les plus fertiles de la mer du Sud.



§. I<sup>er</sup>.*Nouvelle-Zélande.**Norfolk.*

L'ARCHIPEL de la Nouvelle - Zélande, placé dans des parages extrêmement poissonneux, comprend deux grandes îles séparées par le détroit de Cook, et plusieurs autres îles ou îlots très-fertiles. La température de cet archipel est froide pendant l'hiver dans la partie la plus méridionale, mais douce et agréable dans les autres saisons. Nos blés, nos légumes et nos plantes potagères y ont parfaitement réussi. On prétend que la vigne prospérerait dans les climats les plus septentrionaux. Les flancs des hautes montagnes qui dominent les deux grandes îles, sont couverts de bois très - propres à la construction.

C'est dans la grande île méridionale, au sud-ouest, que des colons anglais du Van-Diémèn se sont établis, pour cultiver en grand, dans sa terre natale, la production la plus estimée de cet archipel, une espèce de lin fort et durable,

qui unit le moelleux du coton à la finesse de la soie. Les Anglais n'auraient pas manqué de s'établir sur tous les points de la côte, favorables à cette importante culture; mais les naturels, dont on fait un portrait désavantageux, ont plusieurs fois ruiné ces établissemens naissans. Ils massacrèrent, en 1818, l'équipage d'un navire parti du port Jackson.

Les Nouveaux - Zélandais sont de très - belle taille, forts, robustes, courageux, intelligens, mais d'un commerce d'autant plus dangereux qu'ils ont l'art de trahir sous les dehors de l'amitié. Ils sont habiles dans la culture de leurs terres et dans la construction de leurs pirogues.

Le lin que produit cet archipel donne sans doute de forts bénéfices, puisque les Anglais s'obstinent à conserver leurs établissemens, au hasard d'y périr victimes de la perfidie des naturels. Ils se flattent de rendre cette population sociable en lui faisant contracter des besoins. Cet heureux résultat peut en effet s'obtenir à la longue; mais le moyen serait plus sûr et plus prompt, si l'on y joignait le bienfait de l'instruction et l'exemple constant de la bonne foi.

La manière dont l'Angleterre colonise les îles de la mer du Sud semble tenir de l'enchan-

tement. A-t-elle jeté les yeux sur quelques-unes de ces terres lointaines qui promettent de grandes ressources à son commerce et à son industrie? elle y envoie d'abord des missionnaires et des marchands. Pendant que les premiers, l'Évangile à la main, déclament contre les vanités de ce monde, les autres étalent tout ce qui peut flatter la vue et faire naître des désirs. Le beau sexe est toujours le premier qui donne dans le piège. Quelques mois après arrivent des ouvriers pour construire des magasins et des maisons; les insulaires voient ensuite débarquer un gouverneur et des soldats. En moins de trois lustres, cette terre a changé d'aspect. Elle a reçu et adopté toutes les productions exotiques, tous les animaux utiles, qui peuvent convenir à sa nature et à son climat; et les habitans, gagnés par la séduction ou comprimés par la terreur, ne travaillent plus que pour leurs hôtes. C'est une brillante colonie; et l'Europe se doute à peine de son existence.

Ce plan a été suivi pour la colonisation de l'île de Norfolk, d'O-Taïti, de l'archipel de Sandwich; l'Angleterre en fera l'application à tous les archipels qui peuplent le vaste océan Pacifique.

Norfolk, à 130 lieues nord-nord-ouest du

détroit de Cook, n'a point tenté les Anglais par son étendue, puisque cette île n'a que cinq ou six lieues de tour; mais, outre qu'elle peut servir de relâche aux bâtimens, qui, de la Nouvelle-Galles du sud ou du Van-Diëmen, ont à cingler vers l'Orient, elle justifie par sa beauté, par la fécondité de ses terres, l'empressement avec lequel les Anglais s'y établirent en 1788. Nos graines, nos animaux domestiques y ont prospéré. Le lin soyeux, dont nous avons déjà parlé, croît spontanément dans cette île où il acquiert, par les soins de l'homme, une supériorité marquée sur celui de la Nouvelle-Zélande. Les Anglais le manufacturent sur les lieux. C'est un article de commerce extrêmement lucratif.

Norfolk est un point d'appui pour les établissemens coloniaux de la Nouvelle-Zélande, où les Anglais ne sont pas encore assez forts pour soustraire leurs cultures au ravage et à la dévastation. Quand les subsistances manquent, c'est Norfolk qui les fournit.

*Autres Colonies anglaises de l'Océan  
Pacifique.*

DEPUIS la Nouvelle-Calédonie et l'archipel du Saint-Esprit jusqu'au 250° degré de longitude, à la hauteur du Pérou, s'étendent des îles sans nombre, divisées en groupes ou archipels. Tout ce que la nature peut offrir de ravissant se trouve réuni dans ces terres heureuses; température douce et toujours égale, air pur et aromatique; le plus beau ciel, un sol fécond tapissé d'une brillante verdure et couronné de végétaux magnifiques, sur lesquels les fleurs et les fruits se succèdent sans interruption. Malheureusement, le caractère des indigènes répond mal à la beauté du climat qu'ils habitent. On les accuse de perfidie; ils sont, dit-on, rusés, soupçonneux, vindicatifs, infanticides et même antropophages. C'est ainsi que les insulaires de la mer du Sud ont été jugés par des marchands, qui ne trouvent dans le sauvage assez de candeur et de simplicité, que quand il leur abandonne le fruit de ses travaux contre des hochets ou de

futiles verroteries. Les missionnaires, qui, par état, observent mieux le caractère des hommes, rendent plus de justice aux naturels de la mer du Sud. Sans fermer les yeux sur leurs défauts, et sur des usages atroces qu'il est juste d'imputer à la superstition, les méthodistes anglais reconnaissent dans ces insulaires, des hommes hospitaliers, généreux, amis fidèles, confians, mais exigeant du retour. Malheur à qui les trompe ou les trahit; leur vengeance n'a point de frein. Avec de tels élémens, modifiés et rectifiés par le christianisme, il est facile de constituer une très-bonne société.

L'empire que les Anglais ont pris sur les Taïtiens, prouve qu'il n'est pas aussi difficile qu'on l'a pensé, de compléter la civilisation des insulaires de l'océan Pacifique. Déjà la plupart des habitans reconnaissent l'absurdité du polithéisme, et leur roi tient si peu aux idoles devant lesquelles il fléchissait naguère les genoux, qu'il les a livrées aux méthodistes. Elles sont depuis deux ans exposées à la curiosité publique dans la bibliothèque des missions que les dissenters ont fondée à Londres

Nommer Taïti, c'est rappeler au lecteur qu'il n'a pu lire sans ravissement les nombreuses descriptions qu'on a faites de cette île. L'arbre à pain

y abonde, ainsi que le bananier et d'autres arbres fruitiers inconnus à nos climats. Il y a des espèces d'arbres préférables, pour la marquetterie, à l'ébène et à l'acajou. La canne à sucre de Taïti est si supérieure à celle des autres climats qu'on l'a naturalisée en Amérique, en Afrique et en Asie. Mais Taïti a d'autres titres à la prédilection des Anglais. La nature y a creusé deux excellens ports; l'un, au nord, s'appelle *Matavai*, l'autre, au sud-est, prend le nom de *Langara*. Ils joignent aux avantages de la commodité et de la sûreté, celui d'être susceptibles d'une bonne défense, et l'on n'a point négligé cette partie. L'Angleterre a fortifié cette île de manière à ne craindre aucune attaque. C'est la suite d'un plan que nous allons bientôt développer.

Au nord des îles de la Société, dans l'hémisphère septentrional, et à la hauteur du Mexique, s'élève l'archipel isolé de *Sandwich*, découvert par le capitaine Cook.

Un assassinat mit fin, en 1779, à la vie et aux courses de ce célèbre navigateur.

La principale de ces îles se nomme *Owhyée*, dont la circonférence est de 150 lieues. *Mowée*, *Morotoï*, *Ranai*, *Woahou* et *Atowi* composent avec *Owhyée* l'ensemble de cet archipel, qui produit abondamment des patates, des

tocotiers, des arbres à pain, des cannes à sucre, du bois de sandal, etc.

Les habitans sont déjà presque entièrement civilisés. Ils se livrent avec goût et avec succès aux travaux de l'agriculture, à la pêche, à la navigation. Ils possédaient, à la fin de 1818, 27 bâtimens de commerce, construits chez eux, par eux-mêmes, et sur lesquels ils font des Voyages à la côte nord-ouest d'Amérique.

L'Angleterre a d'abord eu de grands ménagemens pour les naturels; mais ceux-ci n'ont rien perdu pour attendre. Ils se sont aperçus, en 1817, qu'ils s'étaient donné des maîtres dont il fallait subir la loi. L'eri-tabou, c'est-à-dire, le chef suprême, menacé d'un tarif de douanes extrêmement onéreux pour ses sujets, n'a pu s'en rédimer qu'en se reconnaissant vassal de l'Angleterre, et en s'obligeant à fournir des vivres ou du bois de sandal aux bâtimens anglais qui relâchent dans son ex-souveraineté.

L'île d'Owhyée n'a pas été moins fortifiée que Taïti; ce qui paraît d'abord surprenant. Que peut craindre Albion dans des parages dont elle a le domaine exclusif?

Il faut se rappeler que la Chine a rompu avec



les Anglais et qu'elle ne les reçoit plus dans ses ports qu'à titre de tolérance. Ils ont absolument besoin d'elle pour le thé, en échange duquel ils lui destinaient l'opium; mais la Chine repousse cette substance comme l'aliment d'un besoin factice et dispendieux. Les Anglais prendront-ils sur eux-mêmes, relativement au thé, l'empire que les Chinois ont obtenu sur leur habitude par rapport à l'opium? Ce sacrifice est impossible à des hommes chez lesquels la théyère est en activité permanente. Mais les Chinois ont un autre besoin non moins impérieux, celui des fourrures et des pelleteries. C'est par là que l'Angleterre peut se flatter de soutenir la balance. Elle courut donc s'emparer de Nootka's Sound et d'autres points de la côte américaine où les fourrures abondent. Tout se lie dans la politique anglaise; les mêmes expéditions qui allaient fonder ces établissemens, laissèrent, en traversant l'archipel de Sandwich, des missionnaires à Owhyée, dont on connaissait déjà l'heureuse situation. Ces précurseurs de la philanthropie britannique avaient ordre de disposer les insulaires à recevoir les Anglais, qui en effet établirent bientôt dans l'île principale quelques aventuriers et successivement, des bat-

teries, des forts, des magasins et des chantiers. Toutes ces dispositions n'avaient point pour objet la défense de l'archipel, mais celle des établissemens de la côte américaine qui, dans des parages si éloignés de la métropole, avaient besoin de cet appui.

Sur ces entrefaites, la France se soulève contre le pouvoir absolu ; et l'Angleterre, ouvertement déclarée contre nos libertés, seconde avec moins de suite et de générosité ses colons de la côte nord-ouest. Les États-Unis profitent de cette longue distraction, et le riche commerce des fourrures tombe dans leurs mains ; la Russie à son tour les supplante. Nous avons vu que presque toute la côte a subi ses lois. L'Angleterre a paru souscrire à cette perte avec une résignation qui peut sembler étonnante. Aurait-elle en effet abandonné ses plans primitifs, et se consolera-t-elle d'avoir élevé sans fruit ses fortifications d'Owhyée ? L'Angleterre ne peut renoncer sincèrement à un commerce si lucratif, et jamais l'archipel de Sandwich n'eut plus de prix à ses yeux, puisqu'il facilite la reprise de ses comptoirs. D'Owhyée partiront, quand il en sera temps, des expéditions chargées de remettre la côte américaine sous sa dépendance. Il faut un temps considérable à la puissance dépossédée pour

faire arriver sur les lieux des forces capables de reconquérir ses comptoirs. Cependant l'Angleterre jouit ; quand l'ennemi paraît et qu'il peut être avantageusement combattu, elle le repousse. Est-il le plus fort ? elle se sauve dans son inattaquable asyle, laissant son antagoniste se débattre contre les ouragans, dans une des mers les plus furieuses du globe. L'Angleterre, grâce à son archipel de Sandwich, peut donc espérer de recouvrer l'important commerce que se disputent tant de nations.

Rentrons dans l'hémisphère austral, et cherchons à découvrir pourquoi l'Angleterre s'est fortifiée avec tant de soin à Taïti. Dans les archipels de la *Société*, des *Marquises*, des *Amis*, des *Navigateurs*, etc., il n'y a pas une île accessible et promettant des avantages, qu'elle ne soit dans l'intention de coloniser ; mais, pour contenir cette immensité d'établissemens et pour les défendre au besoin, il faut des forces navales imposantes, par conséquent un beau port où elles ne puissent être forcées, où elles trouvent des chantiers et des matériaux propres à la construction. Taïti surveillera les établissemens coloniaux de l'est ; et ceux de l'ouest seront sous la protection des forces navales stationnées au Van-Diémen, dans la Nouvelle-Hollande. Mais l'éta-

blissement de Taïti doit remplir d'autre destinations.

Ce que l'Angleterre a fait pour les colons espagnols de l'Amérique est encore présent à l'esprit de nos lecteurs : elle cherche moins à les rendre libres pour eux que pour elle-même. Rien ne contrarierait plus cruellement sa politique que de voir ces nouvelles républiques trop puissantes, surtout le Chili et le Pérou, si avantageusement situés sur l'océan Pacifique. Le boulevard de Taïti modérera l'essor trop rapide que voudraient prendre ces nouveaux républicains, et les empêchera de venir établir dans la Polynésie une concurrence préjudiciable à ses intérêts.

Les Philippines, dont elle envie les richesses et l'heureuse situation, gardent à leur métropole une fidélité désolante. Point de terre limitrophe ou voisine d'où quelque *Picton* puisse y faire circuler les doctrines libérales du cabinet de Carlton-House. Il faut, en attendant mieux, se poster de manière à gêner ou même intercepter le commerce entre Luçon et Acapulco. « Le paradis terrestre de Taïti semble avoir été placé là tout exprès, » nous a dit naïvement M. K..., l'un des directeurs de la célèbre et machiavélique compagnie. Il avait raison.

La station navale de Taïti et celle d'Owhyée seront toujours en rapport ; et si l'un fait un signal de détresse, l'autre volera sur-le-champ à son secours.

Si le Mexique, échappé à sa métropole, tentait d'établir sur la mer du Sud des forces navales inquiétantes pour Albion, la station d'Owhyée ferait pour ce nouvel État, ce qu'on se promet de celle de Taïti, pour les nouveaux républicains du Pérou et du Chili. Est-il rien de mieux combiné que ce plan ?

Pendant que l'Angleterre, la bourse à la main, excitait les peuples de l'Europe à s'entre-déchirer, se doutaient-ils que cette habile intrigante élevait sans bruit, au centre de l'océan Pacifique, deux Gibraltors qui lui en assuraient le domaine exclusif ? M. de Kotzebue, chargé d'explorer la mer du Sud, a fait cette découverte, qui en vaut bien une autre. Les fortifications de Taïti et d'Owhyée l'ont jeté dans la plus grande surprise ; mais elle a redoublé quand il a vu de ses propres yeux le commerce le plus actif régulièrement établi entre les colonies anglaises de la mer du Sud et celles de la Nouvelle-Hollande et de Van-Diemen. Que de personnes, même instruites, ne connaissaient, il y a quelques mois, Owhyée que

par la mort de Cook, et Taïti par les charmantes descriptions dont elle a fourni le sujet? La mystérieuse Angleterre avait besoin de nous laisser dans l'ignorance; et si les écailles tombent enflui de nos yeux, elle n'a pas d'indiscrétion à se reprocher. C'est à un navigateur russe que l'Europe commerciale en a l'obligation.

Nous venons de suivre la politique de Londres et de Calcutta, depuis les bases de l'Himalaya jusqu'à la côte occidentale du Nouveau-Monde; et partout nous l'avons trouvée sur la route du commerce exclusif. Un spectacle non moins digne de nos regards nous appelle en Afrique. Nous allons voir ce vaste continent exploité avec une activité inouïe, sous la direction d'une compagnie privilégiée, digne rivale de celle qui, en Asie, renversa tant de trônes. Malgré le secret que cette compagnie impose à ses agents, quelques faits ont transpiré; mais ils sont décousus, et personne n'a rempli jusqu'à ce jour les lacunes qui les isolent. Tel a été l'objet de notre travail. Si nos lecteurs exigeaient des garanties pour les assertions qui leur paraîtront en avoir besoin, nous leur répondrons d'avance que ces faits sont puisés dans des sources qui méritent foi; qu'ils ont été communiqués par des savans, curieux, comme nous, de connaître l'état de

l'Afrique centrale et l'embouchure du mystérieux Niger. Nous étions alors bien loin de songer à faire usage de ces notions ; mais puisque nous avons changé de dessein , et qu'elles sont acquises , pourquoi les déroberions-nous à la connaissance de nos concitoyens ?

### ARTICLE III.

#### *Mouvemens de la politique anglaise en Afrique.*

L'ÉTAT de l'Afrique centrale est encore un mystère ; mais tout annonce que la vérité va se découvrir , et que nous saurons enfin s'il est vrai que le plus précieux des métaux y soit aussi commun qu'on l'a prétendu. Les côtes , à quelques exceptions près , sont extrêmement fertiles. Rien de plus riche et de plus riant que les bords des fleuves dont ce continent est arrosé. Malheureusement , ils sont en petit nombre , ce qui fait supposer qu'il y a peu de montagnes dans l'intérieur.

Nous allons exposer ,

1° Les vues de l'Angleterre sur les côtes septentrionales de l'Afrique ;

2° Ses travaux sur la côte occidentale ;

3° Les soins infinis qu'elle prend de sa vaste colonie du sud ;

4° L'influence prépondérante qu'elle s'assure sur toute les mers qui baignent cette immense presqu'île.

§. I<sup>er</sup>.

*Vues de l'Angleterre sur les côtes septentrionales du continent africain.*

Nous avons vu l'Angleterre soutenir énergiquement la Turquie menacée d'une invasion. Si le résultat ne répondait point à ses efforts, si l'empire ottoman était dissous ou seulement banni de l'Europe, l'Angleterre s'est ménagée de longue main le moyen de s'en approprier quelques débris.

L'Égypte lui conviendrait sous plus d'un rapport ; indépendamment de sa fertilité, cette belle contrée reçoit par le Nil les productions les plus recherchées de l'Éthiopie occidentale. Ce commerce, dirigé par elle, deviendrait encore plus actif qu'il ne l'était avant l'invasion des Français. Bonaparte se proposait d'établir entre l'Europe et l'Inde une communication plus directe, au moyen d'un canal qui joindrait le Nil



à la mer Rouge. Ce plan n'est point nouveau. D'anciens rois d'Égypte l'avaient conçu et même, dit-on, exécuté. Si l'Angleterre possédait l'Égypte, l'ancien canal serait rouvert en moins de trois ans; et les riches productions de l'Asie australe n'auraient plus à doubler le cap des tempêtes.

L'expulsion des Français valut à l'Angleterre, en Égypte, une influence qu'elle aura soin d'entretenir et de fortifier. C'est par des ménagemens envers les autorités du pays; c'est en flattant le pouvoir, en multipliant par des cadeaux le nombre déjà considérable de leurs créatures, que les Anglais préparent l'exécution éventuelle de leur plan. Outre leurs consuls, ils ont des agens chargés de prôner le gouvernement britannique.

Le pacha, presque indépendant de la Porte, n'exécute les firmans que quand ils lui conviennent, et l'influence anglaise se fait apercevoir dans ses déterminations.

Suivons la côte, vers l'occident. Là vivent des brigands qui préfèrent les honteux bénéfices de la piraterie à la culture d'une terre de promesse. Ce magnifique pays, où pourraient être aisément naturalisées bien des productions coloniales, fut l'objet d'une détermination particu-

lière dans le traité de Tilsitt. On se promet d'en faire la conquête en faveur du roi de Sardaigne, qui serait ainsi dédommagé de la perte de ses États d'Italie. L'Angleterre médite le même plan, mais avec modification. On se doute pour qui elle destine le beau pays d'Alger.

S'est-on flatté, en France, d'avoir pénétré tout le secret de l'expédition dispendieuse et bruyante de lord Exmouth? Qui peut s'imaginer qu'on ait voulu se borner à brûler un repaire de voleurs et à se faire rendre quelques esclaves? Un écrivain anglais s'exprimait ainsi le 9 octobre 1816 :

« L'Afrique septentrionale fut jadis le grenier  
 » de Rome. Occupée par une population indus-  
 » trieuse, elle pourrait devenir infiniment utile  
 » à l'Europe ( à nous ). Pourquoi n'y transpor-  
 » terions-nous pas la surabondance de notre  
 » population, et qui est-ce qui nous empêcherait  
 » d'y fonder une colonie? Ce projet, *qui est*  
 » *loin d'avoir été abandonné par quelques*  
 » *membres du cabinet actuel*, a été fortement  
 » recommandé par tous ceux qui ont écrit sur  
 » notre économie politique et morale. La côte  
 » septentrionale de l'Afrique est plus à portée  
 » de l'Angleterre que tant de contrées qu'elle  
 » s'est empressée d'occuper au loin. Si, dans

- » l'Inde, nous avons rendu des nations heu-
- » reuses en les délivrant de la tyrannie
- » ( est - on plus effronté ? ) , pourquoi mon-
- » trerions-nous moins d'intérêt pour des nations
- » plus voisines, et qui seraient pour nous la
- » source des plus grands avantages ? »

Ainsi s'exprimait une feuille vouée au gouvernement anglais, feuille dont le rédacteur voit des ministres, et a ses entrées à la trésorerie. C'est un homme à talents, ordinairement chargé de préparer l'opinion aux événemens imprévus.

Plus loin, cet écrivain politique dit clairement en parlant du retour du noble lord :

- « Il est fâcheux que l'amiral Exmouth *n'ait*
- » *pas pris possession d'Alger au nom de S. M.*
- » *britannique.* »

Et, voulant que la philanthropie entre pour quelque chose dans ce plan dicté par l'ambition, il ajoute :

- « Ce que dit Volney de l'effet de la domination
- » turque sur l'Égypte et sur la Syrie, peut aussi
- » s'appliquer aux Algériens et aux peuples des
- » Régences. Le caractère des nations dépend de
- » la nature des gouvernemens établis chez elles.
- » Si les hommes sont certains de jouir paisible-
- » ment du produit de leur industrie, ils devien-

» nent industriels. Nous convertirons donc une  
 » nation de voleurs en un peuple d'honnêtes  
 » gens; et ils deviendraient ( voilà l'essentiel )  
 » consommateurs des produits de nos manufac-  
 » tures. »

Depuis la rentrée de l'amiral Exmouth, qui, pour n'avoir rempli que la partie la moins intéressante de sa mission, fut assez froidement reçu, il s'est ouvert une négociation entre la cour de Londres et le dey d'Alger. Un ambassadeur de ce dernier souverain est venu régler, en 1819, avec le ministère anglais, quelques intérêts qu'on ignore. Il ne faudrait point s'étonner qu'on proposât à S. Exc. algérienne, en échange du magnifique pays qu'elle régit, des monceaux d'or avec quelque autre souveraineté. Le séjour de l'ambassadeur à Londres n'a pas été long, et il paraît qu'on n'est content d'aucun côté. Comment finira ce débat? Apparemment suivant le vœu de l'écrivain ministériel.

On conçoit, comme lui, qu'il serait très-avantageux pour l'Angleterre d'avoir les clefs du *grenier de Rome*. Le commerce des grains serait pour elle d'un prix infini. Elle nous fournirait volontiers les oranges, les dattes, les olives, etc., que les spéculateurs tirent d'Alger pour les répandre dans toute l'Europe. La

vigne est faiblement cultivée dans ce beau pays, où des préjugés religieux font négliger ce végétal. L'Angleterre saurait lui rendre l'hommage qui lui est dû. Elle ferait des bénéfices considérables sur les fourrures et encouragerait les chasses sur les flancs de l'Atlas et dans le désert. L'Atlas est couvert d'excellent chêne et d'autres bois propres à la construction. L'Angleterre les ferait exploiter et les convertirait, dans les chantiers d'Alger, en vaisseaux de guerre ou en navires marchands.

Qu'on ne s'imagine point que la conquête de l'État d'Alger satisfît son ambition : bientôt elle étendrait son empire sur les régences de Tunis et de Tripoli. La philanthropie lui permettrait-elle de laisser subsister ces repaires de voleurs? Tunis exporte de l'huile, des laines, du maroquin, de la poudre d'or, etc. Les mêmes articles et, en outre, de grandes quantités de cire, de miel et de séné sortent du port de Tripoli. Mais quoi! laissera-t-on sans protection et sans appui ces malheureux habitans de la *Cyrénaïque*, dont les terres sont exposées aux éternels ravages de l'Arabe vagabond? Ces terres, qui portaient anciennement trois récoltes, n'ont rien perdu de leur étonnante fertilité. L'Angleterre repoussera les Bédouïns, protégera les habitans de l'heureuse

Cyrénaïque et se mettra, par cet acte de générosité, en point de contact avec la célèbre région que fertilisent les eaux du Nil.

Ce système est incomplet; et la côte occidentale mérite d'en faire partie. Les prétextes ne sauraient manquer pour entrer en contestation avec le souverain de Maroc, dont les États, du côté d'Alger, n'ont jamais eu de limites fixes.

A mesure que l'Angleterre s'étendra sur la côte septentrionale, elle en exploitera les richesses. Ressources naturelles et industrielles, tout sera développé. Elle réveillera les souvenirs utiles et les mettra tous à profit, sauf la terrible leçon que donnèrent aux ambitieux les ruines de Carthage et les pleurs dont les arrosa Marius.

Nous serons peut-être blâmés de donner ici d'avance, comme positif et réel, ce que nous puissions simplement dans l'ordre des probabilités ou du possible. Observez, lecteur, que le projet d'envahir Alger est conçu, avoué; que l'Angleterre en a même tenté l'exécution: le succès a mal répondu cette fois à son attente, il est vrai; mais on saura faire naître ou attendre un moment plus propice. Quant aux suites probables de l'occupation d'Alger, nous soumettrons une observation à ceux qui refuseraient de les admettre. Si quelqu'un eût osé dire, quand

l'Angleterre n'avait que Madras sur la côte de Coromandel, qu'un jour elle conquerrait toute l'Inde; qu'elle donnerait des inquiétudes à la Chine, au Caboul, et qu'elle ferait trembler le grand lama sur son trône d'or; ce quelqu'un se serait fait appeler insensé ou même calomniateur. Il n'est pas difficile de prévoir les résultats, quand la cause est connue.

De tous les avantages que la possession de la côte assurerait à l'Angleterre, le plus considérable à ses yeux serait la facilité de se mettre en rapport direct avec l'opulente ville de Tomboucton. On la verrait bientôt à la tête des caravanes qui, partant de Fez et de Tripoli, vont chercher sur le Niger ce que l'Afrique centrale produit de plus précieux. Lord Exmouth n'ayant point réussi, et quelque autre occasion plus favorable pouvant imposer une longue attente à l'ambition, l'Angleterre cherchera sans délai quelque autre moyen d'avoir sa part d'un commerce si lucratif.

Nous avons lu dans la Gazette de Nuremberg qu'il s'est ouvert des négociations entre une puissance européenne et l'empereur de Maroc, pour la construction d'une route entre ses États et la ville de Tomboucton. La direction des ouvrages est confiée à des ingénieurs de cette nation, qu'il

n'est point difficile de deviner; et ils ont obtenu des saufs - conduits pour les chefs des Arabes nomades qui vivent au sein du désert. On ne saurait garantir l'authenticité de cette nouvelle. Quoi qu'il en soit, une route dans la direction de Fez à Tombouctou ne nous paraît praticable que jusqu'au revers méridional de l'Atlas. Là se présente aux yeux et se perd au loin dans l'horizon, une plaine couverte de sables arides et brûlans, sous lesquels la prétendue route serait bientôt ensevelie, quand il serait possible de la consolider. Le temps nous apprendra si la Gazette de Nuremberg a puisé sa nouvelle dans de bonnes sources.

Les trésors de l'Afrique centrale, réunis par le commerce à Tombouctou, méritent bien qu'on fasse plus d'une tentative pour aller jusqu'à eux. Non contente de se frayer par le nord une route vers cette ville fameuse, l'Angleterre a dirigé vers le centre trois expéditions qui ont eu le même objet; mais toujours mystérieuse et attentive à donner le change, elle a eu le soin de publier que le gouvernement faisait ce généreux sacrifice aux progrès des sciences, au perfectionnement des connaissances humaines et surtout de la géographie. Si quelque sceptique en doutait, il pourra s'en convaincre par l'extrait



suivant des instructions auxquelles a dû se conformer le major Peddie, chargé en chef d'une de ces expéditions.

« Vous prendrez tous les documens possibles  
 » sur le commerce de Tombouctou, de Yenné  
 » et d'Haoussa. Vous lierez un commerce d'a-  
 » mitié avec le roi de Bambarra, et vous ferez  
 » sentir aux *Foulas* combien il leur serait avan-  
 » tageux de descendre la Gambie et le Sénégal  
 » pour venir commercer sur la côte avec les  
 » comptoirs de la compagnie anglaise. ( Le Sé-  
 » négal ne nous avait pas encore été rendu. ) On  
 » concédera même des terrains ( dans leur pro-  
 » pre pays ! ) à ceux qui paraîtront désirer de  
 » faire des établissemens fixes auprès des nôtres.  
 » La compagnie leur fournira des outils ara-  
 » toires et toutes les facilités, etc., etc. »

Dans ces instructions, rien n'est oublié pour l'intérêt, pour l'agrandissement. Quant aux sciences, il n'en est pas dit un mot.

Nous avons déjà prouvé par une multitude de faits, que l'ambition britannique est essentiellement exclusive. Elle ne saurait se résoudre à sacrifier, en fait de commerce, jusqu'au simple glanage que le propriétaire le plus égoïste abandonne aux malheureux. Voyez comment s'exprime le *Quartely Review*, n° 236, pag. 375 :

« Les Français qui, à proprement parler, regardent l'Afrique comme un théâtre commun où chaque nation a le droit d'exercer les talens de ses sujets, ont voulu marcher sur nos traces. » ( Entendez - vous, Russes, Prussiens, Suédois et Danois, Belges, Italiens, Espagnols, etc.; l'Afrique n'est point un bien commun, mais une propriété de la Grande-Bretagne; ne songez point à vous y établir; vous attenteriez à ses droits! ) Mais reprenons notre auteur :

« Au moment où il a été connu à Paris que M. Ritchie était destiné à faire un voyage de découverte, on s'est hâté d'annoncer officiellement à notre ambassadeur sir Charles Stuart, par l'intermédiaire du ministre de la marine, qu'il était aussi dans l'intention du gouvernement français d'envoyer une expédition dans l'intérieur de l'Afrique, et qu'on en prévenait S. Exc., afin que les Anglais ne pussent s'imaginer qu'on se proposât d'entraver ou de contrarier les opérations de M. Ritchie. »

Qui ne reconnaîtrait dans ce passage, les inquiétudes de la jalousie? La crainte de ne pouvoir envahir tout le continent africain, s'y décèle à chaque mot. Il importe d'observer que le *Quartely Review* est un ouvrage ministériel,

le plus souvent écrit sous la dictée du Gouvernement; un ouvrage dans lequel M. Canning, membre du cabinet, et MM. Barrow et Croker, le premier, commis, et le second, secrétaire de l'amirauté, insèrent habituellement des morceaux de leur composition.

Plus loin, le Review ajoute :

• Ali-Bey (M. Badia) est parti au commencement de cette année, pour le voyage qu'il  
 • entreprend au nom du gouvernement français.  
 • Il a pris ostensiblement la route d'Égypte;  
 • mais nous avons appris d'un *membre de l'ins-*  
 • *titut de France* (voilà certes un savant fort discret) qu'il ferait fausse route, et se ren-  
 • drait directement à Tripoli, dans l'unique vue  
 • de prévenir M. Ritchie, notre voyageur. Il est  
 • absurde de la part du gouvernement français  
 • d'avoir recours à une duplicité inutile : nous  
 • ne pouvons lui prêter d'autre motif que celui  
 • de jeter un voile mystérieux sur cette opéra-  
 • tion; car il nous répugne d'attribuer cette con-  
 • duite à une basse jalousie. »

Il faut convenir que cet article est piquant et singulier. Quand l'Angleterre se permet, sur les quatre parties du globe, tout ce que l'ambition la plus dévorante peut inspirer; quand elle proclame, ici le despotisme et le pouvoir absolu;

plus loin, la démagogie; ailleurs, la révolte, sous le nom de liberté; quand son trésor de Calcutta s'enrichit chaque jour de quelque nouvelle couronne arrachée au bon droit et au pouvoir légitime; quand les princes, dont ces couronnes ornaient le front, montent sur l'échafaud pour n'avoir pas été des lâches, ou languissent dans les cachots de *Vellore* et de *Benarès*, parce qu'on les juge dangereux; quand cette puissance, en un mot, immole à la passion de s'agrandir ce que les lois divines et humaines ont de plus sacré, elle en viendra jusqu'à nous contester le droit d'envoyer un naturaliste parcourir l'Afrique centrale! et si le ministère français en prévient l'ambassadeur britannique, on tirera des inductions fâcheuses de ce procédé noble et franc! Le passage que nous citons n'exciterait que le dégoût, si l'on pouvait nous prouver qu'il n'est ni de M. Barrow ni de M. Croker, tous deux employés marquans du gouvernement anglais,

Les instructions d'Ali-Bey tracent sa marche de France au Caire, et de cette dernière place à la ville de Tombouctou: il doit de là remonter le Niger. Le terme de son voyage est le Sénégal. L'Angleterre a prétendu savoir qu'il est chargé d'ouvrir des relations commerciales entre le Sé-

négal français et Tombuctou : voilà ce qui la blesse.

Et pourquoi l'Angleterre voudrait-elle élever un mur d'airain entre le Galam et la région du Niger? le voici :

La poudre d'or qui, de l'intérieur, arrive sur la côte occidentale, mais qui se dirige en bien plus grande quantité vers la Barbarie, laisse enfin voir son origine. Il est aujourd'hui constant que les peuplades fixées au sud du Niger, du côté d'Haoussa, viennent périodiquement à Tombuctou, chargées d'or en grain et en poudre. L'infortuné Mungo-Park prétendit avoir découvert que le sel est d'une extrême rareté dans ces climats, et qu'il s'y vend pour ainsi dire au poids de l'or. La compagnie anglaise de la Gambie et de Serra-Leone se chargerait volontiers, à ce prix, d'approvisionner de sel tout le continent d'Afrique; mais il est essentiel qu'elle seule fasse ce commerce; si d'autres y prennent part, tout est perdu.

Nous venons de voir que l'or fourni par le continent africain est livré, en grande partie, aux caravanes des pays barbaresques. Ce commerce se fait par l'intermédiaire des Maures, qui ont en horreur tout ce qui n'est point mahométan.

Cet obstacle est d'autant plus difficile à surmonter pour les Européens, que les négocians de la Barbarie nourrissent et fortifient dans les Maures ces préjugés religieux qui écartent des concurrents. Les avances des Anglais auprès des chefs de ces hordes nomades ont été jusqu'à ce jour, inutiles; peu s'en faut qu'on ne désespère de les rendre plus traitables, et c'est pour attaquer l'opposition dans sa source, que les Anglais ont très-décidément résolu la conquête des États barbaresques.

Mais il est temps de passer à la côte occidentale du continent, qu'exploitent les Anglais.

## §. II.

### *Travaux de l'Angleterre sur la côte occidentale d'Afrique.*

DEPUIS l'extrémité la plus australe des États de Maroc, jusqu'aux environs de Gorée, la côte est aride et sauvage. Là vivent des Arabes qui, par des signaux trompeurs, attirent les bâtimens sur des bas-fonds, et, après les avoir fait périr, pillent tout ce qui échappe à la violence du flux et du reflux. Malheur aux naufragés qui tombent dans les mains de ces barbares! Ils regrettent mille fois de n'avoir pas été engloutis dans les flots. Hâtons-nous de quitter cette funeste rive.

Les débris d'un naufrage trop déplorable pourraient affliger nos yeux.

Nous avons déjà décrit les établissemens français du Sénégal; avant de visiter ceux que l'Angleterre forme dans la Guinée, il est à propos d'examiner si la France a senti le prix de cette belle région, et si elle a fait, pour s'y établir, des sacrifices proportionnés à l'importance de leur objet.

Le marquis de la Jaille établit en 1785, une colonie dans l'île de Gambia, non loin de l'embouchure de la Serra-Leone. Le roi de cette île lui céda quelques portions de son territoire. Ce site n'était pas judicieusement choisi. Toutefois, la colonie s'y serait soutenue. Ce qui la perdit, ce fut la ridicule et honteuse parcimonie du gouvernement. Croira-t-on qu'il ne fut possible de lui arracher, pour cette colonie naissante, que la somme de 4,683 livres tournois? Les malheureux, qui, sur ses invitations, s'y étaient rendus, y périrent de misère; il ne s'en sauva que trois.

A peu près à la même époque, on obtint du roi de Banan, vers le cap Tagrin, une belle portion de territoire littoral, excellent fond avantage de quelques havres commodes. La même lésinerie ruina cet établissement digne de

tous nos regrets. Inviter des malheureux à s'expatrier pour les abandonner ensuite à toutes les rigueurs du sort, dans des plages inconnues, c'est imiter l'abominable manège des Syrènes de la fable.

Un troisième établissement, fondé sur la Formosa, dans le royaume de Benin, commençait à prospérer sous la direction du capitaine Landolfe, qui trouvait dans son génie ce que le trésor lui distillait goutte à goutte; il avait construit un fort, et ses cultures commençaient à s'étendre, lorsqu'en pleine paix, dans le courant de mai 1792, des marchands de Liverpool tombent à l'improviste sur la colonie, dévastent les plantations, incendient les édifices et massacrent tous les colons qui leur tombent sous la main. Le capitaine n'échappa que par miracle à la rage des assaillans. Le chef d'escadre Arnaud vengea ces atrocités en 1794, par la ruine de la colonie anglaise de Serra - Leone. Imiter les brigands c'est perdre le droit de s'en plaindre. Le capitaine Arnaud fut improuvé même par le gouvernement de cette époque. Une prison s'ouvrit pour le dévastateur, qui ne fut pas assez puni.

La nature a prodigué toutes les richesses végétales à la Guinée. Les naturels cultivent en grand, le riz, le manioc, l'igname, le chou caraïbe, le



mais, les pois, etc. Tous les fruitiers de la zone torride y donnent des produits délicieux; l'arbre à beurre, l'indigo, le coton, plusieurs sortes d'épiceries y croissent avec abondance; qu'on ne s'étonne pas si les Français et les Anglais s'en sont disputé la possession : mais les premiers n'ont voulu dépenser que 4,683 livres, et la compagnie d'Afrique a déboursé, dès son début, 3,434,876 francs. Les succès sont et doivent être dans le même rapport.

Un journaliste français prétendit, il y a quelques mois, que l'Angleterre avait très-peu d'établissements dans la Guinée. Elle ne possédait, suivant lui, que quelques petits territoires à Sainte-Marie et à Serra-Leone. Les détails dans lesquels nous allons entrer pourront faire sentir à l'éditeur qu'on lui a fourni de très - inexactes informations. Son erreur, au surplus, n'a rien d'étonnant. Tout est mystérieux chez nos voisins quand il s'agit d'établissements coloniaux; et nous sommes certains que leurs compagnies privilégiées nous dispenseraient volontiers de publier notre ouvrage.

Sur la côte occidentale d'Afrique, l'Angleterre est, comme partout ailleurs, entreprenante, infatigable et toujours admirablement inspirée sur le choix des meilleurs moyens. Cette population

indigène, ces noirs qu'il semblait impossible d'arracher à l'indolence, et qui, d'après nos préjugés, ne pouvaient s'imposer la fatigue que sous le fouet d'un impitoyable conducteur, l'Angleterre a su les rendre laborieux, dociles, susceptibles d'émulation : ses premières tentatives avaient très-faiblement réussi ; mais rien ne la décourage. Les nègres sont passionnés pour l'eau-de-vie et pour le tabac ; c'est par là qu'elle les attire. D'autres besoins qu'elle leur fait contracter ensuite, les retiennent sous ses lois.

Déjà plusieurs villes ornent la superbe contrée de Serra-Leone. *Regent's Town* a pour habitants 2,400 indigènes, tous jeunes, vigoureux et aveuglément soumis au révérend Johnston, leur recteur. Une belle rivière coupe cette ville en deux parties qui communiquent ensemble par deux superbes ponts nouvellement bâtis. L'intérêt du commerce et de l'agriculture exigeait qu'il fût ouvert une route entre la ville du *Regent* et la ville *Libre* (*Free Town*). Cette route vient d'être construite sous la direction du même recteur. Elle est tout à la fois magnifique et solide. Comme elle a dû franchir les montagnes de *Leisceter*, il a fallu triompher d'obstacles qui étonnent l'imagination. Le procédé d'Annibal calcinant les rochers des Alpes, a été fréquem-

ment nécessaire; mais au lieu de vinaigre, c'est de l'eau qu'on a versé sur la roche brûlante.

Entre les villes du *Régent*, de *Léopold*, de *Charlotte*, de *Wilberforce* et de *Gloucester*, s'ouvrent d'autres voies dignes de la magnificence romaine, et les travaux sont poussés avec une telle vigueur, qu'en moins de trois ans ils atteindront leur dernier terme. Une compagnie ou société de Quakers vient de mettre en culture, à Bathurst, un vaste territoire où se trouvent réunis tous les genres d'agrément et d'utilité dont un établissement rural est susceptible. De toutes parts, on abat des forêts, on défriche, on laboure, et l'inépuisable fécondité du sol surpasse toujours l'attente des spéculateurs qui l'ont exploité.

Les nègres de *Régent's Town*, auxquels leur recteur a su inspirer une sorte d'enthousiasme, jetèrent, il y a dix-huit mois, les fondemens d'un bel hospice; six mois après, ils y avaient mis la dernière main. La maison du gouverneur de Bathurst est déjà finie. Cette ville reçoit chaque jour de nouveaux habitans, attirés par la richesse du territoire et par les produits du gommier, qui est très-commun dans les forêts des environs. Deux édifices publics très-considérables viennent d'être achevés à Léopold. On

a construit avec le même célérité , à *Gloucest-ter* , une église et de vastes magasins. La ville de Charlotte était la seule où les édifices publics les plus nécessaires ne fussent pas encore consacrés à leur destination à la fin de 1818. Elle est un peu moins favorisée que les autres ; mais on espère l'élever , par un surcroît de soins et de dépenses , au niveau des meilleures colonies de cette région.

S'il était permis à tout autre qu'à un Anglais de visiter ces lieux , l'établissement public qui fixerait surtout les regards et l'attention de l'étranger , serait le quai de *Free - Town*. Pour rendre cet ouvrage en quelque sorte impérissable , on ne s'est servi que d'énormes blocs d'une pierre extrêmement dure. Ce quai n'a pas moins de 832 pieds de long. Deux beaux édifices élevés aux extrémités en relèvent le coup-d'œil ; c'est , d'un côté , la maison du gouverneur , et de l'autre , celle de MM. Macauley , Babington et compagnie. C'est le gouverneur lui-même qui a dirigé les travaux , que la même année a vu commencer et finir. Déjà ce quai , livré au commerce , est couvert de ballots et de caisses de marchandises arrivées de la métropole ou réservées pour l'exportation. L'hôpital destiné pour les Africains libérés était achevé à la fin de 1818 , et l'on y re-

cevait les malheureux pour lesquels il est spécialement bâti. On s'était proposé de mettre la dernière main, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1819, à l'église principale de *Free-Town*; mais la construction des magasins et d'un grand nombre de maisons particulières, a rendu le nombre des ouvriers insuffisant. On n'a pu couvrir cette église qu'en mai 1819; il est vrai qu'on s'est piqué de rendre cet édifice digne, sous tous les rapports, du titre d'église métropolitaine.

*Kissey*, autre ville dont la fondation date à peine de six ans, a déjà vu s'élever dans son sein tous les édifices que réclame le service public, indépendamment des maisons particulières dont le nombre s'accroît d'une manière étonnante. La principale église de cette ville, presque égale en beauté à celle de *Free-Town*, est déjà ouverte aux colons et aux nombreux néophites des missionnaires anglais. La même ville possède un grand marché couvert. La population a presque doublé depuis quatre ans.

Un autre établissement colonial, situé sur la Gambie et à son embouchure, mérite notre admiration, c'est la ville de Sainte-Marie. La compagnie d'Afrique s'est imposé les plus grands sacrifices pour rendre cette place digne de la splendeur qui lui est réservée. Si, au moment

où nous écrivons, tous les édifices publics de Sainte-Marie ne sont pas consacrés à leur destination, ils doivent être bien avancés. La Gambie a été remontée par des embarcations anglaises, jusqu'au-delà de 700 milles (environ 230 lieues); et, dans toute cette étendue, les deux rives de cette majestueuse rivière ont été reconnues susceptibles des plus riches et des plus abondantes cultures. La Gambie arrose des savannes immenses où l'herbe s'élève jusqu'à 9 ou 10 pieds au-dessus du sol, indice certain d'une prodigieuse fécondité. Ces forêts d'herbe servent de repaire à des quadrupèdes et à des reptiles plus ou moins dangereux, mais qui fuiront ou seront détruits à mesure que la colonie prendra de l'extension vers l'intérieur. Elle est déjà parvenue à de grandes distances de l'embouchure. Nous ne décrivons point les procédés d'après lesquels la compagnie colonise cette portion de la Guinée. Elle opère ici comme à Serra-Leone, et avec le même succès.

Les Anglais ont aussi fondé des établissemens aux îles de *Loss*, situées à quarante milles au nord de *Serra-Leone*; elles sont au nombre de sept, mais il n'y en a que trois d'habitées, *Loss*, *Taverna* et *Crawford*. Elles sont importantes par leur situation géographique et par leur fertilité.

Les Anglais se sont fortifiés à Loss, qui est la principale, de manière à repousser toute agression.

L'Angleterre n'a pas moins de onze forts sur les côtes d'ivoire, d'or et des esclaves. On doit demander des fonds au parlement pour perfectionner ces constructions destinées à arrêter le commerce des noirs. La société africaine propose de mettre en culture autour de chacun de ces forts une certaine étendue de terre qui produirait la subsistance des garnisons. On ne manquera pas de nègres *libres* pour exécuter ces travaux agricoles.

L'Angleterre qui malheureusement fournit tant de matière à la censure, nous trouvera toujours empressés à lui rendre la même justice, quand sa gloire, fidèle au droit des gens, ne coûtera point de larmes à l'humanité. Son génie se déploie dans la Guinée par des créations qui tiennent du prodige. On dirait qu'Amphion lui a prêté sa lyre et qu'au son de ce merveilleux instrument, elle fait sortir du sein de la terre des cités déjà florissantes avant que l'Europe sache leurs noms. Comme Orphée, elle met toute la nature en mouvement. Tout s'anime à sa voix. Des brutes sauvages, c'est-à-dire, des êtres dégradés qui appartiennent à peine au genre humain, quittent leurs forêts sombres,

entourent l'enchanteresse qui brise leurs fers, déposeht leurs déplorables erreurs, brisent leurs idoles et se sentent renaître au sein des arts et de la civilisation. Pourquoi faut-il qu'une gloire si belle soit ternie par des accessoires qu'on ne saurait louer? Mais laissons au lecteur tout le loisir de se livrer à l'admiration. L'occasion de blâmer ne s'offrira que trop tôt.

Le gouvernement britannique a fait peu de sacrifices pour les établissemens coloniaux dont nous venons de faire la description. C'est la compagnie africaine qui verse ses fonds; mais quelque riches qu'on suppose ses membres, il lui serait impossible d'élever si promptement à une telle hauteur cent établissemens à la fois, si elle n'était puissamment secondée par une association patriotique. La *Société africaine* ( c'est le nom qu'elle a pris ) contribue par de grands capitaux à l'exploitation des terres qui, dans cette partie de l'Afrique, promettent le plus de bénéfices à la Grande - Bretagne. Elle envoie à ses frais des voyageurs exploiter au-devant des colons, les contrées où il conviendrait de s'établir et aplanir les difficultés qui pourraient s'opposer à des arrangemens avec les souverains auxquels ces lieux obéissent. Des agens qu'elle entretient dans la colonie, dirigent les

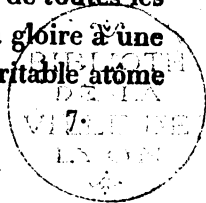


travaux et surveillent l'emploi des fonds qu'elle y a consacrés. Avec tant de moyens, les prodiges deviennent croyables.

On a beaucoup écrit en France relativement aux compagnies privilégiées. Sont-elles utiles, compatibles avec un gouvernement représentatif? Le pour et le contre ont été soutenus par des hommes d'un mérite supérieur; après lesquels nous devons nous taire. *Non nostrum.*

En thèse générale, la liberté absolue, dans l'état social, est un être de raison. Les hommes ne peuvent vivre en commun qu'en sacrifiant une partie de leur indépendance. Le fier Camanche obéit à un chef, et le Tartare vagabond a ses lois prohibitives. Plus une nation se civilise et plus l'individu perd de ses droits naturels en faveur de sa société; mais il retrouve comme sociétaire ce qu'il a sacrifié comme individu. Nous savons qu'on peut abuser de cette théorie. Elle fut invoquée par Napoléon, quand il voulut nous ravir nos libertés nationales; elle est toujours dans la bouche de ceux qui réclament des lois d'exception. Il n'est pas moins certain, en principe, qu'il dépend des membres d'une corporation de se priver, en faveur de la communauté, d'un bien dont la nature leur adjuge la jouissance; il suffit que le plus grand nombre

s'y soumette. Les autres doivent y souscrire ou aller vivre ailleurs. Ce que pourrait faire la nation, si elle délibérait sur l'objet dont il s'agit, ses représentans ont incontestablement le droit de le prescrire s'ils jugent l'exception plus utile que le principe. Sous ce dernier rapport, l'autorité de l'exemple doit puissamment influencer sur la détermination. L'Angleterre, notre aînée en fait de liberté, a créé quatre compagnies privilégiées qui sont les colonnes de sa puissance. Nous avons déjà vu ce qu'a fait pour sa patrie la compagnie des Indes. Celle d'Afrique ne nous a pas encore fait admirer tous ses travaux; le Cap lui prépare de nouvelles palmes. Que dirons-nous des compagnies d'Inde et du Nord-Ouest? Nous suivrons bientôt leurs intrépides chasseurs jusqu'à la Grande-Mer; et nous les verrons à leur retour chargés de fourrures d'une valeur incroyable. La plus productive des colonies d'Albion est dans les immenses forêts de l'Amérique nord, et il n'est donné qu'à des compagnies de l'exploiter avec succès. Jamais les efforts du commerce individuel, quelque actif, quelque favorisé qu'on le suppose, n'auraient élevé l'Angleterre au-dessus de toutes les nations connues. Elle doit toute sa gloire à une loi d'exception. Si la Hollande, véritable atôme



auprès de sa rivale, ose néanmoins lui disputer l'empire de la mer des Indes et de son riche archipel, à qui doit-elle cet avantage prodigieux, si ce n'est au gouvernement exceptionnel qui siège à Batavia.

Nos doctrines paraissent suffisamment justifiées; si elles ne trouvaient point grâce auprès des rigoristes, et s'ils improuvaient l'établissement d'une compagnie privilégiée du Sénégal, rien n'empêcherait du moins qu'on ne provocât l'organisation d'une société d'encouragement *ad hoc*, composée de capitalistes riches et distingués par leur patriotisme. La France ne doit-elle pas à l'immortelle société d'encouragement pour l'industrie, la plupart des chefs-d'œuvre qu'on vient d'exposer au Louvre? Nous avons tout ce qu'il faut pour devenir un grande nation: talens, industrie, activité, amour de la patrie; il ne s'agit que d'assortir, de coordonner ces précieux élémens et de leur donner la première impulsion. Il arrive de toutes nos colonies, surtout de celle du Sénégal, des rapports si passionnés, si contradictoires, que le gouvernement perd la trace de la vérité. Il flotte incertain, ne prend aucun parti et laisse aux abus le temps de s'enraciner. La société d'encouragement dont nous proposons la création, ne souffrirait point

qu'une vile cupidité s'emparât du fruit de ses sacrifices. Elle saurait par des agens éclairés et fidèles, si l'administration est intelligente, intègre, active, et si elle prend ou si elle néglige les vrais moyens de faire prospérer nos colons. Les rapports émanés d'une société si respectable prévaudraient toujours sur les allégations suspectes d'un administrateur intéressé à tromper, et sur les protections de la bureaucratie, toujours plus puissante que le ministre.

On parlait depuis long-temps d'un vaste empire situé vers le centre du continent africain. Mais ce pays n'était connu que par son nom, d'après le rapport des nègres qu'on venait vendre sur la côte occidentale de Guinée. Tout-à-coup la nation des *Fantées* se précipite sur les établissemens hollandais, non pour les piller, puisqu'il y avait alliance entre eux, mais pour y chercher un asile. Les *Fantées* étaient poursuivis par une nation conquérante venue de l'intérieur. En vain les Hollandais secoururent leurs voisins opprimés. Rien ne peut arrêter les *Ashantées* qui, vainqueurs de tous leurs ennemis, virent pour la première fois le majestueux Océan.

Les chefs de cette armée étaient couverts d'ornemens d'or et annonçaient un pays où ce

précieux métal devait être commun. Il en faut moins pour tenter l'ambition. La compagnie d'Afrique résolut de faire une démarche auprès de S. M. *Zei-Tou-Lou-Quamina*, roi des Ashantées, et surtout d'arriver à lui avant les Hollandais, qui, pour avoir secouru les Fantées, devaient être accueillis avec moins de faveur. On se doute bien que la députation du gouvernement anglais n'a point servi d'avocat au général *Daëndels*, dont les talens et l'activité contrarient les opérations de la compagnie d'Afrique. Ce fut en 1817 qu'il chargea MM. *Bodwich*, *Huchinson* et *Tedlie* d'aller conquérir à la géographie le pays des Ashantées. Il est de règle pour le gouvernement anglais de ne rien entreprendre d'ostensible qu'au nom et au profit des sciences et des arts, mais de ne livrer à la curiosité des descriptions fidèles des pays découverts par ses agens, qu'après s'y être solidement établi.

A peine arrivés dans la capitale des Ashantées, les trois ambassadeurs sont arrêtés par ordre du souverain et conduits en prison. La compagnie d'Afrique a fait imprimer dans les journaux qu'il fallait imputer cette violence et le courroux de S. M. noire aux suggestions du général *Daëndels*, et la meilleure preuve qu'elle en fournit, c'est que le général hollandais était un grand partisan

de Bonaparte. Ce raisonnement n'est pas des plus justes. Il est plus naturel de penser que M. Daëndels, prévenu ou se doutant qu'il allait être amicalement servi à la cour du roi, a cru devoir prendre l'initiative.

Les ambassadeurs anglais n'avaient point traversé ce pays sans faire d'observations. Ils l'avaient trouvé dans un état florissant. Des communications avec l'Afrique centrale étaient ouvertes dans toutes les directions. Des routes superbes et bien fréquentées conduisaient les marchands jusqu'aux portes du Niger. *Haoussa*, *Jenné*, *Tombuctou* avaient des relations suivies avec le pays des Ashantées. En un mot, les ambassadeurs s'étaient vus avec étonnement au centre d'un pays *singulièrement* civilisé, peuplé et commerçant. L'or surtout frappa leurs regards, et l'on connaît son pouvoir sur des yeux britanniques. Pizzare et Cortez n'en purent voir d'avantage dans le Nouveau-Monde.

Une si belle perspective valait bien la peine qu'on tentât d'apaiser le fier monarque, et qu'on s'introduisit dans ses domaines. Les Anglais, à force de soins, d'égards et de persévérance, y sont parvenus; et pendant que nous lisons comme une nouveauté la relation de M. Bodwick, analysée par le savant Malte-Brun,

dans le Journal des Débats, les Anglais ont déjà pris racine dans ce pays naguère inconnu où des besoins nouveaux arrivent en foule. Ainsi, l'Europe apprend tout à la fois et l'existence de cette vaste monarchie et celle d'un agent accrédité du gouvernement britannique auprès du souverain régnant. Cet agent ne négligera rien pour inspirer à cette nation vaillante et belliqueuse des préventions contre tout ce qui n'est pas anglais. Telle est partout la marche de l'ambition de la Grande-Bretagne. Qu'on juge de quelles couleurs elle aura peint ses alliés les Hollandais, et s'ils doivent être tranquilles sur leurs possessions littorales vers le fonds du golfe.

La situation avantageuse dans laquelle *M. Pedlie* vient de se placer auprès du roi, *Tou-Lou-Quamina* et de ses *caboucir* ou ministres, fera bientôt arriver les Anglais jusqu'à la source de ce métal, dont tant d'échantillons frappent leurs regards dans ce magique pays.

L'opinion généralement accréditée que l'or abonde au centre du continent africain, a fait diriger vers ce point une autre expédition sous les ordres du capitaine *Tuckey*. Il lui fut prescrit de remonter le Zaïre aussi loin qu'il le pourrait, de décrire exactement les pays qu'il aurait

à traverser, de s'assurer, du moins par des informations, si le Niger et le Zaïre ont une embouchure commune, etc.

Le capitaine Tuckey trouva les noirs qui peuplent les deux rives du fleuve, très-peu disposés à cesser de se vendre aux Européens. Ces Africains n'ont pas la plus légère teinture des *idées libérales*. Cependant ils accueillirent amicalement les Anglais; mais il survint des maladies terribles. Se sauva qui put, et l'Angleterre ne tira aucun fruit de cette expédition.

Quoiqu'elle n'eût pour objet, comme de coutume, que des spéculations purement mercantiles, on en attendait la solution d'un problème qui, depuis des siècles, occupe les savans. On désire savoir s'il y a identité entre le Niger, qui cache encore son embouchure, et le *Zaïre* ou le *Congo*, dont on ignore les sources. La largeur de ce fleuve, sa profondeur, sa rapidité, l'immense volume d'eau qu'il décharge dans la mer dont elle change la couleur et le goût jusqu'à vingt cinq lieues des côtes, pourraient faire présumer qu'il a reçu dans son cours le tribut de quelque autre grande rivière. Le Niger coule de l'ouest à l'est et son cours n'est positivement connu que jusqu'au-delà de Tomboucton. Il ne peut se décharger dans l'océan indien, qui, entre les



deux caps de *Corrientès* et de *Guardafuy*, ne reçoit aucune rivière considérable, Le Niger se joindrait-il au Nil? L'incoïncidence de leurs crues périodiques repousse ce système. Il ne reste que deux hypothèses entre lesquelles on peut choisir : ou le Niger se jette dans quelque méditerranée inconnue, ou détourné de sa direction orientale par le plateau central, il décrit une courbe vers le Sud, pour aller, sous le nom de Zaïre ou de Congo, se jeter dans le golfe de Guinée (1).

Nous ne saurions quitter la Guinée sans parler du commerce affreux dont elle a été si long-

(1) L'embouchure du Niger est enfin connue, et c'est aux Anglais que nous en avons l'obligation. Ce fleuve se perd, dit-on, dans une vaste méditerranée située au sud-est de Bambarra, aux pieds de montagnes couvertes de neige en toute saison. Elle est entourée de vastes marais remplis d'un nombre prodigieux de crocodiles et d'hippopotames.

Trois courans sortent de cette mer; l'un va former le *Bahr et Abiad*, qui est le Nil du Darfour; l'autre tourne vers le golfe de Guinée. La direction du 3<sup>e</sup> n'est pas encore connue. Il peut se faire que le courant qui tourne vers le sud, aillé, comme on l'a supposé, se perde dans le Zaïre, où soit lui-même ce fleuve grossi par d'autres rivières.

temps le théâtre. C'est là que les Européens allaient chercher des esclaves pour leurs colonies d'Amérique. On voyait arriver sur les côtes, par plusieurs centaines, à la fois, des malheureux qui venaient d'être arrachés à leur patrie, à leurs plus douces affections, enchaînés, entassés dans un navire construit de manière à ne rien perdre de sa capacité, mal nourris, privés de mouvement, respirant un air corrompu et enflammé; plusieurs perdaient la vie dès le second ou troisième jour; d'autres, joignant à leurs souffrances une profonde mélancolie, demandaient à leurs compagnons d'infortune le bienfait d'un coup mortel. Cependant l'impitoyable spéculateur n'était point tranquille. Il craignait les effets du désespoir sur des hommes trente fois plus nombreux que son équipage: attentif à tous leurs mouvemens, et la mèche à la main, il se tenait prêt à les mitrailler dans l'entrepont, et s'il se voyait menacé, réduit à la nécessité de devenir prodigue, il faisait feu. On laisse à penser quel spectacle d'horreur présentait alors l'entrepont. Il était rare que la moitié de la cargaison arrivât en Amérique, où l'attendait l'avarice, un fouet à la main.

L'humanité doit à l'Angleterre la cessation de

ce commerce inhumain; mais la gloire de l'action est souillée par l'abjection du motif. L'abolition de la traite n'est pour elle qu'une vaste spéculation, et c'est pour en recueillir plus tôt le fruit qu'elle s'oppose avec tant de zèle et de constance à ce que le décret d'abolition soit violé. Entendez les Anglais dans leurs salons; écoutez-les dans leurs débats publics; la traite disent-ils, se fait encore par contrebande, et nul peuple ne se livre à ce commerce honteux avec autant d'ardeur que les Français. M. Wilberforce est toujours à la tribune pour nous dénoncer. Telles sont à cet égard les préventions de ce négrophile, que l'année dernière il força lord Castelreagh lui-même à prendre la défense du gouvernement français. On n'ignore point à Londres que le gouvernement de S. M. Louis XVIII agit de bonne foi; mais l'Angleterre a besoin d'exhaler un dépit secret qui tient à d'autres causes trop odieuses pour être avouées. La compagnie d'Afrique s'indigne qu'on nous ait rendu Gorée et les faibles établissemens du Sénégal. Elle ne peut souffrir aucun voisin. La nation anglaise partage les sentimens de la compagnie; et si le mémoire qu'un anonyme anglais adressa au congrès d'Aix-la-Chapelle eut une vogue pro-

digieuse dans les îles britanniques, c'est que l'auteur y frondait le gouvernement pour nous avoir rendu nos comptoirs.

« A peine, dit l'auteur, la paix était signée, que les commerçans de chair humaine arrivèrent en foule de tous les points de l'Europe, sur la côte occidentale d'Afrique, et reprirent avec une nouvelle ardeur ce commerce criminel. Parmi eux, les Français qui, pendant vingt ans n'avaient pu se livrer à ce trafic meurtrier, se firent remarquer par une activité barbare; et malgré l'acte de renonciation que leur gouvernement avait souscrit en 1815; malgré les lois prohibitives rendues depuis cette époque; ils ont continué jusqu'à ce jour cet infâme commerce sur une large échelle, et l'ont accompagné des circonstances les plus atroces et des actes de la barbarie la plus inouïe.

« Pendant les dix-neuf années qui ont précédé la rétrocession du Sénégal et de Gorée à la France, cet abominable commerce était presque entièrement détruit. Ce fut au mois de janvier 1817, que ces *intéressantes colonies* lui furent *impolitiquement* rendues, et les effets de cette rétrocession se firent bientôt sentir de la manière la plus fâcheuse. Les contrées

» environnantes où régnaient l'abondance et la  
 » paix, présentent aujourd'hui le spectacle dé-  
 » goûtant de la misère et de la désolation. Il faut  
 » se rappeler que la France a professé à la face  
 » de l'univers, la plus profonde horreur pour  
 » cet infâme trafic. Par le traité du 30 novem-  
 » bre 1815, elle promit formellement d'abolir  
 » ce commerce aussi honteux en lui-même qu'il  
 » est impérativement prohibé par les lois de la  
 » nature et de la religion. Depuis cette époque  
 » et à diverses reprises, le gouvernement fran-  
 » çais a informé les ambassadeurs des puis-  
 » sances alliées, qu'il avait donné les ordres les  
 » plus sévères pour faire observer les articles du  
 » traité relatifs au commerce des esclaves. Ce-  
 » pendant au mépris du traité et en dépit des  
 » promesses les plus solennelles, les établisse-  
 » mens de Gorée et du Sénégal étaient à peine  
 » rendus aux Français, que les scènes de car-  
 » nage, de rapine et de dévastation ont recom-  
 » mencé sur tous les points. On entasse les esclaves  
 » à bord des navires négriers, et ceux qui  
 » ont survécu aux dangers de la traversée, se  
 » sont vu livrer à la barbarie des colons fran-  
 » çais des Antilles. »  
 Quelle tendresse pour ces pauvres noirs, qué

nous plaignons peut-être plus sincèrement que l'auteur, mais quelle barbarie pour la population de Ceylan et pour 60 millions d'Indiens.

Admettons que depuis l'origine de la traite jusqu'à nous, elle ait fait perdre à l'Afrique trente millions de ses habitans, les Anglais qui, en tout genre de commerce, ont primé sur les autres nations, et qui ne se bornant pas à peupler de noirs leurs vastes et nombreux établissemens, en revendaient, par spéculation, dans les colonies espagnoles et ailleurs, ont bien sur leur conscience les deux cinquièmes de ce commerce *criminel, barbare, meurtrier, infâme, abominable, digne de la plus profonde horreur*; et de toutes les épithètes que l'auteur accumule dans sa diatribe avec autant de passion que de mauvais goût. Qu'est-ce qui amenait tant de négriers anglais sur la côte occidentale d'Afrique? L'intérêt. S'ils font aujourd'hui les négrophiles, c'est par un intérêt encore mieux entendu, puisque ce système les conduit de plein vol au monopole des denrées coloniales.

Le Mémoire dont nous avons extrait un passage, est virulent d'un bout à l'autre. Il a bien pu être adressé au congrès qu'il était toujours utile d'indisposer contre la France, mais c'est pour les Anglais ses compatriotes que l'auteur

l'a écrit. Sa déclamation signifie pour les intelligens :

» Nos ministres savaient bien pourquoi nous  
 » ne voulions plus de traite. L'Inde n'a pas be-  
 » soin de nègres, puisque les indigènes la cul-  
 » tivent pour nous. En Afrique, nous avons les  
 » noirs sous la main; il suffit d'y abolir le mot  
 » d'*esclavage*. La traite n'est un commerce de  
 » nécessité que pour l'Amérique : là, point ou  
 » très-peu de cultures sans des esclaves africains.  
 » C'est là que sont les principales colonies des  
 » Espagnols, des Portugais, des Français, enfin  
 » de la plupart de nos rivaux; il faut qu'elles  
 » périssent. Nous y avons aussi de très-beaux  
 » établissemens, et ils seront enveloppés dans  
 » la ruine commune. Que nous importe? Il nous  
 » reste une infinité d'autres colonies, dont  
 » l'Afrique est la plus intéressante pour nous.  
 » Les établissemens de nos rivaux, ainsi ruinés  
 » en Amérique, faute de bras, nous n'aurons  
 » plus à combattre que ceux qui peuvent leur  
 » rester en Afrique et en Asie. Ceux du Portugal  
 » s'écroulent; les Philippines seront tôt ou tard  
 » libres; et quand les entreprises des Hollandais  
 » dans l'Inde amèneront une rupture entre eux  
 » et nous, ils ne sauraient tenir contre notre  
 » supériorité, L'Inde pourra nous échapper quel-

» que jour : c'est une perte incalculable; l'Afrique  
» nous en consolera. Nous lui ferons rendre  
» plus de denrées coloniales que n'en réclament  
» tous les marchés de l'univers, où nous ferons  
» exclusivement la loi.

» Est-il possible que nos ministres, après avoir  
» si heureusement fait tomber l'Europe com-  
» merçante dans le piège, en lui arrachant de  
» gré ou de force l'acte si brusque de l'aboli-  
» tion, aient commis l'inconséquence de rendre  
» aux Français leurs établissemens du Sénégal?  
» N'est-ce pas les associer impolitiquement aux  
» bénéfices que nous promet cette heureuse con-  
» ception? Que ces ministres imprudens relisent  
» le plan de monopole universel déposé depuis  
» un demi-siècle dans les cartons du cabinet,  
» et qu'ils rougissent de leur bévue.

» Quant à nous, Anglais, songeons à la ré-  
» parer. Il faut tonner contre la France; impu-  
» tons-lui, *per fas et nefas*, tous les crimes qui  
» nous viendront dans l'esprit, et préparons  
» ainsi le monde politique à quelqu'une de ces  
» combinaisons que le vulgaire blâme, mais aux-  
» quelles nous devons notre éclatante prospé-  
» rité. Lord Chatam est convenu en pleine tri-  
» bune que la France doit être pour nous hors  
» des timides règles de la justice ».



On vient de parler d'un hôpital bâti à Free-Town, pour les *négres libérés* ; ceci demande une explication. Des croiseurs anglais longent constamment cette côte d'Afrique pour courir sus aux négriers qui se livrent à la contrebande. Quant un de ces fraudeurs est pris, on choisit les nègres les plus propres au métier des armes, et on les envoie aux colonies, où l'Angleterre solde des régimens de leur couleur. La volonté de ces malheureux est-elle consultée ? Sont-ils libres de refuser le mousquet ? Ont-ils même pu conserver leur jugement et leur raison au sortir des mains d'un barbare qui les a comprimés par la terreur ? Nous verrons l'usage qu'on fait de ces nègres dans les colonies du golfe mexicain. Quant à ceux qui sont jugés impropres ou inutiles au service, on les débarque à Serra-Léone, où, sous le nom de nègres *libérés*, on les applique aux travaux de l'agriculture ; car c'est toujours là qu'il faut en venir. Dépaysés, manquant de tout et ne sachant que devenir dans cette terre étrangère, ils acceptent bon gré mal gré la bêche qu'on leur présente. N'était-il pas plus juste de les rendre à leur patrie ? Que pouvait-il leur arriver de pis s'ils étaient parvenus à leur destination ?

Les nègres libérés réunis à Free-Town et dans

les alentours, étaient, en novembre 1818, au nombre de onze mille sept cents, et il en a été *libéré* depuis beaucoup d'autres. Ces nègres travaillent les terres de la Compagnie, qui atténue ainsi considérablement le mérite de leur *libération*. C'est une véritable traite que l'Angleterre fait à bord des fraudeurs; tout est profit pour elle dans cette spéculation, puisque les nègres ne lui coûtent que la peine de les prendre. Leurs bras ont singulièrement avancé les travaux agricoles et de construction; par eux les environs de Sainte-Marie sont déjà couverts de plantations d'un indigo comparable à celui de Guatemala, situé à-peu-près à la même latitude. Serra-Léone et la banlieue de Sainte-Marie fournissent assez de riz pour nourrir toute la population des Antilles anglaises. L'utile, comme on voit, est prouvé; mais l'honnête, on le cherche ici vainement. La Compagnie se place dans une situation à devoir désirer que ce commerce devienne plus actif que jamais, puisqu'elle en recueille tout le profit. On pourra l'accuser, si le nombre des libérés ne répondait point à ses plans, d'en faire acheter elle-même vers la Guinée orientale ou le Congo, sous de prétendus pavillons étrangers qui viendront se faire prendre à l'embouchure des rivières qui arrosent ses

possessions. Il ne manquerait plus à cette ruse mercantile que de faire arborer le pavillon des lis sur les bâtimens chargés de cette opération *criminelle*, *atroce*, *meutrière*, *barbare*, etc. etc.

### §. III.

#### *Colonie anglaise de l'Afrique Australe.*

LA colonie du Cap de Bonne-Espérance est si prospère et promet tant d'avantages à la métropole, que le gouvernement britannique la traite ( qu'on nous permette l'expression ) en enfant gâté : les colons n'ont qu'à désirer; encouragemens, secours, tout leur est généreusement fourni. Cette colonie égalait en étendue l'Angleterre et l'Écosse, quand elle tomba au pouvoir des Anglais; ses limites ont été portées depuis à plus de cent lieues au-delà vers le nord et le nord-est. Déjà la Caffrerie est entamée : elle sera conquise si l'on peut se promettre quelque avantage de son exploitation.

Le Gouvernement a toujours vu avec déplaisir les malheureux ou les mécontents de la métropole se jeter dans les états de l'Union, et il s'applique, avec une attention soutenue, à diri-

ger ce courant d'émigration vers sa colonie du Cap. Des facilités et des avantages considérables sont offerts à ceux qui voudront s'y fixer; quatre à cinq mille individus sont partis des ports d'Angleterre en novembre et en décembre 1819, pour le Cap, d'où ils seront dirigés vers l'intérieur dans les nouveaux établissemens; et telle est l'affluence des demandeurs, qu'on s'est vu forcé de suspendre les inscriptions jusqu'à nouvel ordre. On prétend que la population de cette colonie a triplé depuis qu'elle est sous la puissance anglaise : il y avait, lors de l'invasion, environ quatre-vingt mille habitans, moitié blancs et moitié nègres.

A mesure que les peuplades indigènes se trouvent en contact avec la colonie, dont rien n'arrête la marche, elles sont subjuguées ou anéanties. L'administration est ferme, éclairée; elle sait aplanir ou vaincre les obstacles. Lord Sommerset est une copie en miniature du marquis de Hastings : il veut, de gré ou de force, assujettir tout ce qui l'entoure; mais au lieu de Pindarées, il ne trouve sur ses pas que des Caffres, plus désunis et moins belliqueux.

Nous avons dit ailleurs combien il est difficile à un étranger d'arriver à la connaissance de ce qui se passe dans l'empire anglo-indien;

la Compagnie d'Afrique est encore plus mystérieuse, et c'est ce qui nous prive de documens officiels sur les progrès de la colonie du Cap. L'Afrique est un enfant qu'on élève à petit bruit, et auquel on donne l'éducation de son frère aîné, pour lui succéder en cas de mort, que divers pronostics font pressentir.

Mais revenons aux Caffres, qui sont jusqu'ici restés étrangers à la politique des autres nations. Les empiétemens continuels de la Compagnie sur leur territoire, et le sentiment du danger commun, ont fait cesser leurs rivalités et leurs préventions respectives; ils se sont ligués et ont élu pour leur chef un homme courageux appelé *Gaïka*. Ce chef les a plusieurs fois conduits sur le territoire de la Compagnie, où ils ont ravagé les cultures, massacré les colons et emmené les bestiaux. Cette espèce de guerre a pour eux peu de danger, parce que les habitations sont isolées et trop distantes les unes des autres pour être à portée de se secourir. On a bien fini par repousser ces barbares, mais après qu'ils avaient ruiné plusieurs colons. Qu'a fait lord Sommerset?

*Accipe nunc Danarum insidias,*

Les diverses hordes s'étant soumises, comme nous venons de le voir, à un chef commun,

le noble lord s'est appliqué à gagner ce chef en flattant sa vanité. Il lui persuade qu'il n'a pas assez de pouvoir ; que les chefs immédiats des divers tribus ne lui sont pas assez soumis, et qu'il ne peut se dispenser de prendre un titre qui réponde à l'accroissement de sa puissance. Il s'agissait de l'amener adroitement à une alliance qui le rendit maître absolu de sa nation et en même tems vassal des Anglais. Voilà l'une de ces opérations subtiles qui sont marquées au coin du cabinet de Londres, et qui a parfaitement réussi.

L'ambition est naturelle au sauvage comme à l'homme civilisé ; Gaïka n'a pu résister à la perspective de devenir l'Agamemnon des autres chefs, qui étaient naguère ses égaux. Dans un traité conelu avec ce Caffre, lord Sommerset lui donne le titre de *roi*. D'après ce traité, nul chef ne peut pénétrer sur le territoire de la Compagnie sans la permission expresse de S. M. Gaïka ; aucun sujet caffre ne peut venir aux marchés de la colonie, s'il n'est porteur d'un permis signé du roi. Les Caffres importeront de la poudre d'or, de l'ivoire, des pelleteries, etc. ; ils recevront en échange des cotonnades, du cuivre, du fer. Il y aura quatre fois par an une grande

foire dans la ville de *Graham*, qui a été bâtie depuis peu.

Le nouveau souverain des Caffres ayant approuvé sans examen toutes les clauses qu'il a plu aux Anglais d'insérer dans le traité, lord Sommerset partit du Cap sous l'escorte de 100 hommes du 21<sup>e</sup> dragons, de 350 cavaliers du régiment Colonial, du régiment du Cap et de forts détachemens du 72<sup>e</sup> et du 83<sup>e</sup> d'infanterie. Un train d'artillerie de six pièces et de quatre obusiers accompagnait la troupe. S. Exc., à la tête de cette expédition, traversa la rivière *des Poissons*, et se rendit au grand congrès des Caffres, où l'on vit bientôt arriver le fier Gaika, suivi de plusieurs centaines de guerriers et de 300 hommes d'élite composant sa garde. C'est là que le traité fut signé. Un article porte que tout Caffre trouvé sur le territoire de la Compagnie sans un passeport émané du roi, lui sera livré pour qu'il le fasse punir de mort.

Les Caffres ont vraisemblablement reconnu depuis que tout est contre eux dans cette transaction, et qu'ils ont été dupes de la politique anglaise : leurs courses dévastatrices ont recommencé. Dès que la métropole a connu le danger, des secours de toute espèce en sont partis ; mais

les Caffres avaient déjà été repoussés avec perte, quand les renforts sont arrivés au Cap. Cette nation lutte avec trop de désavantage contre la puissance anglaise ; il faut qu'elle périsse ou qu'elle s'enfonce au loin dans l'intérieur du continent.

Le mélange de nos fruitiers d'Europe avec ceux du Tropique produit, aux environs du Cap, un effet ravissant. Nous n'avons aucune plante potagère que cette terre libérale n'ait adoptée; nos blés, nos animaux domestiques s'y reproduisent avec avantage : la vigne surtout y donne un suc délicieux. Cette branche d'industrie, imparfaitement cultivée par les Hollandais, a captivé l'attention de leurs successeurs, qui dispenseront quelque jour la métropole de payer cette boisson aux étrangers. Un fait remarquable, c'est que les plants de vigne qu'on a fait venir d'ailleurs conservent au Cap leurs qualités originaires, quelquefois même avec amélioration. Ainsi les vins du Cap désignés sous les noms de *Frontignan* et de *Lunel*, peuvent marcher de front avec ceux que produisent en France les vignobles de ce nom, qui en ont fourni les plants. Qui ne connaît la haute réputation du vin de Schiras en Perse? Bien des connaisseurs lui



préfèrent encore celui de Constance , et cependant ils ont une origine commune.

La colonie manquait de bois de construction quand elle obéissait aux Hollandais : ils ne s'étaient pas encore étendus jusqu'aux forêts du nord-est. Les Anglais ont franchi l'espace intermédiaire , et ce nouvel élément de puissance est désormais à leur disposition.

L'importance du Cap est assez connue ; cette place est très-forte et d'une facile défense. Quand la paix règne , le Cap sert de refuge et de lieu de rafraîchissement à la marine anglaise : les navires des autres nations viennent également s'y réparer et prendre des vivres frais pour leurs équipages. Ce commerce de fournitures est très-productif pour la ville du Cap , où circule habituellement une grande quantité de numéraire. Le Cap est une hôtellerie où tout se paie au poids de l'or ; mais comme il n'y a pas à choisir , le voyageur acquitte sans murmurer le mémoire surchargé qu'on lui présente. Si la guerre éclate entre la Grande-Bretagne et quelque autre nation , on voit bientôt arriver au Cap une station armée qui réduit l'ennemi à ne plus commercer avec l'Asie.

Les envahissemens de la colonie suivent jus-

qu'ici la direction du nord et du nord-est. Elle s'étendra au nord, à moins d'obstacles invincibles, jusqu'à ce qu'elle arrive à la source des trésors, qu'une opinion générale, de jour en jour plus accréditée, place au centre du continent. La côte occidentale est stérile, elle sera négligée; mais celle qui borde la mer des Indes mérite d'attirer ses regards. C'est par là qu'elle va gagner du terrain, d'autant plus active dans sa marche que chaque pas la rapproche des états de l'*Empereur d'or*. ( C'est ainsi que les Portugais ont appelé l'empereur du Monomotapa, qui fait, dit-on, très-mal exploiter des mines d'or bien plus riches que celles du Chili et du Pérou.) On pourra nous objecter qu'il y a loin du Cap de Bonne-Espérance aux possessions de ce souverain; soit : on n'y arrivera, s'il le faut, que dans un demi-siècle, ou même plus tard; mais on y arrivera. Plaignons d'avance les Portugais de Mosambique!

#### ARTICLE IV.

*Ambition anglaise dans les mers contiguës à l'Afrique.*

Ces mers sont le golfe Arabique ou mer Rouge, l'océan Indien et l'océan Atlantique.

Nous réservons pour un autre lieu la mer Méditerranée.

Avant de pénétrer dans la mer Rouge , nous prions nos lecteurs de nous suivre jusqu'au golfe Persique, d'où notre plan nous a tenus constamment éloignés.

### §. 1<sup>er</sup>.

#### *Golfe Persique.*

##### *Mer Rouge.*

Il n'y a point de doute que le commerce du golfe Persique ne fût depuis long-temps à la discrétion des Anglais, si toutes les terres qu'il baigne dépendaient du Sophi ; mais la côte de cette mer obéit à plusieurs souverains, dont le roi de *Mascate* est le plus puissant. Indépendamment de cette raison, qui rend le monopole difficile à obtenir et pénible à conserver, le golfe est infesté de pirates qui trouvent à chaque pas des abris dans les nombreux havres et ports dont la nature a favorisé cette mer. Le gouvernement de Bombay la fit néanmoins explorer avec le plus grand soin, en 1816, par le capitaine *Ashley Maude*, commandant du vaisseau *le*

*Favori.* Un prétexte honorable pour la nation britannique masqua, suivant l'usage anglais, le but de cette expédition : on publia qu'elle allait exterminer les pirates, et rendre la mer des Indes libre et sûre pour tous les pavillons qui la fréquentent; rien de plus noble et de plus généreux.

Le commandant parcourut et sonda le golfe sur tous les points qui lui inspirèrent des doutes, et reconnut, le 13 juillet 1816, un groupe de sept îles, qui ne se trouvent, dit-il, sur aucune des cartes du bureau hydrographique de Londres, quoique fréquentées jadis par les Portugais. Il les releva et en prit possession au nom de son souverain. Voici leurs noms : Ass, Dyrnin, Argénie, Alouz-Syr-Ben-y-Ass, Déluze, Chéréraon. Ces îles sont groupées, dit le capitaine, au centre d'un banc d'huîtres à perles, qui a près de 200 milles d'étendue en longueur et 70 milles de largeur nord et sud. Il assure que la Compagnie en tirera tous les ans une grande quantité de perles fines. Il ne faut pas douter qu'un si grand intérêt ne l'engage à redoubler de sacrifices et d'efforts pour s'assurer le domaine exclusif de cette mer. Si elle y établit en permanence une escadrille, rien ne franchira, sans sa permission, le détroit d'Ormuz; les cor-

saires n'oseront plus se montrer, et les peuples riverains seront forcés d'accepter les produits de l'industrie anglaise contre les productions de leur sol.

Nous n'avons, pour arriver à la mer Rouge, qu'à franchir les terres fertiles de *Mascate*, et cette portion de l'Arabie australe, qui n'est plus *heureuse* depuis que le fanatisme des Wahabites en fait une terre de désolation.

Lord Valentia parcourut, il y a quelques années, la mer Rouge, avec ordre d'en relever les côtes, les îles, les bas-fonds, et d'examiner par quels procédés le commerce pourrait être envahi par la Compagnie des Indes. La mer Rouge méritait cette attention : outre qu'elle abonde en poissons de toute espèce, et particulièrement en coquillages à perles, elle est le centre d'un commerce très-étendu, dont les élémens sont fournis par les nations qui habitent ces rives. C'est là que viennent aboutir les baumes, la myrrhe et les autres parfums de l'Arabie ; son ambre gris, ses chevaux jugés les plus parfaits qu'il y ait au monde, et surtout cette fève de l'yémen, si connue sous le nom de café Moka. L'Abyssinie orientale dirige vers la même mer ses cotons, son ivoire, des cuirs, des grains, des bestiaux, de l'or en poudre, etc. Les mêmes

productions abondent en Nubie, et ce qui ne s'exporte point en Égypte par le Nil, trouve dans la mer Rouge son débouché naturel.

L'Égypte à peine conquise, le général Bonaparte sentit que la mer Rouge, dont il n'avait d'abord apprécié l'importance que comme moyen d'abrèger la route de l'Inde, pouvait offrir à sa conquête des avantages considérables; il résolut d'en bannir le pavillon anglais, ce qui lui parut devoir nécessairement résulter des opérations suivantes :

1°. S'emparer de l'île de Camaran, et s'y fortifier de manière à intercepter le passage de la mer. L'eau douce y abonde et son port est sûr.

2°. S'allier avec les Wahabites et avec l'Iman de *Sana*, lesquels s'engageraient d'autant plus volontiers à repousser le pavillon britannique, qu'ils étaient déjà fort indisposés contre les Anglais. Ceux-ci, d'après l'opinion du général, ne trouveraient plus où s'approvisionner, ce qui les exclurait du golfe arabe. Il supposait donc les côtes d'Abyssinie inaccessibles aux Européens; rien de plus accrédité que cette opinion. On lisait dans toutes les géographies qu'à l'époque où les Jésuites se firent chasser d'Abyssinie, le souverain alors régnant, rompit à perpétuité tout commerce avec les nations d'Europe, et pres-

crivit la peine de mort contre tout Européen qui tenterait de s'introduire dans ses États.

Les Anglais, dit lord Valentia, se seraient joués de la combinaison de Bonaparte; ils auraient bien su découvrir sur la côte occidentale quelque île qui, ayant des rapports avec l'Abyssinie ou la côte d'Habesch, aurait approvisionné leurs vaisseaux, comme ils ont en effet trouvé depuis les îles d'*Hatac*, de *Valentia* et d'autres où le commerce fait abonder tout ce qui est nécessaire à la vie. Quant à l'aversion des Abyssins contre les nations de l'Europe, il n'en reste plus de vestige. Là, comme ailleurs, le temps a usé de ses droits. Les Anglais ont pénétré dans cette région quand il leur a plu; et en y rendant odieux le nom français, manœuvre qu'ils avouent avec ingénuité, ils ont profité de l'erreur générale pour s'assurer le commerce exclusif et très-avantageux de l'Abyssinie. Ils fournissent à la place de Massouah, pour la côte d'Habesch et pour les provinces de l'intérieur, des draps d'Angleterre de grande largeur, des armes, des munitions et divers produits des manufactures de l'Inde; ils prennent en retour des cuirs, de l'ivoire, de la civette, des moutons, du beurre fondu, de la poudre d'or, etc.

L'auteur explique pourquoi *Mocha*, dont la

rade foraine est si dangereuse, l'a depuis quelque temps emporté sur Aden qui a le meilleur port de l'Arabie heureuse; c'est que le shérif duquel Mocha dépend, avait mis sous sa dépendance tout le territoire qui produit le café. Aujourd'hui que ce territoire lui est journallement enlevé par les Wahabis, les choses vont reprendre leur cours naturel, et le port d'Aden, d'où l'on sort à volonté, redeviendra le centre de ce grand article de commerce.

Nous manquons de documens officiels concernant le parti que la compagnie des Indes a tiré des observations de lord Valentia; mais il résulte de quelques lettres arrivées à Londres de l'île Maurice et de Bombay, que, du détroit de Babel - Mandél jusqu'au port de Suez, la compagnie a ouvert sur les deux côtes, des débouchés à l'industrie britannique, que les anciens forts portugais sont reconstruits, et que toutes les anses où le mouillage est possible sont en état de défense. Pour les rendre tout-à-fait maîtres de la mer Rouge, il ne leur manquait qu'une position qui en commendât l'entrée.

M. Malte-Brun s'exprime ainsi ( V<sup>e</sup> volume de sa Géographie universelle, page 110 ) :

L'île de Socotora qui, déjà du temps des anciens, servait de station aux navigateurs,



• pourrait devenir un point important pour la  
 • nation qui voudrait exploiter l'Arabie heu-  
 • reuse et l'Afrique orientale; cependant, de-  
 • puis le xvr<sup>e</sup> siècle, elle reste négligée des Eu-  
 • ropéens. »

Il paraît, d'après la correspondance déjà citée, que l'Angleterre a profité de cet avis, et qu'elle venge cette île, riche en aloès, de l'injuste dédain qu'elle excitait depuis trop long-temps.

## §. II.

### *Influence anglaise dans l'Océan Indien et dans la mer Atlantique.*

LA France possédait quelques-unes des Seychelles, particulièrement la plus productive, connue sous le nom de *Mahé*. Quelques espèces d'arbres à épices transplantées dans cette île, récompensaient les colons, et l'on se proposait de donner à cette branche d'industrie agricole toute l'extension que pourrait comporter la nature du sol et du climat; mais l'Angleterre, qui crut voir dans cet archipel un diminutif de celui des Moluques, se le fit adjuger par le traité de Paris.

Elle ne saisit pas avec moins d'empressement,

à cette fatale époque, l'occasion de s'approprier cette belle île de France qui avait reçu dans ses ports l'escadre victorieuse du bailli du Suffren; cette île, qui, sous la direction du capitaine général de Caen, a fait tant de mal au commerce de la grande compagnie.

L'Angleterre n'a fait jusqu'à ce jour aucune tentative sérieuse pour s'établir à Madagascar, qu'on peut appeler la reine de l'Océan indien. Nous avons appris que des baleiniers de cette nation, après s'être chargés dans l'Océan glacial de blubbes de grands cétacées, sont venus les fondre dans une anse de l'île de Madagascar. Ces marins se disposent à représenter par pétition au parlement, qu'il est indispensable de fonder sur la côte méridionale de l'île, un établissement où ils puissent se livrer à leur aise et sans crainte à leurs utiles opérations. Le gouvernement anglais, dont l'industrie n'invoque jamais en vain l'appui, se hâtera, n'en doutons point, d'accueillir cette proposition, et l'on peut assurer d'avance, qu'avant deux ans, les bâtimens anglais auront à Madagascar un lieu de refuge, et des magasins sous la protection d'un fort.

Ce fut pour leur procurer un asile plus austral qu'on fit, il y a douze ans, de nouvelles tentatives pour retrouver les terres de la *Circon-*

*cision*, découvertes par Lozier de Bouvet. Elles ont réussi; mais cette terre, dépourvue de végétation et presque toujours hérissée de glaces, n'a pu remplir l'objet qu'on s'était proposé. Il est cependant positif qu'une maison de la cité de Londres prit des mesures, en 1818, pour fonder un établissement d'été sur cette plage. Nous regrettons de ne pouvoir dire à nos lecteurs si ce projet a pu s'exécuter.

*Tristan d'Acunha*, vers le sud-ouest du cap de Bonne-Espérance, forme un archipel de quatre îles susceptibles de bonnes cultures, et dont le séjour n'est point sans agrément. Nous en devons une description pleine d'intérêt à M. Dupetit Thouars. Qui eût empêché les Français des'y établir et d'y ménager une relâche pour leurs bâtimens allant dans l'Inde? L'archipel était vacant. Un Américain de l'Union avait senti le prix de cette position et s'y était fixé, dans l'intention sans doute d'engager ses compatriotes à faire de cet archipel un cap de Bonne-Espérance; mais l'Angleterre, qui veut avoir sous sa main toutes les relâches possibles, s'empara de ces îles en 1817, alléguant que la sûreté de Sainte-Hélène prescrivait impérativement cette disposition. On feignit de le croire, parce qu'on n'était pas en mesure de s'y opposer. Au moment où nous

écrivons, Tristan d'Acunha est une colonie anglaise protégée par un détachement de troupes, par des forts et des batteries bien armés.

Élevons-nous vers l'équateur, à plus de dix degrés au nord, nous serons sous le roc volcanique où Prométhée expie les déplorables aberrations d'un génie transcendant.

Sainte - Hélène a tout au plus dix lieues de circuit. Cette île passe pour inaccessible dans toute sa circonférence, et ne peut être abordée que par un vallon étroit dont la capitale, *James-Town*, occupe l'entrée. Quoique l'île ne manque point de fertilité, c'est sous d'autres rapports qu'elle a du prix aux yeux de la Grande-Bretagne.

Sainte-Hélène présente une relâche, un abri aux vaisseaux qui vont dans l'Inde ou qui en reviennent. Cette île, hérissée de fortifications, commande l'Atlantique centrale.

L'île de l'*Ascension*, dépourvue, à ce qu'on disait, d'eau douce, rocher aride dont on n'approchait quelquefois que pour y pêcher des tortues, n'avait tenté l'ambition d'aucun peuple commerçant. Il faut bien que l'Angleterre ait su y trouver de l'eau, puisqu'elle y forme un établissement militaire. Il est parti d'Angleterre, en 1816 et 1817, pour cette île, des bâtimens chargés de matériaux propres à la construction

d'un fort. Des femmes et quelques déportés, de l'artillerie et des soldats ont suivi de près ces premières expéditions. L'Ascension est aujourd'hui une position militaire qu'on ne forcerait point aisément. L'île a pris un air vivant et animé. Plusieurs navires anglais venant d'Asie, préfèrent cette relâche où ils sont libres et bien reçus, à celle de Sainte-Hélène où sir Hudson Lowe les soumet à une surveillance inquiète, inquisitoriale et minutieuse.

Ici, comme à Tristan d'Acunha, la sûreté du prisonnier a servi de voile au véritable motif. Qu'a voulu l'Angleterre, en occupant l'Ascension? Prévenir les Anglo-Américains qui avaient témoigné quelque intention de s'y établir, et s'assurer par un troisième Gibraltar l'empire exclusif de l'Océan atlantique au sud de l'équateur. Loin de s'en alarmer, le monde commerçant, préoccupé d'une autre crainte, en a paru satisfait. Le véritable objet du cabinet britannique, dans cette opération, n'a été deviné que par quelques intelligens; mais ils se sont tus. L'Angleterre les eût fait mettre au ban de la grande famille européenne, comme coupables de haute trahison.

ARTICLE V.

*Ambition anglaise dans le Nouveau-Monde.*

L'AMBITION du cabinet anglais , après nous avoir fatigués à sa suite dans les zones brûlantes , tempérées , nous appelle au sein des glaces du septentrion , où elle cherche un passage qui la conduise plus promptement et à moins de frais dans l'océan Pacifique.

Quand nous aurons décrit ses tentatives pour découvrir ce passage désiré , nous parcourrons le Canada et ses dépendances , ensuite les États-Unis , ci - devant colonie anglaise. De là , nous passerons aux archipels de l'Amérique septentrionale , dépendant presque en totalité d'Albion. La description de la Guyane anglaise terminera cette partie intéressante de notre travail.

§. I<sup>er</sup>.

*Passage de Nord-Ouest.*

L'AMIRAUTÉ anglaise expédia , il y a deux ans , le capitaine Buchan vers le pôle arctique , en même temps qu'elle chargeait le capitaine Ross

de chercher à pénétrer par la baie ou mer de Baffin, dans l'océan Glacial, d'où il gagnerait le détroit de Behering. Une troisième expédition est partie, en juin 1819, pour renouveler la même tentative. Une énorme récompense (30,000 livres sterling) est promise à celui des capitaines qui aura le bonheur d'arriver par le Nord aux établissemens de la côte nord-ouest, ou de l'archipel de Sandwich. Le véritable objet de ces dépenses est visible. Il s'agit d'ouvrir au commerce britannique une issue nouvelle qui diminuerait immensément les espaces, les dangers et les frais. Lisez les journaux ministériels; on ne fait tous ces sacrifices qu'à l'avancement des sciences. L'habitude de la dissimulation est tellement invétérée, qu'on ne peut s'en abstenir lors même qu'il est impossible de faire des dupes.

Le capitaine Ross n'a pas, dit-on, réussi; mais l'opinion générale est, en Angleterre, que le passage existe, et que si Ross ne l'a point franchi, c'est qu'il ne l'a point voulu et qu'il avait ordre de taire cette grande découverte au cas qu'il atteignît son but. Est-ce ainsi qu'on enrichit la géographie? Et la société royale de Londres se concertant pour cette réticence avec l'amirauté, n'a-t-elle pas bien mérité du monde savant?

Les observations d'un baleinier de Hull ont fortifié l'opinion publique, qui brave sur ce point la politique du cabinet. Ce marin, appelé *Brass*, partit, en 1817, pour la baie de Baffin, à bord du *Thomas*. Il était, le 17 juin même année, au 75°. degré 17 minutes, et la variation de l'aiguille marquait sept points. Le capitaine louvoya plusieurs jours de suite à cette hauteur, où les baleines étaient plus communes. Un jour que le temps était clair, il aperçut l'extrême pointe de l'archipel Linnæan, au 77°. degré et quelques minutes. Au-delà de ce point, la mer était ouverte et l'œil pouvait s'étendre à plus d'un degré dans la direction du Nord. Un continent de glace, *icy's continent*, terminait la perspective; mais dans la direction de l'ouest, dont les *îles de glaces* avaient dérivé au sud, la mer était aussi libre que l'Atlantique, et d'une belle couleur bleue. Une forte brise, des houles et des courans rapides, venant du nord-ouest, en agitaient la surface.

Quoi qu'ait pu dire le capitaine Ross, son équipage, qui l'a contredit, a paru mériter plus de confiance, et l'on croit en ce moment plus que jamais, à Londres, que le détroit de Lancaster est lui-même ce passage qu'on a si longtemps cherché.



Comme cet objet se rattache aux premiers intérêts commerciaux de l'Europe, et que le cabinet de Londres s'en occupe avec une persévérance opiniâtre, nous allons faire un extrait rapide d'un écrit qu'a publié le docteur O'Reilly, compagnon de voyage du capitaine Brass, baleinier dont il vient d'être question. Cet ouvrage, qui parut au moment où le capitaine Ross allait mettre à la voile, indisposa l'amirauté contre son auteur. M. Barrow le maltraita dans le *Quartely Review*. Pourquoi s'avisait-il de révéler trop prématurément les projets de la politique anglaise? Si le docteur eût fait partie de la société des sciences, il n'eût point commis cette indiscretion.

L'auteur s'exprime ainsi :

« Au centre de la mer de Baffin, un peu vers le Nord, se montre l'île de Disco. Elle est d'une grande élévation. . . . .

» La partie sud et sud-ouest de cette île est  
 » pleine d'ouvertures qui sont autant de havres  
 » profonds où les navires trouvent un ancrage  
 » sûr à l'abri des ouragans et du choc des glaçons. . . . .

» Dans la partie méridionale est située la baie  
 » *sud-est*, parsemée d'îles basses qu'habitent les  
 » Esquimaux en très-grand nombre. Ces hommes

» sont très-actifs et ils obéissent au roi de Dane-  
» marck. Un peu plus loin , les *îles Bateines*  
» sont aussi très-peuplées. C'est là que réside  
» l'officier danois , gouverneur , qui transporte  
» quelquefois son domicile à *Lievety*. . . . .

» Dans les environs de la baie *sud-est*, plu-  
» sieurs passages ouvrent des communications  
» avec les mers intérieures du Groenland ; mais  
» ils n'ont pas encore été visités , ce qu'il faut  
» attribuer à la négligence des Danois établis dans  
» ces parages. A peine arrivés au Groenland ,  
» qui est pour quelques-uns un lieu de dépor-  
» tation et d'exil , ils tombent dans l'inertie et  
» dans la langueur. C'est ainsi qu'ils passent les  
» années de leur bannissement. . . . .

» Un habile maître de navire assure qu'à *Mak-*  
» *helikonit*, il est entré dans une grande mer  
» intérieure. Plus loin , on a suivi pendant plus  
» de 40 milles un passage de même genre , cou-  
» vert d'îles d'abord si rapprochées qu'elles pa-  
» raissent contiguës ; mais elles devenaient en-  
» suite plus rares , et à la distance que nous  
» venons d'indiquer , l'œil n'apercevait qu'une  
» mer libre s'étendant à perte de vue.

» *Il est donc indispensable que le gouver-*  
» *nement britannique prenne possession de*  
» *l'île de Disco* ; en effet , des résultats impor-

» tans peuvent être attendus d'une seconde ex-  
» pédition que le capitaine Ross ferait l'an pro-  
» chain dans ces mêmes parages ; et *non-seule-*  
» *ment il faut s'emparer de l'île de Disco ,*  
» *mais aussi de toutes les îles adjacentes du*  
» *sud-est. Le misérable état de cette colonie la*  
» *rend de nulle valeur pour la puissance da-*  
» *noise ; mais entre les mains de la Grande-*  
» *Bretagne , elle sera de la plus haute impor-*  
» *tance sous divers points de vue.* » ( En-  
tendez-vous, MM. les Danois ? )

» Comme cette colonie est de tout point insi-  
» gnifiante, le gouvernement peut s'en emparer  
» sans difficulté, et, dans le courant d'un seul  
» été, la mettre en état de défense et la pourvoir  
» de toutes commodités de la vie, au point qu'une  
» colonie anglaise puisse s'y établir immédiate-  
» ment. Comme il est probable que la mer de  
» Baffin va devenir très-fréquentée par suite de la  
» découverte du fameux passage nord-ouest, il  
» est indispensable d'opérer sur ce plan, sans re-  
» mise ni délai ; et l'établissement d'une force  
» navale et militaire à Lievely, ou dans quelque  
» partie de *sud-est-bay*, devient un objet de  
» première nécessité, si le gouvernement bri-  
» tannique veut *conserver sa prépondérance.*  
» La situation de Lievely est la plus convena-

• ble pour la fondation d'un cap de Bonne-  
 • Espérance du Nord. On y trouve un superbe  
 • havre abrité contre les vents impétueux du  
 • septentrion et du nord-est: vers l'occident, un  
 • archipel le défend des ouragans et des glaces ;  
 • et dans la direction du levant, les hauteurs de  
 • Disco, appelées *terres noires*, repoussent les  
 • incursions d'une mer furieuse en même-temps  
 • qu'elles écartent les masses de glace solide qui  
 • viendraient s'y amonceler à la fin de l'hiver.

• L'action du soleil est si forte à Disco, pen-  
 • dant quatre mois, que la végétation y croît  
 • avec rapidité. Tout respire alors le mouvement  
 • et la vie. La havre est plein de navires qui par-  
 • tent pour la pêche de la baleine dans de plus  
 • hautes latitudes. Les Esquimaux y affluent de  
 • toutes les parties du Groenland, pour y échan-  
 • ger leurs peaux de veaux marins contre les pro-  
 • duits les plus communs de nos manufactures :  
 • et tel est l'attachement de ce peuple pour le  
 • climat qui l'a vu naître, que ces créatures  
 • meurent de chagrin si elles sont transplantées  
 • dans des régions plus tempérées, où toutes les  
 • commodités de la vie ne sauraient leur faire  
 • oublier leurs chasses, leurs pêches et leurs  
 • infectes habitations.

• Dans l'arrière-saison, et précisément à l'é-

» poque où les baleiniers sont obligés de rega-  
 » gner l'Europe, nos colons seront à portée de  
 » tuer encore un grand nombre de baleines ; et  
 » plusieurs personnes, employées à la pêche dans  
 » le Groënland, se décideront à passer l'hiver à  
 » Disco, si le Gouvernement y fait bâtir des forts  
 » et des magasins, rien n'étant plus capable de  
 » les conduire à une rapide fortune.»

L'ouvrage que nous analisons est très-curieux dans toutes ses parties. Il donne le plan de l'établissement proposé, et porte l'attention jusqu'à désigner les matériaux qu'il faut porter sur les lieux. C'est de Terre-Neuve ou d'Halifax qu'il veut qu'on tire ces matériaux; et il désigne ces deux stations comme devant servir d'intermédiaire entre la métropole et l'établissement de Disco, ajoutant que, pour bâtir les magasins, le basalte dont se compose l'île de Disco épargnera considérablement la main-d'œuvre par ses tailles prismatiques et régulières.

« Lively, poursuit l'auteur, n'est commandé  
 » que par le sommet de Disco, qui n'est acces-  
 » sible que le long du rivage au sud-est. L'en-  
 » nemi ne pourrait s'en approcher qu'en passant  
 » à la vue de Lively même, où une succession  
 » de sentinelles, relevées par intervalles, suffirait  
 » pour prévenir toute surprise; et à la seule

» époque où l'on pourrait la tenter, le soleil  
» éclaire Disco sans interruption : on sait qu'a-  
» lors, il n'y a point de nuit dans cette haute  
» latitude.

L'auteur entre dans de grands détails sur les occupations auxquelles pourrait se livrer pendant un long hiver, cette population séparée du reste du monde par d'immenses glaciers. Elle trouverait abondamment du combustible, c'est-à-dire, du charbon de terre, au midi de la baie *sud est*, et l'on s'en servirait pour la fonte du lard de baleine ; en sorte que les pêcheurs anglais emploieraient à chercher de nouveaux cétacées le temps que les autres perdent à les dépecer et à leur faire rendre l'huile. Tel serait le fruit des occupations de l'hiver.

» Lievely ne pourra que devenir un entrepôt  
» essentiel pour les marchandises qui, *par le*  
» *nouveau passage*, iront dans la mer du Sud  
» ou en reviendront. Les navires partis trop tôt  
» ou trop tard de la zone tempérée, seront sûrs  
» de trouver une retraite, un abri sûr à Lievely.  
» Cette nouvelle communication avec l'océan  
» Pacifique étant ouverte au commerce, Disco  
» devient d'une importance incalculable.

» Tous ces points bien considérés et la facilité  
» de l'occupation bien sentie, le Gouvernement

» saisira sans doute la plus prochaine opportu-  
 » nité pour s'emparer de ce point important.  
 » Les relations de commerce avec les nations de  
 » l'Asie orientale vont tripler *aussitôt que la*  
 » *route du nord sera indiquée au commerce,*  
 » il faut donc que la puissance britannique s'éta-  
 » blisse sans délai à Disco. On peut et l'on doit  
 » même prévoir que les Russes et les Anglo-  
 » Américains vont se jeter dans le même sentier  
 » pour arriver dans les mers de l'Inde; et la  
 » rivalité en sera le premier résultat. *La dignité*  
 » *de la couronne et de la nation britannique*  
 » *est vivement intéressée à ne pas souffrir*  
 » *que l'honneur national soit insulté et com-*  
 » *promis, double malheur qu'on ne peut*  
 » *éviter qu'en prenant possession de Disco ou*  
 » *de tout autre point situé au de-là du détroit*  
 » *de Davis, et propre à remplir le même ob-*  
 » *jet.* »

L'auteur veut dire: Hâtons-nous d'occuper  
 l'entrée du passage; nul ne le franchira qu'avec  
 notre permission. Il sera interdit à nos plus dan-  
 gereux rivaux, c'est-à-dire, à la Russie et à l'U-  
 nion; quant aux autres, on les laissera passer en  
 payant un droit. Le Danemark exige bien un  
 tribut à l'entrée de la Baltique.

Le Groenland, suivant notre auteur, est une

possession onéreuse pour les Danois, et c'est leur rendre *un service essentiel* que d'en décharger le gouvernement de Copenhague; on lui donnerait en échange un *trifling indemnity*, c'est-à-dire, peu de chose. On ne peut que sourire; mais on rit tout de bon quand on voit l'auteur assurer que les Esquimaux recevront avec enthousiasme *les bienfaits de la constitution anglaise*. Il est permis de supposer qu'ils veraient avec plus de plaisir arriver sur leurs côtes un surcroît de veaux marins.

L'auteur répond ensuite à des objections fondées sur la dépense qu'entraînerait cet établissement qu'il faudrait entretenir pendant sept mois d'hiver. Cette dépense, dit-il, serait couverte, par le produit d'un droit qu'on pourrait imposer sur l'huile des cétacées qu'on prendrait en grand nombre aux environs de Disco.

Revenant ensuite au fameux passage, il établit que la puissance à laquelle appartiendra l'île de Disco, disposera du détroit de Lancastre, et par conséquent du passage, en maîtresse absolue.

« En effet, dit-il, les navires arrivant au commencement de la saison, poussés par les vents d'est et de nord-est dominant à cette époque, feront incontinent voile à l'ouest, avant que la chaleur ait détaché les blocs du continent de



» glace; et à leur retour, vers la fin de la saison,  
 » aidés par la rapidité des courans qui viennent  
 » constamment de l'ouest, ces navires traverseront  
 » promptement la baie de Baffin; dans  
 » l'un de ces cas, comme dans l'autre, l'importance  
 » de Disco ne saurait être contestée, soit  
 » comme point de refuge momentané, soit  
 » comme lieu d'hivernage. »

Ce raisonnement est juste.

L'auteur tâche ensuite d'établir que l'occupation  
 du Groënland par les Anglais, deviendra  
 fort avantageuse aux sciences; mais on voit  
 qu'il ne traite cet objet que superficiellement et  
 comme par acquit; il l'abandonne bientôt pour  
 exhorter plus vivement que jamais le cabinet de  
 Carlton-House à se saisir du Groënland le plutôt  
 possible.

Les réflexions suivantes terminent cet écrit :

« Quel avenir pour la Grande-Bretagne ! Quel  
 » moment heureux que celui qui verra nos in-  
 » trépides compatriotes débouquer par le nord  
 » dans le vaste océan Pacifique ! Les habitans des  
 » nombreux archipels qu'il renferme recevront  
 » les avantages du commerce européen et les  
 » bénéfices de la constitution britannique.  
 » Les produits de ces îles viendront enrichir la  
 » vieille Angleterre; et, par nos soins, l'espèce

» humaine sera partout améliorée. Des îles qui  
 » ne sont encore ni découvertes ni classées,  
 » participeront à tous ces avantages.

» L'empire du Japon rapproché d'un espace  
 » immense, se verra forcé d'embrasser un autre  
 » système.

» L'empire russe aura dans l'est un nouvel  
 » intérêt à cultiver l'amitié de la Grande-Bre-  
 » tagne; car les îles Atlantiques sont de droit  
 » la propriété de l'Angleterre, puisqu'elles ont  
 » été découvertes par le navigateur Cook. La  
 » baie de Bristol, au nord-est, continuera d'être  
 » un rendez-vous où les Russes, les Chinois, les  
 » Japonais et les Anglais viendront chaque année  
 » faire le commerce des fourrures, avec cette  
 » différence, que tous les bénéfices de ce  
 » commerce appartiendront désormais à la  
 » Grande-Bretagne.

» Un fort élevé sur le promontoire d'Alaska  
 » où dans l'île de la Reine Charlotte, sur la côte  
 » nord-ouest du nouveau continent, servira de  
 » refuge aux navires anglais, quelques dangers  
 » qui les poursuivent.

» La totalité de cette immense côte qui s'étend  
 » de la rivière Cook à la Nouvelle-Albion et aux  
 » Californies, est encore la propriété de la Grande-  
 » Bretagne par droit de découverte. Elle ne peut

» et ne veut point renoncer à ce droit de propriété, ni aux ressources que ces pays inexplores peuvent offrir. Cette vaste côte est située dans la zone tempérée et peut par conséquent être consacrée à des colonies. La population surabondante de l'Europe peut aller s'établir dans ce climat fertile et sain, sous la protection de la Grande-Bretagne, seule puissance en droit de faire des concessions à la côte nord-ouest d'Amérique et dans l'océan Pacifique. »

On sent bien pourquoi M. Barrow, de l'Amirauté, s'éleva contre l'auteur, dans le *Quartely Review*; le docteur O-Reilly s'était trop avancé. Devait-il développer aux yeux de l'Europe les mystères de la politique anglaise, relativement au commerce de l'océan Glacial? était-il surtout politique d'annoncer à la Russie et aux Etats-Unis, qu'ils n'useraient du passage que sous le bon plaisir des Anglais? fallait-il enfin avertir le Danemarck que le Groënland lui serait bientôt ravi?

Le gouvernement anglais a publié depuis, la relation du voyage de Ross. Aucune des considérations exposées par O-Reilly n'est mentionnée dans ce rapport; mais ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est qu'on y laisse dans le vague la

question la plus intéressante, celle du passage cherché. Le capitaine Ross affecte des doutes; mais ses officiers et son équipage soutiennent que le problème est affirmativement résolu.

Au moment où ce capitaine allait quitter la baie de Baffin pour retourner en Europe, on vit, dit-on, par le 74° degré de latitude, un navire américain qui cinglait vers l'ouest à pleines voiles dans un détroit ou passage. Cette nouvelle qu'on a lue dans les gazettes des États-Unis, a réchauffé le zèle de l'amirauté. Quoi! la priorité de cette découverte appartiendrait aux États-Unis! Une nouvelle expédition a été aussitôt mise sous les ordres du capitaine Perry, qui avait accompagné Ross. Perry est parti le 19 juin, avec l'*Hécla*, galiotte à bombes, et le brick le *Griper*. On a su depuis à Londres que l'expédition était arrivée dans la baie de Baffin. Une gazette qui s'imprime à Hull, vient d'annoncer ( en septembre 1819 ) qu'aucun des baleiniers revenus cette année du détroit de Davis, ne doute de l'existence du passage. Le capitaine du navire, le *Bon Accord*, s'étant porté vers l'ouest-sud-ouest de la mer de Baffin, a remarqué, au mois d'août 1819, que les baleines prenaient toutes cette direction, ce qui l'a déterminé à croire que la communication existait dans ces parages. Ce

passage pourrait cependant aboutir à la baie d'Hudson. Si son hypothèse se réalise ou si le passage est décidément trouvé ailleurs, ce qui paraît plus que probable, malgré les réticences étudiées du cabinet de Londres, on verra bientôt les plans d'O-Reilly fidèlement exécutés ; et la puissance anglaise établira sa suprématie au sein des glaces du nord, comme elle l'a fondée sous la zone torride de l'ancien continent.

## §. II.

### *Canada.*

Le Canada, vaste région du continent septentrional du Nouveau-Monde, est divisé par le fleuve Saint-Laurent, qui le traverse de l'ouest à l'est. Nul pays n'est entrecoupé de lacs aussi étendus, aussi multipliés. Nous ne parlerons ni de l'*Erié*, ni de l'*Ontario*, ni des autres réservoirs d'eau douce, dont quelques-uns mériteraient le nom de *mers*. Ils sont assez connus.

Les cultures de ce pays sont très-belles, quoique l'hiver y soit rigoureux. Le long du fleuve surtout, et dans le haut Canada, la terre cultivée se couvre d'abondantes productions. Toutes nos céréales s'y plaisent. Les fruitiers de l'Eu-

rope y ont parfaitement prospéré. Il faut cependant convenir qu'à la réserve des prairies qui sont, en Canada, de l'aspect le plus riche, la nature est loin d'y étaler cette brillante fraîcheur qui rend le Kentucky et d'autres contrées de l'Union, si ravissantes et si animées. Les forêts du Canada sont immenses et bien garnies; mais les arbres n'atteignent ni la hauteur ni le volume qu'ils acquièrent dans des climats plus méridionaux. Leur végétation est comparativement plus faible, et leur feuillage meurt avec les beaux jours.

Mais quelque productif que soit le sol canadien, c'est au commerce des fourtures que ce pays doit sa principale ressource. Les animaux dont le luxe recherche la dépouille, semblent pulluler dans les forêts de l'intérieur.

La population du Canada ne s'élevait, en 1766, qu'à 94 mille individus, non compris les sauvages. En 1816, on a compté, dans le bas Canada, 55 mille individus, et dans le Canada supérieur, 220 mille; total 275 mille Européens ou issus d'Européens.

On vient de jeter sur la rive septentrionale du fleuve, les fondemens d'une ville qui doit porter le nom de *Hochelaga*. Elle sera presque

contiguë à celle de *Montréal* qui aura nécessairement à souffrir de cette disposition.

Lorsqu'en 1763, de funeste mémoire, la France céda ce pays aux Anglais, la cour de Versailles, pour affaiblir dans les esprits la défaveur de la paix honteuse qu'on venait de signer, affectait de peindre le Canada comme un triste pays qui ne méritait nullement nos regrets. Peut s'en fallut qu'on ne se félicitât de ce que l'Angleterre daignait nous en débarrasser. Quelque ridicule que fût ce dédain pour une si belle colonie, les courtisans de Louis XV trouvèrent des échos, et il n'est pas rare de voir encore aujourd'hui des gens qui ont conservé cette impression.

L'Angleterre en juge autrement : outre qu'elle y verse une énorme quantité de ses produits industriels, elle s'approprie, grâce à cette acquisition, le riche commerce des fourrures et des pelleteries. Deux compagnies, celle d'*Hudson* et celle du *nord-ouest*, font ce commerce par privilège exclusif. Elles envoient des troupes de chasseurs dans les forêts, et les récompensent en raison des résultats obtenus.

Comme les forêts limitrophes des établissemens se dépeuplaient d'animaux, il a fallu les chercher plus loin. Aujourd'hui, ce sont de

grands voyages qui souvent durent plus de six mois. Des officiers, des négocians se joignent quelquefois à ces expéditions. Il en est qui, de retour en Angleterre, font imprimer la relation de leur voyage; et tous s'accordent à rassurer ceux qui craignaient la prochaine destruction de l'industrielle castor et d'autres animaux à fourrure estimée. Les immenses forêts du nord-ouest en sont remplies. Un chasseur anglais poussa ses courses, en 1818, jusqu'au 97°. degré de longitude ouest du méridien de Greenwich, latitude de Paris. C'est dans une de ces excursions lointaines que des chasseurs ont aperçu, vers les Rocky Mountains, deux ou trois animaux de la même espèce, et d'une grandeur si démesurée, qu'on suppose que c'étaient des *Mammouths*.

La compagnie d'Hudson, qui compte 148 ans d'existence, fait beaucoup moins de bénéfices depuis l'institution de sa rivale. Celle-ci, plus active, envoie des chasseurs jusqu'au voisinage de l'océan Glacial et de la mer Pacifique. La jalousie fait naître mille débats entre ces deux sociétés; et le gouvernement de Québec n'en est pas moins fatigué que celui de la métropole. La compagnie *nord-ouest* fait souvent, dit-on, des entreprises sur le territoire affecté à celle d'Hudson; de là mille plaintes, souvent très-fondées; mais rendre



une rigoureuse justice à la compagnie serait décourager sa rivale, que l'on ménage à raison de son utilité.

Cette compagnie, par des traités avec les bordes sauvages du nord-ouest, s'est approprié la plus grande partie de ce commerce lucratif, dont les États-Unis voudraient avoir leur part. C'est par l'intermédiaire de la même association que les Indiens *misiaga* viennent de vendre à l'Angleterre deux millions sept cent quatre-vingt mille acres de terrain. Les États-Unis semblent vouloir contester la régularité de ce contrat; mais c'est ce qu'il leur sera difficile d'établir, à moins que ce ne soit à coups de canon.

Nous considérons ici comme faisant partie du Canada, le New-Brunswick, l'Acadie, ou Nouvelle-Ecosse, et l'archipel de Terre-Neuve.

Le New-Brunswick est généralement couvert de bois propres à la construction civile. Les habitants en fournissent aux Antilles de grandes quantités. La chasse et la pêche offrent d'autres ressources aux colons, qui exportent pour des sommes considérables des pelleteries, et des poissons secs ou salés. La terre de cette province n'est point ingrate. Elle est même d'une grande fertilité sur les deux bords de la rivière très-poissonneuse de Saint-Jean, qui est sujette à des

débordemens annuels. Rien ne dépose plus victorieusement pour la richesse du pays que la préférence dont l'honorent bien des émigrans anglais qui s'y fixent avec leurs capitaux, quoique l'hiver y soit très-rigoureux. La capitale s'appelle *Frédéric*.

L'Angleterre a su venger l'Acadie, ou Nouvelle Écosse, du peu de soin qu'en prirent les Français. Elle a si bien encouragé dans ce pays les espèces de cultures appropriées à son climat, qu'aujourd'hui tout y abonde, seigles, froment, maïs, haricots, pois, chanvre, lin, fruits, etc. On trouve dans les forêts d'excellent bois de construction, qui approvisionne le chantier d'Halifax. Les harengs et les morues abondent sur la côte, et enrichissent les pêcheurs. On trouve à chaque pas, sur cette côte, des ports, des havres, des anses favorables à la pêche et au commerce. Bien des rivières navigables y déchargent leurs eaux.

La censure, qui blâme si souvent sans connaître, se déclina dans le temps contre le cabinet de Londres, parce qu'il dépensait d'énormes sommes à fortifier la place d'Halifax. Le gouvernement méprisa les journaux de l'opposition, et l'événement a justifié la sagesse de cette censure. Halifax peut être aujourd'hui regardé comme le

Gibraltar de l'Atlantique nord, position aussi favorable au commerce de la Grande-Bretagne, que gênante pour les États-Unis dont elle surveille les ports. La prise d'Halifax, à une époque indéfinie, doit être un des premiers articles du Code politique anglo-américain; mais la puissance anglaise déploiera toutes ses ressources pour la conservation de ce poste important.

L'archipel de Terre-Neuve, si propre à favoriser la pêche de la morue, n'a été bien apprécié, sous ce rapport que par les Anglais. L'île du *cap Breton* a peu de ressources intrinsèques. Elle est cependant couverte d'excellent bois de chêne, et riche en gibier. Ne disons rien de l'île d'*Anticosti*; ses bois ne tenteront personne, puisqu'elle n'a pas un seul abri pour la marine. *Saint-Jean* est l'île la plus agréable et la plus fertile de l'archipel: grains, gibier, volailles, bestiaux, tout y abonde. Ses rivières sont peuplées d'excellent poisson d'eau douce, et celui que la mer apporte sur les côtes, est l'objet d'un commerce très-lucratif pour les habitans.

Les marins ont long-temps regardé l'île de *Terre-Neuve* comme un séjour inhabitable, tant elle présente un aspect sauvage et hideux. On s'établit d'abord sur la côte est et sud, non d'une manière fixe, mais pendant la saison de la pêche.

C'est-là qu'on fait sécher la morue ou cabillaud, qui vient régulièrement se faire prendre sur les bancs voisins, en si grande quantité, qu'elle suffit aux besoins de l'Amérique et de l'Europe.

L'un des motifs qui porteront l'Angleterre à former des établissemens stables à Disco, c'est que leurs baleiniers demeurant sur les lieux seront toujours les premiers et les derniers à la pêche ; la même raison a dirigé sa politique au banc de Terre-Neuve ; mais ici elle a opéré sur un plan plus vaste. Il s'agissait de s'approprier la possession exclusive des bancs, et par conséquent l'avantage de la pêche. Dans cette vue, elle s'est hâtée de coloniser toutes les terres voisines des bancs, pour priver de ce refuge les pêcheurs non nationaux. Terre-Neuve restait ; c'est la plus importante par son étendue, et surtout par sa position ; elle passait pour un bien commun où chacun pouvait établir des sécheries : l'Angleterre a fait explorer cette île, où l'on a trouvé des forêts immenses de bois très-propre à la construction, et remplies de gibier et d'animaux à fourrures. Des montagnes de l'intérieur, escarpées pour la plupart, coulent plusieurs rivières très-poissonneuses, et dont les bords offrent de bons pâturages et des terres propres à la culture de nos grains. Le gouvernement Anglais

a fait de grands sacrifices pour y attirer des colons, et pour soutenir leur constance. Terre-Neuve se peuple tous les jours d'émigrants anglais, qui, dans le commerce du bois et des fourrures, dans la vente de leurs produits agricoles, et surtout dans les bénéfices d'une pêche abondante et facile, trouvent un aliment inépuisable pour leur ambition. Les méchantes bicoques appelées *Plaisance* et *Saint-Jean*, présentent de nos jours un aspect qui annonce la prospérité. La population a plus que triplé depuis trente ans, et s'élève à 75,000 âmes.

D'après le principe reçu en Europe, l'établissement de colonies fixe à Terre-Neuve, est une prise de possession qui confère à la Grande-Bretagne le domaine exclusif de cette île. Elle est donc parvenue à son but; elle peut aujourd'hui refuser ou mettre à prix le bois nécessaire pour les sécheries, et la faculté de les établir sur la côte.

À la réserve de quelques terres ingrates sur la côte méridionale de la baie d'Hudson, le Canada est aujourd'hui le seul point du continent américain septentrional où l'Angleterre puisse donner un ordre. Encore n'a-t-elle pas la certitude de conserver cette possession. On suppose, dans les îles britanniques, que ce riche pays tente

l'ambition anglo-américaine, et que le cabinet de Washington fera tôt ou tard les plus grands efforts pour conquérir les deux rives du fleuve Saint-Laurent. Rien ne serait plus désastreux pour les compagnies d'Hudson et de nord-ouest; celle-ci surtout serait immédiatement ruinée. C'est cette crainte, toujours plus vive à mesure que les États-Unis deviennent plus puissans, qui rend les Anglo-Américains odieux au peuple anglais. Rien ne serait plus conforme à l'opinion et au vœu des trois royaumes qu'une guerre déclarée aux États-Unis. Toute occasion de manifester ce vœu est saisie avec avidité. Lorsqu'on apprit, à Londres, la fin tragique de MM. *Ambrister* et *Arbutnot*, fusillés par ordre du général américain Jackson, pour avoir, dit-on, excité à la révolte les séminoles de la Floride, le gouvernement eut besoin de toute sa vigueur pour résister au cri de l'opinion qui réclamait une guerre; mais si la guerre fut malheureuse contre des colons faibles, divisés, et dont tout le littoral était ouvert à l'ennemi, serait-elle sans danger contre une nation unie, aguerrie, vingt fois plus nombreuse et qui a eu le loisir de hérissier ses côtes de fortifications?

On prit le parti de la résignation, parti d'autant plus sage que les Canadiens ont déjà plu-

siieurs fois manifesté leur penchant pour l'union américaine. Plusieurs Colons du haut Canada se sont déjà expatriés, avec la certitude de trouver dans les États-Unis un sol plus fécond, un climat plus doux, des taxes modérées, un gouvernement plus juste, plus populaire; en un mot, la véritable liberté.

Durant la dernière guerre des Anglais contre les États-Unis, les dispositions équivoques des Canadiens alarmèrent plus d'une fois le cabinet britannique. Des correspondances furent interceptées, On jeta bien des individus suspects dans les cachots, qui ne se sont ouverts qu'à la paix de Gand. Il s'est tenu depuis, en Canada, des Meetings (assemblées publiques), où l'on a demandé la répression d'abus plus ou moins vexatoires. Un sieur Gourlay, français d'origine, et grand partisan de l'indépendance, fut le principal provocateur du Meeting, qui se tint à Ste.-Catherine le 4 mai 1818. Dans un mémoire adressé au prince régent, l'assemblée se plaignit avec aigreur du gouvernement de Quebec. D'autres Meetings se sont depuis tenus dans tout le Canada; c'est une manie qui gagne tous les jours, et dont le germe a été fourni par la métropole.

Un journal ministériel, en parlant de l'agitation qui règne dans le Canada, et des griefs dont

le Meeting de Sainte-Catherine demande la réparation, blâme les plaignans d'avoir donné leur confiance à Gourlay, *créature des États-Unis*. Le sage rédacteur ajoute ensuite :

« Il n'importe pas moins de prendre en considération immédiate les plaintes des Canadiens, si elles sont fondées; car nous ne pouvons conserver qu'à ce prix la seule portion de l'Amérique septentrionale où il nous soit encore permis de parler en maîtres. On ne doit jamais oublier la catastrophe qui nous fit perdre, il y a 30 ans, la plus belle de nos colonies. Sachons ménager et contenter cette population inquiète, en lui accordant toutes les franchises possibles. Il est essentiel surtout d'agir avec la volonté d'exécution, de bonne grâce, et en déposant cette arrogance et ce ton de morgue qui nous privèrent de l'empire de l'Amérique septentrionale. »

La marine anglaise, stationnée dans les lacs pour en imposer à la population et aux forces navales des États-Unis, se compose d'un vaisseau de ligne de 98, un de 56, quatre de 36, un de 20, deux de 12, outre 5 goëlettes. Un nombre considérable d'officiers et d'ouvriers de la marine sont partis d'Angleterre en octobre dernier, pour accroître ses forces par de nouvelles constructions.



Les frais d'administration du Canada sont évalués à 620,000 livres sterling, dont la métropole fournit la moitié; le surplus est à la charge des habitans, et provient de forts octrois sur les liqueurs spiritueuses et sur d'autres articles. Les établissemens militaires et la réparation des forts coûtent 2,400,000 francs. Les présens que l'on fait aux sauvages, et le salaire des officiers et des commis que l'on entretient près d'eux pour le commerce, peuvent monter à pareille somme. S'il fallait en juger par cet aperçu, le Canada serait à charge à la métropole; mais les bénéfices du commerce et les droits qu'il paye au trésor, après avoir couvert ses dépenses, laissent à la métropole d'immenses bénéfices. On va juger par le tableau suivant, de l'étendue de ce commerce.

*Évaluation officielle des exportations de la Grande-Bretagne pour chacune de ses colonies de l'Amérique septentrionale.*

*Canada.*

Années.	Valeurs.
1810 . . . . .	977,421 liv. sterl.
1814 . . . . .	1,898,556
1817 . . . . .	2,248,446

*Nouvelle-Ecosse.*

Années.	Valeurs.
1810 . . . . .	350,611 liv. sterl.
1814 . . . . .	1,049,865
1817 . . . . .	1,320,644

*Nouveau-Brunswick*

1811 . . . . .	274,052
1814 . . . . .	460,924
1817 . . . . .	620,132

*Ile du prince Edouard.*

1810 . . . . .	20,634
1814 . . . . .	5,060
1817 . . . . .	14,630

*Cap Breton*

1812 . . . . .	536
1814 . . . . .	2,588
1817 . . . . .	4,700

*Terre-Neuve.*

1810 . . . . .	377,735
1814 . . . . .	663,993
1817 . . . . .	822,621
	Valeur totale en
1814 . . . . .	4,080,987 liv. sterl.
1817 . . . . .	5,031,173

Il résulte de ce relevé qu'en 1817, les colonies anglaises de l'Amérique nord ont dû rembourser à la mère-patrie, en marchandises ou en numéraire, l'énorme capital de 120,748,152 francs, dont elles avaient reçu les valeurs en objets fabriqués ou en denrées coloniales importées par des bâtimens anglais.

Ces mêmes importations dans l'Amérique anglaise du nord s'élevèrent en 1800 à 22,610,808 francs. C'est donc une valeur de 98,131,344 fr. que les colonies dont nous parlons, ont consommée en plus dans le courant de 1817, et qui ont été payés au commerce anglais.

Le tableau comparatif du nombre des navires que l'Angleterre a expédiés pour ses colonies, en 1810 et en 1817, fera juger de l'extension rapide de ce commerce.

*Canada.*

En 1810 . . . . .	661 vaisseaux.
1817 . . . . .	744

*Nouveau-Brunswick.*

1810 . . . . .	410
1817 . . . . .	524

*Nouvelle-Ecosse.*

1810 . . . . .	328
1817 . . . . .	454

*Cap-Breton.*

En 1810 . . . . .	7 vaisseaux.
1817 . . . . .	28

*Ile du prince Édouard.*

1810 . . . . .	32
1817 . . . . .	55

*Terre-Neuve.*

1810 . . . . .	495
1817 . . . . .	607

**Total en**

1810 . . . . .	1933
1817 . . . . .	2412

**Accroissement en**

1817 . . . . .	479
----------------	-----

*Exportations.*

L'agrandissement du Canada vers l'intérieur de l'Amérique septentrionale, les immenses concessions de territoire que le gouvernement de Québec a obtenues à vil prix des Indiens, ont considérablement augmenté le commerce de cette colonie, surtout celui des pelleteries.

En 1754	55 vaisseaux	exportèrent pour la	
valeur de . . . . .			75,560 liv. sterl.
1796	93 . . . .		490,116
1807	217 . . . .		813,900
1808	334 . . . .		1,156,000
1810	520 . . . .		1,860,000
1817	1430 . . . .		4,630,000

Quelque prix que puissent avoir pour la nation britannique les possessions qui lui restent au nord du continent américain, elles ne peuvent soutenir le parallèle avec une autre colonie qu'elle possédait, il y a 45 ans, au midi de cette même région. Il s'agit de ces belles provinces qui, après une guerre sanglante soutenue contre leur métropole, se constituèrent en république sous le nom d'*États-Unis*.

Nous ne saurions quitter le continent américain du nord, sans exposer, par forme d'épisode, les moyens et la politique de cette ancienne colonie anglaise qui semble appelée à ranger toute l'Amérique septentrionale sous sa domination.

## §. III.

*De la ci-devant colonie anglaise appelée  
aujourd'hui les États-Unis.*

Qui eût osé dire, il y a 40 ans, qu'une simple colonie anglaise tiendrait bientôt tête à son orgueilleuse mère devant laquelle tout fléchit, et qu'elle prendrait rang au milieu des nations du premier ordre? Ce prodige s'est opéré sous nos yeux, et nous sommes tentés de récuser leur témoignage. La puissance des États - Unis s'élevant avec rapidité vers un terme inconnu, frappe de stupeur les vieilles cours de l'Europe; et quoiqu'en général on accuse la Nouvelle Angleterre d'avoir répandu sur notre continent ce qu'il est convenu d'appeler *doctrines séditioneuses*; quoique d'imbéciles diplomates aient même conçu l'idée d'une croisade contre une nation qui a le double tort d'unir l'application aux principes, les ambassadeurs de ce peuple républicain sont accueillis partout avec distinction, son alliance est recherchée par tous les potentats, son pavillon est respecté sur toutes les mers.

L'Union doit ce qu'elle est, ce qu'elle sera

quelque jour , à l'avantage de sa situation géographique. La colonie s'étendit originairement sur une côte qui a plus de 500 lieues de long. Circonscrite dans les terres qu'elle avait défrichées à l'époque où elle s'affranchit, elle n'eût jamais étonné le monde par sa prospérité; mais à l'occident de ces terres s'étendent à l'infini des régions admirables, arrosées d'une multitude de rivières, couvertes en partie de vastes forêts, et en partie de landes où la nature n'étale sa fécondité qu'au profit de quelques animaux. Ces régions étaient à la rigueur sans maîtres, puisque les hordes sauvages qui les parcourent ignorent ou négligent volontairement l'agriculture. L'idée de les consacrer à la subsistance de l'homme, de les peupler, dut se présenter d'abord aux fondateurs de la liberté américaine, et ce plan s'exécute depuis avec un succès qui surpasse leurs premiers calculs.

L'immortel Wasinghton, auprès duquel notre grand homme est resté si petit, eut à peine fondé sur le système représentatif le bonheur de sa nation, que sa patrie devint le refuge des victimes de l'intolérance et de la tyrannie européenne. La population s'accrut rapidement. Notre révolution et celle de Saint - Domingue ont enrichi l'Union d'une infinité de malheureux qui

s'y sont établis. L'émigration qui semblait devoir se ralentir à la paix, est aujourd'hui plus active qu'avant 1814. Tous les états de l'Europe fournissent des citoyens à l'Union américaine, et l'Angleterre elle-même contribue par un énorme contingent d'ouvriers, d'artistes, et, ce qu'il y a de plus douloureux, par une multitude de marins déserteurs, à la rapide prospérité de cette puissance rivale.

La population actuelle des États - Unis, mélange bizarre d'éléments hétérogènes, a presque entièrement effacé les caractères primitifs de la colonie; et sur ce sol qui semble être le rendez-vous de toutes les nations, il n'y a plus rien d'anglais, hors la langue. L'Union américaine et l'altière Albion peuvent désormais faire feu l'une sur l'autre sans qu'on puisse les appeler parricides.

Qu'on nous explique comment ce mélange confus d'hommes divisés par des préjugés de nation, de religion et de politique, s'accordent si bien entre eux et avec les anciens indigènes? Comment, à peine fixés dans ce pays par l'exercice de quelque industrie ou par des propriétés, ils adoptent avec chaleur les intérêts de leur nouvelle patrie qui les trouve toujours disposés à se sacrifier pour elle?



L'Union, en accueillant généreusement le malheur, reçoit aussi sans défiance et même sans examen, ce que les autres nations ont de plus dépravé, de plus immoral. Ces hommes indisciplinables dans leur patrie, factieux par habitude et par besoin, devraient, ce semble, troubler aussi le repos de leur patrie adoptive. Il n'en est rien. Quelle puissance magique enchaîne leurs passions, dans un pays où l'on est libre comme l'air? Quelques-uns conservent malheureusement leurs inclinations perverses. Mais pourquoi la plupart de ces hommes égarés deviennent-ils raisonnables, laborieux, appliqués, économes?

Ces deux phénomènes de morale méritent un examen. Nous les soumettons à la méditation des ennemis du système représentatif.

A mesure que les émigrans arrivent, on leur distribue à vil prix des terres entre les cultures les plus occidentales et les déserts: on leur accorde des facilités. Ceux qui ne peuvent entreprendre seuls l'exploitation, s'associent avec d'autres qui dirigent ou payent leur quote-part en travaux personnels. Il est des spéculateurs qui, après avoir défriché des terrains, les vendent et vont faire plus loin d'autres exploitations. Ceux qui ont des capitaux peuvent donc acheter des

terres qui n'attendent qu'un dernier labour et la semence.

Les hordes sauvages résistent faiblement à l'invasion américaine, Quand on trouve dans leurs rangs des espions anglais, la corde ou le fusil le fait justice ; et l'Angleterre qui ne pourrait les avouer sans honte, ne fait rien pour les sauver. Il est des peuplades qui renoncent à la vie errante et prennent le parti de cultiver la terre. L'union les protège et ne dédaigne point de les recevoir dans son sein.

Une population moins policée que les Européens, mais plus civilisée que les sauvages, se trouve par fois sur les pas des colons. Ce sont des bandes de déserteurs de tous les pays. Insoumis aux lois du gouvernement américain, ils reculent devant les établissemens réguliers que protège la force publique ; et les Indiens à leur tour reculent devant ces hommes qui, comme eux, vivent de chasse. Ces espèces de *Boschmen*, les cosaques de la civilisation, sont comme l'avant-garde de la puissance américaine. Ils balayent pour ainsi dire le terrain.

Les fermiers ou colons ne suivent point, dans leurs exploitations, un aveugle routine. Leurs procédés sont raisonnés et fondés sur les découvertes et les expériences les plus récentes ; ils ex-

cellent à faire valoir leurs biens fonds et à multiplier leurs bestiaux. Il n'est pas rare de trouver dans les savanes communales, jusqu'à 3,000 bêtes à cornes portant la marque du même propriétaire. Ils sont eux-mêmes bien vêtus, bien nourris, et tout annonce autour d'eux l'aisance, le calme et le bonheur. Un pays dans lequel on prospère, où l'on trouve d'ailleurs, sous les lois équitables de l'égalité, toute la somme de liberté dont l'économie sociale est susceptible, doit bientôt devenir cher à ses habitans. Peu de mois après qu'un nouveau colon s'y est établi, l'union peut lui présenter des armes pour la défense de l'État, il ne les refusera point.

Dès que la population d'une contrée atteint le terme fixé par les lois, elle est admise à se constituer en *état*, à se faire représenter au congrès, à se donner des administrateurs. Nous allons décrire en peu de mots les états qui, depuis quinze ans, ont été agrégés à l'Union américaine.

1°. *L'Alabama*. Terroir extrêmement fertile et bien arrosé. Population actuelle, 22,794 blancs, 10,493 nègres. Les propriétés rurales s'étendent de tous côtés dans cette province, qui s'est principalement peuplée d'émigrans de la Georgie et de la Caroline, où des nouveaux venus les ont remplacés. Le cours de l'Alabama sépare la na-

tion des Creecks sauvages, qui, en 1814, étaient encore au nombre de 20 mille. Ils cultivent la terre. Leur population, distribuée sur une trentaine de villes ou bourgs, finira vraisemblablement par être incorporée dans l'union. En attendant, ils ont conclu la convention suivante avec les États-Unis :

*Convention entre le Gouvernement des États-Unis et la nation des Creecks, signée le 10 août 1814.*

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement de Wasinghton obtient, en vertu de cet article, la propriété d'un territoire considérable qui se trouvait enclavé dans les États-Unis. Si quelque chef creeck est autorisé par le président à se fixer sur ce territoire ; l'impétrant devra se soumettre aux lois de l'union.

2 et 3. Les États-Unis garantissent à la nation des Creecks l'intégrité de leurs autres terres, sur lesquelles ils se réservent néanmoins le droit d'établir des maisons de commerce, d'ouvrir des routes, et la liberté de la navigation.

4. La nation des Creecks s'interdit par cet article toute espèce de commerce et de communication avec les Anglais et les Espagnols. Elle ne peut admettre ni souffrir sur ses terres aucun agent ou marchand étranger, sans la permission écrite du président des États-Unis.

5. Échange des prisonniers et restitution des propriétés qui ont été prises aux Creecks avant leur *soumission*.

6. Les Creecks s'obligent à faire arrêter et à livrer aux États-Unis tous les *prophètes* ou instigateurs de guerre, soit natifs, soit étrangers, qui seront trouvés sur leur territoire.

7. La nation des Creecks se trouvant aujourd'hui dénuée de subsistance, les États-Unis, par motif d'humanité, continueront à lui fournir gratuitement tout ce qui est nécessaire à la vie, jusqu'à ce que la récolte des grains puisse être considérée comme suffisante pour nourrir toute sa population. Il sera établi, dans les places désignées par le président, des maisons de commerce qui fourniront aux Creecks des étoffes pour s'habiller, en échange des produits de leur industrie agricole.

8. Une paix perpétuelle, moyennant ces dispositions ; est établie entre la nation des Creecks et celle des Etats-Unis , etc. etc.

9. Rectification des limites , etc.

Conclu au fort Jackson , le 10 août 1814.

Ratifié à Washington, le 16 février 1815.

Ce traité place les Creecks dans une situation bien gênante. Ils ne sont plus les maîtres chez eux. L'intention du gouvernement américain est sans doute de les forcer à s'incorporer dans l'union , si la dure nécessité imposait à ses demi-sauvages le joug de tout autre conquérant, nous déplorerions leur infortune ; mais ils ont tout à gagner en se donnant à une nation qui saura à la fois respecter leur droits naturels et faire succéder l'abondance à la misère dans laquelle ils languissent.

2°. Le *Missisipi*, au nord de la Floride occidentale, pays enchanté, dans lequel abondent les productions des zones tempérées et celles des tropiques. La beauté du climat y attire une foule d'étrangers. Plusieurs Français s'y sont avantageusement établis.

3°. La *Louisiane* est aujourd'hui l'état le plus riche de l'union américaine : que sera-ce quand le

travail et l'industrie lui feront rendre tout ce que promet sa fertilité? Un acre de terre propre à la culture de la canne, y produit communément un millier pesant de sucre et 50 galons de rhum. Les exportations de la Louisiane, en 1818, ont excédé de 150 mille dollards celles des autres États de l'Union. En 1816, 957 navires, de la capacité de 16 mille tonneaux, sortirent de la baie Saint - Jean. L'exportation du sucre, en 1817, fut de 10 millions de livres pesant, et celle du coton, de 27 mille balles.

La Louisiane n'est guère habitée que par des Français, qui ont conservé, comme partout ailleurs, un tendre souvenir de leur patrie. Ils ne peuvent pardonner à un insensé de les avoir vendus pour quelques rouleaux d'or. De tous les maux qu'il a faits à sa patrie, c'est le plus cruel puisqu'il est irréparable.

4°. Le *Tennessee*, approchant de la Louisiane, pour la fertilité de ses terres, mais ayant sur elle l'avantage de la salubrité. On n'y connaît ni fièvres ni maladies épidémiques, d'où l'on peut induire que le gouvernement américain aura bientôt distribué les 6 millions d'acres de terres qu'il y tient à la disposition des arrivans. La population de cet État, qui, en 1810, n'allait qu'à

qu'à 261 mille âmes, s'élevait, en 1818, à 617 mille.

5°. Le *Kentucky*. Pays superbe, appelé à devenir l'un des plus florissans de l'Union; sa capitale est Francfort, sur la rivière de *Kentucky*. Les principales productions, outre nos céréales, sont le coton et le tabac.

Vastes forêts peuplées d'animaux à fourrures, rivières très-poissonneuses.

Nulle portion des États-Unis n'offre aux colons d'aussi précieux avantages, puisqu'ils communiquent avec la mer du nord par les lacs, et avec le golfe mexicain par l'Ohio et le Mississippi. Les entrepreneurs de défrichemens vendent pour 20 ou 25 dollars un acre de terre mise en état de culture. L'acre produit 50 boisseaux de froment, 30 d'avoine, 44 d'orge. Le chanvre et le lin y donnent d'excellens produits.

C'est dans le *Kentucky* que le gouvernement américain a cédé des terres à plusieurs exilés français. Repoussés du Texas, où ils s'étaient transplantés depuis, ils sont en partie rentrés dans leurs anciennes propriétés, où ils prospèrent. Un ex-officier d'ordonnance du roi Murat y a fait surtout une belle fortune. Voilà donc



une colonie française au sein des États-Unis, et sans aucun profit pour la France. Ne valait-il pas mieux diriger, moyennant de légers sacrifices, ces exilés ou émigrés volontaires vers quelque terre encore *commune*, s'il plaît aux Anglais d'en reconnaître de telles ? Nous aurions une colonie de plus. Mais nous nous rappelons que c'était en 1816, et que le ciel et la terre devaient alors se réunir contre ces pauvres bannis et les condamner à mourir de faim. Le ciel et les Américains, plus débonnaires que notre aristocratie, se sont chargés de consoler nos malheureux compatriotes.

6° *L'Ohio*. Entre l'Ohio et l'Indiana, sont des terres immenses dans lesquelles on comptait à peine 50 mille âmes lors de l'émancipation. Le recensement de 1818 a élevé cette population à 246,760 habitans ; le petit comté d'Hamilton, dans lequel se trouve la ville de *Cincinnati*, en a pour sa part plus de 50,000.

L'époque n'est pas éloignée où, pour communiquer avec l'Europe, ces vastes régions n'auront plus à dépendre des provinces atlantiques de l'Union. Les nombreuses rivières qui débouchent dans le Mississippi, leur offriront des moyens de transport faciles et peu dispendieux. Le seul

obstacle qu'on eût à vaincre et qui semblait supérieur aux forces humaines, c'était la rapidité des courans. Comment les remonter? Grâce à l'invention des bateaux à vapeurs, source de richesses pour l'Union, la navigation ascendante est conquise; et la Nouvelle-Orléans va devenir l'une des premières places du monde.

La navigation de l'Ohio donne du travail à près de 2,400 matelots, prodiges, comme partout ailleurs, et peu soucieux de l'avenir.

7°. L'*Indiana*, vers l'ouest de l'Ohio, est plus récemment habité. Ce sont en général des Français qui s'y sont établis; ils ont donné le nom de *Vincennes* à leur ville principale. Le gouvernement a pour ce nouvel état une sorte de prédilection; il le protège et en favorise le développement. Les colons se distinguent par leur aménité, et ressemblent peu à ceux de l'Ohio, qui, pour la plupart, n'étaient que des aventuriers sans éducation.

La partie septentrionale de cette province ne compte pas moins de 97 lacs extrêmement poissonneux. L'herbe des savanes est si haute et si épaisse, qu'un voyageur ne parvient pas sans peine à s'y frayer un passage.

8°. L'*Illinois*. La population de ce nouvel

état s'élevait, en 1818, à 20,380, et l'on a remarqué qu'elle s'accroît chaque année dans la proportion de trente-cinq pour cent. L'esclavage en est banni. Les terres sont dans un climat trop septentrional pour se prêter à la culture du sucre et du coton ; mais elles sont prodigues de grains de toute espèce, de lin, de chanvre et de tabac. Les bestiaux, le poisson, le gibier, offrent des ressources inépuisables à la population de ce pays. Entre l'embouchure de la Karkawria et celle des Illinois, s'étend un territoire si fertile qu'on l'a surnommé le Delta du continent américain. C'est une étendue de 600 mille carrés. La même province fournit les boucheries de Philadelphie et de Baltimore. Plusieurs états en tirent leur approvisionnement de sel.

9°. Le Michigan est habité par environ 3,000 Indiens, que quelques colons sont parvenus à rendre sédentaires et cultivateurs. On y jouit à peu près des mêmes avantages que dans l'Illinois.

Nous venons de voir la bêche et la charrue en activité depuis les bords du golfe mexicain jusqu'au lac du Canada. De long-temps les Européens malheureux n'ont à craindre d'être mal reçus en Amérique. Les États-Unis ne voient d'autre obstacle devant eux que la grande mer,

et l'espace intermédiaire peut nourrir plus de 60 millions d'hommes.

Toutefois, il n'est pas vraisemblable que le gouvernement de ce pays ait résolu de suivre de front et simultanément une ligne d'exploitation de 15 degrés géographiques. Quand arriverait-il sur les bords du vaste Océan, où l'appelle à grands cris un très-haut intérêt? On peut raisonnablement supposer que quand les cultures seront parvenues à un certain degré de longitude occidentale, le gouvernement ne concédera de terres que sur un certain nombre de lignes qu'il dirigera rapidement vers les rives correspondantes du nord-ouest. Ainsi, la zone cultivée, qui partirait du sud de la Louisiane, irait aboutir à la mer Vermeille. Une autre zone, partant du Kentucky central, irait tomber sur la côte entre le 35°. et 40°. degré. La troisième ayant les lacs pour point de départ, serait dirigée sur l'île de Quadra Vancouver et sur la Colombie. L'établissement que les États-Unis viennent de créer et de fortifier sur cette belle rivière, ne semble-t-il pas être le dernier jalon de cette immense ligne? Nous croyons voir une pierre d'attente.

Cette opération enfermerait dans les domaines des États-Unis plus de moitié de l'espace qui nourrit tant d'animaux à fourrures, et le gou-

vernement s'assurerait bientôt du surplus, 1°. en jetant sur la côte une forte population, qu'il pourrait étendre jusqu'au voisinage de l'Océan glacial; 2°. en bâtissant sur la côte des villes fortifiées, en y creusant des ports, en y établissant des chantiers de construction. En ce cas, une des combinaisons que le cabinet de Londres chérit le plus, tomberait d'elle-même, et les bastions d'Owhihée perdraient leur mérite relatif.

Voilà, nous dira-t-on, des plans gigantesques, supérieurs aux moyens de l'Union. Sangez, lecteur, qu'elle a pour auxiliaire toute l'Europe, qui lui fournit des hommes et des capitaux. Peu d'émigrans arrivent les mains vides à New-York ou à Boston. La plupart y portent leur petite fortune réalisée, et quelques-uns s'y montrent avec des valeurs considérables, qui entrent aussitôt dans la circulation du pays.

L'Union américaine prouva, lorsqu'elle eut à conquérir sa liberté, ce que peut une garde nationale, défendant sa propre cause et n'obéissant qu'au mérite personnel. Plus d'une fois le léopard fut humilié sur les rives de la Chesapeake, et la palme est enfin restée aux milices. Le même esprit s'y est perpétué, et l'affront que l'armée anglaise reçut en 1814, vers les bouches de Mississipi, atteste plus que jamais l'habileté des of-

fficiers américains et l'intrépidité de leurs soldats. Qu'importe après tout que l'armée battue exhale son dépit par l'incendie d'une ville sans défense? Il n'est pas moins vrai que l'élite de ceux qui venaient de se mesurer, en Espagne, contre les phalanges de Napoléon, a fui devant les milices américaines.

Leur nombre, en temps de paix, est strictement borné aux besoins du service intérieur. Les États-Unis n'ayant à craindre aucun voisin perfide ou jaloux, sont dispensés d'entretenir, au sein de la paix, ces immenses armées qui ruinent l'Europe. Quand la guerre éclate, le gouvernement américain fait des levées avec la plus grande facilité : on est toujours dévoué pour une patrie où l'on se trouve heureux et libre. A en juger par la population actuelle des États-Unis, le congrès pourrait lever des armées déjà considérables ; et si elle fait par la suite autant de progrès que depuis 1814, il pourrait, dans trente ans, sortir des États de l'Union autant d'hommes armés que le roi Xerxès en conduisit autrefois dans l'Attique. C'est dire en d'autres termes que l'Union, avant trente ans, sera maîtresse du continent boréal américain.

Mais la création d'une armée capable d'atteindre ce résultat, n'occupe que le second rang dans

la pensée du gouvernement de Washington. La marine, avant tout, et une marine qui puisse en imposer même à la superbe reine de l'Océan. Les Américains se débattaient encore contre leur métropole, que déjà leur pavillon, à forces mêmes inégales, humiliait celui de leur ennemi. Les soins et les efforts de leur gouvernement n'ont tendu, depuis l'émancipation, qu'à protéger le commerce, à étendre ses relations extérieures, et à former par la pêche des baleines et par des voyages de long cours, une pépinière d'officiers de mer et de matelots destinés, au besoin, pour la marine militaire. Ils ont tellement perfectionné la construction, l'arrimage et le gréement, qu'aucune marine européenne ne peut lutter contre la leur, pas même (*the wooden wals of old England*) les murailles de bois de la vieille Angleterre. Qui peut décrire l'effet qu'a dernièrement produit en Angleterre l'apparition du *Franklin*, vaisseau de ligne de l'Union, qui a relâché à Portsmouth; ce chef-d'œuvre de construction a reçu la visite d'une infinité de curieux, et l'on est convenu, avec quelque honte, que les constructeurs janglo-américains étaient dignes de la palme.

L'Europe fut étonnée, il y a deux ans, de voir une escadre américaine séjourner assez long-

temps dans la Méditerranée, pour supposer qu'elle en prenait possession. Elle parcourait cette mer en tout sens, tantôt sous le canon de Gibraltar, tantôt à la vue de Livourne ou de Palerme. On l'a vue se présenter devant les forts de Naples et réclamer impérieusement des sommes dues au commerce américain: l'Angleterre lui a supposé le dessein de se faire céder Syracuse par le gouvernement napolitain ou Minorque par l'Espagne. Il est possible et très-naturel que l'Union veuille procurer, dans la Méditerranée, un lieu de refuge à sa marine militaire et marchande. S'il faut lui en faire un crime devant l'Europe, le rôle d'accusateur convient fort mal au gouvernement anglais qui enchaîne toutes les méditerranées et l'immense Océan.

Les Américains ne se bornent point à exporter les produits de leur fertile sol; marchant sur les traces des Hollandais, ils sont devenus les commissionnaires du globe. Entremetteurs officieux, ils vont chercher dans la Chine ce qui manque à l'Europe, à Riga des mûres pour Cadix, à Bordeaux des vins et des eaux-de-vie pour l'archipel des Antilles. Leur marine marchande doit à cette innocente spéculation un accroissement inouï. Le pavillon américain flotte partout à



**Smayrne et sur les rives du Chili, à Archangel et à l'Île-de-France.**

Presque aucun navire américain n'entrait, il y a vingt ans, dans les ports de la Chine, dont tout le commerce était alors au pouvoir des Anglais. Il ne tenait qu'à eux de conserver cet inappréciable avantage; mais, parvenue au faite de la prospérité commerciale et de l'orgueil qu'elle inspire, l'Angleterre se flatta de dominer le gouvernement de Pékin, pour l'anéantir peut-être un jour, comme elle venait d'en user à l'égard du Grand-Mogol. L'empereur des Chinois ayant refusé de souscrire à quelques stipulations nuisibles aux intérêts de ses peuples, l'Angleterre prit le ton de l'arrogance et de la supériorité. On lui opposa le flegme et le mépris. Elle en vint graduellement aux menaces et aux voies de fait. Un capitaine anglais, M. Maxwell, osa forcer le passage du *Boca Tigris*, et en chasser la flotte chinoise à coups de canon. Cette entreprise fit sentir au gouvernement chinois qu'à tort il disposait de ses faveurs pour des ingrats qui s'armaient contre lui de ses propres bienfaits. Telle fut l'origine de la rupture entre les deux nations. Depuis cette époque, il n'est genre de satisfaction que la compagnie anglaise de

l'Inde n'ait offerte à l'empereur. Constamment repoussée, elle se persuada qu'une ambassade solennelle directement envoyée à Peekin par le gouvernement de la métropole, lui rendrait sa première faveur. Le triste succès de cette tentative est connu. Il paraît que les hommes d'état de la Chine, lents et flegmatiques dans leurs délibérations, finissent par s'arrêter à des résolutions invariables. Pendant ces débats, le pavillon américain a été parfaitement reçu dans les ports de la Chine. Aujourd'hui les États-Unis sont en possession de ce commerce lucratif, qui occupe un grand nombre de bâtimens dont la capacité s'élève en total à plus de 20 mille tonneaux.

Il convient de terminer ce travail par une suite de tableaux qui pourront donner au lecteur une idée de la puissance anglo-américaine.

*Tableau de la population des États - Unis.*

Connecticut . . . . .	390,800 âmes.
Caroline du nord . . . . .	655,800
Caroline du sud . . . . .	450,215
Colombia . . . . .	28,048
Total . . . . .	<u>1,524,563</u>

( 188 )

<i>Report</i> . . . . .	1,524,563
<b>Delawar</b> . . . . .	120,874
<b>Géorgie</b> . . . . .	310,433
<b>Indiana</b> . . . . .	30,250
<b>Illinois</b> . . . . .	20,380
<b>Kentucky</b> . . . . .	620,511
<b>Louisiane</b> . . . . .	44,945
<b>Maine</b> . . . . .	340,705
<b>Maryland</b> . . . . .	510,546
<b>Massachussetts</b> . . . . .	484,040
<b>Mississipi</b> . . . . .	54,652
<b>Michigan</b> . . . . .	21,400
<b>New-Hampshire</b> . . . . .	250,460
<b>New-York</b> . . . . .	1,239,016
<b>New-Jersey</b> . . . . .	280,532
<b>Nouvelle-Orléans.</b> . . . .	96,436
<b>Ohio</b> . . . . .	246,760
<b>Pennsylvanie</b> . . . . .	880,085
<b>Rhode-Island</b> . . . . .	82,830
<b>Tennessee de l'est</b> . . . . .	103,736
<b>Tennessee de l'ouest</b> . . . . .	190,520
<b>Vermont</b> . . . . .	236,824
<b>Virginie</b> . . . . .	1,440,522
<b>Habitans</b> . . . . .	9,141,022
sur lesquels on compte	1,184,000 esclaves.

*Population des nations indiennes du territoire  
des États-Unis.*

Les Osages . . . . .	4,800
Kansas . . . . .	2,000
Pawnanis . . . . .	1,830
Panis . . . . .	3,600
Panisloups . . . . .	1,600
Comanches . . . . .	9,000
Saquas . . . . .	2,880
Ayonas . . . . .	1,500
Narcotahs . . . . .	22,000
Winbaiges . . . . .	1,900
Renards ou Ottogamys . . . . .	1,800
Chippiwags . . . . .	11,600
Menomènes . . . . .	2,500
Cheroquées . . . . .	13,000
Chactas . . . . .	14,000
Creeks . . . . .	20,000
Seminols . . . . .	25,000
Tribus éparses du Mis- souri vers ses sources . . . . .	35,000
<b>Grand total . . . . .</b>	<b>173,010</b>

Sur ce nombre on compte environ 30,000 guerriers, qui n'ont d'autre profession que celle

des armes. On présume qu'ils ont environ 20,000 fusils ou mousquets qui leur ont été fournis par le commerce, ou qu'ils ont enlevés dans les habitations isolées, ou trouvés sur le champ de bataille à la suite des combats.

La plupart de ces Indiens nomades sont indépendans de l'Union américaine: Quelques - uns lui paient tribut. L'époque n'est pas éloignée où ils se verront forcés de subir les lois de la civilisation; car la marche de l'Union vers l'occident ne s'arrêtera que sur les rivages de la mer du Sud.

Blodget fit, en 1809, une statistique des États-Unis, de laquelle nous allons extraire le tableau suivant, en lui faisant néanmoins subir d'après des documens dignes de foi, les modifications que cet état des choses a dû recevoir depuis ces dix ans.

Etendue territoriale ( acres ) . . .	1,280,000,000
Population ( individus ) . . .	9,141,022
Indiens indépendans ( indiv. ) . . .	173,000
Accroissement annuel de la population . . . , . . . . .	240,600
Habitations ou fermes . . . . .	1,545,000
Académies et collèges . . . . .	104
Terrain en culture ( acres ) . . .	40,950,000
Milice . . . . .	1,320,000
Matelots . . . . .	70,000

Marine militaire ( vaisseaux de toute grandeur ) . . . . .	180
Importations en 1809 (dollars)..	44,000,000
Exportations en 1809 ( dol. ).	52,000,000
Dette nominale ( piastres ou dollars ) . . . . .	93,119,694.
Fonds d'amortissement (dol.)	45,994,156
Produit des terres de l'État ( dol. ) . . . . .	6,356,000

Ces cinq dernières évaluations sont d'après le tableau de 1809. On sent combien les dix années qui viennent de s'écouler ont dû y apporter de changemens, et quelle somme considérable ont dû faire rentrer au trésor les vastes concessions et les ventes que le gouvernement a faites dans les terrains dépendans des nouvelles provinces de l'ouest et de la Louisiane. On conçoit aussi tout ce que le gouvernement de l'Union gagnera à l'acquisition des Florides.

L'Angleterre accuse le gouvernement de Washington d'entretenir dans le Mexique une armée d'émissaires, chargés d'inspirer aux habitans le désir de se donner aux États-Unis. La chose est possible. Un journal américain, dans lequel ce gouvernement a laissé plusieurs fois entrevoir sa pensée, s'exprimait ainsi en septembre dernier :

• La route de la Nouvelle-Orléans, à Mexico,

» n'est, dit-on, que de 1200 milles, et ne pré-  
» sente pas plus d'obstacles qu'on n'en rencontre  
» entre les provinces atlantiques et les États  
» plus occidentaux de l'Union. D'après l'état ac-  
» tuel des affaires dans le Mexique, nous pensons  
» qu'ayant peu la liberté des communications  
» sera stable entre les État-Unis et ce pays. Quoi-  
» que de toutes les colonies espagnoles, le Mexi-  
» que semble être celle qui a le moins réussi dans  
» la lutte de l'indépendance, il est aisé de prévoir  
» que les patriotes de ce pays obtiendront bien-  
» tôt l'objet de leurs nobles désirs. »

On sent bien ce que peut signifier cette *liberté de communications* dont parle l'auteur. Nous savons aussi qu'à Baltimore, à New-Yorck et dans les autres villes marquantes de l'Union, on dit hautement que si l'Espagne, à l'instigation de l'Angleterre, persiste à désavouer la signature de Don Louis de Onys, ou si elle cède aux Anglais l'île de Cuba, l'Union doit s'en venger en s'appropriant le Mexique.

Croira-t-on que l'Angleterre fait la même menace à Ferdinand VII, s'il n'arrache point les Florides aux États-Unis ?

L'Angleterre parle d'agens américains ; mais que vont faire à la Vera-Cruz ceux que le cabinet de Carlton-House ou celui de Royal-Exchange y a

expédiés en septembre dernier? Echanger, nous répondra-t-on, du papier de la banque contre de l'or: nous le croyons; il faut apparemment de l'or pour décrier dans le Mexique l'empire des États-Unis, et pour engager les colons à offrir la couronne à l'un des frères du prince régent. A qui sera la pomme? la même raison qui fait pencher les Canadiens vers les États-Unis, c'est-à-dire, un gouvernement juste, humain, libéral, et des taxes infiniment plus modérées, décidera sans doute les Mexicains à préférer l'Union.

Au milieu de ce conflit de prétentions sur l'un des plus beaux et des plus riches pays de la terre, que fait et que pense l'Europe? L'Espagne seule paraît s'y intéresser. Jouée à Londres, jouée à Washington, elle rugit de se voir dépouillée pièce à pièce, de ne pouvoir faire aucun mouvement, aucun acte diplomatique qui ne tourne à sa perte.

L'Allemagne parle de Sand, la France de querelles et d'indignités, la Russie d'armes et de bataillons; mais les diplomates et les hommes d'état de l'Ancien-Monde peuvent être excusés de se montrer peu attentifs aux secousses qui agitent le Nouveau. Ils s'occupent sans relâche à réparer l'édifice du pouvoir absolu que la raison bat de toutes parts en ruine. Résoudront-ils enfin



le problème qui leur a déjà coûté tant de veilles ? Il s'agit d'ôter à la liberté ses formes, ses attributs extérieurs et d'en masquer le despotisme ; mais le monstre a beau s'affubler du hoqueton du *berger Guillot* ; il ne peut se montrer sans être aussitôt reconnu.

C'est l'Angleterre qui a proposé le problème aux *Œdipes* titrés du continent. Elle a besoin de distraire les peuples pour atteindre rapidement et sans opposition le but de sa profonde politique. Nous allons la retrouver dans les archipels de l'Amérique septentrionale et sur le continent austral de la même partie du monde.

#### §. IV.

*Bermudes.* — *Lucayes.* — *Caiques.* — *Vierges.*  
— *Antilles anglaises.*

Nous allons quitter Washington, où l'Angleterre a laissé des souvenirs peu glorieux ; elle nous attend dans les archipels voisins.

Les *Bermudes* sont un amas d'îlots entourés de récifs, et peuplés d'environ 10,000 habitans, anglais d'origine. Cet archipel est peu fertile, et les insulaires tirent des États-Unis une grande partie de leurs subsistances. Quand la guerre les

prive de cette ressource, c'est le Canada qui pourvoit à leurs besoins.

Si cet archipel n'offre aucun avantage sous le rapport des produits territoriaux, il est d'un prix infini pour l'Angleterre, attendu qu'il offre à ses flottes un grand nombre de ports et de havres. La station d'*Halifax* y passe toujours une partie de l'année; et il ne se fait aucun armement dans les ports occidentaux de l'Union, qu'elle n'en soit bientôt informée par ses croiseurs. De ce point, l'escadrille est à portée de courir, si le cas l'exige, au secours du Canada ou de l'archipel mexicain. Les Bermudes partagent à peu près la distance.

Allons au sud. Les *Lucayes* se présentent à nous, au nombre de plusieurs centaines. Ce sont des rochers inhabitables; mais il y a dix ou douze îles d'une grande fertilité, et c'est encore l'Angleterre qui les occupe. Les fruits des tropiques, l'ambre gris et des bois précieux composent la principale ressource des habitans, qui soupirent après les guerres maritimes. Les *Lucayens*, descendus de pirates, ont toujours aimé la course, et leur archipel est admirablement situé pour la faire avec succès.

Les *Caiques*, au nord de Saint-Domingue, ont un mérite de position que l'Angleterre a su

apprécier. Elle s'est emparée de ce petit archipel, et a cru devoir s'en assurer la possession en y élevant des forts. Le roi nègre qu'elle a couronné à Saint-Domingue, est en quelque sorte bridé par ces îles, d'où elle peut intercepter son commerce, et, en cas de restrictions futures, inonder ses côtes d'articles prohibés.

La même raison lui a fait jeter les yeux sur les îles *Vierges*, les plus voisines de Porto-Rico, dont le commerce est ruiné par la course en temps de guerre, et par la contrebande quand les deux couronnes sont amies. La population blanche et noire des Vierges anglaises est d'environ 4500 individus, dont la principale ressource est le produit de la contrebande. Le sol est médiocrement fertile; il est même si ingrat dans le surplus de l'archipel, qu'à la réserve de *Saint-Thomas* et de *Saint-Jean*, cultivées par les Danois, on n'a point tenté de s'y établir.

La *Jamaïque* n'égale pas tout-à-fait Saint-Domingue en fertilité; mais l'industrie l'a élevée au rang des premières colonies de l'Angleterre. Cette île a quarante-sept lieues de long sur vingt de largeur. On y cultive la canne à sucre, l'indigo, le café, etc. Le rhum qu'on y fabrique jouit de la plus haute réputation. Le journal colonial qui s'imprime à Londres, ne manque jamais d'in-

diquer les mouvemens du commerce de cette île, et les résultats de ses cultures.

La population de la Jamaïque s'élevait, en 1818, à

Blancs. . . . .	51,700
Mulâtres et gens de couleur. . . . .	16,450
Nègres esclaves. . . . .	327,172
	<hr/>
	375,302

Les exportations, à la même époque, se composèrent de 121 mille barriques de sucre, 61 mille barriques de rhum, 27 millions 558 mille livres pesant de café : cette dernière culture a pris beaucoup de faveur à la Jamaïque, au préjudice de l'indigo, et d'autres articles aujourd'hui négligés par les colons. Qu'on laisse agir l'intérêt personnel, il s'attache toujours au meilleur.

Il existe dans les cours européennes, à Madrid surtout, un singulier préjugé concernant les colonies ; c'est qu'il faut les tenir dans une sévère dépendance, et leur appliquer le principe reçu pour l'armée, qui, essentiellement obéissante et passive, ne doit jamais délibérer ni raisonner : un régime colonial despotique est le fruit de ce système. Étrange aveuglement ! c'est par l'oppression qu'on s'imagine prévenir le désir de l'indépendance, et c'est en excitant ce désir qu'on prétend l'arrêter.

Cette division du pouvoir en portions qui se balancent, ce système représentatif qui épouvante tant de ministères européens, l'Angleterre a osé l'introduire dans une de ses plus importantes colonies. La Jamaïque a, comme la métropole, une chambre composée de représentans que nomment les colons. Leur nombre est fixé à quarante-trois. C'est le gouverneur, aujourd'hui le duc de Manchester, qui, dans les opérations de l'assemblée, représente le roi. Un grand conseil de douze, à la nomination du roi, a toutes les attributions de la chambre des pairs. Cette assemblée discute et décide à peu près dans la même forme que le parlement, et le journal colonial est très-exact à rendre compte des discussions qui s'y élèvent,

Loin que cette innovation ait nui à la tranquillité publique ou au succès des cultures, elle a été la source d'une foule d'améliorations dans tous les genres. Bien des abus qui échappaient à l'attention des gouverneurs ou qui trouvaient auprès du pouvoir des apologistes ou des appuis, n'ont pu tenir devant la publicité des discussions, et l'intérêt est forcé de s'immoler au bien de tous,

Suivons les autres Antilles anglaises,

*L'Anguille* produit d'excellent tabac; c'est

la principale culture de cette île où l'industrie ne s'attache pas moins à l'éducation des bestiaux.

*Antigoa*, a près de 20 lieues de circuit. Elle produit des bois de construction, du tabac, anis, sucre, etc. Cette île fut long-temps dédaignée comme ne pouvant répondre aux soins de l'homme, et les Anglais ne l'ont d'abord occupée que pour y établir un chantier de radoub, dont la nature avait, pour ainsi dire, fait tous les frais. Les vaisseaux de guerre qui, dans les combats ou à la suite d'ouragans, ont éprouvé des avaries, vont se réparer à *English-Harbour*. Ce premier objet rempli, les Anglais examinèrent de plus près le terrain, firent des essais heureux, et se convinrent qu'aucune autre île des Antilles ne peut s'arroger la supériorité sur celle d'Antigoa. Cette colonie a produit, dans les bonnes années, jusqu'à 20,000 barriques de sucre. Un recensement de 1817 en élève la population à 41,517 habitans.

*Saint-Christophe*, qui doit son nom à l'immortel *Colomb*, a près de 26 lieues de circuit. On y trouve une belle saline. Les fruits des tropiques y abondent; mais c'est principalement à la culture du cotonnier et de la canne à sucre

que les colons doivent l'aisance dont ils jouissent. On y compte environ 26,000 noirs. Cette île, en 1816 et 1817, a été le rendez-vous d'une foule d'aventuriers qui accouraient au secours des colons espagnols armés pour leur indépendance.

*Nevis et Montserrat*, qui produisent du coton, sucre, indigo, etc., et plusieurs sortes d'arbres utiles, sont situées de manière à tenir en échec le commerce de la Guadeloupe ; mais l'expérience a montré que cette colonie si peu appréciée par la France ne saurait être bloquée.

La *Dominiqne*, d'environ 24 lieues de tour, a des montagnes couvertes de bois de construction, et dominant des vallées d'une fertilité remarquable. Cette île est soumise à un gouverneur spécial. Les Anglais s'y sont fortifiés, pour ne pas s'exposer à perdre cette position, d'où ils sont à portée de nuire au commerce de la Guadeloupe et de la Martinique.

*Saint-Vincent* n'est pas entièrement au pouvoir des Anglais. La partie orientale de cette île est habitée par une peuplade de Caraïbes. Elle a 25 lieues de circuit. Ses productions les plus recherchées sont le sucre et l'indigo. Le tabac

surtout y contracte un parfum que l'art cherche vainement à imiter.

Les Anglais se sont pareillement emparés de quelques îlots voisins de Saint - Vincent , et les ont soumis à l'administration du même gouverneur.

*Sainte - Lucie* a près de 20,000 habitans, sujets à des fièvres rebelles . mais auxquels la fertilité du sol donne le courage de lutter contre l'insalubrité du climat. On y coupe d'excellent bois de construction. L'industrie des colons s'exerce principalement sur la culture du cotonnier et de la canne à sucre. L'île a 35 lieues de circuit.

La *Grenade*, où s'immortalisa le comte d'Estaing, n'a que 9 lieues de long sur six de largeur. Elle produit de très-grandes quantités de café, coton, sucre, indigo. C'est l'une des colonies les plus florissantes de l'archipel. On y trouve des rades commodes et des ports susceptibles de fortifications peu dispendieuses.

La *Barbade*, qui fut découverte par les Anglais sous le règne de Jacques I<sup>er</sup>, rapporte du sucre, du gingembre, de l'indigo et d'autres productions recherchées. Cette île est cependant



déchue de l'état de splendeur où elle parvint la première fois qu'on la mit en culture. Elle a près de 100,000 habitans, dont plus des trois quarts sont des esclaves africains.

*Tabago*, qui a près de 36 lieues de circuit, et qui jouit de plusieurs havres commodes, est sous un climat tempéré. Toutes les productions des tropiques y abondent; son terroir se prête même à la culture de plusieurs sortes d'épiceries; mais de très-grands espaces de terrain sont encore en friche. L'Angleterre saura les mettre en valeur. Cette île est d'un prix infini en temps de guerre, parce qu'elle domine le détroit qui sépare les Antilles du continent américain.

La *Trinité*, encore plus importante par sa position, puisqu'elle commande la côte de *Paria*, le gouvernement de Cumana et l'embouchure de l'Orénoque, était depuis long-temps pour l'Angleterre un objet de convoitise. Le traité d'Amiens la mit en son pouvoir en 1810; et la Trinité, jusqu'alors mal exploitée par ses indolens possesseurs, vit éclore dans son inépuisable sein tous les trésors de la végétation équinoxiale. Tout y abonde; tabac, coton, gingembre, sucre, indigo; et ce qui rend cette

colonie encore plus précieuse, elle partage avec la Grenade et Tabago l'avantage d'être à l'abri des ouragans affreux qui dévastent si souvent l'archipel.

Par la revue que nous venons de faire, on peut se convaincre que l'Angleterre possède à elle seule les quatre cinquièmes des Antilles, et qu'elle a dans son lot les îles les plus productives. Quelle est la part des autres puissances?

La France n'a que la Guadeloupe et la Martinique, îles de peu d'étendue, et qui déperissent de jour en jour, par suite de l'abandon dans lequel on les laisse, et surtout d'une mauvaise administration locale contre laquelle les colons ne cessent de réclamer; ils ont besoin d'un gouvernement fort et d'une administration juste.

La souveraineté de l'Espagne sur *Cuba* n'étant que précaire, et Saint-Domingue ne lui rapportant aucune espèce de profit, il ne lui reste, à proprement parler, que *Porto-Rico*; encore n'est-il pas certain qu'elle puisse refuser cette dernière colonie aux sollicitations de la Hollande, sa créancière; qui la réclame avec instance.

Les Danois n'ont que *Sainte-Croix*, *Saint-Thomas* et *Saint-Jean*. La première est assez bien cultivée, mais mal-saine. Saint-Thomas

n'est, à proprement parler, qu'un poste favorable au commerce. La sûreté de son port y attire tous les pavillons. Quant à l'îlot de Saint-Jean, il ne vaut pas la peine d'être compris dans la liste des colonies. Les trois quarts de sa superficie, quoique très-exiguë, sont encore à défricher.

L'îlot de *Saint-Eustache*, et la stérile *Curaçao* composent toute la portion des Hollandais, qui, à force de travaux et de soins, leur font produire quelques denrées coloniales. Ils ne conservent ces positions que pour être à portée d'approvisionner le continent voisin d'articles de contrebande.

La Suède n'a que l'insignifiante *Saint-Barthélemi*, qu'elle obtint de la France en 1784, à condition que les marchandises françaises expédiées pour le Nord, seraient reçues en exemption de droits dans le port de Gothenbourg.

Toutes ces colonies, outre leur petit nombre comparativement à celles de l'Angleterre, sont administrées avec une impéritie d'autant plus inexcusable, qu'Albion a mis tout auprès l'heureux modèle d'un régime bien entendu. L'Angleterre voit tout et ne néglige rien. Aussi reçoit-elle annuellement de ses Antilles des sucres pour près de 200 millions, indépendamment des produits que lui donnent l'indigo, le coton, le café

et autres denrées fournies par ce riche archipel.

De quelque voile que la Grande-Bretagne couvre ses manœuvres, elle ne peut nier qu'elle n'ait conçu l'arrière-pensée d'exproprier de gré ou de force les puissances qui ont des îles dans cette mer. Une nuée d'agens à sa solde pervertissent l'esprit de tous les insulaires qui n'obéissent point au léopard, et travaillent sans relâche à les anglomaniser. C'est ainsi qu'on les dispose de loind à un changement de domination, ou, si l'on ne peut mieux faire, à un soulèvement contre leur métropole. C'est ce qu'on a déjà fait à Saint-Domingue. Si les preuves que nous en avons fournies paraissent insuffisantes, nous rappellerons la manière dont l'un des fils de S. M. Britannique, le duc de Clarence, s'exprima dans la chambre des pairs, le 23 mai 1863. S. A. déclara sans détour que la destruction de Saint-Domingue était l'ouvrage de la politique anglaise. Il réclama, pour sa patrie, comme un titre glorieux, l'honneur d'avoir soulevé cette colonie. « On attribue, dit-il, la perte de Saint-Domingue aux fautes du premier consul : je prouverai qu'elle est due aux efforts de la Grande-Bretagne, et que nous sommes en mesure de lui dire, sans rien gazer dans l'expression; *Vous n'aurez plus Saint-Domingue, etc.* »

Mais de tous les moyens que le machiavélisme anglais pouvait imaginer pour précipiter la ruine de ces établissemens coloniaux, le plus efficace et le plus sûr est sans contredit la suppression de la traite des noirs. Des massacres rendraient odieux le nom anglais. Il y a plus d'habileté à parvenir au même but au nom de la philanthropie. La population africaine se reproduit, comme on sait, très-difficilement en Amérique, où elle dépérit à vue d'œil. Les cultures ne s'y soutiennent que par des importations continuelles de nègres. On peut donc prévoir et fixer d'avance l'époque de leur extinction totale, que suivra de près celle des cultures.

Nous avons déjà prouvé que si l'Angleterre venait à être elle-même victime de son plan, il lui reste ailleurs, et surtout en Afrique, de quoi pourvoir, en denrées coloniales, tous les marchés de l'univers où elle se verrait débarrassée de fâcheux concurrens; mais, à tout événement, elle a si bien pris ses mesures, que si elle doit enfin périr dans les Antilles, où ses nègres ne sont pas immortels, elle y mourra du moins la dernière.

Qu'on veuille bien se rappeler ce que nous avons dit, en Afrique, des nègres *libérés*. Les Anglais ne consacrent à la culture de leurs colonies de Serra-Leone, que les nègres confisqués

dont ils n'ont pas besoin ailleurs. Le plus souvent, dès qu'un négrier est pris, ils choisissent les esclaves les plus robustes, et les envoient à la Trinité, à Tabago, à la Jamaïque, etc. Là, pour la forme, on les incorpore dans un régiment colonial ; mais bientôt après, on les *loue* aux planteurs pour 20, 25, 50 ans, c'est-à-dire pour la vie ; et le gouvernement qui jamais ne néglige son pécule, tire de cette location un bénéfice proportionné à sa durée. Chaque nègre ainsi loué lui rapporte de 25 à 50 guinées. C'est ainsi que la philanthropie anglaise entend l'abolition de la traite, de ce commerce *barbare, atroce, contraire à toutes les lois divines et humaines.*

Remarquez bien que les Anglais ne *vendent* point les nègres, ils les *louent*. N'avons-nous pas déjà dit que les Bretons sont les jésuites du monde commercial ? Ils n'ont pu trouver que dans *Escobar* cette admirable distinction. Qu'on juge d'après ces détails, s'il est vrai que les Antilles anglaises puissent manquer de noirs, quand celles des autres puissances perdent rapidement les leurs. On ne comptait pas, en 1818, moins de 526,330 nègres dans les Antilles anglaises que nous venons de parcourir. Il n'y en eut jamais davantage, et l'Angleterre s'est arrangée, moyennant la traite qu'elle fait en mer, de manière à

ne pas laisser de long-temps cette population au-dessous des besoins.

Qui a confié aux Anglais cette police immorale dont ils ont tout le profit ? Se la sont-ils arbitrairement arrogée ? Pourquoi, dans ce cas la France, la Hollande, etc. n'arment-elles pas aussi en course contre les fraudeurs qui attendent à la philanthropie ? Nous pourrions envoyer nos *libérés* dans le Sénégal, et leur offrir pour consolation des outils aratoires ; les autres seraient *loués* aux planteurs de la Guadeloupe, de la Martinique et de Cayenne ; et si l'Angleterre s'est fait instituer par les autres puissances de l'Europe, pouvoir exécutif, exclusivement chargé de faire observer le décret, pourquoi souffre-t-on qu'elle fasse de ce pouvoir un abus si criant ? Nous l'avons déjà insinué, et il faut s'attendre à tout quand l'hypocrisie et la cupidité se tiennent par la main. L'Angleterre est capable de faire elle-même la traite sous des pavillons simulés ou d'emprunt qu'elle prendrait aisément sur le fait, soutenant ainsi *per fas et nefas* la population de ses colonies, quand elle s'acharne à convertir celles d'autrui en déserts.

## §.IV.

*Guyane Anglaise.*

AUCUNE guerre ne finit sans que l'Angleterre accroisse ses immenses possessions. Le dernier traité lui adjugea la plus riche portion de la Guyane hollandaise, dont elle s'était emparée en 1799. La Hollande n'a conservé que Surinam, où elle semblait avoir concentré toutes les ressources de l'industrie. Les autres portions de la colonie étaient cultivées avec moins de soins et d'attention. Les Anglais, qui savent féconder les terres les plus ingrates, ne pouvaient manquer d'appliquer avec succès leurs judicieux procédés aux fertiles provinces d'*Essequibo*, de *Berbice* et de *Démérari*. Elles produisent, sous leur administration, d'énormes quantités d'indigo, sucre, coton, rocou, etc. Le café de la Guyane passe pour le meilleur qu'il y ait au monde, après celui de Moka. Nulle part le giroflier et le cannellier de l'Inde n'ont donné d'aussi bons produits.

*Essequibo*, sur le confluent de l'Essequibo et du *Courna*, n'est qu'un bourg mal peuplé; mais les environs présentent l'aspect le plus



animé. Tout est couvert de plantations, et l'empire des cultures s'étend avec rapidité.

Les bords du *Démérari* sont d'une étonnante fertilité, et les prodigalités d'un luxe fastueux annoncent la richesse de ceux qui les cultivent.

La *Berbice*, défendue du côté de la mer, par le fort Nassau, que les Anglais ont réparé, arrose de belles plaines couvertes de cotonniers et d'autres arbres utiles. L'industrie a de nouvelles conquêtes à faire dans cette partie de la Guyane.

La population est d'environ cent mille âmes, dont les neuf dixièmes sont des esclaves africains. Un nombre à peu près pareil d'habitans peuple la colonie restée à la Hollande. Dans l'une et dans l'autre, tout annonce le mouvement, la vie et la prospérité; mais c'est vraisemblablement pour l'Angleterre que les Hollandais améliorent et agrandissent leurs cultures dans la province de *Surinam*. A la première rupture entre les deux couronnes, la colonie hollandaise ira se fondre dans le domaine britannique. La Guyane française éprouverait le même sort, en cas de guerre entre les deux nations; mais notre administration manœuvre de manière à ne point tenter la cupidité de ce dangereux voisin. Notre portion de la Guyane n'est qu'un désert. Quand on reproche cette incurie à ceux qui tiennent le ti-

mon , ils décrivent cette colonie et la peignent des plus noires couleurs. Remettons sous leurs yeux , et faisons graver sur toutes les portes du ministère de la marine , les paroles suivantes d'un patriote éclairé.

• La nature n'a pas traité Cayenne avec moins  
 • de faveur que Surinam : mais l'ignorance , si  
 • commune chez les hommes d'état fran-  
 • çais ; la présomption , compagne de l'ignorance ;  
 • enfin , la puissance combinée de la routine et  
 • de l'intrigue , ont toujours enchaîné les hommes  
 • éclairés et entreprenans qui ont proposé les  
 • vrais moyens de faire sortir cette colonie de sa  
 • trop longue enfance. (*Géographie universelle*  
 • de M. Malte-Brun , 5<sup>e</sup> vol. , page 721. )

Le même auteur propose , à la suite de ce passage , divers moyens d'amélioration ; mais on a beau crier , l'administration se montre imperturbable. Il est vrai que le conflit de deux partis contribue à ses indécisions , et peut , jusqu'à un certain point , les faire excuser. Pendant que l'un de ces partis fait l'éloge de la Guyane française , et la peint comme susceptible d'une haute prospérité , l'autre en fait un séjour infernal. Suivant ce dernier parti , ce serait un meurtre que d'y envoyer des malheureux ; ils n'y trouveraient que

la misère et la mort. Un trop fameux exemple est perpétuellement cité à l'appui.

Entre des opinions si opposées le choix est embarrassant. Mais ne pourrait-on pas instituer une espèce de conseil colonial, au moins temporaire, dans lequel on admit les sectateurs les plus marquans des deux opinions? Rapprochés et s'expliquant de vive voix, ils finiraient peut-être par s'entendre : nous voulons dire que les ennemis de cette colonie avoueraient enfin que si d'autres essais ont mal réussi, c'est que l'administration fut imprévoyante, et là, comme partout, dupe de sa parcimonie.

Nos hommes d'état sont toujours cramponnés à une singulière maxime; c'est qu'en fait d'établissements coloniaux, il ne faut jamais innover. S'il en est ainsi, que le monde commercial se livre à la joie, l'Angleterre touche à sa ruine, puisqu'elle réorganise en ce moment, sur un plan nouveau, tout son système colonial. L'Espagne aussi s'est retranchée dans l'immobilité; nous avons vu avec quel succès. Nos gouvernemens regardent sans doute les colons comme des automates inaccessibles aux lumières et au désir d'un mieux. Ils s'imaginent que les Guadeloupiens et les Martiniquais ont dormi durant nos

révolutions. Aussi leur a-t-on religieusement rendu le régime conçu sous Louis XIII. Il ne fallait donc pas leur faire connaître 1815 avec ses appendices, l'espionnage, la délation, les vexations de toute espèce. Le croira-t-on? la première de ces colonies gémit encore sous le poids de ce régime odieux. 1815 passa rapidement le Cancer; le 5 septembre est resté en-deçà. Est-ce là le moyen d'affectionner à leur mère-patrie des colons vifs, spirituels, éclairés?

Lorsqu'il est question d'envoyer outre mer un administrateur, on examine à Londres si l'homme convient à la colonie : à Paris et à Madrid, si la colonie convient à l'homme. Vaque-t-il un de ces emplois? mille prétendans mettent en campagne leurs protecteurs. On balance long-temps ses titres : enfin le choix est fait; tout le monde s'en étonne.

« C'est un homme faible, décrépité, sans caractère, et qui ne saurait transiger avec aucune idée qui ne date au moins de deux cents ans. Il sera le jouet du premier intrigant qui saura, par des flatteries et par des démonstrations d'un zèle faux, s'emparer de son esprit et capter sa confiance. Il ne fera que des mécontents et des sottises. »

« Cela se peut bien, répond le nominateur;

» mais je ne suis pas libre, des recommanda-  
 » tions supérieures m'enchaînent. On fait valoir  
 » que c'est un brave homme ruiné qui a souffert  
 » pour la bonne cause ; enfin , je me ferais de  
 » redoutables ennemis si, dans ce choix, je ne  
 » consultais que l'intérêt de la colonie et la voix  
 » de ma conscience. »

Il fallait, comme dit l'autre, un calculateur ;  
 la place échut à un comédien ; et puis on s'étonne  
 de la langueur qui se perpétue dans nos établis-  
 semens coloniaux.

C'est principalement à l'occasion de Cayenne,  
 où l'impéritie laisse tant de trésors enfouis, que  
 nos hommes d'état se retranchent dans l'éternelle  
 objection que nous avons déjà combattue au  
 commencement de cet ouvrage.

• Après qu'on se serait épuisé pour cet éta-  
 » blissement, il deviendrait la proie du vautour  
 » britannique. » C'est ce qui motive et justifie  
 notre inaction.

Ainsi dit, en fatalistes résignés, sans rien pré-  
 voir, sans rien prescrire, ils s'abandonnent au  
 cours des événemens. Sully n'eût point enve-  
 loppé sa tête pour s'épargner l'aspect du danger ;  
 Richelieu aurait fièrement relevé la sienne, et de  
 menacé serait devenu menaçant. Quoi ! la France,  
 avec des immenses ressources bien dirigées, avec

les puissans appuis qu'un même intérêt lui assure en Europe et au-delà de l'Atlantique, n'aurait pas le moyen de faire respecter ses établissemens coloniaux ! Désespérer du salut public dans la position avantageuse où la France se placerait sous la direction du talent, ce serait faire un aveu qu'on nous dispensera de qualifier.

Nous venons de laisser l'Angleterre dans la Guyane, où elle est, comme partout ailleurs, prépondérante, active, industrielle, et menaçante pour tout ce qui l'entoure. Il est temps de regagner l'Europe, où son ambition nous fera tracer des tableaux aussi variés qu'intéressans.

#### ARTICLE VI.

##### *Ambition de l'Angleterre dans les mers d'Europe.*

Nous venons de voir l'Angleterre s'établissant en Asie, en Amérique et en Afrique, sur tous les points qui peuvent la rendre maîtresse exclusive du commerce. Négligera-t-elle, en Europe, cette partie essentielle de son plan ? Il nous sera facile de prouver que dans nos mers du nord, comme dans la Méditerranée, elle a profité de toutes les conjonctures pour asseoir sur des bases solides l'édifice de sa domination.

§. I<sup>er</sup>.*Mer du nord de l'Europe.*

Il y a très-long-temps que les Anglais cherchent à fonder dans la Baltique un nouveau Gibraltar. Pendant notre révolution, ils avaient jeté les yeux sur l'île Rugen, excellente position militaire, site non moins heureux pour approvisionner les contrebandiers de la Poméranie; mais les Français, en 1806, dérangèrent cette combinaison.

La Suède doit aux Anglais l'avantage de n'être pas entrée en guerre avec un redoutable ennemi. Si, pour prix de leur protection, ils ne peuvent obtenir d'elle quelque île conforme à leurs vues, ce ne sera point leur faute. Quel avantage pour ces insulaires d'avoir dans la Baltique un refuge pour leur marine militaire et marchande! Ils s'y fortifieraient de manière à braver, en temps de guerre, toutes les puissances du Nord; vainement, quand la paix serait rétablie, elles couvriraient leurs côtes de douaniers, la corruption, qui est leur principal auxiliaire, inonderait ces mêmes côtes de tous les produits naturels ou industriels dont on prohibe l'introduction. Nous

devons présumer que la Suède et le Danemarck sentent le danger de laisser établir dans leur voisinage une nation pour laquelle il n'est rien de sacré dès qu'il y va d'un lucre. Mais pour n'avoir pas encore réussi, l'Angleterre ne désespère point. Elle a sur les autres puissances de l'Europe, l'immense avantage d'agir d'après un plan fixe, qui, depuis plus d'un siècle, lui sert invariablement de régulateur. Elle joint au mérite de saisir les à propos, l'art de les faire naître et la patience de les attendre. La plupart des autres gouvernemens n'ont qu'une politique incertaine, variable. C'est le besoin du moment qui règle leurs déterminations. Faire, défaire, refaire, voilà leur allure. Une éternelle médiocrité, quelquefois même de grands revers sont le prix de ce défaut de système, L'Angleterre, mieux avisée, ne laisse échapper aucun des événemens que les révolutions et la politique amènent sur la scène du monde.

C'est ainsi qu'en 1808, elle saisit l'occasion de s'emparer d'Héligoland, qui appartenait aux Danois. Cette île leur convenait à tous égards. Elle a deux ports, qu'on s'est hâté de fortifier. C'est une station commode pour la marine anglaise, qui de là peut gêner le commerce de la Baltique. Cette position commande aussi les bouches de



l'Elbe et du Weser. Hélioland est un vaste entrepôt de marchandises anglaises, un rendez-vous pour les contrebandiers westphaliens et saxons.

Indépendamment des ports et des rades sans nombre qui bordent la côte méridionale de la Grande-Bretagne, elle s'est depuis long-temps approprié l'archipel de Jersey, à quelques lieues de la côte de Normandie, et, à la honte de la France, l'Angleterre conserve encore ce repaire de pirates et de contrebandiers!!! Rien ne fait plus de tort à nos manufactures et à nos fabriques.

L'Angleterre, dont l'ambition s'étend partout, a plusieurs fois tenté de s'établir à Belle-Isle sur mer, d'où elle intercepterait à volonté notre petit cabotage, pendant qu'elle ruinerait par la contrebande, les fabriques de la Bretagne et du Poitou.

## §. II.

### *Ambition de l'Angleterre dans la Méditerranée.*

On a déjà vu l'Angleterre, faire une tentative sur le beau port d'Alger, dont la conquête amènerait bientôt la réduction des ports de Tunis et de Tripoli.

En attendant que quelque amiral remplisse mieux que lord Exmouth les ordres secrets du cabinet de Londres, l'Angleterre tient déjà les principales clefs de la Méditerranée.

L'imprenable Gibraltar, qu'elle vola aux Espagnols, en 1704, commande l'entrée de cette mer, et vomit des marchandises anglaises sur l'Andalousie et sur la côte de Maroc.

CORFOU domine l'Adriatique, tient en respect Venise, Trieste, Cattaro, Raguse, et tous les ports napolitains situés sur cette mer. Grâce à cette heureuse position, ni les côtes de l'Italie méridionale, ni celles de la Grèce, ne peuvent manquer de marchandises britanniques.

MALTE, au centre de la Méditerranée, procure le même avantage à la côte correspondante d'Afrique, à la Sicile, aux Calabres.

Cette île élevant sa tête orgueilleuse sur toutes les mers qui l'entourent, offre un abri commode, un port admirable à la marine anglaise; mais si elle réunit le double avantage de la force et de la situation géographique, elle manque d'un sol productif. Malte n'est qu'un rocher aride. Les habitans et la garnison ne vivent que de substances importées.

La nourricière naturelle de Malte, c'est la célèbre île aux trois caps, si chère aux Carthaginois,

qui la disputèrent long-temps aux Romains. Nous allons voir qu'elle n'a pas moins d'attraits pour les Carthaginois de nos jours.

Lorsque Napoléon conquiert Naples, l'Angleterre alarmée accourt au secours de la Sicile, et rendit inabordable pour le vainqueur les gouffres de Carybde et de Scylla. Pendant qu'elle veillait à la sûreté de l'île, elle eut tout le loisir d'en apprécier la valeur. Elle admira son heureuse situation au centre de la Méditerranée et à quelques lieues de Malte; la salubrité de l'air qu'on y respire, son étonnante fécondité, ses fruits savoureux, ses vins exquis; ses fromens, lui inspirèrent l'idée très-naturelle d'en faire le grenier de Malte, de Gibraltar, de Corfou, et même au besoin de la mère-patrie.

Lord Bentinck s'attachait dès-lors à se faire un parti dans l'île, et à le grossir sans cesse aux dépens de l'autorité royale. L'histoire conservera le souvenir de toutes les humiliations auxquelles fut soumis le légitime souverain, également opprimé par ses protecteurs et par une indisciplinable oligarchie. Les barons siciliens, profitant de l'appui de l'Angleterre, font revivre une ancienne constitution qui les rendait à-peu-près indépendans de la couronne; mais cet ancien pacte, exhumé des archives des seigneurs, ne

remplissait point les vues de l'Angleterre, qui se proposait de *britanniser* les Siciliens. Une constitution tout anglaise leur est proposée par le noble lord, qui, pour les décider à l'adopter, offre d'en faire garantir l'inviolabilité par son gouvernement.

Comme les meneurs qui servaient d'instrumens à l'Angleterre, avaient raison de craindre que le roi, redevenu libre, ne refusât de sanctionner cet acte constitutif, l'offre d'une garantie contre leur souverain, les décida, et la constitution fut proclamée. Le fils du roi, qui était alors censé gouverner l'île, promit de respecter cette espèce de charte.

Quand le roi s'est vu rétabli sur son trône, il a, comme de raison, déclaré nul cet acte qui, par ses conséquences comme par son origine, doit lui paraître suspect.

Quelques barons siciliens, apparemment ceux qui sont à la tête de la faction anglaise, prennent aussitôt feu; et ils adressent au gouvernement anglais un *Appel* ainsi conçu :

*Appel des Siciliens à la nation anglaise , garante de la constitution violée par le roi de Naples.*

LES Siciliens jouissaient d'une constitution depuis le douzième siècle, époque de la conquête de leur île par les Normands. La forme du gouvernement y était entièrement différente de celle du royaume de Naples; enfin cette forme subsista toujours, lors même qu'un seul monarque réunit les deux couronnes.

Le temps qui altère tout, réduisit insensiblement cette constitution à la prérogative de voter en parlement des subsides pour le roi, et de nommer douze de ses membres pour administrer les revenus de l'État.

Cependant, les Siciliens s'estimaient encore heureux de conserver ces restes précieux de leurs anciens droits, et ils veillaient soigneusement à les faire observer par les rois de toutes les dynasties qui régnèrent sur eux.

Le roi actuel, Ferdinand IV, à son avènement au trône prêta le serment prescrit de respecter la constitution et de la maintenir. Mais, en 1811, il voulut lever un impôt sur la Sicile, sans le concours du parlement; tous les barons du

royaume, n'écoutant que leur devoir, protestèrent, avec respect, contre un acte aussi arbitraire que despotique. Cinq d'entre eux furent enlevés et relégués dans les forts des îles voisines, où ils éprouvèrent des rigueurs et des cruautés inouïes dans les pays policés. L'intervention de l'Angleterre et du lord William Bentinck les rendit à la liberté; cette justice fut suivie du rejet de l'impôt.

Peu de temps après, le parlement s'assembla; les barons s'y défirent, de plein gré, de leurs droits féodaux; mais comme la constitution était basée sur ces mêmes droits, le parlement, d'une voix unanime, convint de les modifier, et d'assimiler sa constitution à celle de la Grande-Bretagne. Cet acte solennel fut accompagné du serment du prince héréditaire, vicaire-général du roi; la nouvelle constitution approuvée par les barons et le peuple, fut reçue par tous comme un objet précieux, inviolable et sacré.

Tandis que le parlement travaillait sans cesse à rendre à la Sicile son ancien lustre et sa prospérité, la chute de Napoléon détermina le roi à reprendre, des mains de son fils, les rênes du gouvernement. Il convoqua le parlement en juillet 1814, et y renouvela son serment d'observer la constitution; il promit que, dans son éloigne-

ment « il verrait toujours avec les yeux d'un père »  
 » cette loyale et bonne nation , qui l'avait accueilli  
 » deux fois dans son malheur , et dont le dévoue-  
 » ment l'avait porté à ne se soustraire à aucun sa-  
 » crifice pour repousser les tentatives de l'ennemi  
 » commun sur la Sicile ; » et , dans le dessein d'a-  
 » jouter à l'éclat de sa reconnaissance , le roi déclara ,  
 » qu'au milieu de tant d'exemples d'infidélités  
 » parmi ses autres sujets , il ne s'était jamais  
 » rencontré un seul traître en Sicile . » Sur cela ,  
 priant l'Être-Suprême de les avoir en sa sainte  
 garde , il quitta Palerme , pour aller reconquérir  
 paisiblement le royaume de Naples , envahi par  
 les troupes autrichiennes .

Mais , de ses sermens et de ses promesses , que  
 reste-t-il aux malheureux Siciliens ? Rien que le  
 souvenir qu'il les fit , et la funeste certitude qu'il  
 les viola ! Oui , il fut infidèle à ses sermens , du  
 jour où il émana de son trône ce décret dans  
 lequel , au mépris de la garantie anglaise , il déclara :  
 « Que le royaume de Sicile ne doit à l'avenir  
 » être considéré que comme une province de  
 » Naples . . . » De Naples !! qui le trahit deux fois ,  
 et le força de chercher un asile chez une nation  
 qu'il veut soumettre à ce peuple , de Naples !! qui  
 prêta serment à tous les usurpateurs qui s'y sont  
 présentés ! O changement , que nous n'avions

Jamais pu croire ! Le roi , à qui nous offrîmes nos fortunes , notre hospitalité contre ses propres sujets , ligués avec ses ennemis , nous opprime ! nous sacrifie à la vengeance de ces mêmes Napolitains ! Il récompense la trahison et punit la fidélité ! La Sicile accuse moins son roi , qui l'oublie quand ses revers sont finis , que ces perfides conseillers et favoris qui , au lieu de répéter au vieux monarque que la reconnaissance des souverains envers les peuples fidèles , est une vertu qui raffermir le trône , tentent chaque jour d'effacer de son cœur le souvenir des sacrifices que faisaient les Siciliens dans le temps que ces mêmes ministres et leurs complices cherchaient à surprendre cette île , qui , par sa position , lui donne une influence si prépondérante dans la Méditerranée.

Juste et illustre Bentinck ! dont le nom et les vertus seront toujours chers à Gènes , et à l'Italie entière ! c'est votre témoignage que la nation sicilienne invoque sur ces hommes , seuls auteurs sans doute de ces injustices nationales qui répugnent au cœur de tout Anglais , aussi ennemi de la tyrannie que des factions ! Tous ces actes qu'ils conseillent au roi sapent les fondemens de cette constitution chère à la Sicile , et garantie par l'Angleterre. Vous vîtes ces mêmes hommes



semer des troubles parmi nous. Votre présence les éloigna, à cause de cet esprit de faction qu'ils répandaient dans notre île, et qui compromettait le salut de l'armée britannique confiée à votre commandement! Vous seul sâtes connaître et trancher le fil de leur trame, en conseillant au roi de les éloigner de sa présence, et de les bannir même de la Sicile, où ils prodiguaient des subsides anglais pour assurer le succès de leur perfidie. Ce même duc d'A..... est aujourd'hui l'instrument aveugle de la vengeance des ministres qui surprennent la religion du monarque, abusant de sa bonne foi, pour le malheur de deux royaumes qu'ils ont désunis.

Ne dirait-on pas qu'ils veulent venger la mort de Murat, en excitant une guerre civile entre deux peuples, l'un parjure, et l'autre resté fidèle, en donnant au premier la toute-puissance, au second l'esclavage? La Sicile le demande à ces indignes favoris qui trahissaient le roi dans l'infortune, et qui se pressent autour de son trône, quand la fortune lui sourit? Quelle condition plus humiliante Murat nous eût-il imposée, si, profitant des perfidies que leur haine pour les Anglais leur faisait tramer, ils nous eût soumis par la victoire?

Est-ce donc au dix-neuvième siècle, quand

une nation prétend jouir de ses droits, quand ils sont reconnus par son souverain, garantis par la Grande-Bretagne, que des ministres fouleront à leurs pieds cette constitution victorieuse de sept cents ans, et; ce qui ajoute à son prix, semblable à celle de la nation anglaise? Non : nous ne le souffrirons jamais ! Et il nous sera permis de rappeler au monarque, que notre serment envers lui fut le même que celui des Aragonais qui régnerent sur notre île. « Nos, che valemos, » tanto como vos, y che pedemos mas que vos, » vos azyemol nuestros rey; y señor, con tel, » che guardies nuestros fueros, si no, Non. »

Les Siciliens auraient déjà opposé à de tels actes, cette résistance qui appartient de droit à toute nation qui est injustement opprimée. Notre histoire, à ce sujet, est fertile en exemples effrayans, et pour les rois et pour les ministres pervers, si les uns et les autres avaient assez de temps et de volonté pour la méditer. Les vèpres siciliennes leur apprendraient quelle horreur l'esclavage nous inspire ! et que chez nous les femmes même savent s'armer et surtout garder le secret, lorsqu'il peut être utile à la patrie et funeste aux oppresseurs.

Que les habitans de l'heureuse Capannie et les courtisans efféminés de l'antique Parthenope gou-

rent dans leur stupide indolence , les délices de Capoue , l'aménité de Baya et de Soriento , pour se consoler des outrages et des fers que leur fit porter toute nation qui essaya de les subjuguier , même les quarante aventuriers normands !

Les Siciliens , à leur tour , se borneront à conserver dans leur mémoire les faits éclatans de leur aïeux , contre tous ceux qui essayèrent d'anéantir leurs droits et privilèges. Et quel que puisse être le succès que le sort garde à leurs efforts , ils ne regretteront jamais d'avoir donné deux fois un asyle généreux au roi qui les outrage , et qui n'a pu soutenir l'aspect d'un seul régiment français par cela même qu'il était trahi par ses courtisans , ses favoris français et ses ministres napolitains.

Les Siciliens , dignes de leurs ancêtres , auraient déjà opposé la force à l'injustice , tout leur sang eût-il dû couler. Leur résolution désespérée fut suspendue à l'idée qu'une telle violation de leurs droits était l'ouvrage de ce fameux congrès de Vienne , où tant d'injustices envers des peuples divers furent consommées. Ainsi , avant que leur indignation éclate , ils protestent solennellement aux yeux de l'Europe entière contre ses actes , aussi attentatoires à leur constitution qu'à la garantie de l'Angleterre. Et en attendant

ce moment propice , que l'oubli des sermens envers les peuples , amène toujours , ils invoquent la protection de la Grande-Bretagne et du prince qui glorieusement la gouverne. C'est d'elle seule , c'est de lui-seul , que la Sicile tenait sa sage indépendance , qui lui présageait son bonheur futur.

Magnanime prince ! vous dont la Providence se servit pour abattre le plus redoutable des conquérans ! vous , dont la sagesse réunie à la puissance préserva notre île de ses ravages ! daignez , grand prince , entendre les voix plaintives de douze cent mille habitans de la Sicile ! Ils attendaient de leur constitution la justice , le repos et la liberté , comme l'Angleterre , qui ne fleurit qu'en respectant la constitution qu'elle s'est donnée. C'est à vous , prince , c'est à la loyauté anglaise de rappeler à notre roi la foi des sermens.

Le joug des Maures brisé par nos aïeux , nous semble préférable à l'injustice de n'être plus comptés que comme province esclave du royaume de Naples , qui ne sait pas même se faire respecter par un seul canton de Barbarie !

Donné à Palerme , le 1<sup>er</sup> Février 1817.

Il ne tenait qu'au gouvernement anglais de prévenir l'émission de cette diatribe séditieuse. Le manuscrit en fut communiqué à des personnages très-influens. Quoique daté de Palerme, c'est à Londres qu'il fut imprimé, en anglais et en français. Depuis cette époque, un M. R. a publié contre la cour de Naples et contre son souverain, un libelle encore plus audacieux; et M. R. est pensionnaire du gouvernement anglais. Mais la politique bretonne n'a pas allumé cet incendie aux pieds de l'Ethna, pour le laisser éteindre; elle aura soin de le faire entretenir par ses agens et par les chefs du parti oligarchique, qu'elle a mis dans ses intérêts. La Sicile est donc pour l'Angleterre une pierre d'attente. Ses intrigues, ou le cours naturel des choses, ameneront à la fin quelque événement qui fera de la patrie d'Archimède et du fameux Denis une province anglaise.

Le lecteur a dû remarquer cette emphatique exclamation :

« Juste et illustre Bentinck, dont le nom et les vertus seront toujours chers à Gènes et à l'Italie entière! etc. »

On s'attendait à l'énumération des titres que le noble lord s'est faits à la reconnaissance de ces peuples; mais les barons les laissent deviner

à leurs lecteurs. Nous aurons plus de complaisance pour les nôtres.

En arrivant à la vue de Gênes, le 14 avril 1814, le noble lord fit arborer sur une montagne l'ancien pavillon génois, moyen de faire accroire à ce peuple que l'Angleterre n'armait que pour lui rendre son indépendance. Le pavillon génois disparut le lendemain, ce qui fut jugé de mauvais augure par les hommes réfléchis; mais la multitude tomba dans le panneau et regarda les Anglais comme ses libérateurs; c'est ce que voulait le noble lord, qui ne trouva pas cette petite astuce au-dessous de lui. Nous observerons que le sort futur de cette république ne pouvait être ignoré du cabinet anglais.

Qui pourrait décrire, à moins de l'avoir vu comme nous, l'ivresse du peuple génois, quand l'armée anglaise pénétra dans ses murs en vertu d'une capitulation? Non, jamais l'enthousiasme ne fut porté à ce degré d'exaltation; mais les Anglais surent bientôt le modérer.

Le noble lord n'avait capitulé qu'avec les Français. Il ne vint pas même à la pensée des magistrats de la ville qu'ils eussent rien à stipuler pour elle, avec des amis qui venaient les libérer au nom de la famille européenne. Les Anglais, abusant de la confiance de ce peuple, prétendi-

rent l'avoir conquis. En conséquence, ils s'approprièrent non-seulement la magnifique artillerie qui défendait les remparts de la place, mais toute propriété publique et mobilière qui leur tomba sous la main. Telle fut leur âpreté, que pour forcer la ville à racheter à prix d'argent la chaîne de leur bague, ils menacèrent de l'emporter avec eux, après avoir mis les forçats en liberté.

Ces procédés changèrent bientôt les *vivat* en malédictions. Mais la désolation des Génois ne connut plus de terme quand ils se virent amalgamés et fondus avec un peuple qu'ils méprisent et dont ils sont détestés.

Voilà des faits notoires, Au surplus, nous n'avons aucune envie de contester aux oligarques siciliens, que lord Bentinck ne puisse être adoré des Génois.

#### ARTICLE VII.

##### *Influence anglaise sur le continent d'Europe.*

Le but auquel l'Angleterre aspire, c'est-à-dire l'empire exclusif des mers et le monopole universel, intéresse tous les peuples, puisque ce système compromet leur liberté et menace leur

existence. Si son plan était aussi connu qu'il est réel, il n'est point de nation qui ne prit les armes contre l'ennemi de tous. L'Angleterre en est pleinement convaincue; et c'est pour distraire les peuples de l'Europe, pour les occuper d'autres soins, qu'après s'être insinuée dans tous les cabinets, elle en est insensiblement devenue la régente. L'intrigue, dont elle connaît tous les détours, lui a préparé les voies; et la corruption soutient l'œuvre de l'intrigue. Il n'est point de cour où elle ne stipendie quelque agent supérieur du pouvoir, rien ne s'y résout de si mystérieux qu'elle n'en ait immédiatement le secret. Veut-elle consommer sans obstacle quelque une de ces opérations majeures qui, trop remarquées, décélèrerait son but? elle dit à un peuple: « Romps la paix? attaque tel autre peuple, et venge-moi! » Fidèlement obéie, elle excite une guerre continentale qui ne captivera pas moins l'attention des spectateurs que des athlètes. Pendant cette lutte qu'elle prolonge à son gré, l'opération qui doit précipiter l'asservissement du monde, s'exécute à l'insu de tous. Elle est consommée, scellée, hors de toute atteinte, quand la nouvelle en arrive aux Européens surpris.



On regarde comme le fruit d'une politique savante et profonde, cet empire que l'Angleterre a pris sur les cabinets du continent. Tout son secret est dans les coffres de sa trésorerie.

Nous allons mettre sous les yeux du lecteur une pièce authentique et digne d'attention ; c'est le relevé des sommes que l'Angleterre a payées à diverses puissances depuis 1793 jusqu'à la fin de 1814, année par année.

*Etat de toutes les sommes payées par la Grande-Bretagne à des états ou puissances étrangers, à titre d'emprunt, ou de toute autre manière que ce soit, depuis le commencement de 1793 jusqu'à la fin de 1814, avec l'indication des époques de ces paiemens, et des états ou puissances qui les ont reçus.*

		Liv. sterl.	
1793	{ Hanovre. . . . .	492,650 l.	17 s. 11 d.
	{ Hesse-Cassel. . . . .	190,622	16 5
	{ Sardaigne. . . . .	150,000	» »
1794	{ Prusse. . . . .	1,226,495	» »
	{ Sardaigne. . . . .	200,000	» »
	{ Hesse-Cassel. . . . .	437,105	1 9
	{ Hesse-Darmstadt. . . . .	102,073	» »
	{ Bade. . . . .	25,196	5 7
	{ Hanovre. . . . .	559,375	11 3
		<hr/>	
		3,383,518	12 11.

	<i>Report.</i> . . . . .	3,382,518	12	11
	{ Allemagne, emprunt impérial ( acte 35, Geo. 3, c. 93 ). . . . .	4,600,000	»	»
1795	{ Bade. . . . .	1,793	15	3
	{ Brunswick. . . . .	97,721	13	9
	{ Hesse-Cassel. . . . .	517,492	11	2
	{ Hesse-Darmstadt. . . . .	79,605	5	6
	{ Hanovre. . . . .	478,347	17	6
	{ Sardaigne. . . . .	150,000	»	»
1796	{ Hesse-Darmstadt. . . . .	20,075	13	8
	{ Brunswick. . . . .	12,794	9	5
	{ Hesse-Darmstadt. . . . .	57,015	3	4
1797	{ Brunswick. . . . .	7,570	11	6
	{ Allemagne, emprunt impérial ( acte 37, Geo III, c. 59. ) . . . . .	1,620,000	»	»
1798	{ Brunswick. . . . .	7,000	»	»
	{ Portugal. . . . .	120,013	13	»
	{ Prince d'Orange . . . . .	20,000	»	»
1799	{ Hesse-Darmstadt, . . . . .	4,812	10	»
	{ Russie. . . . .	825,000	»	»
	{ Allemagne. . . . .	1,066,666	13	4
1800	{ Princes allemands. . . . .	500,000	»	»
	{ Bavière. . . . .	501,917	6	»
	{ Russie. . . . .	545,494	»	»
	{ Portugal. . . . .	200,113	15	4
1801	{ Sardaigne. . . . .	40,000	»	»
	{ Hesse-Cassel. . . . .	100,000	»	»
	{ Allemagne. . . . .	150,000	»	»
	{ Princes allemands, . . . . .	200,000	»	»
1802	{ Hesse-Cassel. . . . .	33,450	18	8
	{ Sardaigne. . . . .	52,000	»	»
	{ Russie. . . . .	200,000	»	»
		<hr/>		
		15,391,504	10	4

	<i>Report.</i> . . . . .	15,391,504	10	4
1803	{ Hanovre. . . . .	117,628	5	7
	{ Russie. . . . .	63,000	"	"
	{ Portugal. . . . .	31,647	4	1
1804	{ Suède. . . . .	20,119	4	11
	{ Hesse-Cassel. . . . .	83,303	19	5
1805	Hanovre. . . . .	35,540	14	6
1806	{ Hanovre. . . . .	76,865	2	4
	{ Hesse-Cassel. . . . .	18,082	2	11
	{ Allemagne. . . . .	500,000	"	"
1807	{ Hanovre. . . . .	19,899	4	2
	{ Hesse-Cassel. . . . .	45,000	"	"
	{ Russie. . . . .	614,182	16	4
	{ Prusse. . . . .	180,000	"	"
1808	{ Espagne. . . . .	1,497,873	6	10
	{ Portugal. . . . .		"	"
	{ Suède. . . . .	1,100,000	"	"
	{ Sicile. . . . .	300,000	"	"
1809	{ Espagne. . . . .	529,039	1	8
	{ Portugal ( emprunt 49,			
	{ Geo. III) c. 71. . . . .	600,000	"	"
	{ Suède. . . . .	300,000	"	"
	{ Sicile. . . . .	300,000	"	"
	{ Autriche. . . . .	850,000	"	"
1810	{ Hesse-Cassel. . . . .	45,500	3	3
	{ Espagne. . . . .	402,875	5	2
	{ Portugal. . . . .	1,237,517	19	2
	{ Sicile. . . . .	425,000	"	"
1811	{ Espagne. . . . .	220,689	10	"
	{ Portugal. . . . .	1,852,168	4	10
	{ Sicile. . . . .	275,000	"	"
	{ Souffrans de Portugal. . . . .	39,555	5	4

---

27,152,342 " 10.

	<i>Report.</i> . . . . .	27,152,342,	»	10	
1812	{	Espagne. . . . .	1,000,000	»	»
		Portugal, comprenant munitions qu'on ne saurait distinguer. . .	2,167,831	15	2
		Souffrans du Portugal.	60,444	14	8
		Sicile. . . . .	400,000	»	»
		Suède. . . . .	278,291	17	5
		Maroc. . . . .	1,952	2	7
1813	{	Espagne. . . . .	1,000,000	»	»
		Portugal. . . . .	1,644,062	17	2
		Sicile. . . . .	400,000	»	»
		Suède. . . . .	1,320,000	»	»
		Russie. . . . .	657,500	»	»
		Souffrans russes. . . .	200,000	»	»
		Prusse. . . . .	650,039	16	»
		Prince d'Orange. . . .	200,000	»	»
1814	{	Autriche. . . . .	500,000	»	3
		Maroc. . . . .	14,419	»	8
		Espagne. . . . .	450,000	»	»
		Portugal. . . . .	1,500,000	»	»
		Sicile. . . . .	316,666	13	4
		Suède. . . . .	800,000	»	»
		Russie. . . . .	2,169,982	2	8
		Prusse. . . . .	1,319,128	18	8
1814	{	Autriche. . . . .	1,064,881	13	4
		France ( <i>insurgés sans doute</i> ). . . . .	200,000	»	»
		Hanovre. . . . .	506,000	»	»
		Danemark. . . . .	121,917	16	»

Total. . . . . 46,089,461 l. 8s. 9d. »

Ou bien . . . . . 1,106,147,075 f. 70 c.

Joignons à ces énormes déboursés les frais

d'armement et d'entretien des flottes et des armées de terre qui ont été constamment en activité pendant ces vingt un ans ;

Les frais de la campagne de 1815 ;

Ceux de trahison et de corruption, qui ne sont jamais portés en compte ostensible, et dont le montant atteindrait, à ce qu'on dit, le budget annuel d'une des puissances du premier ordre, on demeurera convaincu que l'Angleterre a dépensé plus de deux milliards et demi.

Pourquoi tant de prodigalités ?

L'Angleterre jetait alors les fondemens de sa puissance. Elle s'emparait de toutes les positions maritimes qui peuvent lui garantir la possession exclusive du trident ; elle envahissait, vers nos antipodes, un continent plus grand que l'Europe ; elle subjuguait les plus riches régions de l'Asie ; elle révoltait l'Amérique pour l'asservir à son tour ; elle attaquait l'Afrique par plusieurs points de sa circonférence, et parlait déjà de l'effacer du tableau des biens communs. Mais si toutes ces opérations eussent été connues, l'Europe s'en serait avec raison alarmée ; quelque ligue maritime aurait mis obstacle à cet agrandissement inouï, ou du moins les puissances les plus prévoyantes seraient entrées en partage des pays dont l'Angleterre fai-

saît son domaine exclusif. Une guerre d'extermination, allumée en Europe, levait tous ces obstacles, en armant les uns contre les autres les peuples que ce grand intérêt aurait pu réunir. Aussi le gouvernement anglais l'a-t-il soigneusement entretenue, dût-elle, comme elle l'a fait, ruiner ses finances.

L'Angleterre avait un autre but; elle ne tendait à rien moins qu'à l'aneantissement de notre patrie, qui menaçait le despotisme, allié naturel du gouvernement anglais.

La première de ces combinaisons a été couronnée du succès. Pendant qu'elle faisait battre les peuples du continent, elle s'est élevée à une hauteur d'où elle s'imagine pouvoir, comme Jupiter, foudroyer sans danger quiconque lui disputerait l'empire; mais le second objet n'est pas encore atteint, puisque la France est restée debout, et, qui pis est, libre. Il ne reste à l'Angleterre qu'un moyen; c'est de renverser notre système constitutionnel, qui donne à la nation trop de lumières et d'énergie.

On demandera d'où l'Angleterre a pu tirer les immenses valeurs qu'elle a versées sur le continent.

C'est le continent lui-même qui les lui avait fournies, en paiement de ses produits industriels

et coloniaux : d'autres l'ont dit avant nous ; mais puisque cette vérité paraît n'avoir pas fait assez d'impression , elle mérite quelques développemens. Il importe de découvrir pourquoi les puissances continentales sont toujours obérées et réduites à tendre la main au gouvernement anglais.

Un énorme état militaire contribue sans doute à ce triste résultat ; mais le mal n'est pas aussi grand qu'il le paraît au premier coup-d'œil , si cette dépense n'épuise que le trésor ; et c'est ce qui arrive quand les fonds se consomment et restent dans le pays : il circule alors une plus grande masse de valeurs , et le contribuable a de quoi payer de nouveaux impôts. Mais quand le signe , en sortant du trésor , ou de la bourse du contribuable , passe les frontières , gouvernement et nation , tout s'appauvrit à la fois.

Rien ne fait exporter plus de numéraire que les denrées coloniales , devenues , pour les Européens , objets de première nécessité. Il s'en suit que toute nation privée de colonies , tend à s'appauvrir , à se ruiner , à moins qu'elle ne fasse rentrer par des exportations , les valeurs que l'acquisition de ces denrées fait sortir.

Supposons que les domaines autrichiens consomment pour 40 millions de sucre , café , etc. , etc. ,

et que les exportations ne rappellent que la moitié de cette somme, l'Autriche perd tous les ans 20 millions. Tout son numéraire, à la longue, s'écoulera par cette brèche.

Ce principe admis, que chaque puissance compare les sommes que les denrées coloniales font sortir de chez elle, avec le produit de ses exportations, elle saura, d'un trait de plume, supposé qu'elle soit en perte, en combien d'années tout son numéraire aura disparu.

La balance de presque tous les peuples continentaux est à leur désavantage; qu'on veuille bien y faire attention : ce sont les produits importés chez eux qui les ruinent.

Nous trouvons dans un publiciste allemand (Gazette de Vienne, du 22 décembre 1819) des détails curieux, qui démontrent notre assertion. Les voici :

• Il résulte des données officielles émanées du gouvernement anglais, qu'il fut exporté, en 1818, sur le continent, pour 35,325,000 liv. sterl. de marchandises anglaises. Les fabricans de cette nation conviennent eux-mêmes qu'un tiers de ces marchandises se consomme en Allemagne, qui par conséquent en reçoit pour plus de 120



millions de florins. Suivant le *Journal de la Bourse*, il a été importé dans la seule ville de Hambourg, en janvier, février et mars 1819, trimestre où la navigation ne fait que commencer, 11,607 colis de marchandises, représentant une valeur de 125 millions de florins. Ici l'on ne porte point en ligne de compte ce qui a été déchargé dans les autres ports, ni ce qui est arrivé en Allemagne par la Hollande.

• Il passe tous les ans d'Allemagne en Angleterre 172 millions de florins, *uniquement pour les denrées coloniales*, café, sucre, épices, thé, tabac, etc.

• Suivant les meilleures données statistiques, l'Europe consomme, par an, 6,614,648 quintaux de sucre, valeur à peu près, en florins, ci. . . . . 331 millions.

1,314,550 quintaux de café. . . . . 87

226,600. . . *id.* . . poivre. . . . . 13

310,000. . . *id.* . . thé. . . . . 69

Tabac, riz, peaux, épices, substances médicinales, également tirées des colonies, pour 100

Total. . . . . 600 millions.

• L'Allemagne, pour sa part, consomme à peu près,

Sucre, pour. . . ( florins ) . . .	82,000,000
Café. . . . .	29
Poivre. . . . .	14
Tabacs, etc. . . . .	35
Thé. . . . .	14

---

Total. . . . . 172 millions.

---

• Et l'expérience a même prouvé que les indications ci dessus sont fautives et bien au-dessous de la vérité.

• Si à cette somme de . . . . . 172,000,000

On ajoute celle de . . . . . 126

de florins, qui sortent tous les ans d'Allemagne pour des marchandises manufacturées, on trouvera

la somme énorme de. . . . . 298

millions de florins que les Allemands paient annuellement à l'Angleterre, quand elle ne reçoit guère d'eux que quelques productions brutes.

• Notre commerce d'importation chez ces insulaires décline à vue d'œil, même celle du linge, autrefois si considérable. La seule Silésie fournissait jadis à l'Angleterre pour 10 à 11 millions de thalers de linge. Actuellement, elle ne lui en envoie plus que pour un million. En 1814, la Silésie

a fait passer dans la Grande - Bretagne 45,926 quintaux de fil de lin ; en 1815 , cette fourniture s'est réduite à 41,196 , et en 1816 , à 6,691 quintaux.

• Le prix des soieries , vins , huiles , fruits , etc. que l'Allemagne tire tous les ans de l'Italie et de la France ne s'élève qu'à 52 millions et demi de florins ; et cette sortie de fonds est facilement couverte par le débit des marchandises allemandes ; de façon que , de nos jours , c'est le commerce avec l'Angleterre qui offre pour l'industrie allemande une balance essentiellement ruineuse. •

Le voilà découvert et signalé jusqu'à l'évidence ce cancer affreux qui dévore l'Europe , et qui donne tant de sollicitudes aux potentats qui la gouvernent.

Dans leur détresse pécuniaire , les souverains s'imaginent que telles ou telles provinces jointes à leurs états , accroitraient leurs ressources. C'est une illusion ; car , avec de nouveaux tributaires , on aurait subjugué de nouveaux consommateurs de produits coloniaux. La même cause épuise le numéraire chez les peuples conquis et chez le peuple conquérant.

Prenons une des puissances qui n'ont point

de colonies, par exemple, l'Autriche et voyons où la conduit son système actuel.

A mesure que le numéraire s'écoule, la perception des impôts devient plus difficile. En vain le fisc épuise les rigueurs de son code barbare. Le mobilier du contribuable vendu, il faut se payer en denrées; et c'est d'argent que le gouvernement a besoin. Il faut en venir aux emprunts, et il n'y a pas à choisir. L'Angleterre pompe tout l'or du continent; elle prête, renouvelle, prête encore. Quand elle voit son débiteur tout-à-fait à sa merci, elle exige des garanties et prend hypothèque sur les domaines de la couronne; elle acceptera pour gage les fromens si recherchés de la Transylvanie et les vins généreux de Tockai. Elle a bien pris les blés des Algarves et le vin d'Oporto.

Les gouvernemens ressemblent, sous ce rapport, aux particuliers. Les uns et les autres, dès que l'usure les atteint, sont susceptibles de la plus étonnante dégradation. On verra l'Angleterre, d'abord influencer, ensuite dominer, enfin tyranniser le gouvernement autrichien. Elle lui arrachera des concessions, des franchises, soit pour les articles qu'elle importera dans le pays, soit pour les négocians anglais qui viendront s'é-

tablier à Vienne, à Eiumé, à Trieste et ailleurs.

Ces négocians ayant de l'or, et le pays en étant dépourvu, toutes les affaires passeront bientôt dans leurs mains; ils éclipseront le commerce national, et réduiront les négocians indigènes à n'être que leurs commis. Pour atteindre l'industrie locale, ils feront venir des îles britanniques tous les articles destinés à remplir les besoins de l'homme, et quand ils devraient d'abord sacrifier une partie de leur capital, ils vendront ces articles à vil prix, moyen certain de réduire à l'inaction les artisans indigènes. L'accaparement des matières premières consommera l'œuvre, et l'Angleterre enverra aux Autrichiens, comme elle fait débarquer à Lisbonne, à Porto, à Tavira, jusqu'à l'humble écuelle dans laquelle le paysan trempe sa soupe.

Il ne sera pas difficile à l'Angleterre de s'emparer des conseils et de diriger à son gré la politique d'un prince subjugué par la force du besoin, accablé sous le poids de ses engagements. Elle fera nommer des sujets britanniques à toutes les places marquantes et lucratives. C'est à Carlton-House que seront sanctionnés les projets conçus à Vienne; l'empereur d'Autriche n'y interviendra que par sa signature. On sent bien que

l'Angleterre n'aura besoin que d'un signe pour engager l'Autriche dans les guerres que son ambition voudra faire éclater sur le continent.

Eh quoi ! nous dira-t-on, la fière maison de Lorraine descendrait jusqu'à cet excès d'abjection ? N'en doutez point, lecteurs, la nécessité, disaient les païens, enchaîne tout, jusqu'aux dieux immortels. Telle sera la pesanteur du joug imposé au chef de cette maison superbe, qu'il s'estimerait heureux d'échapper à ses vampires en se sauvant à un autre Rio-Janeyro ; mais ce gouvernement n'a pas un pouce de terre hors de l'Europe.

Ce que nous disons de l'Autriche, nous pourrions tout aussi-bien le dire de la Bavière, de la Prusse, de toute l'Europe ; car c'est le point où l'Angleterre se propose de l'amener.

Les nations absolument méditerranées, telles que la Suisse, la Bavière, la Saxe, etc. sont condamnées, par leur situation géographique, à recevoir des étrangers les productions coloniales qui se consomment chez elles ; mais elles peuvent atténuer le mal et conserver long temps leur existence politique,

1°. En repoussant avec la plus extrême sévérité tout produit de l'industrie étrangère. Si ce

pays ne peut, à cet égard, se suffire, c'est qu'il est mal gouverné;

2°. En gênant, par de forts droits d'entrée, l'usage des denrées coloniales de pur luxe, telles que le café, le sucre, les épiceries, etc.;

3°. En remplaçant, autant que faire se peut, par des substances indigènes, les productions coloniales qu'emploient les arts et la médecine;

4°. En s'appliquant à grossir la masse des exportations.

Mais toute nation qui voit la mer, n'eût-elle qu'un port, est inexorable de rester soumise à un tribut si onéreux, puisqu'elle a le moyen de s'en affranchir.

Conçoit-on que la Suède et le Danemarck, puissances maritimes, bornent leur ambition aux chétifs établissemens qu'ils ont entre les tropiques?

Pourquoi la Prusse, dont la mer baigne les côtes depuis Memel jusqu'à l'embouchure de l'Oder, ne songe-t-elle pas à se libérer par quelque établissement colonial, du tribut qui l'épuise?

L'Autriche, aujourd'hui maîtresse d'un beau littoral;

Naples, si heureusement situé sur deux mers;

La Sardaigne, avec les deux beaux ports de Gênes et de Cagliari;

L'Étrurie même, et l'état de l'Église peuvent-ils se justifier de négliger de si beaux avantages, et de courir tête baissée à leur ruine quand ils ont le pouvoir de devenir propriétaires de ce qu'il leur faut acheter ?

On pourra nous objecter qu'il est bien tard, et que l'Angleterre a déjà dévoré ce qu'il y avait de mieux.

Il est vrai que l'ambition de cette puissance va se trouver à l'étroit dans cet univers; mais il s'en faut qu'elle ait occupé tous les points du globe où croissent la canne, le cacaoier, le caféier, etc. Les deux tiers de la côte occidentale et du sud-est de l'Afrique attendent encore des colons. Ce n'est pas les armes à la main qu'il faut s'y établir. La conquête n'est un droit que pour les brigands; et si elle est funeste aux peuples asservis, elle ne l'est pas moins à leurs oppresseurs. On s'est lancé au milieu d'eux par l'invasion, il faut s'y maintenir par la force; et l'opulente Cyprien coûte plus à garder qu'elle ne produit.

Il est un moyen plus honnête, plus légal et plus sûr de coloniser; c'est d'acheter des terres littorales, de se les faire concéder à des prix convenus par des princes qui n'en tirent aucun parti. Si, par une scrupuleuse exactitude à remplir ses engagements, on donne à ces souverains et à leurs



peuples l'exemple de la bonne foi ; si l'on n'abuse point de leur simplicité, de leur ignorance ; si on les fait même participer aux avantages qui résulteront de l'exploitation de leur territoire, ces peuples seront les amis, les appuis des colons. La meilleure politique, n'en déplaît à nos tortueux diplomates, c'est celle du cygne de Cambray.

Nous croyons avoir assez caractérisé l'influence que l'Angleterre exerce sur le continent d'Europe. C'est avec son or, ou plutôt avec le leur, qu'elle transforme quand il lui plaît nos souverains en ministres de ses vengeances, en gladiateurs toujours prêts à s'entregorger pour elle. Nous avons hypothétiquement suivi l'un de ces potentats jusqu'au fond de l'abîme où la politique anglaise le plonge. Le même abîme est sous les pieds de tous les autres.

#### ARTICLE VIII.

Supposons qu'un observateur, sans connaître les îles britanniques, parcoure, ainsi que nous l'avons fait, toute la surface du globe. Étonné de trouver à chaque pas des monumens de la

puissance anglaise, partout des colonies florissantes, partout des vaisseaux armés ou portant à la métropole, en échange de ses produits industriels, les trésors de tous les pays connus, ce voyageur pourra-t-il ne pas supposer que ce centre du mouvement qui vivifie l'univers et pour lequel tout se meut dans les deux mondes, doit être le siège de l'opulence, de toutes les jouissances qui peuvent flatter l'homme, du bonheur enfin, si le bonheur peut exister ici-bas?

Plein de ces images flattées, il prend terre sur l'une des rives de la Tamise. Qui peindrait son étonnement? Il n'aperçoit que des sourcils froncés, des visages soucieux. Des hommes du peuple rassemblés çà et là, paraissent désœuvrés et politiquent avec chaleur. Plus ou moins jeunes et forts, ils sont capables de travail; mal vêtus, ils annoncent le besoin de s'y livrer. Quelques équipages dignes de souverains fendent rapidement ces groupes de malheureux, et du haut de son char l'opulence laisse à peine tomber sur eux un regard incertain et distrait. Plus loin, notre observateur aperçoit une populace furieuse accourant vers un même point; il s'informe, c'est un meeting. Le torrent de la foule et la eu-

riosité l'entraînent au rendez-vous. Là, des orateurs, applaudis avec transport, font une vive peinture des maux qui accablent la nation. Si l'esprit de parti n'a point chargé les couleurs, il n'en est point de plus malheureuse dans l'univers. Mille sarcasmes tombent sur les ministres. Pour s'éterniser dans leurs emplois, s'écrie l'un des orateurs, et pour partager avec quelques heureux la fortune publique, il leur faut un parlement composé de lâches toujours prêts à leur vendre le droit d'opprimer la nation.

L'assemblée signe sur-le-champ une pétition énergique et reconduit chez eux en triomphe ses tribuns qui ont, dit-elle, défendu ses droits.

Quel effet produira cette pétition ?

Aucun, répond - on à l'observateur. Les ministres ne daigneront seulement pas la lire.

Ils se flattent sans doute de lasser la persévérance des réformateurs ?

S'ils ont jamais caressé cette illusion, l'expérience a dû les désabuser. Avant huit jours peut-être, de nouveaux meetings, plus orageux et plus alarmans, ne pourront être dissous que par la force publique.

Comment finira ceci ?

Je l'ignore. Tout bon Anglais craint qu'on

n'excède le peuple de manière qu'il se souvienne de sa force; si ce malheur arrive, tout est perdu.

Anglais, Anglais, qui saura vous définir? Si les calamités que votre ambition répand sur toute la terre habitable assuraient du moins votre bonheur, on ne vous accuserait que d'égoïsme; mais que penser d'une nation qui n'achète la haine universelle par tant d'efforts, que pour lutter éternellement chez elle contre la faim, contre la dureté du riche et contre les entreprises liberticides du pouvoir?

Les îles britanniques et l'empire-anglo-indien présentent de nos jours quelques traits de ressemblance. Aux bases des Gates et de l'Himalaya, comme aux bords de la Tamise, du Clyd et du Shannon, la rébellion semble être devenue l'état habituel de la société. Dans les deux États, les peuples luttent avec acharnement contre le pouvoir qui, toujours inflexible, ne connaît d'autre règle que l'arbitraire, et semble vouloir prouver que si l'opinion porte un sceptre, elle ne le doit qu'à l'erreur. Ce qui distingue les deux nations, c'est que l'Indien paraît n'être sensible qu'aux maux physiques. Ceux de l'imagination respectent son repos. Né dans la plus absolue dépendance, dès qu'il n'est point malheureux,

il bénit son destin. L'Anglais, nourri dès le berceau dans la haine des tyrans, joint au sentiment des maux réels les maux non moins cuisans que l'âme se fait à elle-même par la réflexion. Au sein des plus douces jouissances, s'il ne se croit point libre, il sera malheureux. Les grands ministres de la nation connurent sa maladie. En réunissant ses principales franchises au domaine du pouvoir ( présent funeste pour l'avenir ), ils laissèrent à la nation l'image consolante de la liberté. Le ministère actuel semble dédaigner l'appui de l'illusion. Protecteur déclaré de ce qu'on lui signale de plus abusif, il brave ouvertement le peuple, se fait investir, quand il lui plaît, de la dictature, et semble se promettre, à la faveur des baïonnettes, un triomphe constant. Les trois royaumes sont soumis de nos jours au gouvernement militaire, contre lequel des souvenirs ineffaçables inspirent de l'horreur à toute la nation.

Tout est en combustion dans les îles britanniques. La Haute-Écosse se soulève, et des meetings tantôt publics, tantôt clandestins, propagent dans les vallées la démagogie et la haine du gouvernement. En Irlande, les milices et la troupe de ligne ne peuvent plus contenir les redoutables rubaniers qui semblent avoir abjuré

la morale et renoncé aux bienfaits de la civilisation. Dans le Cumberland et autres provinces du nord, plusieurs milliers de mécontents tiennent dans des alarmes continuelles les manufacturiers et les propriétaires de biens ruraux. Ils sont en si grand nombre au centre de l'Angleterre, qu'entre les villes de *Manchester*, *Birmingham*, *Maclesfield*, *Nottingham* et *Derby*, plus de cent mille hommes peuvent se réunir dans l'espace de 36 heures, et de là marcher sur un point convenu, peut-être sur la capitale où les attendrait une populace avide de révolutions.

La cause la plus active du mécontentement des Anglais, c'est la misère qui provient elle-même du défaut de travail.

On a prodigieusement simplifié par des machines à vapeur, par des rouages et par des mécaniques ingénieuses, l'exploitation de l'étain de Cornouailles et de la principauté de Galles, l'extraction du charbon de terre dans le *Cumberland*, *Newcastle* et *Derby*, etc., les filatures, les tissages du coton et de la laine. De là le renvoi d'une infinité d'ouvriers qui n'ont plus d'occupation. C'est dans cette classe de malheureux qu'a pris naissance la faction des *Luddistes*, qui, pendant quelque temps, a détruit tant de mécani-

ques et de métiers. On ne parle guère plus de ces vandales, qui paraissent s'être fondus dans le parti des *radicaux*.

L'inconvénient des machines qui économisent les bras, se faisait moins sentir avant la paix, parce que l'Angleterre avait à pourvoir presque tous les marchés du monde. Le plus grand nombre des ouvriers trouvaient alors de l'emploi; et si les marins, dont les îles britanniques fourmillent; n'étaient point appelés à servir à bord des vaisseaux de l'État, ceux du commerce leur offraient une ressource assurée. A la paix générale, tout a changé. Chaque nation a repris ses droits, l'Océan a revu tous les pavillons, et l'Angleterre a perdu ce que les autres ont acquis. Une infinité de débouchés se sont fermés pour elle, ce qui devait nécessairement réagir sur la masse des fabrications. De là l'inaction d'une partie très-considérable de la classe ouvrière; et c'est ce qui explique pourquoi cette classe et celle des matelots voudraient que le temple de Janus ne se fermât jamais. L'engouement du peuple anglais pour Napoléon, engouement qui va jusqu'à l'idolâtrie, tient à la même cause. *Vive Bonaparte!* s'écrient les prolétaires anglais. *C'est lui qui nous faisait vivre!* c'est-à-dire qui ne lais-

sait jamais le monde en repos. Quel argument en faveur du système continental qui devait réduire cette nation aux abois !

La misère ne se présente nulle part sous un aspect plus hideux qu'à Londres; les rues et les places publiques sont quelquefois couvertes de malheureux des deux sexes, sur lesquels la police a toujours les yeux. Les constables ont soin de les dissiper; ils font conduire ceux qui blessent le plus la vue dans divers dépôts. Les ponts de Wesminster, de Black-Friars et de Londres, étaient encombrés, en 1817, de marins sans emploi, exténués, couverts de haillons, et implorant la commisération des âmes charitables. On disposa pour eux des pontons, où le lord maire les faisait enfermer en masse; mais d'autres venaient immédiatement les remplacer sur les ponts.

Dans cette crise pénible, on s'est imposé des sacrifices en faveur des malheureux. On a mieux doté les anciens établissemens appelés hospices. Il s'en est formé de nouveaux. La taxe des *parishes*, imposée sur les paroisses, a reçu de fortes extensions. On en fait monter le total à 8 millions sterling (environ 182 millions de francs), et cette masse énorme de secours, dans laquelle on ne fait point figurer ce que coûtent les hospices



et les prisons flottantes, laisse encore dans le besoin un assez grand nombre de nécessiteux, pour faire redouter leur influence sur le repos public !

On a fait une remarque peu honorable pour les plus riches, c'est qu'à peu d'exceptions près, ils se sont montrés moins généreux que les classes d'une fortune secondaire ou moyenne. Est-ce donc chez les pauvres que les malheureux, révoltés par la faim, iraient se livrer au pillage ?

On s'était depuis long-temps élevé contre l'abus des sinécures. Les murmures qu'il excite ont fait place à l'indignation universelle, quand il a fallu réunir toutes les ressources possibles pour apaiser la faim de tant de millions de mécontents. Le croira-t-on ? un seul sinécuriste, lord Camden, a effacé son nom du *livre rouge* anglais ; il jouissait d'une gratification annuelle de 23,000 louis. Les autres, sourds à la voix du peuple, aux réclamations des meetings, aux cris de tant de malheureux mourant de faim, s'obstinent à jouir de leurs pensions.

En voici la liste :

Noms.	MONTANT DES SINÉCURES.	
	livres sterling.	
Lord Arden . . . . .	59,000	
— Bathurst. . . . .	33,000	
— Cathcart . . . . .	14,000	
Le marquis de Buckingham . . . . .	23,000	
Le duc de Manchester. . . . .	14,000	
— de Richmond. . . . .	12,000	
Le comte Hardwick. . . . .	11,000	
Lord Lake. . . . .	10,000	
Sir W. Knox. . . . .	10,000	
Le comte Liverpool. . . . .	13,000	
Lord Eldon . . . . .	10,000	
— Harrowby. . . . .	4,000	
Le comte Westmorland . . . . .	3,000	
Le vicomte Sydmouth. . . . .	7,500	
— Castlereagh . . . . .	7,500	
Lord Melville. . . . .	10,900	
— Mulgrave. . . . .	3,160	
M. ***.	360	
	<hr/>	
Total. . . . .	225,420	l. st.

Il n'est aucun de ces dix-huit patriciens qui, de son chef, ait moins de 200 mille francs de rente. Ils occupent, en outre, les places les plus lucratives de l'administration : et à la face d'un peuple mourant de faim, ils ont le courage de

s'attribuer des gratifications pour 5,434,080 fr. Et tous les membres du cabinet figurent sur ce catalogue ! Il est difficile d'enchérir sur cet excès d'impolitique et d'égoïsme.

Au surplus, nous ne désignons ici qu'un très-petit nombre de sinécures : il y en a à l'infini.

La classe que nous appelons *aisée* mérite ce nom en France, depuis qu'une sage législation favorise la division des fortunes. Il y a beaucoup moins de pauvres, et le lien de la propriété attache un plus grand nombre de citoyens au prince et à l'État. En Angleterre, cette classe n'est guère moins à plaindre que celle des pauvres proprement dite. Deux causes la ruinent : l'excessive et constante cherté des choses nécessaires à la vie, et la rigueur des impôts qui deviennent tous les jours plus accablans. L'ingénieux fisc attaque de tant de manières les médiocres revenus provenant des cultures et de l'industrie, qu'il les absorbe presque en entier ; il faut donc que le contribuable meure de faim, ou qu'il accélère sa ruine en subissant la loi des usuriers. Si l'on ne s'affectionne à un gouvernement qu'en raison du bonheur qu'on goûte sous sa direction, la classe des petits propriétaires et celle des faibles capitalistes ne doit pas être éloignée de faire cause commune avec les réformateurs.

Environ deux cent cinquante maisons jouissent, en Angleterre, d'une fortune colossale, provenant de leurs terres. Nous citerons une vingtaine de ces propriétaires, en leur donnant la fortune que leur assigne le bruit public :

Le duc de Bedford . . . .	150,000 liv. sterl.
de Northumberland . . . .	150,000
de Devonshire . . . .	140,000
de Linster . . . .	70,000
de Rutland . . . .	80,000
de Norfolk . . . .	90,000
Le comte Grosvenor . . . .	90,000
Le marquis de Stafford . . . .	150,000
de Hertford . . . .	80,000
Le comte de Lonsdale . . . .	80,000
de Fitz-Williams . . . .	70,000
Dudly and Ward . . . .	150,000
Jersey . . . .	50,000
Le vicomte Anson . . . .	60,000
Le comte Powis . . . .	70,000
Le duc de Bucleugh . . . .	90,000
Le marquis de Lansdown . . . .	80,000
Le duc de Portland . . . .	80,000
Le comte Thanet . . . .	70,000
Le comte Bridgewater . . . .	80,000

---

1,880,000 liv. sterl.

Somme équivalente à 45,120,000 francs.

De combien de marquis français et de barons allemands faudrait-il joindre les capitaux pour arriver au revenu de ces vingt propriétaires anglais ? et presque toutes ces maisons ont, en outre, d'énormes capitaux dans la banque, dans des spéculations lucratives, ou dans des exploitations coloniales faites pour leur compte.

Que le mérite pauvre s'éloigne des côtes d'Albion : il y serait reçu avec dédain. Les Anglais n'estiment un homme que par sa fortune. Parle-t-on de quelque famille ? on s'enquiert d'abord de ses revenus ; et c'est sur le plus ou le moins de mille livres sterling de rentes que se mesure la considération. Il règne entre les riches une émulation-incroyable pour s'atteindre ou se surpasser. Fastueux dans quelques occasions d'éclat, les chefs des maisons restreignent aussitôt après leurs dépenses dans un cercle resserré, d'où le luxe est banni. Chacun se pique de laisser son fils plus riche qu'il ne l'est lui-même. L'une des clauses du testament qui a rendu si opulent le marquis de Stafford, l'oblige à acheter tous les ans pour une somme considérable d'argenterie et à la garder, tant le donateur craignait que son héritier ne dépensât la totalité de ses revenus.

Le sol de l'Angleterre, naturellement ingrat,

ne devient productif qu'à force de soins, d'intelligence et d'engrais. Qu'on évalue combien d'hectares d'un tel terrain il faut mettre en culture pour en tirer un revenu net de 45 millions. Vingt familles possèdent cette immense superficie. Les quatre cinquièmes du territoire appartiennent à la noblesse ou à quelques négocians dont le commerce a élevé la fortune au niveau de celle des rois. Le peu de terre qui reste dans la main des plébéiens leur échappe tous les jours. Rongés par l'usure et par des impôts excessifs, ils se dépossèdent en faveur des nouveaux enrichis qui, arrivant de l'Inde, et ne sachant que faire de leurs trésors, couvrent, pour ainsi dire, de guinées les petites propriétés qui entourent leurs premières acquisitions. Le peuple anglais tend donc à devenir un amas de prolétaires soumis au vasselage de quelques seigneurs.

La noblesse anglaise est généralement de fraîche date; pour un *Howard*, un *d'Argyle*, un *Percy*, grands noms depuis long-temps inscrits dans les archives de l'histoire, que de comtes et de baronets dont l'illustration ne date que de deux jours! Ils n'en sont pas moins orgueilleux. Chez eux règne une étiquette minutieuse dont il faut subir les lois et l'ennui.

S'il font l'honneur d'adresser la parole à un plébéien, c'est avec une morgue pédantesque et avec toutes les marques du mépris. On a remarqué que les plus impérieux et les plus ridicules sont ceux qui ont séjourné dans l'Inde. De retour en Europe, ils ne peuvent se persuader qu'ils ne sont plus entourés d'esclaves tremblans : mais à l'époque des saturnales anglaises, c'est-à-dire des élections, ces hommes qui, en fierté, vont de pair avec les princes immédiats d'Allemagne, changent bien de ton. On les voit se mêler humblement dans la foule, caresser les plus vils plébéiens du geste et de la voix, leur sourire avec affabilité : le peuple ne manque guère ces occasions d'humilier leur orgueil.

Si la noblesse anglaise, mieux avisée que la nôtre, embrassa le parti du peuple contre le despotisme royal, c'est que le despotisme osa l'attaquer elle-même de front. Elle sentit, dès le principe, qu'il fallait sacrifier aux plébéiens ce que le privilège féodal avait d'onéreux ; mais elle eut la vanité d'en conserver les hochets. Le prestige de la naissance, et, ce qui valait mieux, l'éclat d'une brillante fortune valurent aux nobles la conservation de l'empire qu'ils avaient exercé jusque-là sur les plébéiens. Ils se perpétuèrent sans contradiction dans les premiers emplois ;

mais ce que le pouvoir a de plus flatteur et de plus utile est graduellement devenu le partage exclusif de quelques maisons, et ne sort plus de ce cercle étroit. Elles ont tour-à-tour possédé le secret de l'État et participé à l'établissement du système politique de la cour de Londres. Voilà pourquoi ce système est invariablement suivi dans quelques mains que tombent les portefeuilles. Malheur au ministère qui oserait déroger à ce code de l'ambition, devenu l'évangile du gouvernement ; il verrait fondre sur lui toute la faction olygarchique, dans laquelle le prince prend ses guides et ses conseils.

La constitution britannique avait très-sagement divisé et balancé les pouvoirs ; mais comment l'équilibre se serait-il soutenu devant une si puissante noblesse ? Elle a tout envahi.

Une loi d'élections défectueuse et la corruption rendent l'olygarchie maîtresse des électeurs et des élus. Ceux-ci sont tirés ou dépendans du corps de la noblesse. Il ne peut donc émaner de la chambre, qui est censée représenter le peuple, aucune proposition qui contrarie les vues de l'aristocratie.

Si ce cas arrivait, la proposition viendrait échouer dans la chambre des pairs, où l'olygarchie est souveraine. Le bill d'émancipation des



catholiques n'a été rejeté cette année, dans la chambre des communes, qu'à la majorité de deux voix. Supposons que l'an prochain la justice et la raison triomphent, dans cette chambre, de l'intolérance et de l'esprit de parti, les malheureux Irlandais n'en seront pas plus avancés. Le bill tutélaire viendra expirer sur le bureau de l'autre chambre, où les vieilles maximes ne sont pas moins héréditaires que les dignités. C'est ce que l'on a vu dans la même session. En vain lord Grey et l'évêque de Norwich ont éloquemment plaidé pour les catholiques, une forte majorité a perpétué leur oppression. Ce qui a étonné le monde, c'est que lord Wellington ait été, dans la chambre des pairs, l'un des plus ardens appuis du despotisme religieux qui pèse sur ses compatriotes. A-t-il oublié que ses lauriers sont teints de sang irlandais? Que serait-il devenu si, à Salamanque, à Toulouse, à Waterloo, les Irlandais avaient tourné le dos à l'ennemi? N'est-il pas juste qu'ils jouissent des avantages sociaux dans une patrie qu'ils savent si bien défendre?

Voilà donc la puissance nobiliaire parfaitement cimentée, puisque sur les trois branches du pouvoir, elle en a deux. La troisième ne pouvait échapper à son ambition.

Nul ne peut aujourd'hui se faire illusion sur la dépendance dans laquelle le pouvoir royal est tombé. La fraction régnante de l'oligarchie a d'abord miné ce pouvoir avec quelque ménagement; mais, sous le dernier règne, elle a profité de l'indisposition mentale du roi pour agir indépendamment de sa volonté. Le prince n'est plus qu'une ombre; c'est l'oligarchie qui exerce ses prérogatives; elle les exerce, sans lui et souvent malgré lui; elle fit l'essai de son pouvoir en exigeant du prince de Galles, lorsqu'il parvint à la régence, qu'il sacrifiât les principes dont il avait toujours fait profession, qu'il renonçât à l'opposition dont il avait toujours été l'organe, qu'il s'attachât au système immoral et tyrannique adopté par le cabinet, et, ce qu'il y eût de plus cruel, qu'il rompît pour jamais avec ses meilleurs amis. Quelque humiliantes que fussent ces conditions, il fallut les subir. Ce changement, que le peuple supposait volontaire, fut suivi d'un déchaînement universel contre un prince qu'on avait vu jusqu'alors à la tête des défenseurs de la liberté; mais quand le peuple a connu la vérité, il est revenu à des sentimens plus doux; et voyant le prince opprimé par la noblesse, il a fini par le plaindre.

Un fait assez récent, et qui a été, à Londres, le sujet de toutes les conversations, pourra faire sentir jusqu'où va l'empire des ministres sur la volonté du roi. Le prince régent écrit de sa main à un grand seigneur de ses amis qu'il s'estime heureux de pouvoir lui offrir un emploi digne de son mérite, et qu'il l'engage à venir prendre possession de cet emploi. Ce personnage part aussitôt d'Irlande, où il se trouvait alors, et son premier soin, en arrivant à Londres, est d'aller remercier son auguste bienfaiteur. Le prince l'accueille avec affabilité et le renvoie devers le ministre compétent pour recevoir ses provisions. — Vous vous moquez, répond S. Ex. au demandeur; j'ai déjà promis cet emploi; — mais c'est de la part du prince que je me présente ici. Voyez la lettre qu'il m'a écrite en Irlande. — Que le prince vous donne des places tant qu'il lui plaira; celle-ci est promise, et vous ne l'aurez point. Il fallut que le prince dévorât cet affront.

Chaque ministre agit comme souverain dans son département; et, pour ce qui est d'un intérêt général, comme la guerre, la paix, la fixation du budget, etc., ils en réfèrent au conseil, dans lequel le prince n'a que sa voix. Le pouvoir

royal est donc anéanti au profit de l'oligarchie, qui se trouve ainsi investie de la puissance la plus absolue.

On ne voit point ce qui pourrait réhabiliter le prince et le peuple dans les droits que leur assurait la constitution. Leur réunion contre l'oppresseur paraît impossible. Outre que le roi n'est plus rien, et que l'oligarchie elle-même nomme les représentans du peuple; entre les deux pouvoirs s'élève une chambre aristocratique qui empêchera toujours le vœu de l'un d'arriver jusqu'à l'autre. La puissance oligarchique s'est donc immuablement assise sur les débris du trône et des libertés publiques. Pour rendre le pouvoir à ses élémens primitifs, il ne faudrait rien moins qu'une révolution terrible; c'est à l'oligarchie à ne pas la provoquer en abusant de ses usurpations.

Les amis de la liberté ont long-temps regardé les chefs de l'opposition comme les zélés appuis des principes que l'oligarchie régnante foule aux pieds. On se flattait qu'ils prendraient enfin le dessus, et que, arrivés au ministère, ils renverseraient cet absurde plan de domination universelle qui déshonore et ruine la nation. Mais que cherchent ces prétendus philanthropes en déclamant contre les ministres? des emplois à

gros émolumens. Des whigs ont quelquefois obtenu des portefeuilles, et l'Europe scandalisée les a vus aussi entêtés du monopole que l'avaient été leurs devanciers. Combien de fois l'organe de l'opposition n'est-il pas descendu de la tribune pour prendre une part active à l'opération qu'il venait de foudroyer comme immorale et contraire aux droits les plus sacrés? Nous avons vu en Asie, en Afrique, des nations asservies, mitraillées, victimes des plus abominables déceptions : quelle voix de l'opposition s'élève en leur faveur? pourquoi restent-ils muets ces prétendus zélateurs de la morale et de l'humanité? Pourquoi l'illustre chef des Négrophiles laisse-t-il immoler les Indiens et les Cafres? N'a-t-il des entrailles que pour les habitans de la Guinée et du Congo?

On va juger combien sont sincères les écrivains et les orateurs qui, au nom de l'opposition, invoquent la morale et la vertu. Voici de quelle manière l'un d'eux s'est exprimé dans une brochure dont il s'est fait plusieurs éditions.

« Ministres anglais, qu'avez-vous fait du sang des fils d'Albion? où avez-vous employé les immenses trésors que la Grande-Bretagne mit en vos mains pour lui garantir la *supériorité qu'elle avait droit d'exercer en Europe?*

Quels sont les résultats de nos constans efforts, de nos immenses sacrifices ?

• Vous avez accordé la paix aux États-Unis sans stipuler un traité de commerce, lorsque votre position vous permettait de l'exiger. La Russie a profité de votre faute pour conclure elle-même ce traité au détriment des intérêts de la Grande-Bretagne.

• Vous avez élevé au sein des Pays-Bas une puissance nouvelle; vous l'avez créée et mise au monde sans conclure avec elle un traité de commerce; vous n'avez pas su exiger la fermeture de l'Escaut; vous avez laissé Anvers ce que l'avait fait Bonaparte; vous n'avez obtenu en Belgique, ni en Hollande aucun avantage pour le commerce anglais: c'est mieux encore; vous avez laissé échapper l'influence que vous deviez naturellement conserver sur une puissance née de vos combinaisons; vous avez souffert qu'elle se jetât dans des bras étrangers et puissans, d'où vous ne pouvez plus l'arracher; et, aujourd'hui, par une reconnaissance exemplaire, non-seulement elle prohibe nos marchandises, mais elle fait brûler celles que *nos alliés naturels, les contrebandiers*, parviennent à introduire dans ce pays.

• Vous avez rétabli Hambourg, Lubeck, Brème:

quelles sont vos stipulations en faveur du commerce anglais ? Aucune. Notre établissement d'Héligoland est ruiné par suite de cet oubli, et nous payons dans les ports anséatiques plus de droits qu'aucune autre nation,

• Lorsque l'Attila moderne eut planté ses aigles sur le Kremlin, la Russie vint se jeter dans vos bras. Vous avez soldé ses nombreuses armées, salarié ses agens. Alexandre vous eût tout accordé en faveur du commerce anglais. Quel traité vous pouviez obtenir dans ces circonstances solennelles ! Vous l'auriez dicté ; on l'aurait signé. Au lieu de cela, qu'avez-vous stipulé dans l'intérêt de la nation ? Rien. Qu'avez-vous demandé ? Rien. Qu'avez-vous obtenu ? Rien. Mais vous avez fait d'énormes sacrifices pour remplacer, dans la balance de l'Europe, un ambitieux despote par un souverain ambitieux. Demandez aujourd'hui à la Russie un traité de commerce. Elle ne vous répondra pas. Demandez-lui en tremblant la garantie de notre puissance dans l'Inde ? Elle se gardera bien de vous l'accorder. Sa réponse arrivera avec le temps, et ce sera pour Albion un affreux coup de tonnerre.

• Vous avez donné la Norvège à la Suède, sans stipuler aucun avantage pour le commerce

anglais; et ce prince royal, que vous avez soutenu et rendu puissant, n'a fait qu'augmenter, dans les ports de Norwège, les droits que le commerce anglais y payait, lorsqu'elle était sujette de ce Danemarck que vous avez écrasé de tout le poids de votre puissance.

Vous avez, au prix de notre sang le plus pur, et de nos trésors, affranchi la péninsule du joug de Bonaparte; vous avez remis Ferdinand VII sur le trône et replacé l'Espagne au rang des nations. Quels avantages avez-vous obtenus pour l'Angleterre, à raison des énormes sacrifices qui ont amené ces résultats? Aucun. Vous êtes aujourd'hui obligés de faire feu sur les navires espagnols qui font la traite des noirs malgré vous. Vous avez obtenu la Trinité, le Gibraltar des Antilles; mais il y a vingt ans que vous l'aviez par droit de conquête. Avez-vous songé à *exiger les Philippines*, lorsque l'expression de ce désir eût suffi pour les obtenir, et pour rendre la compagnie des Indes *souveraine du commerce de l'Asie*? Non, vous avez tout négligé; vous avez été stupides à l'excès. Bientôt nos bâtimens de commerce seront reçus à coups de canon dans les ports espagnols de la métropole et des deux Indes.

Et ce Portugal qui vous doit son existence!



(c'est ce que nous avons vu), que vous a-t-il accordé ? rien, parce que vous ne lui avez rien demandé. Un traité insignifiant ne vous garantit aucun avantage, et la colonie devenue métropole, force, aujourd'hui, la métropole devenue colonie, à suivre ses volontés. La cour du Brésil, avec laquelle vous n'avez rien stipulé, est plus disposée que jamais à accabler de droits notre commerce que vous n'avez pas su protéger, quand vous pouviez dicter la loi.

Qu'avez-vous obtenu, dans l'intérêt du commerce anglais, de cette France, de cette éternelle rivale que vous avez délivrée du joug d'un honteux esclavage, et à laquelle vous avez rendu son légitime souverain ? Rien, moins que rien. Quelques millions de francs pour compenser les millions sterling que nous coûte sa restauration. Qu'a obtenu le commerce anglais ? un traité de commerce avantageux, sans doute ? Point du tout : mais la cession de l'Île-de-France dont nous ne savons que faire, qui repousse notre domination, qui charge, en ce moment, trente bâtimens français et étrangers, à bas prix, pendant que deux bâtimens anglais qui sont à Saint-Louis, ne peuvent se procurer leur chargement à des prix élevés. On nous a cédé cette île où l'esprit anti-anglais domine

avec fureur , et, pour en finir, les stériles Seychelles dont on ne sait que faire, puisque nous avons Botany-Bay; etc. . . .

De quoi cette fougueuse opposition accuse-t-elle son gouvernement? Est-ce d'avoir hérissé les mers de citadelles? d'avoir, à la paix, spolié ses amis comme ses ennemis? Non, mais de n'avoir pas assez mis à profit les pénibles conjonctures où les divers peuples ont, tour à tour, été placés par ses intrigues et par son or, pour leur arracher des concessions, des privilèges, en faveur du commerce anglais qui, dans la conscience des Whigs comme dans celle des Torys, ne saurait trop tôt devenir dominant, universel.

Que peut attendre le peuple anglais de ce simulacre d'opposition aussi entêté d'un système chimérique et ruineux que peuvent l'être les membres du cabinet?

La nation elle-même partage l'erreur de son ambitieux gouvernement. Fièrè comme tous les peuples maritimes, elle croit mériter l'empire de l'univers; son sang et ses trésors ont abondamment coulé; pour soutenir son zèle et son engouement, on a soin d'étaler à ses yeux le tableau de ses conquêtes, de ses colonisations, de l'influence qu'elle exerce sur les autres peuples

auxquels elle commande, à son gré, la guerre ou la paix. Ce tableau flatte un moment l'orgueil ; mais un peuple essentiellement calculateur a dû comparer les sacrifices que ce système exige de lui, avec les bénéfices qu'il rapporte.

Les sages de la nation avouent qu'elle serait infiniment plus heureuse et plus honorée, si elle n'eût aspiré qu'à la somme de puissance que lui assigne la nature des choses. Ses ressources auraient alors surabondamment couvert les dépenses de l'État ; mais la chimère de la domination, après avoir épuisé les revenus courans, ouvert l'abyme des emprunts ; déjà plusieurs milliards s'y sont engloutis et le fantôme qu'on croit toujours saisir, fuit toujours ; et l'on en est plus éloigné qu'au moment du départ. Quand, par lassitude plutôt que par goût, l'oligarchie britannique a bien voulu laisser l'Europe en paix, la nation s'est crue enfin dans le port, elle attendait, sinon le bonheur dont on l'a vainement flattée, du moins un adoucissement aux maux qu'elle endure : mais aux frais courans de l'administration la plus dispendieuse qui fut jamais, il faut ajouter les intérêts annuels d'une dette effrayante, et, ce qu'il y a de plus accablant, d'une dette qui s'accroît même à l'ombre de la paix.

On va juger du fardeau qui accable la nation britannique :

Le budget exige chaque année environ. . . . . 70,000,000 sterl

En 1819, la dépense fut de. . . . . 67,779,882

Le revenu pour l'Angleterre et l'Irlande fut de . 54,061,937

Encore faut-il comprendre dans cette somme le produit accidentel de la vente de plusieurs objets et effets de la marine ;

Le déficit fut donc pour 1819 de. . . . . 13,717,945

Dont il faudra charger le budget de 1820. La dette s'accroît donc encore après cinq ans de paix, et malgré trois millions de nouvelles charges annuelles qui pèsent sur le peuple.

La dette de l'Angleterre s'élève à 860 millions sterling ou 20,640,000,000 fr., et l'intérêt à 43,000,000 sterling. Pour juger de la rapidité avec laquelle cette dette s'est élevée au taux énorme de 860,000,000 liv. sterl., il faut considérer qu'en 1783 elle n'était que de 238,231,248 sterl. Il a donc suffi du court espace de trente - trois

ans pour accroître cette dette de 621 millions, 768, 752 liv. sterl., c'est-à-dire, qu'elle a triplé en trente ans. De 1783 à 1793, elle avait graduellement diminué ; vers cette époque, au moment où la Grande-Bretagne déclara la guerre à la France, elle ne s'élevait qu'à 227,989,148 liv. sterl. Elle augmenta depuis avec une étonnante rapidité et on peut calculer aisément aujourd'hui ce que coûte au peuple anglais la dernière lutte que son gouvernement a engagée contre la France. Le tableau suivant servira à prouver à nos lecteurs qu'à chaque déclaration de guerre, l'Angleterre était parvenue à rédimier partie de sa dette et qu'en faisant la paix, elle se trouvait toujours plus obérée. Ce tableau progressif de la dette anglaise est dû à M. Joseph Hamilton.

En 1689 sous Guillaume et

	Marie. . . . .	1,054,925
1697	A la paix. . . . .	21,515,742
1701	Lors de la déclaration de guerre. . . . .	16,394,701
1714	A la paix. . . . .	53,681,076
1740	A la déclaration de guerre . . . . .	46,449,568
1748	A la paix. . . . .	78,293,313
1756	Lors de la guerre. . . . .	72,289,675

1763	A la paix. . . . .	133,959,270
1775	Au commencement de la guerre. . . . .	122,963,254
1783	Lors de la paix. . . . .	238,231,248
1793	A la déclaration de guerre. . . . .	227,989,148
1802	Après la paix d'A- miens. . . . .	499,753,063
1813	Avant la chute de Napoléon. . . . .	599,590,197
1815	Après le 2 <sup>e</sup> traité de Paris . . . . .	650,000,000
1819	En pleine paix . . . . .	700,000,000
1820	Au 1 <sup>er</sup> janvier . . . . .	860,000,000

D'après ce tableau on peut juger de la somme que chaque guerre a ajoutée à la dette de la Grande-Bretagne, comme aussi des sommes qu'elle pouvait rédimier en temps de paix. Cependant six années de paix viennent de s'écouler et la dette britannique a été considérablement accrue : pourquoi le gouvernement anglais ne suit-il plus le système d'économie qu'il s'était prescrit jusqu'à ce jour en temps de paix ? La raison en est bien simple : c'est que l'Angleterre veut toujours dominer et écraser l'univers sous le poids de sa prépondérance, et pour soutenir cet extravagant système, elle ne peut ni licencier les troupes inu-

tiles, ni désarmer une grande portion de sa marine, parce qu'enfin, ayant mis les armes à la main à toutes les puissances de l'Europe, elle est aujourd'hui forcée de rester aussi sous les armes, à l'exemple de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche, et qu'elle a d'ailleurs des projets à exécuter en Asie, en Amérique, et peut-être ailleurs. Avec une ambition que rien ne peut assouvir, avec des projets gigantesques, et un déficit progressif dans ses revenus, la dette britannique ne saurait diminuer.

Il serait facile d'établir et de prouver qu'en 1820 cette dette sera encore accrue, d'abord d'une somme inévitable de 29,781,954 liv. sterl. ; car il faut se procurer, pour faire face au déficit du fonds consolidé. . . . . 8,056,009

Somme qui doit être payée à la banque . . . . . 5,000,000

Déficit de l'année 1819. . . . . 13,725,945

Billets de l'échiquier rentrés en paiement des taxes jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1820. . . . . 3,000,000

Total. . . . . 29,781,954

Il serait facile ensuite d'indiquer les causes qui en 1820 augmenteront la dette de la Grande-Bretagne bien au-delà de cette somme que représente

cependant celle de 714,766,896 fr. Comment la Grande-Bretagne paiera-t-elle cette énorme dette de vingt milliards six cent quarante millions de francs accrue de toute la dette de 1820, et dont les intérêts seuls dépassent les capitaux dus par par plusieurs États de l'Europe ?

Nul Anglais ne saurait résoudre ce problème, et il n'est pas douteux que sa solution n'embarrassât autant M. *Vansittard* que M. *Tierney*. *Gentz* qui a écrit sur les finances de l'Angleterre, porte son revenu territorial à 200,000,000 sterl. ou 4,800,000,000 de francs ; on peut juger par là de la disproportion qui existe entre le capital de la dette consolidée et le revenu du sol. La Grande-Bretagne est dans un labyrinthe inextricable, et ce sont ses hommes d'état qui l'y ont plongée. Lorsque les financiers anglais virent qu'on avait dépassé de plusieurs centaines de millions sterling la somme déterminée par M. Pitt comme le *nec plus ultra* du terme auquel la dette pouvait être élevée, ils pensèrent que les ressources de l'Angleterre étaient inépuisables et qu'elles devaient se reproduire comme par enchantement : l'augmentation de son empire en Asie, ses nombreuses conquêtes, ses spoliations multipliées dans les deux hémisphères pouvaient un



instant fasciner les yeux, même des plus prudents : dès-lors, pour retarder une éclatante banqueroute, ils se firent un jeu d'emprunter et de charger le peuple d'impôts.

Malgré les pénibles sacrifices qui ont plongé la nation britannique dans l'état de souffrance et de gêne où elle se trouve réduite, au faite des grandeurs et à l'apogée du pouvoir ; malgré ses constans et douloureux efforts pour payer des taxes multipliées et oppressives, le fonds d'amortissement ne montait au premier janvier 1819 qu'à la somme de 15,815,001 liv. sterl.

La Grande-Bretagne a cependant d'immenses ressources, nous allons le prouver à nos lecteurs en mettant sous leurs yeux le tableau de son revenu pendant les années 1818 et 1819. Les revenus de l'Irlande ne sont pas compris dans cet état.

*Revenu net de la Grande-Bretagne, durant  
les années financières, finissant le 5 janvier  
1819 et 1820.*

5 janvier 1819.

5 janv. 1820.

*Taxes consolidées.*

	LIV. STERL.	LIV. STERL.
Douanes. ....	7,886,416	6,525,406
Excise. ....	18,948,450	19,768,318
Timbre. ....	6,391,270	6,184,239
Poste aux lettres. ....	1,339,000	1,475,000
Taxe mobilière. ....	6,217,594	6,176,529
Taxe territoriale. ....	1,209,682	1,234,325
Taxes diverses. ....	368,083	392,732
Droits de guerre non appropriés. ....	85,100	166,001
<b>Total des taxes consolidées.</b>	<b>42,445,595</b>	<b>41,722,550</b>

*Taxes annuelles appropriées au rachat des bills.*

Douanes. ....	2,109,810	3,023,623
Excise. ....	546,740	400,511
Pensions. ....	16	"
<b>Total des taxes consolidées et annuelles. ....</b>	<b>45,102,161</b>	<b>43,146,684</b>

*Taxes de guerre.*

Excise. ....	3,399,260	3,015,549
Propriétés. ....	481,539	"
<b>Total des taxes consolidées annuelles et de guerre. ..</b>	<b>48,982,960</b>	<b>48,162,232</b>

On pourrait ajouter à cet état pour 1819, que l'Irlande a payé en taxes . . . . .	4,588,977 l. st.
La loterie . . . . .	240,000
Vente de matériel et munitions appartenant à la marine. . . . .	250,000
TOTAL . . . . .	<u>5,078,977 l. st.</u>

Ce qui aurait porté la totalité du revenu de 1818 à la somme de 54,061,937. Alors le déficit serait bien plus considérable dans le produit de 1819 comparé à celui de l'année précédente; mais n'ayant pas à notre disposition le revenu de l'Irlande en 1819, nous établirons notre calcul d'après l'état officiel que nous venons de citer. Ce tableau comparatif prouve que le revenu de la Grande Bretagne a diminué en 1819 de la somme de 820,728 liv. sterl., ou 19,697,472 fr., malgré les nouvelles taxes, que le fisc a imposées sur le peuple. Ce déficit provient en grande partie des douanes, en voici la preuve :

<i>L'excise</i> a produit en . . . . . 1815.	22,894,450 l. st.
<i>Idem</i> en . . . . . 1819.	23,184,378
Excédant en . . . . . 1819.	<u>289,928</u>
Les douanes ont prod. en 1818.	9,996,226
<i>Idem</i> en . . . . . 1819.	<u>9,349,029</u>
Déficit en . . . . . 1819.	647,197

Les douanes seules ont donc contribué pour plus des deux tiers au déficit qu'a éprouvé le revenu en 1819, et pour qu'elles aient ainsi présenté une diminution de 15,532,728 francs dans leurs produits, il faut nécessairement que les embarras du commerce aient rapidement augmenté et que les importations et exportations aient diminué. Si ce déficit paraissait ne pas concorder avec le brillant tableau que nous avons présenté de la puissance coloniale de l'Angleterre, c'est qu'à la paix, elle a rendu *Surinam*, la *Guadeloupe*, la *Martinique*, *Bourbon*, *Java*, les *Moluques* et d'autres propriétés dont elle s'était saisie. L'accroissement du commerce anglo-américain est aussi l'une des causes de la diminution du produit des douanes anglaises, Enfin les *docks* de Londres ne reçoivent plus aujourd'hui en entrepôt les productions coloniales des autres nations européennes. Une des denrées coloniales (le café) servira de règle pour faire juger jusqu'à quel point s'est affaibli le commerce d'importation.

Il existait dans les entrepôts particuliers à la fin de chacune des années ci-après, les quantités suivantes de café :

	Barrisques et tierçons.
En 1814. . . . .	37,508
1815. . . . .	28,924
1816. . . . .	14,237
1817. . . . .	13,401
1818. . . . .	11,929
1819. . . . .	7,804

	Balles et sacs.
En 1814. . . . .	248,937
1815. . . . .	247,460
1816. . . . .	226,665
1817. . . . .	133,110
1818. . . . .	60,493
1819. . . . .	51,615

Les arrivages pendant ces six années ont eu lieu dans la proportion suivante :

	Barrisques et tierçons.
En 1814. . . . .	48,816
1815. . . . .	41,442
1816. . . . .	29,402
1817. . . . .	33,749
1818. . . . .	54,949
1819. . . . .	3,911

	Balles et sacs.
En 1814. . . . .	392,608
1815. . . . .	230,750
1816. . . . .	239,366
1817. . . . .	105,907
1818. . . . .	63,403
1819. . . . .	71,148

Si les autres denrées coloniales offrent la même diminution, et il n'est guère permis d'en douter, l'état de paix n'est pas moins fatal au gouvernement anglais qu'il ne l'est aux ouvriers et aux marins de cette nation.

Le gouvernement doit à la banque une somme considérable; cette compagnie, gouvernée par vingt-quatre négocians de Londres, lui a non-seulement prêté les capitaux qui appartiennent à ses actionnaires, mais elle a fabriqué un grand nombre de billets qu'elle a mis à sa disposition: de là est née la difficulté de rembourser en espèces les billets qui lui étaient présentés pour être échangés: le gouvernement, ne pouvant rembourser à la banque les fonds qu'il lui devait, autorisa en 1797, pour apaiser ses murmures, la suspension des paiemens ou remboursemens en espèces; et ce bill, renouvelé plusieurs fois depuis, et récemment encore par le parle-

ment, a donné une telle consistance et une valeur si réelle aux billets de banque, que l'or et l'argent monnayés ont presque totalement disparu de la circulation, et il existe une si prodigieuse quantité de ces valeurs fictives, que, si le parlement venait à rapporter le *restriction bill*, le produit des mines du Mexique et du Pérou, cumulé pendant plusieurs années, ne pourrait suffire pour en opérer le remboursement. La somme totale des billets de la banque est d'environ 34 millions sterling, ou 816 millions de francs. Les banques provinciales en ont en circulation pour trente millions sterling ou 720 millions de francs, de sorte qu'en total, il circule en Angleterre pour un milliard cinq cent trente-six millions de petits chiffons de papier qui ont par le fait autant de valeur que les meilleures guinées du monde; cela n'empêche pas que si ce signe monétaire tombait en discrédit, il ne fallût en métal pour le racheter une valeur de . . . . . 1,536,000,000 fr.

Et pour payer la dette  
consolidée . . . . . 20,640,000,000

TOTAL . . . 22,176,000,000

La banque d'Angleterre ne peut reprendre ses

paiemens en numéraire qu'en exigeant du gouvernement qu'il lui paie, en numéraire aussi, une partie au moins de ce qu'elle lui doit, et les ministres étant dans l'impossibilité de l'exécuter, désirent vivement continuer de s'acquitter avec une prolongation du bill des restrictions; en attendant que la force des événemens ou l'inévitable fatalité aient fait passer le Mexique et le Pérou sous la domination anglaise, ou que ces riches contrées aient secoué le joug de la malheureuse Espagne, pour se rendre indépendantes. Dans cette dernière hypothèse, comme dans la première cas, il est évident, que leurs trésors ne peuvent éviter l'attraction du gouffre britannique : il doit les engloutir un jour.

La guerre a été la principale cause de l'inextricable embarras dans lequel l'Angleterre se trouve plongée. M. *Joseph Hamilton*, dans son excellent ouvrage intitulé *Enquête sur la dette nationale de la Grande-Bretagne*, s'exprime ainsi à la page 37 :

« Si l'expérience pouvait être utile aux peuples, on jugerait des guerres présentes avec autant de calme que l'on juge des guerres anciennes, et on serait en général plus porté à la paix. Nous nous sommes engagés ( c'est un Anglais qui parle ) dans des guerres ruineuses



» et, pour de futiles motifs, pour arriver souvent  
 » à un but qui ne pouvait être atteint. On ne  
 » saurait nier que les plus brillans succès n'ont  
 » point amené les résultats que nous nous pro-  
 » mettions; et, que pour avoir voulu éviter des  
 » maux éloignés ou imaginaires, nous avons ac-  
 » cumulé sur nos têtes des maux présents et réels;  
 » il faut l'avouer, la colère et l'orgueil national,  
 » bien plus que des vues justes et sagement cal-  
 » culées, ont dirigé la marche de notre politique;  
 » il est encore vrai que nous nous sommes en-  
 » gagés dans la guerre presque toujours sans ré-  
 » flexion, que nous l'avons soutenue avec obsti-  
 » nation, et que bien souvent nous avons rejeté  
 » des conditions de paix qui nous étaient favo-  
 » rables, pour en accepter ensuite de plus désa-  
 » vantageuses. »

C'est ainsi que s'est exprimé un auteur an-  
 glais qui voit sa patrie sur le bord de l'abyme,  
 et qui, comme nous, calcule avec effroi cette  
 dette immense qu'il n'est pas au pouvoir de la  
 nation britannique de payer tant que le gouver-  
 nement ne changera pas de marche.

Il semble convenu en Angleterre et même sur  
 le continent, d'avouer que sa dette ne saurait  
 jamais s'acquitter, mais d'agir comme si elle  
 n'existait point. Chacun précipite sa fortune dans

ce gouffre, et s'il en est qui pressentent le danger, ils le supposent trop éloigné pour en être atteints. La quiétude des gouvernans est admirable : ils empruntent avec autant de facilité et de légèreté que si l'État ne devait rien, et les prêteurs abondent comme s'ils obtenaient les plus solides garanties. On dirait que le ministère a le secret de la prochaine dissolution du monde, et que, profitant de l'ignorance générale, il embellit ses derniers momens aux dépens de qui il appartient. Peut-être aussi que, résigné d'avance à une explosion, il lui semble indifférent en soi que quelques milliards de plus figurent dans le passif. Qu'on nous fournisse de meilleures explications : nous leur sacrifions volontiers les nôtres.

Ceux qui regardent comme irrachetable la dette publique de l'Angleterre, supposent sans doute que le gouvernement de ce pays persistera dans ses plans actuels. Qui peut n'être pas de leur avis ? Mais s'il consentait à s'imposer des économies, s'il réduisait sa marine au point où elle doit être pour faire respecter la nation, s'il licencierait cette armée d'espions et de traîtres qui sont à sa solde dans les quatre parties du monde, s'il s'abstenait enfin de fournir des subsides aux peuples qu'il charge de ses vengeances ; il ne

faut pas douter qu'à la longue il ne réussit à combler l'abyme, quelque profond qu'il soit. Le fera-t-il?... Non, l'orgueil et la cupidité s'y opposent. C'est sur l'oligarchie et le haut commerce que se répandent les trésors des deux hémisphères : le reste de la nation n'y participe que par les flots de sang qu'il faut verser pour les acquérir, et par les frais énormes qu'entraîne leur exploitation.

Aussi est-elle désenchantée de ce plan de domination qui la rend souverainement malheureuse. Les whigs, sur lesquels elle avait d'abord compté, n'ont plus la force et l'éclat d'un parti qui balance la victoire. Ils semblent avoir perdu jusqu'à leur énergie ; leurs chefs donnent quelquefois même le spectacle de la défection. Dans la session parlementaire de 1819, trente membres de l'opposition se sont assis sur les bancs de la trésorerie et ont appuyé cinq propositions attentatoires au bill des droits nationaux. Les transfuges ont allégué que, dans la crise où se trouvait l'Angleterre, il fallait se rallier au gouvernement protecteur nécessaire des propriétés ; qu'ils veulent encore des réformes, mais qu'ils les veulent lentes, graduelles, modérées. La nation souffre trop, et les oligarques l'ont trop

souvent abusée pour se prêter, à des délais : elle veut agir.

S'il est agréable pour les torys de voir leur parti plus fort que jamais dans la chambre des communes, ils ont aussi le chagrin de le voir s'affaiblir journellement au-dehors par des milliers de défections. A mesure que le malaise gagne les classes supérieures, il les détache du pouvoir ; et comme, dans le conflit des passions, il n'y a jamais de neutralité, tous les transfuges vont grossir les rangs des réformateurs.

Cette espèce de secte politique ne demandait d'abord que la réformation de quelques abus, des économies, et une chambre des communes qui fût indépendante des ministres ; mais, aigris par le sentiment de leur maux et par le peu de cas que le gouvernement paraît faire de leurs pétitions, ils tendent à se confondre avec la secte plus dangereuse des *radicaux*.

Ceux-ci demandent :

- 1°. L'abolition des sinécures ;
- 2°. Celle de la dîme : ils voudraient que le clergé fût salarié par l'État ;
- 3°. Le licenciement de l'armée en temps de paix ;
- 4°. Des parlemens annuels et non septennaux ;
- 5°. Enfin, une nouvelle loi qui accordât à tout sujet anglais, n'importe sa fortune et son rang,

le droit de voter pour l'élection des députés de la chambre des communes, qui seraient mieux répartis sur la population.

Les deux dernières demandes sont, comme on voit, puisées dans les doctrines de la démagogie. Il est trop dangereux de dissoudre chaque année tout un corps législatif. C'est ouvrir trop souvent l'arène aux passions. D'ailleurs les traditions se perdent tous les ans. On veut signaler son rapide passage par quelque acte qui fasse époque; de là mille innovations qui amènent bientôt une législation incohérente, contradictoire, embarrassante pour le gouvernement.

Tous les bons esprits conviennent que si notre assemblée constituante, méprisant les vaines clameurs de quelques factieux, s'était déclarée corps législatif, au lieu de se dissoudre intégralement, elle eût épargné à la France et à l'humanité les déplorables événemens de 1792 et de 1793. Elle pouvait éliminer, par la voie du sort, un tiers de ses membres, et les faire remplacer par de nouvelles élections. Mais notre système actuel vaut encore mieux. La crise ne se renouvelle, dans chaque département, qu'après quatre ans de repos. Le nouveau cinquième que chaque année amène dans la chambre, est généralement animé d'un zèle qui, pour être louable dans ses

motifs, peut n'être pas moins dangereux dans ses résultats; mais ce cinquième est dominé. Il importe à la nation que ces nouveaux-venus fassent, pour ainsi dire, leur éducation, qu'ils prennent l'unisson de la chambre, qu'ils s'élancent hors de la sphère des intérêts locaux, et qu'ils apprennent le secret de ces opérations que le vulgaire blâme quelquefois parce qu'il ignore les motifs politiques qui les ont déterminées.

Quoique les radicaux d'Angleterre s'écartent de la raison en demandant des parlemens annuels, ils sont très-fondés à s'élever contre le *septennium*. Il n'en faut pas tant à un gouvernement si riche en moyens de corruption et si supérieur à ce que nous appelons des scrupules, pour s'assurer une majorité, et pour faire passer, si tel est son bon plaisir, les bills les plus désastreux.

Nous ne concevons rien de mieux entendu, relativement à cet objet, que le système adopté par la France. Ce n'est pas que nous nous permettions de le proposer aux Anglais: ils ont trop de fierté pour se résoudre à n'être qu'imitateurs, surtout de notre nation.

Pour ce qui est du *droit universel de suffrage* ( *universal suffrage* ), tout ce qu'il y a d'éclairé dans les trois royaumes se liguera pour le

repousser. Trop de faits encore récents sont venus à l'appui des saines doctrines, pour qu'une erreur politique aussi grave pût désormais s'excuser. Si le système des radicaux venait à prévaloir, les prolétaires, si nombreux dans les îles britanniques, domineraient bientôt une poignée de propriétaires que leur opulence ne sauverait point de l'oppression. La chambre nationale se peuplerait de factieux et tendrait à tout bouleverser. L'oligarchie, à la vérité, maîtresse absolue dans l'autre chambre, et jouissant, par le fait, des prérogatives de la couronne, arrêterait les entreprises de ce pouvoir; mais il resterait à la chambre démocratique de grands moyens de nuire, soit par la réduction arbitraire des sommes réclamées pour les dépenses de l'administration, soit par le rejet de tout bill qui pourrait tendre à l'établissement d'un ordre plus régulier.

Une bonne loi d'élections serait plus difficile en Angleterre qu'en France, où les propriétés sont infiniment plus divisées. Si les Anglais refusent le vote à l'innombrable classe de leurs prolétaires, ils auront toujours au sein de leur patrie un ennemi d'autant plus redoutable qu'il se croira humilié. Ce danger pourrait être détourné par une concession qui ne tirerait point à consé-

quence. On n'aurait qu'à autoriser les prolétaires à désigner un très-petit nombre d'électeurs qui participeraient au vote sans pouvoir l'influencer. Jamais le choix des non-proprétaires ne tomberait sur des hommes de leur classe. Ils aimeraient mieux être représentés par des citoyens riches, puisqu'à eux seuls, en Angleterre, s'attache l'estime et la considération. L'exception ne serait donc qu'apparente : la force des choses la ramènerait au principe, et l'on étoufferait dans son germe un élément de discorde éternelle.

Si la nation anglaise ne pouvait faire à son système électoral que de légers reproches le gouvernement ferait très-bien de le maintenir non-obstant ses imperfections. Toutes les innovations ne sont pas sans danger ; mais ce système doit nécessairement porter l'empreinte des siècles à demi-barbares dans lesquels il a été conçu, et des passions qui dominaient les hommes d'alors. Aussi fourmille-t-il d'incohérences : c'est un code d'inégalités. Ici, la qualité d'électeur est donnée à tous les habitans sans distinction ; dans le canton limitrophe, elle ne s'étend qu'aux chefs de quelques familles. Le relevé qui suit rendra sensible la monstruosité de ce système.

Il y a quarante cinq bourgs dans lesquels le droit de suffrage est dévolu à tout habitant qui



paie la taxe des pauvres et un impôt foncier (scot and lot);

Dans quatorze autres boues, ce droit appartient aux conseils municipaux;

Dans quarante-un, à la bourgeoisie;

Dans cinquante-deux, aux conseils municipaux et à la bourgeoisie libre;

Dans dix, à tous les habitans;

Dans vingt, dont le roi est seigneur, à ceux qui tiennent originairement leurs biens de la couronne, et qui lui paient une rente annuelle (burgage tenures);

Dans quatorze, aux francs tenanciers;

Dans un, à ceux qui paient les impôts de l'église.

Dans deux, aux docteurs et maîtres-ès-arts;

Dans un, à la maîtrise;

Dans un, au bailli et à certains bourgeois;

Dans un, à l'alderman et à douze bourgeois, etc. etc.

On va voir quelle est la part du peuple britannique dans la représentation com posée de six cent cinquante huit députés.

Environ trois cents sont positivement à la nomination de cent quarante - quatre pairs qui, dans leurs terres, exercent un empire absolu sur les électeurs; ci. . . . . 300 .

Report. . . . .	500
cent soixante-onze sont élus sous l'influence irrésistible de cent treize propriétaires ou seigneurs de bourgs <i>pourris</i> ; ci . . . . .	171
seize sont à la nomination de la couronne, comme propriétaire des bourgs qui doivent les fournir; ci. . . . .	16

Voilà donc quatre cent quatre-vingt-sept membres du parlement, à la nomination desquels le nation anglaise ne prend aucune part, et qu'elle doit regarder comme étrangers à ses intérêts. Elle n'en élit que. . . . .	487
	171

658

La répartition de ces six cent cinquante-huit députés sur le territoire britannique n'est pas moins arbitraire ni moins capricieuse.

L'Angleterre seule fournit. . . . .	513 députés.
L'Écosse, seulement. . . . .	45
L'Irlande. . . . .	100

658

Les proportions devaient amener d'autres nombres, si la population a servi de base au

travail. Quoi qu'il en soit, les contingens fixés sont distribués comme il suit :

Dans l'Angleterre proprement dite, quarante comtés fournissent,

- 80 députés ;
- 50 sont nommés par vingt-cinq cités ;
- 334 par cent soixante-sept bourgs ;
- 5 par autant de bourgs qui n'en élisent qu'un ;
- 4 par les universités de Cambridge et d'Oxford ;
- 16 par les cinq ports ;
- 12 par autant de comtés du pays de Galles ;
- 12 pour autant de bourgs de la même principauté.

---

513

En Ecosse, 30 députés sont fournis par autant de comtés, et 15 par les bourgs, ci. . . . . 45

En Irlande les comtés élisent 64 membres, et les bourgs 36, ci. . . . . 100

La dénomination de *bourgs pourris* pourrait n'être pas bien saisie par nos lecteurs. On appelle ainsi des villes, quelquefois très-grandes, qui n'ont point les privilèges dont jouissent les cités. La partie de la ville de Londres, appelée *South-Wark*, n'est qu'un bourg qui, malgré sa po-

pulation d'environ 200 mille habitans, ne nomme que deux députés, tandis qu'un *bourg pourri* en nomme quelquefois autant, quoiqu'il ne compte pas le vingtième de la population de ce quartier de Londres.

Croira-t-on que Manchester et Birmingham, quoique peuplées de plus de 100 mille âmes chacune, ne sont point représentées? Ce sont des villes modernes. Celles qui ont déchu conservent, eu égard au nombre des députés à fournir, les avantages dont elles jouissaient dans leur ancienne splendeur. Celles qui ont prospéré se trouvent déshéritées. C'est que le système porte sur de fausses bases.

Si l'amas des lois, ou plutôt des coutumes qui constituent le code électoral anglais, est informe, bizarre, incohérent, il faut convenir qu'on n'a rien négligé dans des temps plus modernes, pour qu'au moins les électeurs fussent libres et à l'abri de toute influence. Outre que la déclaration des droits consacre très-expressément la liberté des élections, des statuts émanés d'Edouard I<sup>er</sup>, de Guillaume et de la reine Marie, prohibent aux troupes le séjour des lieux où l'on doit procéder à l'élection des représentans. Plusieurs résolutions de la chambre des communes ont depuis fortifié ces anciens édits. Elles défen-

dent expressément aux lords parlementaires et aux lords lieutenans des comtés, d'intervenir même indirectement dans les opérations des électeurs, et aux ministres, comme à leur agens, d'user de leur pouvoir pour gêner, de quelque manière que ce soit, la conscience des citoyens qui donnent des représentans à la nation.

Pour écarter de ces assemblées tout ce qui pourrait influer sur la liberté du vote, on en a formellement banni les receveurs, collecteurs, jaugeurs, inspecteurs, et autres officiers employés à la perception des taxes et des impôts ;

Les officiers de tous grades employés aux douanes ;

Les maîtres de poste, et autres officiers attachés à la même branche d'administration ;

La peine est la perte irrévocable de l'emploi et une amende 10 liv. sterling.

La législation a prescrit les précautions les plus minutieuses pour prévenir la subornation des membres du corps électoral. Chaque électeur jure de ne donner, promettre, ni vendre sa voix ; et de ne suivre, dans son vote, que l'impulsion de sa conscience. Les statuts autorisent tout électeur à dénoncer les manœuvres criminelles dont il serait le témoin, et les tentatives qu'on aurait faites auprès de lui-même à

dessoin de le corrompre ; mais il est tenu de s'engager , par des cautions pécuniaires , à se présenter devant les tribunaux pour fournir la preuve de ses accusations. Si le jugement déclare qu'il y a eu *bribery* ( corruption ), le coupable est exclus pour toujours du parlement , et l'élection déclarée nulle. Il faut recommencer. Le parlement lui-même repousse quelquefois de son sein des élus trop ouvertement accusés de *bribery*. C'est ainsi qu'en 1818 , l'élection de Mannassès Lopez a été déclarée nulle pour ce motif.

Le législateur a tout prévu , sauf l'inutilité de ses efforts ; elle était cependant plus sensible que tout le reste. Que peuvent les lois les plus sages contre la corruption des mœurs ? Des électeurs pauvres , gênés dans leurs affaires , mis en présence de candidats opulens , qui les invitent à des repas somptueux , les défraient de leur voyage et de leur séjour , qui leur promettent du travail et paient leurs dettes. Peuvent-ils résister à la tentation de favoriser des hommes si généreux ? Il n'est pas moins criminel d'offrir que d'accepter. Pourquoi trouverait-on plus de scrupules dans la conscience d'hommes accablés de besoins que n'en montrent les premiers citoyens de l'État , semant l'or à poignée pour gagner des voix ? Et quand le ministère lui-même donne

l'exemple de la subornation quand il fait jusqu'à des sacrifices pécuniaires pour que les candidats, qu'il couvre de sa protection, puissent éclipser les libéralités et les profusions de leurs rivaux ; quand on voit les premiers dépositaires du pouvoir descendre au rôle humiliant de solliciteur, et s'exposer à mille avanies pour faire triompher le candidat qui leur a déjà vendu sa voix parlementaire, peut-il rester quelque vestige de patriotisme et d'intégrité dans l'âme des électeurs ?

Rome n'offrit rien de plus scandaleux ; au plus fort de sa corruption. Les comices, à la vérité, finirent par devenir des théâtres de carnage. Les Anglais, plus modérés, se bornent à couvrir de boue les candidats qui leur déplaisent ; il est rare qu'on les assaille de manière à compromettre leurs jours. Un candidat ministériel fut cependant blessé à Londres, en 1818 ; et ce qu'il y eut de plus mortifiant pour ses hauts et puissans protecteurs, c'est qu'il perdit tout à la fois, et les sommes immenses qu'il avait répandues, et le fruit de la commisération qu'il avait cru exciter en reparaissant dans l'arène après avoir fait panser sa blessure.

Loin d'encourir aucun blâme aux yeux des hommes justes, la nation anglaise s'honore en

réclamant un système d'élection régulier, uniforme, raisonnable, et en insistant sur la répression de cette *bribery* que l'oligarchie propage elle-même dans toutes les classes de la société.

Cette ligue d'hommes riches et puissans connaît très-bien les vices du système électoral anglais ; mais c'est précisément à la faveur des imperfections de ce système qu'elle a pris sur la nation un empire absolu. Si donc elle donne les mains à quelques réformes, ce ne sera que partiellement et à la dernière extrémité. La partie, pour ainsi dire, mécanique de ce système, est susceptible de toutes les modifications qu'on voudra lui faire subir ; mais il n'en est pas ainsi de la partie morale. Qu'on reconstruise sur un nouveau plan l'édifice des élections ou qu'on se borne à le réparer, la corruption trouvera toujours mille issues pour s'y introduire. L'orateur romain, l'intègre Caton et les citoyens les plus vertueux de cette époque, imaginèrent plusieurs moyens pour réprimer les brigues ; ils finirent par avouer que dans l'état de corruption où Rome était parvenue, il devenait inutile d'améliorer les lois ; et voyant l'idole assise sur une base désormais immuable, eux-mêmes finirent par lui sacrifier.

Le mal venait de plus loin : c'est quand les pa-



triciens, vainqueurs de Pyrrhus, dressèrent leur plan de monarchie universelle, qu'ils semèrent les premiers germes de la corruption. On ne s'informa plus si les guerres étaient justes; mais si elles convenaient aux intérêts de la nation. Tout devint permis, et même glorieux pour la servir. Ce motif sanctifia la surprise, la perfidie, la rupture ou la violation des traités, le vol, les spoliations, les cruautés les plus révoltantes. Il était facile de prévoir que cette morale passerait du sénat à la ville, de la politique à la conduite privée des citoyens; qu'elle décréditerait les bons principes, qu'elle fausserait les consciences et finirait par éteindre dans les cœurs tout principe de vertu. En s'élançant hors de l'Italie, Rome connut les somptuosités, enfans du luxe, et les innombrables besoins qui lui servent de cortège. Le prix des richesses se fit vivement sentir. Les chefs des expéditions en acquirent d'immenses. Crassus joignit au produit de ses incalculables exactions, les trésors du temple d'Hiérapolis. Lucullus ne connaissait pas lui-même les bornes de sa fortune. Que dirons-nous de l'infâme Verrès, spoliant en vrai pirate le plus ancien et le plus utile des alliés de sa patrie? Les chefs des armées et des administrations étaient fidèlement copiés par leurs inférieurs. Tous rentraient dans Rome

avec de nouveaux sujets d'admiration , qui allumaient de nouveaux désirs , avec des mœurs efféminées qui dégradèrent le caractère national , avec des trésors qui transformèrent en Sybarites les neveux dégénérés de ces vertueux patriciens , qui , morts sans fortune , recevaient les honneurs funèbres aux frais de leurs concitoyens reconnaissans. On apprit à ne rougir que de la pauvreté ; les lois somptuaires tombèrent dans le mépris , et la censure , qui devait prévenir ce débordement , devint une sinécure.

Les emplois , qu'on sollicitait jadis pour s'illustrer en servant l'état , n'étant plus que des moyens de fortune , tout fut sacrifié pour y parvenir. Aussi corrompus que les candidats , les électeurs n'exigèrent d'eux ni talens ni vertu , mais de l'or ; et le plus prodigue des compétiteurs eut toujours la majorité. L'avarice ne faisait que des avances ; elle savait qu'elle en serait mille fois dédommée aux dépens des malheureuses nations.

Tous les traits de cette peinture s'appliquent à l'Angleterre de nos jours , sauf la nomination aux emplois , qui en Albion , est une des attributions de la couronne ; mais l'élection , par ses résultats , influe sur bien des choix. Le plus sûr moyen d'obtenir pour soi ou pour les siens quelque gouvernement lucratif , quelque riche satrapie ,

c'est d'arriver à la chambre des communes avec des opinions favorables au peuple. Les ministres n'ont rien à refuser aux juges de leurs opérations, au parlementaire qui, par son éloquence, peut compromettre leur majorité, ou jeter du moins dans le public, déjà très-mécontent, de nouveaux sermens d'aigreur contre la portion de l'oligarchie qui s'est exclusivement approprié le pouvoir. Comme autrefois à Rome, il débarque fréquemment à Londres, des proconsuls, des préteurs, des questeurs opulens; mais avec les trésors de Lucullus, qui était très-libéral, ils apportent la tenacité de Crassus, et toutes les habitudes du despotisme qu'ils viennent d'exercer. L'Angleterre compte un plus grand nombre de Crésus; mais la nation n'y gagne rien; c'est au contraire à ses dépens qu'il faut réprimer les révoltes qu'ont excitées au loin leurs exactions et leurs cruautés.

D'autres plus habiles que nous calculeront la durée probable d'un état de choses si critique, et qui lutte à la fois contre tant de principes de destruction: c'est assez pour nous de l'avoir peint avec fidélité.

Il nous siérait mal de quitter les îles britanniques, sans parler du principal instrument de leur puissance, de cette marine militaire qui

s'est acquis une si haute réputation. Nous nous étions fait, il faut l'avouer, à l'exemple de tant d'autres, une idée pour ainsi dire gigantesque du matériel de cette marine; mais le témoignage de nos propres yeux et des renseignemens exacts nous ont ramené de bien loin dans le cercle de la vérité; et nous pouvons assurer que *l'état de la marine anglaise pour l'année 1818*, publié la même année à Paris par *l'éditeur principal des archives navales*, réduit à leur juste valeur ces fastueux états de situation que l'amirauté a soin de faire insérer dans les journaux ministériels, et qui jettent dans le monde commercial l'étonnement et l'effroi. Nous puiserons dans cet écrit trop peu répandu des notions pleines d'intérêt.

L'auteur, qui a pris ses documens dans les bonnes sources, compare le matériel de la marine britannique à deux époques remarquables, 1793 et 1818. Il fait le tableau suivant :

BATIMENS.	EN FÉVRIER 1893.					EN JANVIER 1818.				
	Vaisseaux de ligne.	Petits vaisseaux.	Frégates.	Petits bâtimens.	TOTAL.	Vaisseaux de ligne.	Petits vaisseaux.	Frégates.	Petits bâtimens.	TOTAL.
Armés ou en armem.	40	7	61	63	171	14	7	17	90	128
Propres au service..	89	9	63	28	174	71	6	56	138	271
Pontons, cayèn., etc	15	4	8	2	29	36	19	33	20	108
En construction.....	12	3	3	2	20	29	5	34	15	73
TOTAL en 1793..	156	23	140	95	414					
TOTAL en 1818..	140	37	140	263	580	140	37	140	263	580

**L'auteur remarque ;**

1°. Que l'Angleterre fait toujours figurer au rang de ses forces navales, des bâtimens hors d'état de servir dont le nombre s'élevait,

En 1793, . à . 91

En 1818, . à . 288

2°. Qu'elle ajoute, apparemment aussi pour en imposer, à ses états généraux de situation, les bâtimens qui sont sur les chantiers, et dont le nombre était en 1793, de 20

en 1818, de 75.

Ce ne sont là pour la plupart que des bâtimens de dix canons. Les gros vaisseaux en, très-petit nombre, restent long-temps sur le chantier, mais sans cesser de figurer sur les états annuels comme s'ils avaient été lancés à l'eau et remplacés par de nouvelles quilles.

L'Angleterre est réduite aujourd'hui à la nécessité de construire elle-même,

    Pour réparer du temps l'inévitable outrage.

Pendant la révolution, elle a su faire naître plusieurs occasions d'alimenter sa marine militaire aux dépens d'autrui. Les faits suivans sont connus, mais imparfaitement. Il est bon de les rappeler. Nous allons les tirer du même ouvrage de *M. Laignel*.

« D'après les états présentés au parlement anglais, il y avait dans l'arrondissement maritime de Toulon 32 vaisseaux de ligne, 22 frégates, 19 corvettes et un certain nombre d'autres petits bâtimens, lorsque les armées navales d'Angleterre et d'*Espagne* obtinrent de cette ville la remise de son arsenal maritime et de tout ce qu'il renfermait : cette remise ne fut consentie toutefois et n'eut lieu que sur la déclaration formelle de l'amiral *Hood*, du 28 août 1793, conçue en ces termes : *J'ai déclaré, et je répète ma déclaration aux habi-*

» *tans du sud de la France , que je ne prends*  
 » *possession de Toulon , que pour le garder*  
 » *en dépôt pour Louis XVII.*

» Au mépris de sa déclaration , cet amiral ,  
 » dans le mois de décembre suivant , envoya en  
 » Angleterre , sans y faire participer l'Espa-  
 » gne , dont les forces étaient alors combinées  
 » avec celles anglaises , tout ce qu'il lui fut pos-  
 » sible de faire passer de ces bâtimens français  
 » reçus en dépôt , et fit brûler le reste par le capi-  
 » taine alors , aujourd'hui amiral Sydney Smith ,  
 » qui , en même temps reçut et exécuta la com-  
 » mission d'incendier l'arsenal et ses magasins ,  
 » avec tous les approvisionnemens qu'ils conte-  
 » naient. ( Voir à ce sujet les pièces présentées au  
 » parlement , et consignées dans le journal de ma-  
 » rine anglais , semblable aux *Archives navales* ,  
 » mais appelé *Naval Chronicle* , où l'on trouve  
 » en son entier le rapport officiel de ce capitaine ,  
 » si fastueusement célébré par les rédacteurs de  
 » ce journal pour cette prétendue *périlleuse*  
 » expédition. )

» Au mois d'août 1796 , les forces anglaises de  
 » terre et de mer auxquelles était joint un plus  
 » grand nombre des *forces russes* , tant de terre  
 » que de mer , se présentèrent en Hollande , où ,  
 » au nom du prince d'Orange et en vertu de sa

» proclamation du 26 juillet précédent, elles  
 » sommèrent les forces navales hollandaises,  
 » qui se trouvaient dans les rades du Texel, de  
 » reconaître ce prince pour leur souverain, et  
 » de se remettre sous sa protection. Le mani-  
 » feste anglais, fait à bord de la frégate l'*Isis*, et  
 » proclamé dans l'escadre hollandaise, le 30 août,  
 » porte : *Qu'étant chargé du commandement*  
 » *de la partie navale de l'armée combinée*  
 » *sous les ordres du duc d'York, destinée à*  
 » *faire rentrer les Provinces-Unies dans leur*  
 » *ancienne constitution et sous le gouverne-*  
 » *ment du stathouder, il lui était ordonné*  
 » *de faire connaître aux bâtimens de guerre*  
 » *que ces provinces tenaient armés, qu'ausi-*  
 » *sitôt qu'ils auraient rehissé l'ancien pavil-*  
 » *lon, ils seraient considérés comme faisant*  
 » *partie des forces au service des alliés de*  
 » *l'Angleterre, sous les ordres du prince sta-*  
 » *thouder, en sa qualité de généralissime et*  
 » *d'amiral des Provinces-Unies. Ce manifeste*  
 » *déclarait de plus que, dans le cas où cette*  
 » *soumission aurait lieu, les équipages reste-*  
 » *raient provisoirement à leur bord, jusqu'à*  
 » *ce que les intentions dudit prince fussent*  
 » *connues relativement à la destination ul-*  
 » *térieure de ces bâtimens.*



• Cependant , très-peu de jours après la capi-  
 • tulation , quoique la Russie eût fourni pour  
 • cette expédition une escadre trois fois plus  
 • forte que celle d'Angleterre , quoique son con-  
 • tingent de terre eût été aussi plus considérable  
 • et qu'elle eût perdu beaucoup plus de monde ,  
 • l'amiral anglais , sans l'appeler aucunement au  
 • partage , fit passer en Angleterre les forces  
 • hollandaises qui venaient de se soumettre au  
 • stathouder , au nombre d'au moins dix vais-  
 • seaux de ligne , autant de frégates et un beau-  
 • coup plus grand nombre de petits bâtimens de  
 • guerre et de navires de commerce .

• Il est vrai néanmoins que la Russie ne pa-  
 • raît pas avoir imparé cette espèce de par-  
 • tage , puisque l'amiral anglais fit joindre deux  
 • vaisseaux russes aux bâtimens qu'il détacha de  
 • son escadre pour faire escorter les bâtimens  
 • hollandais jusque dans ports d'Angleterre , où  
 • ensuite ceux-ci furent portés sur l'état de ses  
 • forces navales , et l'on sait ce que devinrent les  
 • équipages..... ( Voir à ce sujet les détails con-  
 • signés dans le *Naval Chronology* auquel a  
 • fait suite le *Naval Chronicle* . )

• En février 1807 , la Turquie , quoiqu'en pleine  
 • paix avec la Grande-Bretagne , vit paraître sur  
 • ses côtes , dans la mer Noire et presque sous les

» murs de sa capitale , dont l'ambassadeur Arbu-  
» thnot était à peine éloigné de quelques lieues ,  
» une escadre anglaise commandée par le con-  
» tre-amiral Sydney Smith , qui lui brûla un  
» vaisseau , quatre frégates et plusieurs corvettes ,  
» et qui lui prit quelques autres petits bâtimens ,  
» dont il augmenta de suite les forces sous son  
» commandement. ( Voir à ce sujet les rapports  
» faits par les officiers de cette expédition , et qui  
» sont consignés et répétés à plusieurs reprises  
» avec ostentation dans le *Naval Chronicle* . )  
» Au mois d'août 1807 , l'Angleterre , sous le  
» prétexte de dégager le Danemark de l'in-  
» fluence de la France , envoya une escadre pour  
» s'emparer , à titre de prétendu dépôt , de  
» toutes les forces navales de cette puissance ,  
» qui se trouvaient désarmées dans le seul port  
» militaire qu'elle ait. Quoique les deux na-  
» tions fussent alors en paix , que les ambassa-  
» deurs fussent même dans les capitales des sou-  
» verains auprès desquels ils étaient accrédités ,  
» l'amiral anglais , par une conduite dont la  
» ville de Copenhague et ses habitans ne peu-  
» vent encore avoir oublié les funestes résul-  
» tats , fit détruire par le fer et le feu , sous  
» les murs du palais du roi , 6 vaisseaux de ligne ,

• 3 frégates et un certain nombre de bâtimens  
• légers.

• Par les ordres du même amiral, environ 20  
• vaisseaux de ligne et 14 frégates, tous bâti-  
• mens en bon état, mais entièrement désarmés,  
• quoique ayant leur équipement complet en  
• magasin, furent de suite non-seulement ame-  
• nés en Angleterre, mais encore réunis aussitôt  
• *activement* à ses autres forces navales. ( Voir  
• la liste de cette marine à cette époque, celle  
• même que l'on présente aujourd'hui où il s'en  
• trouve encore, et surtout voir les rapports, con-  
• signés au *Naval Chronicle*, des officiers em-  
• ployés à cette expédition, qui a valu à quel-  
• ques-uns les honneurs de la pairie anglaise. »

Si le matériel de la marine militaire anglaise est moins effrayant qu'on ne le pense, il faut convenir qu'elle est infiment riche sous le rapport du personnel.

Il y avait, en 1818 :

Amiraux. . . .	58
Vice-amiraux. . . .	62
Contre-amiraux. . . .	74
Total des officiers amiraux. . . .	194
Nous n'en avons en France que. . . .	28
Différence. . . .	166

Capitaines de première classe.	. . .	798
— deuxième classe.	. . .	69
		<hr/>
Total.	. . .	867
En France, capit. de vaisseau.	. . .	60
— de frégate.	. . .	80
		<hr/>
		140
		<hr/>
Différence.	. . .	727
Commanders ou lieutenans de première classe.	. . .	793
En France.	. . .	60
		<hr/>
Différence.	. . .	733
Lieutenans de vaisseau, correspondant à nos lieutenans et enseignes de vaisseau.	. . .	3945
En France, lieut. de vaisseau.	. . .	260
Enseignes.	. . .	400
		<hr/>
		660
		<hr/>
Différence.	. . .	3285
Masters, genre d'officiers étrangers à la marine française.	. . .	655

Il serait inutile de pousser plus loin ce parallèle que M. Laignel nous a fourni.

Nous nous bornerons à observer que si le matériel de la marine française se trouvait dans le

même rapport avec celui de la marine britannique, nous serions tombés au-dessous du Portugal et du Danemarck. Il n'en est heureusement pas ainsi ; mais pourquoi tant de réductions au personnel si l'on veut sérieusement rétablir la marine ? Pourquoi surtout renvoyer malheureux, c'est-à-dire mécontents, des officiers qui ont versé leur sang pour la patrie ? Les maisons de bois ont besoin d'habitans auxquels il faut des chefs habiles, dévoués ; si toute profession doit faire vivre celui qui l'exerce, à plus forte raison celle qui exige le sacrifice de ce que l'homme a de plus cher au monde.

---

## CHAPITRE X.

### *Conclusion.*

HORS de l'Europe, nous n'avons trouvé qu'une ambition marquante, celle des États-Unis.

En Europe, nous en avons signalé deux qui, par des voies différentes, marchent à l'asservissement du monde.

### §. I<sup>r</sup>.

#### *Ambition Anglo-Américaine.*

QUELQUE vaste que soit le continent sur lequel s'exerce l'ambition des États-Unis, il a ses bornes que l'Océan a posées et qu'elle ne saurait franchir.

Sous le rapport commercial, les États-Unis étendent au loin leurs relations et multiplient avec intelligence les opérations susceptibles de bénéfices; mais, soit que l'exemple de leur rivale, si malheureuse par son système d'oppression, contienne leur propre ambition dans de justes

limites, soit qu'ils doivent leur modération et leur équité à l'admirable législation qui les régit; ils écartent de leurs procédés la violence et les autres moyens odieux. Rien n'annonce en eux le projet immédiat ou futur de dominer l'empire commun. Ils ne s'y fortifient sur aucun point. Ils abandonnent l'Asie et l'Afrique à l'industrie des autres peuples, et s'ils achètent quelques terres dans la Sénégambie, ce n'est point pour eux, mais pour les nègres qu'ils ont véritablement *libérés*. En les rendant à leur patrie, l'Union américaine se pique de les y laisser heureux, dans des établissements où elle a soin de réunir tout ce qui est nécessaire à l'exploitation des terres. Il n'y a pas dix ans que l'Angleterre fait jeter sur nos côtes des milliers d'Hanovriens et d'autres Allemands estropiés ou vieillis à son service. Ils étaient nus et dépourvus de tout. Comparons.

Loin que le monde ait à s'inquiéter de l'ambition Anglo-Américaine, il doit regarder la création miraculeuse de cette puissance comme un bienfait du ciel, qui n'a permis le développement effrayant d'autres ambitions qu'en élevant un contrepoids capable de les contenir. L'Union américaine est appelée, par le sentiment de son

Indépendance et par ses vastes moyens, à diriger l'opposition généreuse qui doit reconquérir et briser pour toujours le sceptre des mers. Les mêmes raisons assignent à la France le rang de sa première alliée.

## §. II.

### *Ambition Russe.*

AUCUNE puissance humaine n'est capable aujourd'hui de soustraire l'Asie à la domination russe. Nous avons vu la Perse attendant son coup de grâce à genoux. Le vénal et pusillanime divan de Constantinople n'est pas plus rassuré. Rien donc n'empêche le torrent septentrional de se déborder vers le Sud; tout pliera devant lui jusqu'aux rives de la mer des Indes.

Vers l'Occident, une population vaillante, agglomérée dans un espace très-circonscrit, peut résister aux Russes, les rejeter même au-delà du Niémen: mais cette population a besoin d'agir avec ensemble; il faut surtout qu'elle s'élève au degré de l'enthousiasme national qu'on sut lui inspirer en 1813. Pour coordonner ses moyens de défense, l'Europe a nécessairement besoin d'un conseil d'amphyctions inaccessible à



Philippe et à son fils. Accepter la protection de pouvoirs étrangers et supérieurs, c'est leur donner hypothèque sur la liberté du pays.

Ouvrira-t'on la porte de ce conseil au noble personnage qui dirige la politique du cabinet de Londres ?

Des combinaisons funestes aux peuples individuellement pris ont caractérisé l'influence qu'il exerce sur le continent européen. Comme formant un grand corps politique, les nations ont encore moins à se louer de lui. Sa conduite toujours équivoque offre un tissu de contradictions. D'un côté, il livre à l'ennemi les remparts de l'Europe; de l'autre, il s'évertue à lui opposer toutes les forces de l'occident. Puisqu'il réduisait les moyens défensifs des Spartiates à leurs épées et à leurs corps, il devait du moins rassurer la place par une forte garnison. Loin de là, il n'en confie la défense qu'à des ilotes découragés et flétris. Pourquoi détruire ainsi d'une main ce qu'on a péniblement construit de l'autre ? C'est que le noble lord fait toujours marcher de front, avec les intérêts apparens, d'autres intérêts dont lui seul a le secret. Nous chercherions en vain quel avantage la Grande-Bretagne a pu tirer de la cession du grand-duché de Warsovie à l'empereur des Russes, et c'est apparemment parce

que les plus habiles politiques n'ont pu le découvrir, qu'ils taxent cette opération d'ineptie sans exemple. Le noble lord aurait-il voulu se rendre éternellement nécessaire à l'Europe centrale, à l'Autriche surtout et à la Prusse, en les plaçant sous la pointe du cimeterre qui menaçait Damoclès ? mais si l'homicide instrument tombe?...

Il est plus facile d'expliquer pourquoi le diplomate anglais, au lieu d'armer contre l'ennemi commun des souverains chéris et des peuples dévoués, compromet l'existence de l'Europe en les divisant. Déjà les nations continentales, les Allemands surtout, s'éclairaient sur leurs intérêts commerciaux. Il sortait chaque jour de leurs presses des ouvrages vigoureux contre l'admission des marchandises britanniques, favorisée par des souverains trompés ou par des ministres corrompus. C'est pour l'Angleterre le *noti me tangere*. Il s'agit de conserver l'énorme tribut que lui paie tous les ans l'Europe ignorante et pitoyablement gouvernée. Cet intérêt oblique a prévalu chez le noble lord, qui, à tout événement, a fait défendre aux bons Germains d'écrire et de parler. Il ne leur reste que la pensée dont le siège et les opérations sont libres jusques dans les cachots.

L'Angleterre serait, on n'en-peut disconvenir, un auxiliaire puissant pour l'Europe menacée du joug : mais qui fixera la versatilité de sa politique, toujours subordonnée à son intérêt commercial? Quel garant peut-elle donner de sa bonne foi, quand tous les peuples conservent dans leurs archives diplomatiques une foule de traités qu'elle a violés ou rompus?

Que les souverains allemands retiennent chez eux les 745 millions qu'ils paient tous les ans à l'industrie anglaise, et ils auront sous la main les fonds que réclamera la guerre de la liberté.

Si cette guerre devient nationale ( et il ne tient qu'aux souverains de lui imprimer ce caractère ), l'Europe centrale bien unie suffira pour contenir l'ennemi; mais si l'on veut couper le mal dans sa racine, cette immortelle opération exige le concours de la France.

Des politiques ont comparé les forces que peuvent s'opposer la Russie et l'Allemagne tout entière, et ils les ont trouvées à peu près en équilibre. Le triomphe est réservé pour le parti qui saura gagner l'affection des belliqueux Polonais.

Nous avons déjà vu que les Polonais devenus Moscovites, réclament ceux de leurs frères qui sont restés sous l'empire de la Prusse et de l'Autriche. Cette manière de provoquer la réunion

a paru suspecte; elle ne saurait justifier une invasion qui en serait la conséquence. Il y a bien plus d'habileté à faire désirer la réunion par les Polonais qui ne sont pas encor Russes; et c'est le but que vient d'atteindre le savant cabinet de Pétersbourg en donnant à ses Polonais une constitution qui consacre leurs principaux droits politiques. Le jour où cet acte est devenu public dans les provinces qui obéissent encore à l'Autriche et à la Prusse, y a détruit l'autorité de Guillaume et de François. Tout y paraît calme et soumis; mais les affections sont ailleurs. Au premier instant favorable, la défection sera prompte, universelle. Que les diplomates de Carlsbad nous disent si leur coup d'état vaut celui du cabinet de Pétersbourg. Ce cabinet apprécie le levier des affections; il sait les faire naître et les associer à sa profonde politique.

Toutefois, il resterait à la Prusse et à l'Autriche un moyen de déjouer cette combinaison; mais ce moyen est puisé dans le système libéral, et en voilà de reste pour révolter les Hardemberg et les Metternich.

Quelques caresses que la Russie fasse à ses Polonais, elle ne leur a pas encore fait entendre le mot sacramentel, celui d'*indépendance*. C'est pour la puissance qui prononcera ce mot ma-

gique qu'est réservé leur cœur, c'est pour elle que s'armeront leurs bras.

Pour regagner l'affection des Polonais et pour priver la Russie de cet immense appui, la Prusse et l'Autriche n'ont qu'à déclarer libres les Polonais qui leur obéissent encore, et à leur donner, sous le titre de *roi de Pologne*, un prince constitutionnel héréditaire pris parmi eux, ou si l'on craint de fâcheuses rivalités, elles peuvent offrir cette belle couronne au respectable roi de Saxe dont les états actuels leur tiendraient lieu de compensation.

Voilà les rôles changés et la Russie dupe de son artifice ; c'est pour ce roi nouveau que batront les cœurs des Polonais. L'Autriche et la Prusse recevront, même à Varsovie, un tribut de louanges et de bénédictions. Il faudra bien alors que la politique russe s'explique. Si elle couronne à Varsovie un des frères de l'empereur, elle institue un futur allié de l'Europe centrale; si elle laisse *in nube* la question de l'indépendance, ce silence fatal éclairera la Pologne russe sur le sort qui lui est réservé. La constitution qu'on vient de lui donner sans autre garantie que la volonté variable d'un seul homme, perd tout son prix aux yeux des habitants. Exilés dans leur patrie, ils envient le

bonheur de leurs frères, qui vivent libres sous un roi chéri. Si quelque armée de la confédération européenne pénètre alors dans la Pologne russe, qu'elle ait un ample approvisionnement d'armes surnuméraires!! Trois cent mille fusils y trouveront de l'emploi. Tout ce qu'il y aura de Polonais dans l'armée russe désertera par bandes, et la Pologne, après quarante-cinq ans de malheurs, se retrouvera tout entière sous l'un des plus puissans monarques de l'Europe. Voilà le véritable boulevard du continent occidental, Tant qu'il ne sera pas relevé, l'Autriche et la Prusse seront menacés de leur existence politique,

Si quelque diplomate autrichien ou prussien daigne jeter les yeux sur cette théorie, comme elle ne doit rien à la routine, elle pourra lui faire pitié; nous verrons si des inquisiteurs et des prévôts sauveront mieux la Germanie.

### §. III.

#### *Ambition britannique.*

QUAND nous avons donné à l'ambition britannique ses caractères propres, la cupidité, l'ava-

rice, la rapacité, et une tendance irrésistible au monopole universel, des faits sans nombre sont venus à l'appui de nos assertions. Est-il quelque moyen de modérer cette ardente soif de l'or? L'univers peut-il contenir dans de justes bornes cette poignée d'usuraires qui le tourmentent, ou faut-il qu'il se résigne à leur servir éternellement de pâture? Ils ont d'immenses ressources qu'ils étalent avec orgueil; mais quel en est l'origine? Elles leur sont abondamment fournies par les nations mêmes qu'ils oppriment. Les esclaves d'Albion sont assez stupides pour lui payer leurs fers.... Des lumières! des lumières! et ce superbe dominateur retombe de son propre poids dans la ligne de l'égalité.

En vain mille cris se sont élevés contre le fameux blocus continental. C'était une sublime conception. L'Allemagne, la Suisse, l'Italie, la France, etc., lui doivent la création d'un nombre infini de fabriques, de manufactures, et le perfectionnement rapide des arts. Il fallut apprendre à se suffire; et les artistes du continent, auxquels des anglomanes bien payés persuadaient que le génie de l'invention n'inspire que des têtes britanniques, s'étonnèrent d'avoir pu se croire condamnés à la timide et servile imitation.

Le blocus de Napoléon n'avait qu'un défaut,

celui d'être imposé par un despote à des nations qui n'avaient aucun intérêt à l'observer. Peu leur importait que l'empire restât à l'Aigle ou au Léopard. Observons d'ailleurs que la connaissance des intérêts nationaux n'avait que très-faiblement occupé les esprits. Aujourd'hui, qu'elle est devenue en quelque sorte vulgaire, chaque peuple sent le besoin de se suffire autant que possible, et de bonifier sa balance. De toutes parts s'élèvent des barrières contre l'invasion des produits de l'industrie britannique; mais on a beau multiplier les douanes, ajouter à la sévérité des lois et surveiller les surveillans; vous fermez une porte, la corruption en ouvre deux; c'est qu'on néglige de donner à ces mesures l'appui de la toute-puissante opinion.

Une preuve de l'heureuse direction que prend sous ce rapport l'esprit public, c'est qu'on a vu se former spontanément, en Belgique et ailleurs, des associations patriotiques où l'on s'engage à n'user, pour soi ni pour les siens, d'aucun produit industriel *étranger*, ce qui signifie anglais. Dépositaires du pouvoir, de quelque nation que vous dirigiez les destinées, favorisez le développement de cet esprit national, plus funeste à l'ennemi de tous que la perte de ses flottes. Que des écrits lumineux, familiers et à la portée de



toutes les classes, fassent sentir aux consommateurs combien leur fol engouement pour les produits fabriqués en Angleterre est ruineux pour leur propre nation, dont les arts périclitent et le numéraire disparaît. Il ne suffit pas d'atteindre par des lois sévères ces contrebandiers que l'Angleterre appelle naïvement *ses alliés naturels*; c'est surtout dans l'opinion qu'il importe de les flétrir. Dès que le nom de contrebandier deviendra le synonyme de mauvais citoyen et de traître à sa patrie, qui osera le prendre? qui voudra lui tenir la main et devenir complice de son infamie?

Tous les peuples qui ont eu la folie d'aspirer au monopole se sont accordés sur un point, c'est qu'il est impraticable sans l'empire exclusif des mers. Tyr y prétendit la première et le conserva long-temps. On n'osa plus naviguer sans son autorisation, qu'il fallait obtenir par un tribut onéreux. Tyr éprouva deux fois le sort des tyrans, et n'est aujourd'hui qu'un amas de ruines.

Athènes et Lacédémone, irréconciliables rivales, exercèrent tour à tour sur la Méditerranée un despotisme absolu; mais l'indignation qu'elles excitèrent de toutes parts produisit une ligue terrible. Les fameuses batailles d'*Ægos-Potamos* et de *Gnide* affranchirent bientôt les mers.

**Carthage, fille de Tyr, et non moins ambitieuse que sa mère, dédaigna la gloire et ne s'attacha qu'à l'or. Si elle conquît des terres, ce fut pour mieux s'assurer l'empire aquatique. Croira-t-on qu'elle porta l'arrogance jusqu'à vouloir empêcher les Romains de laver leurs mains dans la mer de Sicile? Tant d'audace reçut son salaire; et l'on trouve à peine aujourd'hui quelques vestiges de cette ville superbe qui eut plus de 700 mille habitans, qui subjuguâ la Numidie, la Mauritanie, presque toute l'Espagne, la Sicile, la Sardaigne, les Baléares et la Corse.**

**Venise, dans les temps modernes, oublia ces exemples fameux. A peine fut-elle parvenue à dominer qu'elle foula aux pieds le droit des gens. Sa marine exerça publiquement la piraterie et soumit le commerce des autres peuples à tant d'avanies et de vexations, que les principales puissances de l'Europe se liguèrent, en 1509, pour humilier cette ambitieuse république. Ses intrigues et son or conjurèrent cette fois l'orage; mais la découverte du cap de Bonne-Espérance dispensa les opprimés de faire une croisade plus décisive contre l'ennemi commun. Le commerce prit un nouveau cours et laissa**

retomber Venise dans sa primitive médiocrité. Le doge, il est vrai, continua d'épouser tous les ans Amphitrite ; mais la déesse ne lui a jamais rendu le trident.

Gènes et Pise brillèrent à leur tour, mais sans se rendre odieuses par des prétentions à l'empire exclusif. Aussi n'excitèrent-elles que des rivalités. Il est heureux, pour ces deux républiques, de n'avoir déposé dans les archives de l'histoire aucun monument de tyrannie maritime dont elles aient à rougir.

La Hollande montra moins de modération. A peine échappée au joug de l'Espagne, elle détruisit dans l'Inde la puissance des Portugais et des Espagnols, s'empara des positions les plus avantageuses et s'attribua le commerce exclusif des épices. Le plan d'une domination exclusive et tyrannique se décelait dans tous ses procédés, quand l'Angleterre, qui n'aspirait pas avec moins d'ardeur à la suprématie, engagea politiquement sa rivale dans la mémorable guerre de la succession. La Hollande, en changeant d'élément, négligea celui qui avait fondé sa gloire et ses richesses. Elle acheta, par des dettes immenses, la futile satisfaction d'humilier Louis XIV, et l'Angleterre se hâta de la remplacer, comme

si elle pouvait ignorer, après tant d'exemples, que l'empire aquatique a toute l'instabilité de l'élément sur lequel on prétend l'établir.

Ce n'est pas que l'Angleterre ait attendu cette époque pour manifester l'intention de dominer les mers. Sa situation avantageuse, ses nombreux havres et ports, un sol peu fertile et qu'on n'avait pas encore amélioré par la culture; la nécessité d'aller chercher ailleurs les productions que refusait un climat trop septentrional, toutes ces causes tournèrent de bonne heure le génie de la nation vers la marine, et il suffisait de quelque succès pour précipiter des hommes impérieux et fiers de l'usage à l'abus, de la supériorité à la tyrannie.

Déjà le roi Jean, dit *Sans-Terre*, frère et successeur de Richard *Cœur-de-Lion*, prétendit rendre son code maritime obligatoire pour tous peuples navigateurs. Tout pavillon dut saluer le pavillon britannique. En cas de refus, le bâtiment anglais était tenu d'attaquer le capitaine récalcitrant, et, s'il le prenait, il devait punir sa *rébellion* par un emprisonnement dont le caprice du capteur réglait la durée. Le navire pris était confisqué au profit de l'état.

Sous Édouard I<sup>er</sup>, la pêche fut arbitrairement interdite aux Hollandais et aux Flamands dans

toutes les mers qui baignent les îles britanniques. Ce prince porta l'esprit d'usurpation jusqu'à se dire propriétaire exclusif de la Manche, où le roi de France ne pouvait introduire aucune escadre sous les ordres d'un amiral, mais seulement de quelque officier d'un grade inférieur. Philippe-le-Bel repoussa, comme il le devait, cette insolente prétention.

• Qui peut oublier l'insulte faite au grand Sully dans le Pas-de-Calais ? Il allait, au nom de son roi, complimenter le roi Jacques I<sup>er</sup> de son avènement à la couronne. Une bombarde anglaise l'aborde et lui enjoint d'amener son pavillon qui était hissé au grand mât. Le duc ayant refusé de se soumettre à cette humiliation et allégué sa qualité d'ambassadeur, l'Anglais tire à boulet et perce le vaisseau. Il fallut sacrifier à la dure nécessité. « J'honore, dit arrogantement le Breton, votre qualité d'ambassadeur ; mais rien ne peut me dispenser de faire rendre au pavillon de mon maître, *souverain de la mer*, l'honneur qui lui est dû. » Il faut classer la punition de cette insulte au rang des projets dont l'infâme Ravaillac prévint l'exécution :

On ne devait pas attendre des dispositions plus équitables et plus modérées du trop fameux protecteur, né avec l'instinct de la tyrannie et de

l'orgueil. Cromwel ne pouvait souffrir sur la mer d'autre pavillon que celui de l'Angleterre.

« C'est une insolence inouïe, disait Charles II, dans un manifeste contre la Hollande, que de disputer à l'Angleterre l'empire des mers, par le refus des honneurs du pavillon. Cet empire est une des plus belles prérogatives des rois mes prédécesseurs; c'est la dernière à laquelle je renoncerais ».

Le plus grand crime que le roi Guillaume reprochait à Louis XIV, dans un manifeste de 1689, c'était de lui avoir refusé les honneurs du pavillon, violant ainsi la *souveraineté maritime* acquise de droit et de fait à la nation anglaise.

De ce principe despotique devaient nécessairement émaner des conséquences attentatoires au droit naturel. L'Angleterre prétendit bientôt gêner arbitrairement le commerce des neutres; elle leur interdit l'accès des côtes ennemies, les assujettit à un droit de visite, et saisit ceux à bord desquels elle trouva ou feignit de trouver des marchandises originaires du pays avec lequel elle était en guerre. Ces violations du droit des gens révoltèrent l'Europe pendant la guerre qui se termina par l'indépendance des États-Unis. Une ligue, qui prit le nom de *neutralité armée*, se

forma sous la direction de l'impératrice Catherine II, qui se fit rendre plusieurs navires de sa nation, saisis et déclarés de bonne prise par les tribunaux maritimes anglais ; mais cette doctrine ne fut réprimée qu'un moment.

Le cabinet de Londres sut profiter, pour la reproduire, de l'irritation que produisaient en Europe les excès de la convention nationale de France. Un arrêt du conseil du 8 juin 1793 déclara saisissable et sujet à la confiscation tout vaisseau neutre chargé en totalité ou en partie de grains et farines pour quelque port français. Les commandans anglais eurent ordre d'arrêter et de conduire dans les ports britanniques, tout vaisseau qui serait trouvé en route vers un port de France mis en état de blocus, c'est-à-dire à l'entrée duquel une simple corvette aurait établi sa croisière. Dans quel article du droit public l'Angleterre a-t-elle puisé le monstrueux système qu'il est permis d'affamer toute une nation ?

Si le gouvernement anglais était sage, au lieu d'inoculer à sa nation les faux et dangereux préjugés qui lui servent de règle ; au lieu de la rendre ambitieuse et arrogante comme lui, en lui faisant accroire que la nature lui a conféré le domaine exclusif des eaux, il contribuerait bien

plus efficacement au bonheur de cette nation en la ramenant aux principes de la modération et de l'équité. L'histoire lui en fournit les moyens; il n'a qu'à faire imprimer et distribuer dans toutes les écoles les annales abrégées des peuples, qui ont tour à tour manié le redoutable trident., et sur tout l'histoire épouvantable de l'orgueilleuse fille de Tyr, qui offrit, même à ses ennemis, un spectacle d'horreur et de pitié. Tant d'exemples frappans de l'ambition punie réprimeraient bientôt cet orgueil désordonné, ces prétentions despotiques et exclusives qui, dans les trois royaumes, sont la maladie d'un sexe comme de l'autre, de l'enfant et du vieillard, du marchand et du cultivateur, du simple matelot comme du premier lord de l'amirauté,

Conçoit-on que du sein d'une nation qui vit, pour ainsi dire, de politique, et qui a conservé le droit d'exprimer toute sa pensée, il ne s'élève aucun publiciste généreux qui ait le courage de combattre ce préjugé contraire à la justice et à la raison? On n'oserait douter, dans les îles britanniques, de la suprématie maritime de l'Angleterre; et faire du liquide élément un théâtre de démocratie absolue, ce serait vouloir se faire honnir, et appeler sur soi l'indignation de toutes les classes de la société. Vainement on invoquerait la loi natu-



relle dont le droit public n'est que la juste application : l'orgueil et la cupidité ont leur ivresse , et l'ivresse ne raisonne point.

On pourrait cependant adresser une question à ces insulaires exclusifs. Trouveriez-vous juste et conforme aux lois de l'humanité que toutes les nations prissent simultanément le parti de vous exclure de leurs ports, de vous interdire l'usage de leurs grandes routes, et de tout ce qui s'appelle *lieux publics* ?

La comparaison ne serait pas encore exacte ; car chaque nation peut, après tout, disposer de ses ports et de ses lieux publics, dont on ne saurait lui disputer la propriété ; au lieu que la mer n'appartient à personne, ce qui en fait nécessairement un domaine commun.

Si tous les peuples ont sur ce domaine un droit égal, l'Angleterre ne peut se l'approprier qu'en vertu de concessions par lesquelles ils auraient consenti à s'en priver pour elle, à lui en abandonner la possession exclusive : qu'elle exhibe donc les actes qui constatent cet abandon temporaire ou perpétuel.

Le cabinet britannique ne produira point ces transactions qui n'existerent jamais ; mais il vous montrera sur la carte les points maritimes où il a élevé des fortifications ; il vous conduira dans

ses chantiers, où la scie, la coignée et le marteau ne connaissent ni paix, ni trêve; il mettra sous vos yeux la nomenclature, un peu enflée, de ses mille vaisseaux bordés de canons, et vous dira : *Voilà mes titres.*

Ces argumens de la raison anglaise pourraient sinon convaincre, du moins intimider le monde commercial; mais les autres peuples en ont de pareils, d'aussi concluans et en bien plus grand nombre. L'Angleterre ne se l'est point dissimulé, mais elle se flatte de diviser les nations intéressées au rétablissement de la démocratie dans le domaine commun.

La plupart des bâtimens de guerre anglais sont répartis en stations fixes sur toutes les mers du monde. Protéger le commerce national en temps de paix, c'est-à-dire quand il ne doit craindre ni insultes ni avanies, telle est la partie ostensible du mandat qu'emportent au loin les commandans de ces stations; mais ils ont des instructions particulières pour gêner le commerce des nations rivales. Le cabinet de Londres a-t-il résolu de rompre une trêve? car il n'y a jamais de paix avec lui : l'amirauté se hâte d'expédier sans bruit des avisos à toutes ces stations. La dépêche leur prescrit de courir sus à tel pavillon, de ruiner telle colonie. Lorsqu'on a la

certitude, à Londres, que le mal est fait, les journaux publient un manifeste où l'on a l'impudeur d'invoquer le droit des gens; mais d'autres déprédations commises dans nos parages, précèdent toujours l'émission du libelle diplomatique.

Elle saisit le moment où la nation qui lui déplaît a ses capitaux sur l'élément commun, où l'on se croit en toute sûreté sur la foi publique. Cent bâtimens armés tombent à la fois sur des navires sans défense et les emmènent dans les ports britanniques. La nation maltraitée réclame une juste satisfaction : on la lui fait espérer; la discussion diplomatique se prolonge et le brigandage continue. Quand il n'y a plus rien à voler, quand l'Angleterre a ruiné le commerce de son ennemi, quand elle a fait ravager ou occuper ses colonies; quand elle l'a mis dans l'impossibilité d'armer en s'emparant de ses matelots, la satisfaction est nettement refusée; il faut s'engager dans une lutte ou souscrire à de dures conditions basées sur des griefs chimériques, mais toujours à la perte des vaisseaux capturés avant toute déclaration d'hostilité. Telle est, depuis plus d'un siècle, la constante pratique du gouvernement anglais. Tel est son code maritime et son droit des gens.

La ligue qui, malgré les intrigues du cabinet de Londres, soutint à coups de canon les droits de la neutralité, annonçait le réveil des nations. On parlait de restaurer les autres dogmes du droit public, et l'heure de Carthage allait sonner, quand la révolution française la sauva de ce péril. Cette crise d'un genre nouveau croisa tellement les intérêts et fit naître tant de passions opposées, que le droit public fut entièrement perdu de vue.

Ce droit n'a eu jusqu'ici pour interprètes que des publicistes éclairés et vertueux qui en ont puissé les principes dans cette règle si simple et si vraie : *Alteri ne feceris quod tibi fieri non vis. Ne fais pas à autrui, etc.* Quelques assemblées de diplomates ont cité ces auteurs, mais sans utilité. Le droit public n'a jusqu'ici reçu que la sanction du bon sens : il est sans influence, sans autorité : on le viole à chaque instant.

Le repos du monde, la sécurité de tous les peuples qui l'habitent, exige que les principes de ce droit appliqués à la politique et au commerce, soient recueillis dans les auteurs, purifiés de toute partialité, et consignés dans un code obligatoire pour tous les gouvernemens, à peine d'encourir l'animadversion universelle. Le plus grand de nos rois eut cette pensée admi-

nable ; mais son siècle était au-dessus d'elle et de lui. La force était encore en pleine possession des attributs sacrés dont elle avait dépouillé le droit. Aujourd'hui que la rouille de la barbarie a généralement fait place à la bienfaisante civilisation, il est temps que le sage Henri trouve des continuateurs. Le monde est las du règne de l'injustice ; il est mûr pour le triomphe de l'équité.

Quelle est la puissance qui osera se couvrir de gloire, en provoquant l'institution d'un droit public sanctionné par tous les peuples qui ont cessé d'être barbares ?

L'Europe est plus que jamais un théâtre de passions opposées qui semblent repousser cet heureux accord. On se craint ; on s'observe avec inquiétude. Le fort menace, le faible rampe ou cherche des appuis. Ce n'est pas des deux puissances dont nous avons peint l'ambition, que peut émaner cette immortelle initiative ; et quoique toutes les autres soient éminemment intéressées à la création d'une garantie contre le plus fort, elles sont trop influencées, trop timides pour qu'aucune d'elles soit capable de se signaler par cet effort généreux. Craindrait-on que l'étendard de la justice, hardiment levé par une puissance qui s'y rangerait la première, ne ralliât

point les états faibles ou menacés ? faisons plus d'honneur à la nature humaine; et si ses détracteurs lui contestent le sentiment profond de la justice, qu'ils lui accordent du moins la connaissance de ses intérêts.

Le même conflit que l'empire des lumières élève entre l'aristocratie et les peuples, doit nécessairement s'établir entre les petits états et les puissances qui les oppriment. L'aristocratie veut conserver le pouvoir absolu; mais les peuples lui opposent la justice, la raison et une incontestable majorité : elle disparaîtra peu à peu comme s'évapore la neige sous l'influence d'un vent austral. L'aristocratie des puissances prédominantes veut aussi conserver la faculté de conquérir les états faibles, de les ravager, de les morceler, de les donner ou de les vendre, de les amalgamer, de leur interdire le commerce ou la navigation. Est-il possible que les petits états souffrent cette tyrannie quand ils ont le moyen de s'en affranchir? Seront-ils moins habiles, dans un siècle éclairé, que ne le fut, dans des temps barbares, cette ligue anséatique dont aucune puissance n'osait insulter le pavillon? Nous appelons ici *petits états* tous ceux qui sont ou peuvent être menacés. Tous les états de l'Europe, sauf la

Russie et l'Angleterre, rentrent dans cette définition.

Puisqu'aucun d'eux n'oserait sonner le tocsin contre la loi du plus fort, cherchons dans une atmosphère moins corrompue quelque puissance qui daigne s'immortaliser dans les fastes du genre humain.

Le gouvernement représentatif, source de prospérité *intérieure* pour les nations, et l'institution d'un code de droit public qui les garantisse de toute violence extérieure, doivent naturellement avoir un origine commune. Le premier de ces bienfaits nous est venu de l'hémisphère occidental. Il appartient aux héritiers de Franklin et de Washington de faire substituer les principes éternels de la morale à la politique injuste et cruelle de nos jours. Qu'ils prennent donc généreusement cette initiative dont tout l'honneur leur resterait lors même qu'on ne répondrait point à leur appel; mais rien de pareil n'est à craindre. Cette proposition soumise à tous les gouvernemens civilisés, ne peut être reçue qu'avec transport, puisqu'elle est juste, nécessaire et conservatrice de tout ce qui est menacé. Sera-t-elle accueillie à Pétersbourg? Oui, si l'auguste souverain qui attache son nom à tant d'institutions

philosophiques, est libre de suivre ses nobles et généreux penchans. Le monstre isolé qui vit d'injustices, de sang et de rapines, l'insatiable léopard gémit seul de la restauration des lois.

Sans nous piquer de lire dans l'avenir, il est probable que tous les gouvernemens engageront celui de l'Union américaine à convoquer lui-même le congrès œcuménique, où chacun d'eux sera représenté par un plénipotentiaire investi de pleins pouvoirs. Quel spectacle imposant et solennel ! L'univers civilisé réuni par ses représentans pour venger enfin la justice et la raison, et pour rendre à la loi naturelle l'empire que l'ambition et l'égoïsme lui avaient ravi depuis l'âge d'or ! L'imagination ne conçoit rien de plus sublime et de plus touchant.

C'est au sein de cet auguste sénat que sera discuté, sous le flambeau de la raison, le code machiavélique et sanguinaire qui depuis tant de siècles sert de régulateur à l'ambition.

On décidera ;

1°. Si l'équité ne défend pas aux gouvernemens aussi-bien qu'aux individus, d'être jugés dans leur propre cause; et si toute nation ne devrait pas être tenue, avant d'armer, d'exposer ses motifs à un conseil spécial composé des re-



présentans des autres souverains , et qui déciderait en dernier ressort ;

2°. Si , dans la vue de nuire le plus qu'il est possible à l'ennemi , on peut se permettre , au préjudice des hommes non armés , les mauvais traitemens , le pillage , l'incendie et la dévastation ;

3°. Quelles doivent être les bornes du talion ou des représailles ;

4°. S'il est facultatif pour toute puissance de donner à ses forces de terre et de mer un développement arbitraire , démesuré et alarmant pour les autres états ;

5°. De quelle manière il convient de réprimer l'ambitieux qui aspire à dominer un vaste continent ou qui s'arroe l'empire exclusif des mers ; qui exige d'humiliantes soumissions , qui fait arbitrairement la presse à bord des bâtimens des autres peuples , etc. ;

6°. S'il est permis à une puissance de se fortifier au centre et sur les bords du domaine commun ;

7°. Jusqu'où s'étend la propriété des mers territoriales ou qui baignent les côtes d'un état , et jusqu'à quel point les vaisseaux en danger ou poursuivis , doivent y trouver asile et protection.

8°. Quels sont les droits et les devoirs des neutres envers les belligérans; quelles sont les marchandises prohibées, c'est-à-dire, qu'il leur est défendu d'importer chez les puissances en guerre;

9°. S'il suffit de bloquer un port, et s'il ne faut pas en avoir sérieusement entrepris le siège pour en défendre l'accès aux neutres;

10°. Si le jugement de la validité des prises ne devrait pas être déferé à des magistrats neutres, siégeant en pays neutre; et s'il ne convient pas de prescrire à ces tribunaux de déclarer nulle toute prise faite avant l'expiration des six mois qui suivraient la déclaration de guerre;

11°. Quelle peine mérite un peuple belligérant qui entasse les prisonniers de guerre dans des pontons infects où ils périssent en grand nombre; et qui les force par des mauvais traitemens et des privations, à s'enrôler pour lui contre leur patrie;

12°. Si la raison et l'humanité autorisent l'usage de ces machines justement appelées *infernales*, de ces feux à la Congrève, dont l'inventeur mériterait le sort de Phalaris.

D'autres questions importantes sur l'hospitalité, l'extradition, sur l'indépendance récipro-

que des états, etc. , pourront être résolues dans ce code de la conscience, qu'il est temps de mettre en vigueur pour les nations , comme on l'a rendu obligatoire pour les individus. .

L'auguste assemblée des représentans du monde flétrira sans doute comme immorale, atroce et digne tout au plus des pirates d'Alger, la guerre que les belligérans font aux propriétés particulières sur le domaine commun. C'est tout au plus avec des vaisseaux armés qu'ils peuvent chercher à se nuire. La capture d'un navire qui ne peut se défendre, qui vogue sur la foi publique, est une infâme lâcheté, un vol de grande route qui révolte la conscience et l'honneur.

Les vénérables représentans du genre humain ne se sépareront pas sans avoir garanti l'exécution de leurs décrets par des institutions permanentes, qui sur le modèle de la fameuse *neutralité armée*, puissent contraindre les pervers sur lesquels la justice et la raison resteraient sans pouvoir.

PAR UN COSMOPOLITE.

## POST - SCRIPTUM.

---

CET ouvrage devait paraître dans le courant de février 1820. Divers contre-temps, et surtout la difficulté de réunir des documens essentiels, ont retardé l'impression du deuxième volume, ou plutôt des articles qui le terminent.

Pendant que nous mettions en ordre ces matériaux, des événemens extraordinaires ont étonné le monde politique, et se sont en quelque sorte offerts comme pièces justificatives de plusieurs assertions qu'on nous eût peut-être contestées.

Nous avons peint l'Espagne comme malheureuse, sous le joug de fer qui pesait sur ses habitans. Guidés par des renseignemens certains, puisqu'ils étaient avoués des deux partis, il ne tenait qu'à nous de charger les couleurs; mais la certitude où nous étions de soulever contre nous les adorateurs du pouvoir absolu, rendit notre plume timide, et quelque sombre que paraisse notre description, nous sommes restés, par prudence, au-dessous de la vérité.

Il est un parti qui semble avoir fait vœu de ne croire que ce qui le flatte; sa constante méthode est de classer au rang des fables les événemens qui contrarient son système favori. Citez des faits appuyés de preuves qui emportent conviction; si ces faits tendent à l'établissement des doctrines séditeuses, c'est-à-dire, du gouvernement représentatif, l'oligarchie les révoque en doute, les dénature, en invente de contraires, et pour dernière ressource, elle calomnie les intentions des auteurs.

A l'époque où nous prétendions que Ferdinand VII révoltait ses peuples contre lui, quelques-uns de nos publicistes encourageaient ce prince à persister dans son système de terreur; ils le flagornaient par des éloges emphatiques: ce n'est pas tout, ils lui donnaient l'assurance positive que ses peuples étaient heureux, et qu'ils béniraient à jamais sa bienfaisante domination. Quelle que soit, en fait d'aberrations, la fécondité de l'esprit de parti, on peut le défier d'en produire beaucoup d'aussi extravagantes.

Les événemens ont parlé.

Avons-nous fait une peinture romanesque de l'Espagne, sous les rapports importans de son agriculture, de son commerce, de son industrie, de sa marine et de ses colonies? Avons-nous eu

tort d'attribuer les calamités qui accablaient cette nation, à l'absurdité du système dans lequel des esprits faux et bornés avaient engagé leur souverain? Les provinces, dans leurs adresses, en ont dit plus que nous. Le roi lui-même a reconnu, dans ses proclamations, qu'il s'était égaré : il a publiquement déploré son erreur. Cet aveu franc et solennel l'absout de tous les excès qui se sont commis en son nom, de toutes les barbaries qui ont souillé les premières années de son règne. Celui qui peut ainsi triompher de l'amour-propre et de la honte, n'a pas une âme ordinaire et commune; et quand il dit : *Je jure d'observer la constitution*; il doit en être cru.

Qui n'eût pensé qu'une révolution si prompte et si complète, s'opérant sous la direction même du souverain, réduirait au silence nos olygarques et leurs sectateurs? Leurs publicistes ont d'abord nié les faits; ils ont ensuite douté. Leur scepticisme durait encore, que tous les détails de cette révolution étaient généralement connus. Terrassés par la notoriété publique, ils s'attachèrent à atténuer les faits, à les décolorer; ils invoquaient à l'appui, des correspondances particulières, dont l'origine fut toujours un secret pour le public. Lorsqu'enfin il a fallu capituler avec l'évidence, on les a d'abord vus plaindre le roi;

ensuite, lui prêter des sentimens contraires à ses actions. S. M. C. n'était point libre..... Les baïonnettes lui arrachaient ces actes, ces proclamations *révolutionnaires*, qu'aucun roi ne peut signer *proprio motu*..... Ces écrivains ont même insinué que toute l'Europe devait prendre les armes pour arracher ce malheureux prince à l'oppression.

Un rapprochement frappant se présente ici de lui-même à l'esprit.

Tout le monde sait que l'infortuné Louis XVI était l'idole de la nation. Les hommes les plus dépravés ne parlaient de lui qu'avec respect. On l'avait vu avec admiration se conserver pur et sans tache, au sein de la cour la plus corrompue de l'Europe. On lui tenait grand compte de n'avoir jamais fléchi le genou devant la méprisable idole qui voyait tous les jours à ses pieds les chefs des premières familles de l'État. Louis XVI avait, dans l'étranger comme en France, la réputation d'un homme intègre, juste, bon, et naturellement ennemi des flatteurs; mais ce qui le rendait encore plus cher à la nation, c'est qu'il était populaire; c'est qu'il voulait, en se rapprochant de ses sujets, échapper à l'obsession, à l'empire qu'avaient pris sur lui quelques hommes puissans, qui se disputaient le pouvoir et les tré-

sors de la France. Les premiers pas de Louis XVI dans la carrière de la révolution furent marqués par la franchise. L'oligarchie en frémit, et pour rendre impossible l'union qui allait s'établir entre la nation française et son roi, elle prit le parti de lui faire perdre la confiance et l'amour de ses peuples. Elle fit donc courir le bruit, et répéter par ses fidèles échos, que Louis XVI n'était pas de bonne foi, et qu'il démentait ses actes extérieurs par des directions d'intentions jésuitiques, en attendant qu'il pût les désavouer tout haut et sans détour. On a su depuis que nos folliculaires les plus démagogues, instrumens de la faction, étaient des pensionnaires du gouvernement anglais; c'est par eux que l'infortuné Louis XVI fut décrié avec le plus d'acharnement. De perfides étrangers qu'on avait reçus sans défiance, se lancèrent dans les sociétés populaires, et ne s'attachèrent pas avec moins d'ardeur à noircir le meilleur des rois, à lui prêter des intentions odieuses, des plans qui devaient révolter les esprits. Pendant que l'oligarchie perdait ainsi son roi dans l'intérieur, elle faisait entendre aux souverains de l'Europe que la masse de la nation ne désirait aucun changement, et qu'il suffirait d'une démonstration hostile pour arracher Louis XVI à une poignée de factieux. Le résultat



de cette machination fut un crime horrible, que tous les bons Français voudraient effacer de leurs annales.

L'oligarchie espagnole, attaquée, comme la nôtre, dans ce que l'orgueil a de plus cher, oserait-elle contrarier la révolution aux dépens de son souverain? Encore novice, elle pourrait ignorer tous les détours de l'intrigue; mais on aura soin de l'instruire dans l'art de rendre problématique ce qu'il y a de plus avéré, d'anéantir le mérite des faits, en y attachant de coupables intentions; on saura, s'il faut un grand holocauste, la faire planer au-dessus des scrupules.

Tout le monde peut remarquer avec quelle partialité quelques-unes de nos feuilles parlent de la révolution d'Espagne. Tout ce qui peut faire supposer la nation calme et le roi sincère, est plus ou moins altéré, et toujours suivi ou précédé de commentaires fâcheux ou sinistres. Le moindre mouvement d'opposition prend sous leur plume tous les caractères d'une guerre ouverte. On dirait qu'ils la désirent; on croirait qu'ils cherchent à la provoquer. Avec quelle satisfaction ils ont cru en apercevoir l'heureux germe dans la constitution même des Cortès!

Nous avons nous-mêmes traité cette constitution d'*œuvre démagogique*, et nous persistons

dans cette façon de penser. Cette charte n'établit que deux pouvoirs; et il nous paraît démontré que celui du souverain, déjà trop circonscrit, ne saurait tenir contre un corps délibérant, qui s'est investi de plusieurs attributions évidemment inhérentes au pouvoir exécutif. Qui défendra la prérogative royale, si des représentans enthousiastes et factieux tentent de l'usurper? Les Cortès auraient dû fonder une chambre aristocratique, assez forte pour maintenir l'équilibre entre la couronne et les élus de la nation. Mais les saintes doctrines, quant à la division des pouvoirs, n'avaient pas encore pénétré dans la Péninsule; à peine étaient-elles soupçonnées par nous. Il est juste, d'ailleurs, de considérer dans quelles circonstances cette constitution fut donnée aux Espagnols. On délibérait sous le canon de l'ennemi, et dans un moment d'exaltation. Des orateurs, plus diserts que réfléchis, rivalisèrent entre eux à qui rendrait la nation plus libre qu'elle ne pouvait l'être.

Ce vice capital n'a pu échapper à l'attention du roi. Ses conseillers, ennemis de toute innovation, n'ont assurément pas manqué de lui signaler tout ce que la charte espagnole peut avoir de defectueux. S. M. l'a cependant acceptée : qui eût pu lui donner d'autres conseils? Tel est encore

l'engouement du public pour cette constitution, qu'en refusant, ou même en différant de l'accepter, le roi compromettrait sa couronne; mais tout porte à croire qu'il a conçu l'espérance d'obtenir de grandes modifications. Nous nous plaisons même à penser qu'elles seront proposées avec succès à l'assemblée nationale qui va se réunir. La plupart des auteurs de cette constitution ont voyagé, ils ont lu nos publicistes, ceux d'Angleterre et des États-Unis. Plusieurs ont assisté aux débats du parlement d'Angleterre et de notre chambre des députés. Il est permis d'espérer que tant de lumières, acquises depuis 1812, feront triompher les bons principes, et que les Cortès sauront mesurer avec plus d'économie la liberté qu'il convient d'accorder au peuple.

En attendant, on peut s'étonner de l'audace avec laquelle certains de nos publicistes, *aujourd'hui sujets à la censure*, attaquent le gouvernement espagnol. Nos ministres ont d'autant plus de tort de le souffrir, pouvant si facilement l'empêcher, que la malveillance en viendrait peut-être à la fin jusqu'à calomnier leurs propres intentions à l'égard du plus intime de nos alliés.

Jamais la France n'eut une si belle occasion de s'unir intimement à l'Espagne; ajoutons qu'elle

n'en eut jamais un si pressant besoin. Il ne faut pas être bien versé dans la connaissance des hommes et des choses, pour voir la possibilité d'obtenir en ce moment, soit en Europe, soit ailleurs, des avantages commerciaux qui ressusciteraient en France le commerce et la navigation; la prudence nous défend de développer cette pensée.

Ces faveurs s'obtiennent par de bons procédés. Loin de permettre à des folliculaires sans vues, de diviser ce qui doit être uni, d'irriter chez nos voisins les passions les plus contraires à l'établissement de l'ordre et de la paix, il est plus humain, plus digne de nous, et il sera même plus profitable de les assister dans la crise où ils se trouvent, de n'intervenir dans leurs dissensions, que comme pacificateurs bénévoles; de les aider, en un mot, soit à fonder un gouvernement représentatif sage et régulier, soit à repousser l'influence malfaisante d'une certaine cour, dont cette révolution déconcerte les calculs.

Le gouvernement français s'élèvera-t-il jusqu'à la hauteur des considérations qui, dans ce moment décisif, doivent le diriger? saisira-t-il l'occasion qui s'offre à lui de fonder, non-seulement un pacte de famille, puisque la chose redevient praticable, mais une alliance indisso-

luble entre deux grandes nations que la géographie condamne à s'aimer? Si, contre toute apparence, il négligeait à ce point les intérêts de notre patrie et ceux de nos voisins, s'il restait indifférent à leur sort; si la censure continuait d'autoriser quelques-unes de nos feuilles à diffamer cette brave nation et son roi; tout ce qu'il y a d'hommes généreux en France désavoueraient cette politique barbare, insensée, et non moins contraire aux lois de l'humanité qu'aux véritables intérêts de la France.

Nous dirions, en ce cas aux Espagnols :

• Ne nous jugez point d'après les actes de ceux qui nous gouvernent. Leur conduite à votre égard est encore une loi d'exception, aussi contraire au vœu public que celles qui ont mis à leur discrétion nos plus chères libertés. Les Français vous firent à regret une guerre injuste; ce fut l'un des plus grands crimes de leur tyran; Avec non moins de regret, ils se voient réduits à ne pouvoir vous offrir, dans une conjoncture si difficile, que de stériles vœux; mais ces vœux sont sincères, ardents et presque universels. S'il vous faut des auxiliaires dévoués, si le léopard vient rugir le long de vos côtes, faites un appel; nos braves quitteront à l'instant les ateliers et la charrue; ils franchiront les Pyrénées par tous

les passages praticables et prendront rang dans vos bataillons.

• Pour premier gage de l'intérêt que nous inspire votre belle cause, recevez de nous quelques conseils, immortelles leçons d'une cruelle expérience.

• Méfiez-vous de ces patriotes fougueux qui veulent tout renverser, le vrai zèle est inséparable de la modération. C'est dans cette classe d'énergumènes que l'ennemi du dedans et du dehors choisit ses meilleurs agens. S'il vient parmi vous des Proly, des Anarcharis Clooths, pour vous donner des leçons de patriotisme, repoussez-les de votre sein, le ciel en courroux ne saurait vous faire de plus funeste présent.

• Toute l'Europe éclairée vous crie que la constitution de 1812 ferait votre malheur; écoutez sa voix; que le prince qui vous gouverne soit traité avec dignité : comment reprimerait-il les ennemis du bon ordre, si vous ne lui rendiez les moyens de se faire respecter et obéir ?

• Que tous vos écrits recommandent la concorde et l'union : si l'Espagne se divise, elle est perdue. La liberté de la presse est l'âme des gouvernemens représentatifs : on ne saurait appliquer de meilleur topique aux abus ; mais à côté du re-

mède est le poison. La presse met ses bienfaits et ses services à un trop haut prix , s'il faut les acheter par la perte des mœurs. Qu'une loi sévère atteigne tout écrivain séditieux, immoral ou affaiblissant l'empire de cette admirable religion qui , bien observée , rendrait inutiles sur la terre les armées, les juges, les prisons et les bourreaux. Elle remplacerait tout, mais rien ne peut la remplacer. Attaquer cette colonne de l'ordre social , c'est vouloir éteindre toute vertu. Ne souffrez pas même qu'on révolte les âmes faibles , en jetant du ridicule sur des institutions révérees, quoiqu'on pût les abolir sans blesser les principes. Détruire est chose facile; nos révolutionnaires s'entourèrent de ruines, mais ils ne surent rien créer.

» Ayez de justes égards pour votre clergé, surtout pour ceux des ministres de la religion qui communiquent directement avec le peuple. Ce sont les juges des intentions perverses et des crimes qui n'ont que Dieu pour témoin : que peut sans eux la plus savante législation ? Le contempteur des principes religieux est le plus sot de tous les hommes, s'il ne devient profondément égoïste et par conséquent mauvais citoyen.

» Les flancs des Pyrénées gémissent, dit-on, sous le poids des ballots de livres qui entrent dans votre péninsule.

» Si vous ne recevez que les immortels ouvrages dont l'apparition simultanée fut pour la France une époque de gloire, nous vous dirons avec confiance : Lisez-les nuit et jour,

» *Nocturná versate manu, versate diurná* ; le génie, le goût et la raison n'eurent jamais de plus savans interprètes.

» A ces auteurs succédèrent des écrivains qui, désespérant de les atteindre par la même route, suivirent une autre direction. Les sciences exactes et naturelles, les arts, l'histoire, la politique et la législation leur doivent de précieuses découvertes ; mais quelques-uns, hardis novateurs, attaquèrent les principes de la morale et relâchèrent tous les liens de la société. D'autres prétendirent que les opinions religieuses ne tendaient qu'à dégrader l'esprit humain. Ils les bannirent de leurs théories sur l'économie sociale ; il en est qui prostituèrent leurs talens aux vices les plus honteux, et les embellirent de toutes les grâces qui peuvent éclore d'une imagination riche et féconde. Espagnols, recevrez-vous sans choix la saine nourriture et l'homicide poison ? Le sectateur le plus entêté des droits de l'homme et



de la liberté illimitée, souffre-t-il dans les mains de son enfant une arme dangereuse, ou met-il à sa portée un aliment qui donne la mort ?

• Votre émancipation qui a les caractères d'un événement surnaturel, sera pour tout l'univers un sujet d'admiration; mais cette immortelle leçon donnée au despotisme, l'oligarchie ne vous la pardonnera jamais : elle eût déjà publié contre vous une croisade, si elle ne craignait d'opposer à vos soldats, des soldats qui courraient les embrasser; cette appréhension vous sauve pour le moment. Il est vrai que vos ennemis, fondant leur calculs sur l'incandescence de votre imagination et peut-être sur les excès qu'il provoqueront dans la Péninsule, se flattent que vous allez vous-mêmes les venger, que vous aurez vos *Marat*, vos *père Duchesnes*, vos apothéoses de la *Raison*, et qu'à force de révolter l'opinion et les consciences, vous courrez chercher un abri contre vous-mêmes, sous la verge du pouvoir absolu. Ne regardez point ceci comme une supposition gratuite; ces sinistres pronostics sortent chaque jour de la bouche de nos dissidens; nous les avons nous-mêmes entendus; sachez donc gouverner avec prudence un vaisseau qui vogue au milieu des bas-fonds et des récifs.

• L'injustice de la cour de Rio-Janeyro qui, sans

justice, s'est emparée d'une de vos places, vous donne des droits incontestables à une satisfaction, et puisqu'on vous la refuse, à des représailles sur le Portugal ; c'est à vous de voir si la politique vous permet d'occuper immédiatement cette province, ou s'il convient d'attendre que votre régime actuel soit affermi ; vous pouvez vous arrêter à ce dernier parti, sans compromettre le succès de l'opération. Vous savez combien les Portugais sont malheureux, sous l'empire de trois cabinets : dégoûtés d'une cour qu'il ne voient plus, et qu'ils ne connaissent que par les impôts qu'elle exige ; livrés par elle à des régens déconsidérés qui, à leur tour, les abandonnent à la cupidité britannique, ils brûlent d'être libres, comme vous et avec vous. Quand l'Angleterre vomirait cinquante mille hommes sur leurs côtes, les Portugais seraient infailliblement conquis, puisqu'ils désirent de l'être. C'est ce que le maréchal Baresford a dû sentir, et nous ne serions point étonnés qu'il plaidât lui-même votre cause à Rio-Janeyro, où les papiers publics nous disent qu'il est appelé par la cour de Brésil, mais où l'on doit présumer qu'il est envoyé par le cabinet de Saint-James. Il est vraisemblable que pour vous ôter tout prétexte d'attaquer le Portugal, il va presser la cour du

**Brésil de vous restituer Montevideo. Vos intérêts exigeraient qu'il ne réussit point ; les intelligens nous entendront.**

• **Espagnols , rétablissez immédiatement votre marine militaire , sans laquelle vous ne sauriez ni faire respecter , ni conserver vos établissemens coloniaux. Qu'aucun sacrifice ne vous coûte pour montrer bientôt à la Méditerranée et à l'Océan , le pavillon de Castille , qu'ils s'étonnent de ne plus voir. Rien ne peut donner , au monde politique , une plus haute idée de votre gouvernement , de l'énergie de votre esprit public , de la vigueur de vos nouvelles institutions.**

• **Vous ne conserveriez point les Florides trop précieuses pour les États-Unis , trop à leur portée pour qu'elles puissent leur échapper : sachez les abandonner à l'Union , et en faire le prix d'une alliance offensive et défensive qui tiendra le léopard en respect. Vous avez tant d'autres colonies ! Les Florides n'ajouteraient rien à votre puissance et vous feraient un ennemi de plus.**

• **Conservez , à quelque prix que ce soit , l'île de Cuba , dont le cabinet de Londres se montre si avide. Cuba est au Mexique ce que l'âme est au corps. Pour vous rattacher la population de cette île , il suffira de corriger les abus dont elle**

se plaint, de lui donner une administration éclairée à laquelle il conviendra d'attacher les colons les mieux intentionnés pour la métropole.

• Cette règle s'applique à *Porto-Rico*, aux Philippines, à toutes les colonies restées fidèles. Mais il faut d'autres concessions pour rattacher à la mère patrie, celles qui ont pris les armes. Pourquoi fermer aux colons la carrière des emplois publics? Sont-ils moins intéressés à la prospérité des établissemens, que des intrigans venus de la métropole dans l'unique intention d'élever une grande fortune? La politique exigera peut-être que les vice-rois soient européens: mais il s'agit de préserver les habitans de leur rapacité, de leur tyrannie; et le moyen se présente naturellement. Que ces gouverneurs soient tenus de rendre leur compte annuel à une administration indépendante d'eux, et composée des colons les plus marquans. Chargez ces mêmes administrations de transmettre au roi les comptes qu'on leur aura soumis, et d'y consigner leurs propres observations.

• Les malheureux Indiens, véritables propriétaires du pays, sont encore humiliés, opprimés. Est-il dans l'ordre des possibles qu'ils aiment votre orgueilleuse domination? Soyez en fin justes pour ces malheureux; ils s'attacheront à vos intérêts.

• Les meilleurs politiques doutent que vous puissiez faire rentrer sous votre domination la Plata et le Chili. Les habitans, déjà constitués et libres, ont contracté de nouveaux besoins; ils se suffisent et peuvent se passer de vous. Si la persuasion est impuissante, souscrivez de bonne grâce à ce sacrifice. Il faudrait verser des flots de sang, vous rendre odieux, combattre un peuple aguerrri, qui ne manquerait pas d'auxiliaires; et l'armement dispendieux qu'exigerait cette guerre, n'aurait pour résultat, fussiez-vous vainqueurs, que de faire, tôt ou tard, égorger vos garnisons. Les frais de garde absorberaient les revenus. Ne vaut-il pas mieux échanger des droits après tout incertains, et des chances très-douteuses, contre des avantages commerciaux? Les nouveaux républicains, pour n'avoir plus d'agression à redouter, accorderont à vos commerçans plus de faveurs qu'à ceux de toute autre nation. Les cuirs de Buenos-Ayres n'iront des lors plus encombrer les docks de Londres; ils s'arrêteront à Cadix. Les suggestions de l'orgueil doivent être écartées. L'orgueil ne peut rien contre la force des événemens. Lord Chatam fut dominé par cette passion : sa patrie s'en souviendra jusqu'à la fin des siècles.

• Les avis sont partagés relativement à la

Nouvelle-Grenade et au Vénézuëla. Il faudrait gagner, n'importe à quel prix, les chefs de la révolution.

• S'ils ne veulent que des réformes, leur attente sera remplie. Les vrais Espagnols des deux hémisphères se trouvent enfin à l'unisson, et nous aimons à penser que, d'abord sur les principes, ils le seront bientôt sur les conséquences. Le plus grand obstacle viendra des Anglais. Leur gouvernement ne se résoudra pas sans peine à perdre le fruit de vingt ans d'intrigues. Que dirons-nous des capitalistes de Londres, qui ont fait débarquer tant de munitions, tant d'officiers et de soldats sur la côte australe du golfe Mexicain ? Ce n'étaient que des avances. Voudront-ils les perdre, avec les énormes bénéfices qu'ils s'en étaient promis ? Albion ne lâche pas ainsi sa proie. Les Anglais vont s'attacher à tenir en haleine, à fortifier le parti des indépendans. Pour assurer leurs premiers sacrifices, ils s'en imposeront de nouveaux. Mais tous ceux des habitans qui ont pénétré les vues intéressées de ces auxiliaires, tous ceux qui invoquent le repos, après tant d'agitations, formeront, avec les royalistes, une imposante majorité. Que vous seriez heureux, Espagnols, si la Providence vous rendait ces belles contrées, sans vous les faire acheter par des com-

bats ! La concorde, la paix et les cultures y seraient bientôt rétablies. S'il faut malheureusement que les bords de l'Orenoque et de l'Apure entendent encore le canon, présentez à vos frères égarés une expédition si imposante qu'ils désespèrent de lui résister. Un salutaire effroi prévientra toute effusion de sang. Qu'une amnistie absolue, universelle, précède l'expédition, et couvre tout ce qui a pu faillir. Généreux pour ceux qui vous ont si cruellement persécutés en Europe, le seriez-vous moins pour des colons que des chances variées à l'infini ont successivement placés dans les situations délicates, les plus difficiles ? La paix était rétablie dans le Vénézuela. Tout s'était soumis à votre roi. Pourquoi les colons ont-ils repris l'attitude hostile ? Tel a été le fruit de plusieurs capitulations lâchement violées, d'une amnistie foulée aux pieds.

- On ne peut contester à Morillo des talens militaires. Il a fait en quelque sorte l'impossible pour conserver ces riches provinces à leur métropole. Mais ce général s'est rendu odieux par des cruautés inouïes. Qu'il s'éloigne de ce théâtre. Sa présence serait seule un obstacle au rétablissement de la paix.

- Nous ne dirons rien du Pérou. La nouvelle de votre révolution y grossira sans doute le parti

royaliste, et les succès inattendus d'Artigas délivreront le vice-roi de Lima des cruautés que devait lui inspirer l'armée du général Saint-Martin. La conservation du Potosi vous impose la loi de reconquérir la côte méridionale du golfe. Le Pérou suivra le sort de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela.

• Ne vous flattez point, Espagnols, de régner long-temps sur vos possessions d'outre-mer, à la faveur du système colonial qui avait acquis auprès de votre gouvernement l'autorité d'une règle infallible. Les colons ne sont point des sujets, mais des frères. Les avantages de l'association qu'ils forment avec leur métropole, doivent être équitablement partagés. Si par des réglemens arbitraires et capricieux, vous cherchez à vous approprier les fruits de leur industrie, vous leur ferez désirer l'indépendance.



FIN DU SECOND VOLUME.



# TABLE

## DES CHAPITRES

DU SECOND VOLUME,

ET DE LEURS DIVISIONS.

---

### CHAPITRE IX.

	PAGES.
<b>ANGLETERRE.</b> . . . . .	1
<b>ARTICLE PREMIER. — Colonies anglaises d'Asie</b> . .	2
§ I <sup>er</sup> . Empire Anglo-Indien. . . . .	4
§ II. Ceylan. . . . .	40
§ III. Etablissemens anglais dans l'Archipel indien .. . . .	45
§ IV. Nouvelle-Hollande. — Van-Diémen.. .	50
<b>ART. II. — Colonies anglaises de la mer Pacifique.</b>	57
§ I <sup>er</sup> . Nouvelle-Zélande, Norfolck. . . . .	58
§ II. Autres colonies anglaises de l'Océan Pacifique.. . . .	62
<b>ART. III — Mouvemens de la politique anglaise en           Afrique.</b> . . . . .	72
§ I <sup>er</sup> . Vues de l'Angleterre sur les côtes sep- tentrionales du continent africain. .	73

	PAGES.
§ II. Travaux de l'Angleterre sur la côte occidentale d'Afrique. . . . .	87
§ III. Colonie anglaise de l'Afrique centrale. . . . .	116
ART. IV. — Ambition anglaise dans les mers contiguës à l'Afrique. . . . .	123
§ I <sup>er</sup> . Golfe Persique, mer Rouge. . . . .	124
§ II. Influence anglaise dans l'océan indien et dans la mer Atlantique. . . . .	130
ART. V. — Ambition anglaise dans le Nouveau-Monde . . . . .	135
§ I <sup>er</sup> Passage du Nord-Ouest. . . . .	<i>ibid</i>
§ II. Canada. . . . .	150
§ III. De la ci-devant colonie anglaise, appelée aujourd'hui les États-Unis. . . . .	167
Convention entre le gouvernement des États-Unis et la nation des Grecs. . . . .	173
§ IV. Bermudes. — Lucayes. — Caïques. — Vierges. — Antilles anglaises. . . . .	194
§ V. Guyane anglaise. . . . .	209
ART. VI — Ambition anglaise dans les mers d'Europe. . . . .	215
§ I <sup>er</sup> . Mers du nord de l'Europe. . . . .	216
§ II. Ambition de l'Angleterre dans la Méditerranée . . . . .	218
Appel des Siciliens à la nation anglaise. . . . .	222
ART. VII. — Ambition anglaise sur le continent européen. . . . .	232

( 373 )

CHAPITRE X.

CONCLUSIONS. . . . .	319
§ I <sup>r</sup> . Ambition anglo-américaine. . . . .	<i>ibid.</i>
§ II. Ambition russe. . . . .	321
§ III. Ambition britannique. . . . .	327
Post-scriptum . . . . .	346

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.

---

## ERRATA

### DU SECOND VOLUME.

---

Page. Lignes.

- 2 12 éminemment; *tisez* imminemment  
11 11 force; *tisez* forcent.  
27 ceux qui; *tisez* à ceux qui.  
19 12 Nepal; *tisez* Népaül.  
51 8 occidentale; *tisez* orientale.  
55 6 crime; *tisez* crimes.  
71 17 renversa; *tisez* renverse.  
73 13 ménagée; *tisez* menagé.  
79 14 donnèrent; *tisez* donnent  
96 11 libres; *tisez* libérés.  
97 12 ses fonds; *tisez* les fonds.  
22 exploiter; *tisez* explorer.  
103 12 portes; *tisez* rives.  
104 17 Caboucir; *tisez* Caboucirs.  
111 6 quant; *tisez* quand.  
119 4 divers; *tisez* diverses  
126 19 les rives; *tisez* ses.  
136 3 Bchering; *tisez* Behring.  
137 16 dont; *tisez* d'où.  
154 23 des ( bis ); *tisez* de.  
155 26 censure; *tisez* mesure.  
158 14 fixe; *tisez* fixes.

Pag.	Lignes,
161	27 ses; <i>tisez</i> ces.
171	25 un; <i>tisez</i> une.
174	15 subsistance; <i>tisez</i> subsistances.
176	11 ses; <i>tisez</i> ces.
209	1 § VI; <i>tisez</i> V.
212	22 gouvernemens; <i>tisez</i> gouvernans.
213	16 ces titres; <i>tisez</i> les.
216	2 mer du Nord; etc., <i>tisez</i> mers.
219	24 substances; <i>tisez</i> subsistances.
226	8 prodiguaient; <i>tisez</i> profitaient.
227	13 si no, non; <i>tisez</i> si no, no.
	26 Capannie; <i>tisez</i> Campanie.
258	23 en voici le texte; <i>tisez</i> voici le texte des principaux.
260	14 dite; <i>tisez</i> dits.
291	15 sacrifions; <i>tisez</i> sacrifierons.
302	18 10; <i>tisez</i> 100.
338	19 concession; <i>tisez</i> concessions.



